

La ronde des otages

Implacable, le cauchemar continue. Depuis une dizaine de jours, la ronde infernale des prises d'otages a repris à Beyrouth. En Somalie aussi, où dix jeunes Français viennent de payer de leur liberté — provisoirement — le besoin de publicité d'un mouvement dissident qui a ses bases arrière en Ethiopie.

Les deux phénomènes sont-ils de même nature ? Il ne le semble pas. A Beyrouth, les enlèvements d'Occidentaux relèvent le plus souvent d'un calcul cynique qui vise à faire plier ou à paralyser un gouvernement précis. La France en sait quelque chose. Les Etats-Unis aussi. Quant à l'Allemagne de l'Ouest, elle est en train d'en faire le dur apprentissage.

La situation des Français kidnappés en Somalie est semblable à celle de l'Allemagne de l'Ouest, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, ce n'est pas la politique française dans la région qui est en accusation, mais celle du président Berre, auquel les « nordistes » reprochent de les tenir à l'écart du pouvoir. Si tel est bien le cas, on voit mal ce qu'ils auraient à gagner à se lancer dans une longue épreuve de force avec Paris. La prise d'otages, si elle ne vise qu'à faire parler de soi, a un effet de boomerang lorsqu'elle s'éternise.

Cet effet de boomerang laisse de marbre les preneurs d'otages de Beyrouth. C'est qu'ils s'entendent eux en guerre contre la plupart des démocraties occidentales. Une guerre « inégale », disent-ils, où tous les coups sont permis, à commencer par le recours au terrorisme le plus aveugle. Et ils sont encouragés dans leur détermination perverses par plusieurs Etats qui utilisent froidement leurs services pour tenter de ligoter ou de décourager tout ceux qui représentent un obstacle à leurs ambitions.

Même si certains enlèvements à Beyrouth sont d'ordre purement crapuleux — mais ce sont surtout les Libanais qui en sont victimes par centaines — la plupart des rapt d'Occidentaux ne sont pas le fruit du hasard. L'anarchie et la chaos qui régissent dans la partie ouest de la capitale libanaise ont leur logique, peut-être difficile à déchiffrer au premier abord, mais bien réelle. Si les Allemands de l'Ouest sont devenus des cibles privilégiées, c'est tout simplement pour dissuader le gouvernement de Bonn d'extrader aux Etats-Unis le terroriste récemment arrêté à Francfort et réadmis par Washington pour répondre devant la justice du détournement, en 1985, d'un appareil de la TWA.

Et c'est sans doute pour cette dernière raison que les citoyens américains ayant l'imprudence de résider à Beyrouth-Ouest sont redevenus des morceaux de choix. On peut aussi penser que le rapt d'un nouvel otage français n'aurait pas eu lieu si Paris avait cédé davantage aux exigences iraniennes, notamment en ce qui concerne le soutien à l'Irak.

Force est de constater, d'autre part, que les preneurs d'otages et leurs protecteurs sont encouragés à poursuivre leurs activités par les résultats qu'ils ont déjà obtenus. M. Reagan, qui ne pourra plus donner de leçons à quiconque, s'est déconsidéré dans l'affaire des livraisons d'armes à l'Iran. L'Allemagne paraît bien décidée à trouver une solution de compromis et la France, empêtrée dans une négociation qui n'ose pas dire son nom, risque bientôt de se retrouver au pied du mur tant les exigences de Téhéran se font plus précises et de moins en moins acceptables.

Rarement le crime et l'exploitation de sentiments humanitaires auront autant payé.

(Lire nos informations page 38.)

Nouveau défi à M^{me} Aquino

Une tentative de rébellion est matée aux Philippines

La présidente Aquino a assuré, le mardi 27 janvier, que les autorités avaient à nouveau la situation en main après une rébellion militaire de partisans de l'ancien président Marcos, la plus grave depuis que ce dernier a été renversé. Il y a presque un an. Toutefois, une centaine de mutins se trouvaient encore, mardi matin, dans les locaux d'une station de télévision privée, et M^{me} Aquino a menacé de lancer l'armée à l'assaut du bâtiment.



FRANÇOIS

Le différend agricole

L'Europe cède aux pressions commerciales américaines

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont arrêté, le lundi 26 janvier, les concessions à faire aux Américains, pour empêcher tout conflit agricole entre la CEE et les Etats-Unis. Non contents de céder les deux tiers du marché espagnol des céréales pendant quatre ans — au détriment de la préférence communautaire — les Européens baisseront, en outre, les droits sur certains produits industriels.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont donné, le lundi 26 janvier, leur feu vert à la Commission européenne pour conclure avec les Etats-Unis les négociations engagées à propos des facilités d'accès à accorder aux exportateurs américains de maïs pour atténuer le préjudice subi du fait de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

Tout devra être réglé au plus tard vendredi. Sauf raidissement

de dernière minute, bien improbable tant on a l'impression que tout ou presque fut arrangé dès le week-end et que les consultations inter-européennes de lundi n'ont eu pour objet que de créer l'illusion qu'on se défendait pied à pied, la guerre commerciale transatlantique n'aura pas lieu.

Les producteurs de cognac, de fromage, de vin, de vin blanc, que l'administration Reagan avait pris en otage en menaçant de taxer leur exportations de 200 %, respirent.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite et l'article de JACQUES GRALL page 34.)

Démissions à la direction du PCF

La bataille perdue des « rénovateurs »

Lors de la première journée, le lundi 26 janvier, de la réunion du comité central du PCF, M. Claude Popereau s'est démis de ses responsabilités au bureau politique et au comité central. Il protestait ainsi contre la réponse (adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions) à une lettre de M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, qui s'agissait de l'utilisation du mot « liquidateur » par M. Marchais à l'occasion de la formation professionnelle et de la formation professionnelle.

La séance du matin s'ouvre sous la présidence de M. René Le Guen, membre du bureau politique, chargé du secteur « sciences et recherche » et ancien responsable des cadres de la CGT. Elle commence avec beaucoup de retard — une heure environ — car le bureau politique s'est longuement réuni auparavant.

D'entrée, le président de séance donne, selon le souhait de son auteur, lecture au « parlement communiste », de la lettre « strictement personnelle » que M. Marcel Rigout, ancien ministre de la

formation professionnelle et député de Haute-Vienne, a fait parvenir, à la fin de la semaine précédente, au secrétariat du comité central. Puis il lit la réponse que le bureau politique a élaboré pendant le week-end avant de demander la publication des deux missives dans l'Humanité, car « l'expérience détestable prouve que ça ne restera pas interne au comité central ».

Après cet exposé des motifs, le premier orateur est le « rénovateur » Claude Labrousse (Haute-Garonne). « J'ai ressenti l'intervention de Georges Marchais [à la télévision] comme Marcel Rigout, dit-il, comme une agression. Il se prononce pour le débat, le dialogue, la transparence et non l'invective ». Il indique qu'il ne votera pas la lettre-réponse à M. Rigout.

Très ému, selon des membres du comité central, M. Claude Popereau s'adresse alors à ses camarades. « Moi ne plus, dit-il, je ne voterai pas ce texte. S'il se prononce contre le travail fractionnel et l'organisation des tendances », selon les principes statutaires du PCF, il n'en estime pas moins que « la déclaration du secrétaire général sur Antenne 2 [accusant les « rénovateurs »

d'être des « liquidateurs » du parti n'était pas justifiée ». Il rappelle, pour s'en désolidariser, que le bureau politique avait adopté, en août 1984, un rapport secret (de M. Gaston Plissonnier) dénonçant « les liquidateurs de l'intérieur ayant des relais à l'extérieur ». Il se prononce pour une rénovation du parti qui permettrait de le « ramener à 20 ou 25 % » et contre « la création d'un deuxième PS ». Il s'en prend à M. Marchais et dénonce « l'amalgame » pratiqué, selon lui, par ce dernier : « Le centralisme démocratique ne fonctionne pas, assène-t-il. Je ne veux pas le moindre amalgame entre « rénovateurs » et « liquidateurs ». Il annonce sa décision de quitter ses fonctions au bureau politique et au comité central.

Derrière lui, un autre ancien ministre prend la parole : M. Anicet Le Pors, ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique. « Je n'ai pas dramatisé l'intervention sur Antenne 2, assure-t-il. Les précisions apportées sur l'FR 3 [M. Marchais avait concentré son attaque contre M. Juquin] m'ont fait considérer que l'incident était clos. La lettre-réponse à Marcel Rigout, va apporter des rappels et des précisions auxquels je souscris. »

Cependant, M. Le Pors propose un léger amendement au texte, qui, par la suite, ne sera pas adopté. MM. Jean-Paul Magnon (Rhône) et Maurice Verdier (Hérault) indiquent, tous les deux, qu'il y a, selon eux, une activité fractionnelle dans leurs fédérations. Le premier critique le récent passage de M. Juquin dans son département et le second indique qu'une lettre-pétition circule dans le sien.

Puis le philosophe Lucien Sève fait état d'un « incident qui [le] touche personnellement ». Professeur à l'école du parti, il raconte qu'à l'occasion d'un cours sur la dialectique « les élèves avaient été informés de [ses] désaccords avec le vingt-cinquième congrès, plusieurs [élèves] considérant [sa] moralité politique comme douteuse ». Il proteste en rappelant qu'il a voté « toutes les décisions » du parti. En définitive, il se déclare favorable à la réponse du bureau politique à M. Rigout, mais il ne souhaite pas voter la phrase faisant référence à « la suspicion ». Il la votera quand même, « aucun amendement n'ayant été retenu ».

OLIVIER BIFFAUD.
(Lire la suite page 7.)

La grande coalition socialiste-populiste en Autriche

La fin de l'ère Kreisky

Le chancelier Vranitzky devait prononcer au Parlement, le mercredi 28 janvier, une déclaration gouvernementale pour présenter son cabinet composé de socialistes et de populistes. La formation d'une grande coalition entre le SPO et le OePV marque en Autriche la fin de l'ère Kreisky.

VIENNE
de notre envoyé spécial

Cette fois la rupture est consommée. L'ère Kreisky est bel et bien finie. Quatre ans après que Bruno Kreisky eut quitté le pouvoir, le Parti socialiste autrichien s'est définitivement émancipé. De son lit d'hôpital où il soignait une mauvaise grippe, l'ancien chancelier, à la veille de ses soixante-

seize ans, morigène ses disciples, remâche son amertume et agit la menace de révélations gênantes pour ces « parvenus » qui occupent maintenant le pouvoir.

Sans doute était-ce lui qui, pour la plupart en tout cas, leur avait mis le pied à l'étrier. Il affirme maintenant s'être trompé et admet être déçu. Pour bien marquer sa mauvaise humeur, il a abandonné la présidence d'honneur du SPO, son dernier poste dans le parti. Son geste n'est-il qu'une manifestation d'orgueil d'un vieillard sans pouvoir ? Dans le parti, il n'a eu que peu d'écho ; dans la population, il a provoqué plus de commisération que d'intérêt, mais les syndicats ont enregistré sans déplaisir sa réaction et les jeunes socialistes se sont félicités des volées de bois vert assénées à

un chancelier assimilé à un « représentant des banquiers ».

L'intéressé, M. Franz Vranitzky, hausse les épaules devant ces critiques. Il a au moins raison sur un point : la révision de la politique économique de type social-démocrate n'a pas commencé avec la formation de la grande coalition ni même après son arrivée à la chancellerie. Le « tournant » qu'annonce à grands cris le Parti populiste, tout étonné encore des concessions arrachées à son partenaire, avait commencé avant les élections.

La grande coalition entre socialistes et populistes, qui avait déjà gouverné l'Autriche jusqu'en 1966, était la solution la « plus adaptée » et la « plus raisonnable », dit le chancelier Vranitzky.

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 3.)

Un entretien avec M. Nucci

« Châlier est un spécialiste de la désinformation », nous déclare l'ancien ministre de la coopération.

PAGE 10

Paribas se vend trop bien

Le Trésor freine la spéculation.

PAGE 33

Une ouverture de M. Gorbatchev

Le numéro un soviétique propose la pluralité des candidatures au sein du Parti communiste.

PAGE 38

Les obligations de la « 5 » et de TV 6

Le cahier des charges des deux chaînes privées établi par la CNCL.

PAGE 11

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

« Les comètes sont-ils des cobayes ? » Les dossiers en souffrance de M. Valade, le nouveau ministre délégué à la recherche. ■ Les mécanismes des marées. ■ Secteurs de pointe : le minitel sans affichage.

PAGES 17 à 19

« Le Monde Rhône-Alpes » a un an

Le 28 janvier 1986 sortait le premier numéro de l'édition Rhône-Alpes du « Monde », illustration d'un développement dont notre journal a donné depuis bien des exemples. Le succès n'était pas assuré d'emblée. Et pourtant les ventes ont enregistré une hausse de dix points au-dessus de l'augmentation nationale moyenne. Ce pari gagné ouvre la voie à la création d'autres pages régionales.

Le sommaire complet se trouve page 38

SARAH KOFMAN

Paroles suffoquées

ÉDITIONS GALLÉE

Débats

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET EMPLOI

Il est trop facile d'expliquer le chômage élevé des jeunes par l'inadaptation du système éducatif, estime Pierre Surault. En fait, plus on ira, plus les diplômés éprouveront un sentiment de déclassement à l'embauche. Cette frustration est mauvaise, poursuit Michel Godet, et ne peut être combattue que par la sélection permanente, valorisant le professionnalisme, non par la sélection-exclusion.

Les mirages de la formation

Il faut en finir avec les rentes éducatives et valoriser les compétences prouvées.

par MICHEL GODET (*)

LES projecteurs de l'actualité ont beau être puissamment braqués sur l'école et sur l'Université, la plupart des questions sur l'égalité des chances ou la sélection sont mal posées alors que les vrais problèmes, comme le professionnalisme et la formation des formateurs, restent tabous. Pour la jeunesse inquiète de son avenir, essayons d'éclaircir quelques zones d'ombre.

Paradoxalement, moins un diplôme sert, plus il est recherché, car sa détention confère des atouts. En d'autres termes, plus un diplôme est dévalué, plus il est nécessaire de l'acquiescer : l'avoir ne sert guère, mais ne pas l'avoir ferme beaucoup de portes et présente des risques. En effet, les moins diplômés et les moins qualifiés sont les premiers touchés par le chômage. En bonne logique, chacun cherche à se prémunir contre le chômage par des études de plus en plus longues. Il en résulte un décalage accru entre la réalité et les aspirations pour un nombre croissant de jeunes qui n'accèdent pas aux responsabilités auxquelles ils pensaient pouvoir prétendre de par leur formation.

Ce sentiment de frustration est particulièrement exacerbé par un système très sélectif (les grandes écoles), fait pour la promotion d'une minorité et le rejet du plus grand nombre dans l'échec. Ce phénomène est inquiétant, car, à notre avis, ce n'est pas avec des études frustrées et aigries que l'on construit une société.

Que la jeunesse cesse de gaspiller un temps précieux en préparant des successions d'examen après examens d'une véritable formation professionnelle ! De leur côté, ceux qui à l'âge de vingt ans ont la chance et le privilège de réussir un concours de grande école accèdent ainsi à une rente de situation excessive, car le diplôme acquis entre vingt et vingt-cinq ans n'a aucune raison de constituer une assurance pour la vie. Après tout, pourquoi protéger ceux qui pré-

sument sont censés être les meilleurs ?

Le diplôme ne devrait pas être un atout nécessaire et suffisant pour la réussite dans la vie. On sait les chances inégales et elles le sont d'autant plus qu'il s'agit d'un fusil à un coup : la sélection exclusion. A contrario, la sélection permanente, que nous préconisons, signifierait la fin des rentes éducatives et multiplierait pour chacun les possibilités d'une nouvelle donne au vu de performances professionnelles réelles. Faut-il rémunérer et promouvoir quelqu'un en fonction de ses diplômes ou au vu de ses compétences prouvées ?

Un objectif trompeur

Dans ces conditions, mener les quatre cinquièmes d'une génération au niveau du baccalauréat n'est pas un objectif en soi. Certes, au Japon, plus de 90 % de chaque classe d'âge accèdent au lycée supérieur (entre quinze et dix-huit ans), mais « année terminale » n'implique pas « niveau du baccalauréat ».

En effet, les jeunes Japonais consacrent plusieurs années à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, leur alphabet ayant plus de deux mille caractères, et il n'y a pas de redoublement. Au Japon, la sélection se fait au moment de l'entrée à l'Université, et, pour les 38 % de Japonais qui accèdent à l'enseignement supérieur, c'est la course effrénée aux concours. Cependant, la véritable formation professionnelle reste largement l'affaire des entreprises. Diplômés ou pas, tous les employés de Honda, par exemple, commencent par travailler cinq ou six ans à la chaîne. La promotion ne dépend que des performances.

(*) Professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

Attention donc à ne pas confondre éducation et professionnalisme. En Allemagne fédérale, la proportion de jeunes entrant à l'Université est comparable à celle de la France. En revanche, l'enseignement technique et professionnel y est beaucoup plus développé. Le contraste est frappant avec les États-Unis, où 58 % des jeunes entrent à l'Université, ce qui n'empêche pas le système éducatif d'être en crise et le pays en déclin industriel.

Le professionnalisme ne se limite pas à la conscience professionnelle, il passe aussi par la maîtrise efficace d'un savoir-faire. Malheureusement, tout d'enseignants n'ont jamais eu d'autres expériences que l'enseignement. Il faudrait multiplier les vases communicants entre le monde du travail et le monde universitaire, et redonner la place qu'elle mérite à l'autoformation collective sur les lieux de travail.

Pourquoi, par exemple, ne pas recruter une partie des enseignants du second degré parmi les cadres et les techniciens de plus de quarante ans ? Par définition, cela améliorerait la flexibilité et le renouvellement des structures éducatives puisque ces « profs » issus du monde professionnel resteraient moins longtemps dans l'éducation nationale que leurs collègues « classiques ».

Il est reconnu partout que les changements technologiques vont nécessiter un formidable effort de formation et de recyclage professionnel ; mais il est plus rare d'entendre dire que cet effort a peu de chances d'être adapté, et par conséquent efficace, s'il n'est pas précédé d'une refonte complète du système éducatif : il faudra former les formateurs, et dans certains cas les réformer.

Naturellement, une telle évolution ne se fera pas par décret, et on peut s'attendre que la crise du système éducatif soit proportionnelle à l'ampleur des rigidités à surmonter.

Des étudiants, pour quoi faire ?

En l'an 2000, de nombreux diplômés de l'université seront employés ou ouvriers

par PIERRE SURAULT (*)

IL est de bon ton d'expliquer le taux élevé de chômage des jeunes par l'inadaptation du système éducatif. Pourtant, l'examen des flux de sortie du système de formation montre une augmentation régulière et sensible des sorties avec une formation complète, et c'est notamment le cas des sorties de l'enseignement supérieur.

A l'opposé, le nombre des jeunes sortant sans formation est en diminution rapide (1). Il en est de même concernant les diplômés : selon l'enquête-emploi de mars 1986, la proportion, parmi les actifs âgés de vingt-cinq à trente-neuf ans, des titulaires d'un diplôme au moins égal au baccalauréat est de 29,6 %, celle des titulaires d'un CAP ou d'un BEP du même ordre (29,1 %), tout comme celle de ceux n'ayant aucun diplôme ou le certificat d'études seul (29,6 %).

Pour les actifs plus âgés (quarante à quarante-neuf ans), les proportions correspondantes sont de 23,6, 23,4 et 44,7 (2). Ces données montrent bien que l'augmentation du niveau de la qualification des travailleurs, que chacun appelle de ses vœux, s'est déjà réalisée rapidement depuis vingt-cinq ans, quelles que soient les réserves qui peuvent être émises sur la valeur comparée des diplômés à plusieurs années d'intervalle (avec le fameux « le niveau baisse » tant ressenti).

Alors, expliquer le chômage élevé des jeunes par l'inadaptation du système éducatif ? Il faudrait rester sérieux. Vaillamment, avec des classes et des amphithéâtres souvent surchargés, le système éducatif assure cette augmentation globale du niveau de qualification. Mais, en même temps, ne déconçait-il pas récemment ceux qui, d'une manière un peu contestable et désinvolte (...), ont pesé une présomption d'incompétence sur des étudiants qui font pourtant de gros efforts (3) ?

Si la déqualification (du moins après quelques années de travail) et le chômage ont épargné relativement les diplômés de l'enseignement supérieur, qu'en sera-t-il lorsque 80 % des effectifs d'une génération obtiendront le baccalauréat et pourront entrer à l'université, à un terme relativement proche (une quinzaine d'années), si l'on se fie aux objectifs fixés par M. Chevènement et ratifiés par le pouvoir actuel ? Ne risquons-t-on pas alors de voir les problèmes de déqualification et de chômage se déplacer rapidement des moins

diplômés aux plus diplômés ? Car si la structure de l'emploi se modifie, elle ne le fait qu'assez lentement et, en mars 1986, moins de 9 % des actifs constituaient la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Dans les banques, de 1978 à 1984, la part des cadres est passée de 13 à 15 % (3).

Déclassement à l'embauche

Même si le groupe des ouvriers voit son importance décroître progressivement, il n'en reste pas moins que, sur les 573 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans entrés en activité (occupée) entre mars 1985 et mars 1986, près de 40 % ont trouvé un emploi ouvrier — et un peu plus de 3 % seulement un emploi de cadre. Cela a été particulièrement le cas d'environ 60 % des jeunes gens, alors que, dans la même proportion, les jeunes femmes sont devenues majoritairement employées (et plus de 20 % de celles possédant un diplôme supérieur au baccalauréat).

Parmi les jeunes gens, si une faible part (moins de 10 %) des diplômés de l'enseignement supérieur ne trouvent à s'insérer qu'en tant qu'ouvriers, cela devient le cas du quart des bacheliers. Le déclassement à l'embauche s'est

accentué avec la crise, constituant un indice du décalage croissant entre la structure des offres d'emplois et celle des demandes, globalement surqualifiées par rapport aux premières. Autrement dit, à court terme, un accroissement du nombre des diplômés de l'université se traduirait par une déqualification croissante et une augmentation de leur taux de chômage.

Actuellement, les deux tiers des salariés sont soit ouvriers (49 % des hommes), soit employés (55 % des femmes) et ils représentent plus de 55 % de l'ensemble des actifs, le même pourcentage qu'en 1975. Alors, si l'on s'en tient à l'objectif précité de 80 % de jeunes d'une classe d'âge amenés au baccalauréat en l'an 2000, et sauf bouleversement rapide de la structure des emplois que ne laisse pas prévoir celle des embauches actuelles, il faudra bien que les jeunes sachent qu'une bonne partie d'entre eux feront des études universitaires pour devenir employés ou ouvriers : est-ce bien la meilleure voie ? Quant aux enseignants, du secondaire comme du supérieur, ils devront également s'y préparer. Vous avez dit démagogie ?

(1) Bilan formation-emploi 1983. Les Collections de l'INSEE, série D, n° 110, octobre 1986.
(2) Enquête sur l'emploi de 1986. Les Collections de l'INSEE, série D, n° 114, novembre 1986.
(3) Le Monde daté 7-8 décembre 1986.

BOURRIER DES LECTEURS

Réponse à M. J.-M. Domenach

Un homme peut-il s'oublier, jusqu'à se tromper d'époque, jusqu'à ne plus prendre la mesure de ce qu'il a écrit ? Je voudrais dans les lignes qui suivent répondre aux propos de J.-M. Domenach : « La démission devant la jeunesse » (*Le Monde* du 13 janvier), article qui aurait dû plutôt s'appeler, semble-t-il, « La démission de la jeunesse ». Cette jeunesse qui s'est répandue dans les rues et a fait fléchir sans coup férir le gouvernement, voilà qu'on lui reproche de n'avoir pas de conscience politique. Je lis dans le *Retour du tragique* dont M. Domenach est l'auteur : « Chaque époque doit gagner sa vérité en y mettant le prix ». N'est-ce pas précisément ce qu'a fait la jeunesse de France tout au long de son histoire, ce qu'elle ne veut pas mais d'ignorer de ce qu'elle veut ? En vérité, le cri des manifestants « Plus jamais cela » était plus un appel à l'avenir qu'un refus, la volonté d'un monde débarrassé de l'autoritarisme des politiques classiques.

Je lis encore dans le *Retour du tragique* de J.-M. Domenach : « Une grande part du malheur de notre siècle vient de ce qu'il a cru, ou feint de croire, à des idéaux qu'il n'était pas capable de porter ». Voilà un reproche qui ne sera pas fait à une coordination étudiante qui a su se dissoudre lorsque ses buts avaient été atteints, donnant ainsi le plus superbe des camoufflets à certains politiciens professionnels dont le seul projet depuis bien longtemps n'est plus que de durer le plus possible. Ainsi donc la conscience politique sans hâte ni redondances est allée dans le camp des étudiants. (...) ERIC GHEBALLI, secrétaire général de SOS-Racisme.

Les « nantis »

Suite à la lettre d'une hortulatrice d'Antibes (*Le Monde* du 13 janvier), je voudrais signaler que les cheminots « nantis » ont les privilèges suivants :

- Travailler la nuit quand vous dormez ;
- Travailler les dimanches quand vous êtes en famille ;
- Travailler les jours de fête quand vous prenez des congés ;
- Sous la canicule, sous la pluie, la neige, dans le gel les voies sont déblayées, les aiguillages nettoyés, les convois formés, les signaux entretenus, les trains roulent ;
- Nous bénéficions de quatorze dimanches par an (aujourd'hui quinze), mais qui dit dimanche ne dit pas week-end. Il n'est pas rare en effet que nous travaillions le samedi précédent ou que nous « prenions » la nuit le dimanche soir ;
- Nous ne payons pas le train (le boulangier paie-t-il son pain et vous, vos plantes vertes ?) mais les trois quarts des trains nous sont interdits, en particulier les trains de week-end et de grands départs (réglement PS 11). En outre, nous ne bénéficions que d'un mois de congés ;
- Nos collègues qui ouvrent les gares à 4 h 30 et les ferment à

ni d'aucune allocation pour utilisation de leur véhicule personnel ;

— Notre taux d'accidents du travail, sans égal celui du bâtiment, est de loin supérieur à celui de la police, je ne parle pas de celui des horticulteurs (...).

— Nos collègues mécaniciens passent, en moyenne, trois soirées par semaine chez eux. Vie de famille aussi charmante que celle des agents qui travaillent en 3 x 8.

MICHEL CALVES, cheminot.

Un exemple

J'admire la fermeté avec laquelle vous soutenez ceux qui poursuivent la lutte contre l'inflation quand il s'agit de contenir la progression des salaires. Mais l'inflation, ce qui va la faire partir au grand galop, c'est la hausse des services désormais permise par la libération des prix. Voici un exemple, mais dont je décline la preuve certaine. Pour un entretien annuel de chauffage, une société bien connue à Antony, demandait 266 F en 1985, puis 295,70 F en 1986 (soit + 11 %). Elle propose maintenant 652 F en 1987, soit + 120 % ! Il doit y avoir quantité d'autres exemples.

MARIE ALLAUZEN (Paris).

Le « nom de la rose » (suite et fin)

Un lecteur moins pressé que M. Vergnolle de Chantal (*Le Monde* du 16 janvier) aurait compris ce qui ressort clairement de mon courrier au *Monde* du 3 janvier : « véritable » n'était pas une traduction de *pristina*, mais une paraphrase. Dans la poésie de Borges (et dans son modèle : le *Cratyle* de Platon) que je citais à l'appui du titre du roman d'Eco, ce n'est pas le rapport « passé-présent » qui est en question ; c'est la hiérarchie, « modale-image », c'est-à-dire « vérité-apparence ». Pour le Borges d'*El Golem* et pour le Platon de *Cratyle*, comme le nom révèle l'essence des choses, « dans le nom de la rose se trouve la Rose ». Mais il s'agit de la Rose idéale, originelle, primordiale, « véritable ». C'est le sens de la citation en latin qui clôt le livre : derrière les noms dénués que préservent les livres, se conservent les choses. D'où le redoutable pouvoir des bibliothèques... Enfin, pour *pristina* un vrai dogme, cf. Terulien, *Adv. Praxean*, 1,6.

NESTOR-LUIS CORDERO, directeur d'études associé à l'Ecole pratique des hautes études.

Puis-je ajouter mon grain de sel à la discussion sur le sens de l'herméneutique latin qui termine le *Nom de la rose* ?

Je crois qu'il faut comprendre : « La rose d'hier reste une rose de nom ; nous ne connaissons que des noms ». Ou encore, moins littéralement : « Parée, la rose conserve son nom ; nous n'apprenons que des mots ».

ANDRÉ TUNIC (Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 755-910) is published daily, except Sundays for 4 400 par year by Le Monde

a/s Speditions, 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde a/s Speditions, U.S.A.

P.R.C., 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif au demandeur.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : un abonné doit écrire à

l'éditeur pour demander deux semaines

avant de partir. Joindre la dernière

feuille d'envoi à tous correspondants.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les monts propres en capitales

d'implication.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Topex LEMONDE

Impression de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

de l'Imprimerie

« CAPITALISME ET CONFUCIANISME », de Michio Morishima

Technologie occidentale et éthique japonaise

MAX WEBER fait des émules. Il y a peu, Serge-Christophe Kolm dans *l'Homme pluridimensionnel* (1) s'interrogeait sur les relations entre le bouddhisme et le capitalisme asiatique. C'est aux rapprochements avec le confucianisme que Michio Morishima, professeur à la London School of Economics, consacre une partie de ses réflexions dans son ouvrage. Grâce à notre auteur, on pénètre au plus profond de la civilisation japonaise et l'on voit mieux que l'analyse du tableau culturel est plus importante pour expliquer le développement économique que l'inverse, comme le croyait Marx.

Qu'y a-t-il dans Confucius (dont les idées pénétrèrent au Japon en même temps que le bouddhisme et la taoïsme, vers le VI^e siècle) qui puisse marquer encore les responsables d'aujourd'hui, même s'ils n'ont aucunement conscience ? Parmi les vertus de l'homme de qualité, la loyauté et la confiance se situent tout en haut dans cette doctrine, ainsi que la nécessité d'écouter les autres au plus près. La sérénité (en tout cas sur le visage), la conscience dans le travail, sont également vertus et tous ceux qui ont eu des rapports avec les producteurs japonais d'aujourd'hui, à quelque niveau qu'ils se situent, ont pu se rendre compte que les leçons du vieux sage n'avaient pas été perdues.

En revanche, d'autres messages lancés par Confucius (générosité, épanouissement de

l'individu) ont été beaucoup mieux compris en Chine qu'au Japon. Ce que le pays du Soleil-Levant a voulu maintenir à tout prix, c'est la distinction entre l'« esprit japonais » et la « science occidentale ». Une nation moderne, oui, mais qui conserverait sa propre culture.

Au cours des pages, Michio Morishima insiste aussi sur le caractère nationaliste, élitiste qui n'a cessé de marquer le capitalisme de son pays. Si la compétition n'existe guère entre les grandes firmes à l'intérieur du pays, en revanche, la plus féroce rivalité apparaît dès la plus jeune âge pour l'accès aux universités les plus renommées, gage de l'entrée dans la cursus industriel. Là aussi, on décèle des traces de la société confucéenne, où l'instruction, et non l'argent, décide du statut social. Ce qui, au reste, est aussi injuste, car finalement ce sont les jeunes qui bénéficient des cours particuliers à domicile, en plus des autres, qui arrivent à s'imposer. Comme on l'imagine, il ne s'agit pas là des fils de manœuvres ou de paysans...

Parmi d'autres mérites, le livre de Morishima a celui de rappeler que les modèles ne sont décidément pas transposables, précisément parce que l'histoire et la culture ont un impact beaucoup plus fort que l'on ne pourrait l'imaginer sur les facteurs du développement.

PIERRE DROUIN.

* Flammarion, 324 p. 130 F.

(1) Albin Michel.

سكوا من الأصلي

Après les élections législatives en République fédérale d'Allemagne

M. Oskar Lafontaine favori pour la succession de Willy Brandt à la tête du SPD

BONN de notre correspondant

Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement ouest-allemand devraient commencer dès cette semaine à Bonn. Le chancelier Helmut Kohl s'est entretenu, lundi 26 janvier, avec le président du Parti libéral, M. Martin Bangemann, sorti renforcé des élections avec les 9,1 % de voix du FDP et son score personnel en Bade-Wurtemberg (12 %). Le chancelier doit recevoir mercredi le président de la CSU bavaroise, M. Franz Josef Strauss. Le déplacement des voix au sein de la coalition devrait rendre plus aisé les discussions sur le programme gouvernemental. M. Helmut Kohl espère néanmoins former son nouveau gouvernement avant la séance du nouveau Bundestag, prévue pour le 18 février.

C'est surtout du côté du Parti social-démocrate que sont attendus, dans les mois à venir, les plus grands bouleversements. La course à la succession de M. Willy Brandt à la présidence du parti s'est ouverte dès lundi avec l'annonce par M. Johannes Rau qu'il ne serait pas candidat. Le mandat de l'actuel président, dont le remplacement doit faire l'objet d'un congrès, arrive à expiration l'année prochaine. Mais on devrait être fixé, d'ici quelques mois, sur celui qui a le plus de chance de lui succéder.

Le grand favori, le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, a tenu lundi une conférence de presse, sans même attendre la réunion du comité directeur de son parti. Il a estimé que la discussion sur la succession devait être menée le plus rapidement possible. L'affaire devrait se jouer entre lui et l'actuel président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, dont les qualités de rassembleur ne sont contestées par personne. Compte tenu de son âge, ce ne serait qu'une solution transitoire, mais elle permettrait à certains des « petits-fils » de Willy

Brandt, qui ne sont pas encore suffisamment armés, de conserver leurs chances pour plus tard. Le résultat des élections n'a pas réellement simplifié le débat que le parti s'approprie à engager sur sa future ligne politique. Sans doute le SPD a-t-il perdu, notamment dans les grands centres urbains, de nombreux électeurs au profit des Verts. Mais le succès chez lui de M. Johannes Rau renforce l'aile modérée traditionnelle du SPD.

Les « fondamentalistes » renforcés

An cours de sa conférence de presse, M. Lafontaine, connu au début des années 80 pour son opposition farouche à l'ancien chancelier Helmut Schmidt et ses prises de position favorables au mouvement pour la paix et aux écologistes, a esquissé son plan de reconquête de l'électorat. Prenant à contre-pied M. Johannes Rau, il a jugé défectueux le fait de refuser à l'avance toute coopération avec les Verts. Fidèle à la méthode qu'il avait lui-même appliquée avec succès en Sarre, il estime qu'il faut contraindre les dirigeants de la jeune formation écologiste à faire savoir s'ils sont prêts à assumer des responsabilités politiques et à choisir une fois pour toutes entre une ligne « réaliste » ou une ligne « fondamentaliste ».

Cette ébauche de contre-offensive a bien été ressentie comme telle par la direction des Verts, qui a immédiatement fait savoir que M. Lafontaine devait passer aux actes plutôt que de se payer de mots. Confortés dans leur ligne dure par leur succès de dimanche, les porte-parole des Verts, qui appartiennent au courant fondamentaliste, refusant la coopération avec le SPD, ont estimé, pour leur part, qu'ils représentaient maintenant la seule véritable opposition et ont annoncé un renforcement de leur coopération avec l'opposition extra-parlementaire. Ils veulent être présents dans tous les organes de contrôle du Bundestag et ils ont lancé une campagne de boycottage pour le prochain recensement qui doit se dérouler en mai.

HENRI DE BRESSON.

ESPAGNE

Le remplacement de M. Manuel Fraga divise l'Alliance populaire

MADRID de notre correspondant

Qui succédera à M. Manuel Fraga à la tête de la droite espagnole, lors du congrès de l'Alliance populaire, les 7 et 8 février ?

Au lendemain du départ de « don Manuel », le 2 décembre dernier, tout semblait bien ficelé au sein de l'Alliance populaire. Immédiatement nommé premier vice-président, le porte-parole du groupe parlementaire, M. Miguel Herrero, polémiste caustique et incisif, redouté par les socialistes, semblait devoir accéder rapidement à la présidence du parti.

Les critiques n'ont pas tardé toutefois, et d'autres candidatures sont rapidement apparues, la principale étant celle du secrétaire général de l'Alliance populaire en Andalousie, le jeune Antonio Hernandez Mancha. Il n'existe pas de véritable différence entre le projet politique de Miguel Herrero et le mien. »

divisée entre « herreristes » et « hermanistas ».

Devant cette confusion, nombreux sont ceux qui évoquent à Madrid le précédent de l'Union du centre démocratique (UCD), qui vola en éclats en 1982 après avoir exercé durant cinq ans le pouvoir.

Un parallèle que l'on s'empresse de rejeter à l'Alliance populaire. « L'UCD s'est désintégrée en raison des divergences idéologiques entre ses composantes, tandis que nos dissensions ne portent que sur les personnes », observe M. Hernandez Mancha. Il n'existe pas de véritable différence entre le projet politique de Miguel Herrero et le mien. »

Les deux hommes - l'un et l'autre vierges de toute collaboration, dans le passé, avec le franquisme - semblent en effet d'accord sur l'essentiel : la droite espagnole doit se rénover profondément si elle veut être à même d'inquiéter les socialistes aux prochaines élections. Un objectif qui implique de donner à l'opposition conservatrice une image plus modérée, afin de capter cet électeur centriste qui fait pencher de manière décisive le fléau de la balance électorale.

THIERRY MALINIAK.

Les étudiants manifestent « contre la répression »

Le ministre de l'éducation, M. Jose Maria Maravall, a annoncé lundi 26 janvier qu'il recevrait mercredi 28 les représentants des élèves de l'enseignement secondaire qui poursuivent depuis près d'une semaine leur mouvement de protestation. L'ordre du jour des discussions comprendra les examens d'entrée à l'université, les droits d'inscription, les bourses et les stages de formation dans l'industrie.

Lundi, la plupart des lycées et collèges ont observé une grève de 24 heures à l'appel du syndicat des étudiants (extrême gauche) qui est favorable à la poursuite illimitée du boycottage des cours. Ce syndicat a réclamé la démission du ministre de l'intérieur, M. Barriouso, après

les graves incidents qui ont fait vendredi une vingtaine de blessés à Madrid dont un par balles. Les lycéens ont bloqué la circulation en différents points de la capitale au cours de la journée de lundi.

La coordination des étudiants de l'enseignement secondaire a pour sa part appelé mardi à Madrid à une manifestation « contre la répression ». Le comportement de la police, qui a fait usage d'armes à feu vendredi pour se débarrasser de certains groupes de manifestants a été largement critiqué, comme en témoignent les éditoriaux de la presse. Quatre policiers ont été suspendus de leurs fonctions en attendant le résultat d'une enquête sur d'éventuelles irrégularités. - (AFP.)

La modération l'a emporté, mais les clivages de fond demeurent

par Alfred Grosser

Ce sont les élections de la modération. Pourtant, les problèmes de fond sont plus menaçants que lors de la consultation précédente. La modération l'a emporté à droite. Si souvent annoncé comme définitif, le nouvel échec de Franz Josef Strauss apparaît cette fois irrémédiable. Il ne lui servira plus à rien de pourfendre la politique extérieure du gouvernement, de convoquer à Munich « ses » ministres bavarois de Bonn, de chercher à contraindre Helmut Kohl à oublier de nouveau une réalité politique élémentaire : la CDU doit se fixer au centre, car les libéraux profitent de toute dérive droite qu'il s'agit de légiférer nouvelles contre le terrorisme et sur le maintien de l'ordre ou d'appels à des formes démentées du sentiment national.

A gauche, la montée des Verts a sans doute marqué de façon paradoxale leur plus forte intégration au système parlementaire. Ils auraient peut-être pris plus de voix encore s'ils n'avaient pas laissé leurs durs se mettre au premier plan durant la campagne. Dès le soir des élections, les modérés ont pris la parole pour faire des ouvertures aux sociaux-démocrates pour une coopération sans surcharge. Pour l'instant, il faut d'autant plus limiter les aspirations que le très raisonnable Johannes

Rau a remporté un net succès personnel, confirmant les sondages qui le plaçaient au sixième rang dans la hiérarchie de la popularité, trois autres sociaux-démocrates se trouvant du onzième, douzième et treizième rang, tandis que Willy Brandt, président du parti, fort déloyal à l'égard du candidat de celui-ci, occupait seulement la seizième place. Le SPD a-t-il vraiment intérêt à durcir encore ses attitudes ?

D'autant plus que sur un point, essentiel, il n'est pas parvenu à convaincre les citoyens de la République fédérale des mauvaises intentions du chancelier. Le gouvernement Kohl a maintenu et a permis le développement des relations avec les Allemands de l'autre Allemagne. Les visites d'Ost en Est se comptent par millions. Les visites d'Est en Ouest par centaines de milliers. Et les relations d'Etat à Etat - qui impliquent la renoucation, même à moyenne échéance, à toute réannexion étatique - se sont poursuivies.

C'est ici pourtant qu'une difficulté demeure, qui est proprement allemande. Comment traiter avec le gouvernement de la RDA ? Comment faut-il le traiter ? Considérer, comme le fait majoritairement le Parti social-démocrate, qu'il cherche à prendre du champ à l'égard de l'URSS ou du moins à peser sur

l'URSS de façon modératrice ? Ou bien qu'il demeure étroitement soumis aux variations de la politique soviétique ? De la réponse dépendent et le ton des rapports avec Erich Honecker et l'attitude préconisée pour la République fédérale face aux Etats-Unis. Face aussi à l'armement nucléaire.

Or il se trouve que, en République fédérale, il y a sinon fusion complète, du moins juxtaposition entre la condamnation des armes nucléaires, la crainte des centrales atomiques et la lutte pour la protection de l'environnement, même si celle-ci est aujourd'hui acceptée comme une nécessité par tous. Il est impossible aujourd'hui de mesurer jusqu'où va la tentation de considérer le système institutionnel comme illégitime, notamment dans des générations à la fois trop habituées à la prospérité et plus conscientes que nombre de leurs aînés des limites de cette prospérité et des injustices qu'elle charrie.

L'Allemagne du troisième tiers

On touche ici à un problème fondamental. Malgré les apparences, l'Allemagne de Bonn ne constitue pas une société homogène. A l'idée de la France à deux vitesses correspond celle de l'Allemagne du troisième tiers. Le tiers qui part à la

dérive de la pauvreté. En 1983 les chrétiens-démocrates avaient fait la même promesse que nos socialistes en 1981 : il y aura rapidement un million de chômeurs en moins. Certes, le chômage a légèrement diminué en Allemagne alors qu'il continue à croître chez nous. Mais le nombre des fins de droits s'est élargi, la nouvelle pauvreté n'est pas plus un mythe qu'en France, les ventes record d'automobiles cachent mal l'extension d'une nouvelle misère. La formation professionnelle est mieux assurée que chez nous, mais la hantise du chômage n'est assurément pas absente chez les jeunes.

Dans les deux pays, les clivages seraient moins menaçants si la notion de solidarité paraissait mieux assumée par le système politique. Or celui-ci apparaît trop facilement comme mis au service d'une idéologie de la réussite individuelle, d'ailleurs relayée chez bien des jeunes par la seule vision du bonheur personnel. Ne pas se sentir lié aux règles d'une société ainsi fondée : en Allemagne, cela conduit plus facilement à la contestation systématique. Au lendemain d'élections rassurantes, on peut, on doit s'interroger dans les deux pays, sur les éléments de rupture que cachent les combats entre des partis politiques aux légitimités et aux insertions sociales de plus en plus limitées.

AUTRICHE : la grande coalition socialiste-populiste

La fin de l'ère Kreisky

(Suite de la première page.)

Le chancelier Vranitzky cite alors la réforme fiscale, la réforme électorale, les privatisations, l'environnement et la politique agricole parmi les sujets qui exigent de fortes majorités. Avec le soutien de cent cinquante-sept députés sur cent quatre-vingt-trois, le nouveau gouvernement ne court guère de risque au Parlement et les populistes ne sont pas fâchés que les socialistes soient partie prenante d'une politique risquant de mécontenter les salariés.

Les syndicats très influencés par le SPOe n'hésiteront-ils pas à partir en guerre contre un chancelier socialiste ? Mais c'est promis, on ne reviendra pas au système de la « Proporz » au nom duquel après la guerre les deux grands partis se partageaient également les postes dans la fonction publique et les entreprises nationalisées jusqu'aux échelons les plus bas et qui avait conduit à une sclérose totale de la société autrichienne.

« La grande coalition, c'est bien. Ça mettra fin à la véritable guerre civile qu'on a connue avec la campagne présidentielle et l'affaire Waldheim. » L'expression entendue en dehors des milieux politiques est peut-être exagérée. Elle témoigne cependant du malaise que continuent d'éprouver nombre d'Autrichiens, au moins vis-à-vis des étrangers. La grande coalition réussira-t-elle à réconcilier l'Autriche avec elle-même et avec l'extérieur ? Le président Waldheim a beaucoup œuvré pour sa formation. Il savait bien que la coalition de rechange - l'option 2 - comme disent les populistes, c'est-à-dire une alliance du Parti populiste avec les libéraux de Jörg Haider, jeune tribun aux accents pangermanistes et xénophobes, aurait été fatale pour l'image de l'Autriche. Très isolé dans son palais du Hofburg, « l'homme à la mémoire courte » espère aussi que l'accession de son ami Alois Mock au ministère des affaires étrangères l'aidera à faire quelques visites officielles à l'étranger.

Waldheim et Haider, c'était trop, entend-on à Vienne. Waldheim et Mock, c'est déjà beaucoup, tonne Bruno Kreisky. L'alliance des « socialistes de la banque » et du président de l'Internationale conservatrice dépasse, pour l'ancien chancelier, les bornes du tolérable. La direction de la diplomatie aurait dû revenir à un socialiste dont le parti a, pendant près de cent ans, incarné les vraies valeurs

autrichiennes, affirme M. Kreisky. Son abandon est, pour lui, le signe que la politique extérieure menée à son initiative va être abandonnée, que l'Autriche va perdre sa position traditionnelle équilibrée entre l'Est et l'Ouest et que l'attitude vis-à-vis du tiers-monde, du Proche-Orient et de l'Afrique du Sud, va se rapprocher de l'orthodoxie occidentale. La fin d'une « certaine idée de l'Autriche », comme le dit M. Peter Jankowitsch paraphrasant de Gaulle. « Il n'y aura pas de tournant en politique extérieure », affirme l'ancien ministre des affaires étrangères, parce qu'il ne peut pas y en avoir. »

Redorer un blason terni

Sacrifié sur l'autel de la grande coalition, M. Jankowitsch déclare ne pas partager les craintes de M. Kreisky ; il n'en redoute pas moins quelques inflexions et cherche à retrouver un siège au Parlement d'où il pourra surveiller son successeur. Le chancelier lui-même, qui pourrait se montrer plus actif en politique étrangère, est confiant : « Si M. Mock était trop réactionnaire pour être ministre des affaires étrangères, pourquoi pourrions-nous lui confier, par exemple, l'enseignement ? » Poste que l'intéressé a d'ailleurs occupé de manière éphémère au début des années 70 et où il apparaissait comme un « gauchiste » aux yeux de ses propres

amis. Il reste que le chef des populistes, éprouvé par les joutes électorales, contesté au sein de son parti, s'était fait remarquer pendant la campagne présidentielle en dénonçant « la mafia juive internationale ». M. Mock est formel : c'est parce que son parti était jugé indigne, par certains, d'assumer la direction de la diplomatie autrichienne, qu'il l'a exigée... et obtenue.

Les socialistes, eux, l'ont abandonnée pour sauver les meubles. A un double titre. D'abord parce que les populistes en avaient fait la condition sine qua non d'une grande coalition ; ensuite parce que ce poste leur a été accordé en échange de leur renoucation au ministère de la justice, portefeuille sensible s'il en est, dans la mesure où son titulaire pouvait avoir à connaître et à traiter des scandales qui ébranlaient le SPOe depuis quelques années. Un populiste risquait de rouvrir la boîte de Pandore. La « personnalité indépendante » sur laquelle les deux partis ont fini par se mettre d'accord est censée avoir le bon goût de ne rien faire qui puisse gêner le SPOe.

Un socialiste aurait-il été mieux placé pour redorer le blason terni de l'Autriche et représenter à l'extérieur aussi les Autrichiens qui n'ont pas voté Waldheim ? (et entre les électeurs SPOe et les abstentionnistes, ils sont finalement les plus nombreux).

« Quel que soit le gouvernement, il doit respecter la prési-

dent qui a été élu démocratiquement », dit le chancelier Vranitzky. Nous n'allons pas nous lancer dans une campagne de relations publiques mais toutes nos actions, qu'elles soient spécifiques ou de routine, doivent tendre à montrer que l'Autriche en tant que partenaire économique, politique ou culturel, n'a pas changé. » Le retour aux affaires courantes, en quelque sorte, pour en finir avec une « campagne » dont on cherche à circonscrire les dégâts en considérant que les pays étrangers qui se sont intéressés à l'affaire Waldheim sont peu nombreux et que rien de ce qui est reproché au président de la République ne fait l'objet de « preuves juridiques ».

Le retour à un juste milieu discret aussi : « On était moins bien qu'on le disait. On est meilleur qu'on ne le dit maintenant. » L'Autriche modèle de stabilité sociale, d'économie mixte, de modération, d'ouverture vis-à-vis des réfugiés de toutes sortes, a assisté, médusée, à un renversement de son image. Il lui paraît temps de revenir à un tranquille anonymat et c'est aussi pourquoi les dirigeants ne peuvent qu'éprouver de la méfiance vis-à-vis de la politique Kreisky qui, avec un bonheur inégal, a essayé de faire jouer à l'Autriche un rôle sans commune mesure avec son importance. La grande coalition ou la tentative tous azimuts d'un difficile retour à la normale.

DANIEL VERNET.

LA SYRIE : POLITIQUES ET STRATEGIES DE 1966 A NOS JOURS

Par Catherine Kaminsky et Simon Krak

Dialoguant avec Moscou et Washington, le Président Hafez-el-Assad impose son pays comme facteur essentiel dans toute recherche de stabilisation dans le Proche et Moyen Orient.

Collection "Politique d'aujourd'hui" 224 pages - 98 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Europe

TURQUIE

Ankara prend des mesures pour détendre ses relations avec l'Europe

ISTANBUL
de notre correspondant

Deux mesures prises par le gouvernement turc devraient permettre à M. Vahit Halefoglu, ministre des affaires étrangères, d'ouvrir, ce lundi 26 janvier, dans une meilleure climat les travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La Turquie exerce pour un an une présidence qui lui fut longtemps refusée ; mais les sentences prises récemment contre les syndicalistes de la DISK et M. Bozvit, l'ancien premier ministre, menaçaient de peser sur l'atmosphère de cette réunion.

La première mesure concerne les biens immobiliers appartenant à des citoyens grecs et dont un décret de 1964 interdit la vente. Selon le quotidien Cumhuriyet confirmant des sources communautaires, Ankara se serait engagé à abroger ce décret, qui constitue l'une des raisons essentielles du barrage opposé par la Grèce à toutes les initiatives de la Turquie vers l'Europe. Cet engagement a permis à la commission concernée de la CEE de parapher, jeudi 22 janvier, à Bruxelles, un

accord alignant les rapports commerciaux gréco-turcs sur ceux que la Turquie entretient avec les autres pays membres.

Par ailleurs, le conseil des ministres a décidé d'autoriser les citoyens turcs à recourir individuellement à la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, après épuisement des requêtes juridiques locales. Cette mesure, dont « il sera fait largement usage », selon le Parti populiste social-démocrate (opposition), a été prise « pour renforcer la démocratie », a déclaré le porte-parole du gouvernement. Il a précisé que son gouvernement exposait « les particularités des régions encore soumises à l'état de siège », et s'est déclaré convaincu de la levée de cet état de siège en 1987.

Deux de ces cinq provinces, situées dans le sud-est du pays, ont été, la semaine dernière, le théâtre d'actions terroristes aux allures de vendetta, attribuées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et qui ont fait dix-huit morts, dont douze enfants, parmi la population civile.

M. F.

SUISSE

L'expulsion d'un exilé yougoslave suscite des protestations

GENÈVE
de notre correspondante

Des manifestants qui protestaient contre l'expulsion par la Suisse d'un jeune Yougoslave, arrêté dès son retour à Belgrade le 25 novembre dernier, ont symboliquement débaptisé la rue de l'Hôtel-de-Ville à Genève et apposé une plaque au nom du jeune homme, Januz Salih. Les manifestants demandent aux autorités suisses de faire pression sur Belgrade pour obtenir sa libération.

Januz Salih avait été blessé lors des violences parvenues (11 morts et 276 blessés, selon les sources officielles yougoslaves) qui s'étaient déroulées dans la province du Kosovo en mars-avril 1981 et au cours desquelles 245 personnes avaient été arrêtées.

Le jeune homme, recherché par la police, s'était réfugié en Suisse où il avait demandé l'asile politique en 1982. Mais la procédure est lente.

En juillet 1984, le département fédéral de la justice fait savoir à l'intéressé qu'il rejette sa demande, pour le motif qu'il n'est affilié à aucun parti politique.

En dépit des interventions de divers organismes humanitaires, de la Croix-Rouge, du Haut Commissariat aux réfugiés, le 25 novembre deux policiers genevois vont chercher Salih et l'accompagnent jusqu'à Belgrade, où il est immédiatement emprisonné.

Selon les informations parvenues depuis à Genève, le jeune homme aurait subi des sévices et serait actuellement détenu à l'hôpital de Gijon.

L. V.

URSS

Des centaines de pêcheurs du dimanche à la dérive sur la banquise

MOSCOU
de notre correspondant

La télévision soviétique a montré, lundi soir 26 janvier, des images du sauvetage de quelque mille deux cents personnes prises au piège sur la banquise dérivant dans le golfe de Riga, en mer Baltique. C'étaient des pêcheurs du dimanche, accompagnés de leur famille, qui se livraient à un passe-temps très répandu en hiver, la pêche à travers la glace : on creuse un trou dans la banquise avec un vibreur pour y déposer une ligne avec un hameçon. Les pêcheurs sont particulièrement recherchés dans le golfe de Riga ; il y faut de la patience et de l'endurance, surtout si le vent souffle...

Un brise-glace à la rescousse

Les autorités avaient pourtant, selon Tass, prévu du danger. On avait aperçu une fissure inquiétante ; mais, perdus, les amateurs ont quitté dimanche matin la station balnéaire de Youmalia, près de Riga (Lettonie), couronné les panneaux et les postes de garde interdisant le passage, et se sont rendus sur leurs lieux de pêche assez loin de la côte.

La tempête s'est levée brutalement, détachant la banquise du rivage. Mille deux cents personnes étaient ainsi, dimanche après-midi, isolées sur deux radeaux de glace longs d'environ

3 kilomètres, et dont la largeur oscillait entre 300 mètres et 1,5 kilomètre.

L'alerte déclenchée a permis l'évacuation, dimanche soir et dans la nuit de dimanche à lundi, de presque tous ces pêcheurs amateurs. Un brise-glace, le Capitaine-Melikhov, est venu à la rescousse. Il a repoussé un des morceaux de banquise jusqu'au rivage, et ils n'ont plus eu qu'à sauter à terre. D'autres ont été recueillis par sept hélicoptères de l'armée.

Tout n'est cependant pas « transparent » dans cette affaire. Tass affirme qu'il n'y a eu aucun mort et insiste sur l'efficacité et la promptitude des secours. Les journalistes, au contraire, décrivent, au contraire, des scènes d'horreur et laissent entendre qu'il y avait eu des victimes, sans en donner le nombre. Les radeaux de glace ne cessent de se fissurer et, à certains endroits, la glace elle-même faisait place à une sorte de « soupe » dans laquelle les malheureux s'enfonçaient ; certains ont été trempés jusqu'au cou, d'autres ont eu une crise de nerfs après avoir vu leurs camarades périr sous leurs yeux dans cette « soupe de glace », relatent les journalistes. La Pravda de ce mardi 27 janvier affirme, pour sa part, que deux personnes seulement, un homme et son fils, sont tombées à l'eau en sautant d'une banquise à l'autre et n'ont pu être sauvées.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Diplomatie

La reprise des travaux de la CSCE à Vienne

L'OTAN proposerait au pacte de Varsovie des pré-négociations sur le désarmement non nucléaire en Europe

Les travaux de la troisième « conférence-bilan » de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui réunit tous les États du continent, sauf l'Albanie, ainsi que les États-Unis et le Canada) reprennent ce mardi 27 janvier à Vienne. Le chef de la délégation américaine, M. Warren Zimmermann, a indiqué lundi, à cette occasion, que les pays de l'OTAN proposeraient prochainement à ceux du pacte de Varsovie d'ouvrir, dans la capitale autrichienne, des pré-négociations sur le désarmement non nucléaire dans l'ensemble de l'Europe.

Ces pourparlers auront lieu en marge de la CSCE proprement dite et dans un local différent. Les États membres de l'une ou l'autre alliance représentent ensemble vingt-cinq des trente-cinq participants à la Conférence.

Le chef de la délégation soviétique, M. Youri Kachiev, a, de son côté, déclaré à l'agence Novosti que la reprise de la CSCE devrait être l'occasion de « passer au crible l'ensemble des problèmes humanitaires, afin d'accélérer les progrès dans ce domaine ». Cet « examen circonstancié », a-t-il ajouté, devrait être orienté vers des résultats pratiques, notamment dans les domaines « des contacts, de l'information, de la culture et de l'éducation ».

« La situation des droits de l'homme en URSS et dans les autres pays d'Europe de l'Est reste tragique », a estimé le président Reagan lundi dans un communiqué, même si « des gestes sporadiques » sont enregistrés dans certains cas individuels.

Le chef de la Maison Blanche a émis le vœu que la CSCE permette de faire de telles mesures ponctuelles « une pratique généralisée ».

A Moscou, neuf universitaires américains défenseurs des droits de

l'homme, qui étaient arrivés samedi dans la capitale soviétique, ont rencontré durant plusieurs heures M. Andreï Sakharov. Parmi les membres du groupe, figure M. Alexei Semionov, beau-fils de l'académicien et qui avait quitté l'URSS pour les États-Unis en 1978. Ces universitaires devaient, après leurs entretiens à Moscou — au cours desquels ils ont également rencontré le dissident Alexandre Ioffe, qui fait la grève de la faim depuis une vingtaine de jours pour obtenir le droit d'émigrer, — se rendre à Vienne pour la réouverture des travaux de la CSCE. — (AFP.)

Une conférence internationale à Paris

Le droit d'ingérence humanitaire

Ironie de l'actualité. Alors que toute la presse française commentait l'envolvement d'une équipe de Médecins sans frontières en Somalie, s'ouvrait à Paris, lundi 26 janvier, la conférence internationale « Droit et morale humanitaire », organisée par Médecins du monde et la faculté de droit de Paris-Sud. Comme si un drame était nécessaire pour souligner la précarité de ces secouristes bénévoles, sans statut, qui agissent indépendamment des États, et parfois malgré eux...

Les travaux se sont donc ouverts par une motion, exigeant la libération immédiate des dix otages. De quoi rendre un peu plus solennelle cette conférence inédite, marquée lundi par une allocution du président de la République avant d'être conclue mercredi par le premier ministre. Une quarantaine d'autres intervenants, de tendances diverses, devaient confirmer ce climat volontairement œcuménique, au-delà des disputes qui agitent les organisations humanitaires.

Le docteur Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières en 1971, puis de Médecins du monde en 1983, recense « trois

générations de secouristes ». Il y a eu d'abord Henri Dunant et ses successeurs de la Croix-Rouge, très efficaces, agissant « avec l'accord des États, dans un silence obligatoire, qui fut parfois terriblement dommageable ». Puis « les médecins de l'aventure », associant le témoignage public à l'action sur le terrain. Enfin, tout récemment, un mouvement plus émotionnel, symbolisé par le chanteur Bob Geldof, qui a su recueillir des dizaines de millions de dollars pour l'aide d'urgence, « malgré les polémiques souvent outrancières et les interrogations légitimes ». Aujourd'hui, selon le docteur Kouchner, il est urgent que ces organisations humanitaires se regroupent et mettent au point « un code de déontologie, un minimum de charte humanitaire ». C'était le premier objectif de la conférence.

Elle en avait un autre, encore plus ambitieux : faire adopter par la communauté internationale un « droit à l'assistance humanitaire ». Les organisateurs demandent, en effet, à M. Mitterrand et Chirac de soumettre aux Nations unies une résolution dans laquelle ils « estiment que

le droit à l'assistance humanitaire doit être reconnu à tout individu et à tout groupe humain, menacés ou victimes d'atteintes graves à leur vie et à leur santé ». Corollaire : les États devraient « s'engager à respecter pleinement le libre exercice du droit des victimes à bénéficier effectivement de l'assistance humanitaire publique ou privée ».

Les lenteurs de l'Histoire

C'est donc, ni plus ni moins, « un droit d'ingérence humanitaire dans les affaires intérieures des États » qui est réclamé, selon la formule de M. Mario Bettati, doyen de la faculté de droit de Paris-Sud.

Angélisme ? Le docteur Kouchner et ses amis connaissent trop bien les contraintes des organisations humanitaires et l'exploitation politique dont elles sont victimes pour se faire des illusions. Ils n'ont d'ailleurs pas attendu une charte internationale pour se porter au secours des victimes de guerre, de catastrophes ou de malnutrition. Et ils savent la distance qui sépare souvent un droit affirmé de son application. Mais est-ce une raison pour ne pas se battre aussi sur ce terrain-là ?

M. Mitterrand approuve leur démarche. « Le premier des droits de l'homme, a-t-il dit lundi, c'est le droit à la vie. Et aussi le premier devoir, c'est l'assistance à personne en danger, à population menacée de périls ». Encore faut-il se souvenir des lenteurs de l'Histoire. N'a-t-il pas fallu attendre 1848 pour décréter en France l'abolition de l'esclavage qui avait été précédé, heureusement, un an plus tôt, par la création de la

Société protectrice des animaux ? « Vous devez vous considérer comme les pionniers, les faiseurs de droit », a ajouté le président de la République. Mais il vous faudra beaucoup de constance. Puisque ce sera long, mieux valait le faire vite ».

Faire vite a toujours été, par définition, le souci de ces secouristes transfrontières qui se réclament aussi d'une « morale de l'extrême urgence ». Mais ils ne veulent justement pas cantonner l'assistance humanitaire au seul domaine éthique. Le droit à l'assistance, a souligné M. Bettati, est également de nature juridique. Ne devrait-il pas « constituer une norme contraignante, une sorte de créance de l'individu sur la communauté internationale qui en serait le débiteur indifférencié » ?

ROBERT SOLÉ.

● Le président péruvien à l'Elysée le 29 janvier. — M. Alan Garcia, chef d'Etat du Pérou, est attendu à Paris le jeudi 29 janvier pour une brève visite. Il doit être reçu à l'Elysée et dîner avec M. Mitterrand. Il devrait ensuite s'entretenir avec M. Chirac et être reçu dans la soirée à la Sorbonne par le recteur de l'académie de Paris, M^{me} Ahrwoller.

● M. Fischer à Paris. — A l'invitation de M. Jean-Bernard Reimond, le ministre des affaires étrangères est-allemand, M. Oskar Fischer, se rendra en visite officielle à Paris les jeudi 29 et vendredi 30 janvier prochain, indique-t-on au Quai d'Orsay.

Amériques

NICARAGUA

Le gouvernement annonce une « mobilisation massive » des réservistes

Managua. — Les autorités nicaraguayennes ont décidé d'effectuer au cours des deux prochains mois une mobilisation massive des réservistes et de faire de Managua « un bastion invincible » dans l'éventualité d'une intervention militaire des États-Unis. Au cours d'une conférence de presse, le député pour la capitale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir), M. Carlos Carrion, a également annoncé que « plusieurs dizaines de milliers » de jeunes habitants de Managua seraient appelés, dans les deux mois qui viennent, à suivre une formation militaire dans le cadre du service militaire de réserve. Il s'agit de « la plus grande mobilisation et préparation » des unités de réserve qui ait été réalisée « au cours des dernières années », a ajouté M. Carrion.

Le gouvernement sandiniste a, d'autre part, annoncé que M. Sam Hall, un Américain arrêté le mois dernier aux abords d'une zone militaire et qui affirmait être en mission d'espionnage, sera libéré prochainement pour des raisons de santé. Selon les autorités, la décision a été

prise après un rapport médical établissant que le prisonnier, âgé de quarante-neuf ans, ne pouvait être traité comme il le fallait au Nicaragua. La nature de ses communs de santé n'a pas été précisée. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M^{me} Angela Saballos, a indiqué que l'ambassadeur nicaraguayen à Washington avait été chargé d'informer la famille de M. Hall de sa libération.

Dans la capitale nicaraguayenne, quatre partis d'opposition allant de la droite aux communistes viennent de présenter conjointement auprès de la Cour suprême un recours en inconstitutionnalité contre un décret présidentiel, en date du 9 janvier, prorogeant pour un an l'état d'urgence. Ce décret, adopté par le président Ortega quelques heures après la proclamation de la nouvelle Constitution, a eu pour effet de suspendre de nombreuses libertés individuelles pourtant garanties par la Constitution. Le chef de l'Etat avait justifié la reconduction de l'état d'urgence par « l'état de guerre auquel est confronté le pays ». — (AFP, AP.)

● A Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a reçu, lundi 26 janvier, les ambassadeurs des pays d'Amérique latine membres du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Panama et Colombie). L'ambassadeur mexicain, M. Horacio Flores de la Pena, a indiqué, à l'issue des entretiens, que le groupe avait reçu le ferme soutien du ministre soviétique. — (Reuters.)

● PÉROU : trois morts dans l'attaque de l'ambassade de l'Inde. — Un commando a attaqué lundi 26 janvier, les locaux de l'ambassade de l'Inde à Lima, provoquant la mort de trois gardes civils chargés de la surveillance du bâtiment. L'attentat serait l'œuvre, selon les autorités, du Sendero lumineux. Des membres supposés de ce mouvement de guérilla ont ensuite occupé les locaux de l'agence de presse britannique Reuters et de l'agence cubaine Prensa Latina pour protester contre le voyage officiel

qu'effectue le président Alan Garcia en Inde.

Cet attentat survient vingt-quatre heures après la décision du gouvernement péruvien de prolonger l'état d'urgence en vigueur à Lima et dans le port de Callao, où ont eu lieu deux offensives d'envergure de la guérilla d'extrême gauche ces derniers jours. Six des vingt-quatre départements du Pérou, représentant près d'un tiers de sa superficie, sont actuellement en état d'urgence. — (AFP, Reuters.)

● ARGENTINE : la grève générale paralyse la région de Buenos-Aires. — La grève générale de vingt-quatre heures lancée, lundi 26 janvier, par les syndicats argentins pour protester contre la politique d'austérité du président Alfonsín a paralysé la plupart des secteurs d'activité du pays. Cette manifestation est la septième organisée par la Confédération générale du travail (CGT) depuis l'arrivée au pouvoir du président Alfonsín en 1983. — (Reuters.)

SOVT

16 000 BIOGRAPHIES DE PERSONNALITÉS SOVIÉTIQUES SUR ORDINATEUR

SOVT, premier système mondial de banques de données sur l'élite soviétique, a été créé et est géré par le Monde sous la direction de Michel Tatu. Il contient les biographies des personnalités de l'élite soviétique dans tous les domaines : politique, administratif, économique, scientifique, militaire et culturel.

SOVT comprend également plus de 3 000 textes, dont extraits des discours de M. Gorbatchev, interventions au congrès du parti communiste, articles et déclarations officielles consacrés à Tchernobyl.

L'accès à SOVT se fait dans le monde entier à partir d'un terminal ou d'un micro-ordinateur, et même, en France, à partir d'un simple minitel.

Facturation selon le temps de connexion. Pas de droit d'entrée.

Renseignements et documentation :
écrire à
Michel TATU,
le Monde-SOVT, 7, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-47-97-27
Téléc. : MONDPAR 650572 F

Le Monde

Proche-Orient

Après les enlèvements à Beyrouth

Irritation croissante aux Etats-Unis
à l'encontre des Américains qui restent au Liban

Au fil des enlèvements, les sentiments de l'opinion et des autorités aux Etats-Unis à l'égard des otages du Liban sont en passe d'évoluer du tout au tout : à la compassion succèdent l'irritation et les reproches ouverts à l'encontre des Américains qui, en dépit de tous les avertissements, ont décidé de rester à Beyrouth. Rien n'était plus clair dans le message du président Reagan que le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a lu lundi 26 janvier à la presse : « Il y a une limite à ce que notre gouvernement peut faire pour les Américains dans une situation chaotique comme celle du Liban », a-t-il notamment observé.

« Les Américains », a poursuivi M. Speakes, qui ont ignoré ces avertissements, ont évidemment fait à leur propre risque et sous leur propre responsabilité. »

Plus sévère encore, M. Speakes a indiqué que certains parmi les nouveaux otages américains — les trois professeurs du Beirut University College enlevés samedi — « avaient été contactés au printemps dernier encore » et informés qu'ils devaient quitter le Liban. La Maison Blanche a d'ailleurs, une fois de plus, appelé mardi tous les Américains à partir du Liban — tout en soulignant qu'il n'était, pour l'instant, pas question d'y fermer l'ambassade des Etats-Unis.

A l'instar de nombreux autres commentateurs, l'éditorialiste du New York Times résumait mardi ce nouvel état d'esprit : « Chaque Occidental encore à Beyrouth con naît les risques qu'il court et ceux qu'il fait courir à son gouvernement (...) les Américains qui décident de rester au Liban ne méritent pas la sympathie qui va immédiatement aux otages innocents, car ils ne sont ni dans la situation des passagers d'un avion détourné par des pirates de l'air ni dans celle de fonctionnaires du service diplomatique retenus en otage dans une ambassade à l'étranger. »

Mais, pour autant, les Etats-Unis ne sauraient ignorer le défi que représente pour eux chaque nouvel enlèvement. M. Speakes a assuré que les Etats-Unis ne « céderaient pas au terrorisme », il a appelé les

ravisseurs à « libérer immédiatement les otages », et jugé que ces nouveaux rapts « équivalaient à une déclaration de guerre contre la société civilisée ». Il s'est refusé à exclure l'hypothèse de représailles militaires ou économiques contre les Etats inspirant les preneurs d'otages : « Nous avons recours à l'action militaire dans le passé (...) un certain nombre d'options sont naturellement à notre disposition mais je ne veux pas me livrer à des spéculations. »

Aucune revendication sérieuse n'a encore été formulée pour les enlèvements de samedi, mais l'hypothèse la plus vraisemblable est qu'ils sont liés à l'affaire Hamadei, ce jeune Libanais dont Washington demande l'extradition à la RFA (le Monde du 27 janvier).

Alors qu'il devait prononcer ce mardi son discours annuel sur l'état de l'Union, M. Reagan se serait bien passé d'une affaire qui remet au premier plan la question des otages et donc celle de « l'Irangate ».

Pour la première fois, M. Reagan a d'ailleurs été interrogé lundi par une des commissions d'enquête mises sur pied pour faire la lumière sur l'affaire de l'Irangate. En présence de deux de ses collaborateurs, le président a répondu durant une heure, dans son bureau, « à toutes les questions » qui lui ont été posées par les trois membres de la commission qui préside l'ancien sénateur John Tower.

A Paris, le Quai d'Orsay a fait part de la « solidarité » de la France « avec les gouvernements allemand et américain » et exprimé « sa condamnation la plus ferme » devant cette nouvelle vague de prises d'otages. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a pour sa part déclaré qu'il essayait « de dissuader les journalistes français de revenir à Beyrouth-Ouest [parce qu'ils sont] par nature plus vulnérables que les autres ». Il a précisé qu'il ne restait « depuis avril que neuf enseignants français détachés à Beyrouth-Ouest, généralement des chefs d'établissement » et quelques gendarmes au bureau des visas de l'annexe de l'ambassade de France.

KOWEIT
de notre envoyée spéciale

Sous les ors et les grenats d'une salle de conférence ultra-moderne, aménagée tout spécialement pour recevoir les quarante-six délégations membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'émir du Koweït, Cheikh Jaber, a ouvert lundi 26 janvier le cinquième sommet islamique.

Malgré la proximité de la guerre, les pressions iraniennes, les menaces venues de Beyrouth, le Koweït a tenu bon et quarante-quatre pays participent à ce sommet. Mais, ironie de l'histoire, c'est face au fauteuil vide de la délégation iranienne, et que l'ordre alphabétique arabe place en plein centre du premier rang des invités, que Cheikh Jaber a souhaité la bienvenue à ses hôtes avec une mention spéciale pour « la République arabe d'Egypte, qui a rejoint nos rangs sur le territoire du Koweït, en espérant que sa contribution sera totale et continue ».

Ce dernier terme n'aura pas échappé au président Assad, dont la délégation n'a cessé de réclamer le départ de l'Egypte, eu égard à ses relations avec Israël. Tour à tour impassible ou souriant, le président syrien était bien entouré avec, à deux fauteuils de lui, le vice-président irakien et sur le même rang le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en tenue militaire.

Derrière lui, sur sa droite, le président irakien, M. Saddam Hussein, dont on espère toujours la venue, au moins pour quelques heures. La quinzaine de ce luxueux complexe princier de 500 000 mètres carrés, noyé dans les palmiers en provenance directe de Bassorah, avec les

KOWEIT

L'absence de l'Iran pèse sur les travaux
du sommet islamique

chrysanthèmes nains importés des Etats-Unis, véritable ville dans la ville, permettra-t-elle aux trente chefs d'Etat présents d'aboutir à un quelconque résultat ? Rien n'est moins sûr.

L'absence de la délégation iranienne pèse lourd sur un sommet dont le but principal était d'essayer d'apporter une contribution positive au règlement d'un conflit que Cheikh Jaber a qualifié de « désastre pour nous tous ». « Les morts, les martyrs (référence iranienne) sont tous nos enfants », a déclaré l'émir du Koweït en ouvrant les travaux.

Jusqu'au dernier moment, le Koweït a tenté de faire venir l'Iran,

et même envisagé d'envoyer une délégation composite à Téhéran pour essayer de convaincre les ayatollahs de venir à ces assises. « Nous sommes affligés par l'absence de l'Iran, mais ce n'est pas de notre faute », avait déclaré peu auparavant Cheikh Sabah El Hamod, ministre koweïtien des affaires étrangères. Comment en effet discuter de la guerre du Golfe en l'absence d'un des protagonistes ?

A défaut de pouvoir empêcher la tenue du sommet, mais en choisissant l'absence, Téhéran a quand même réussi à bloquer pratiquement toute possibilité d'action concrète.

L'OCI envisagerait maintenant, et ce sera sans doute l'un des sujets débattus, d'envoyer à l'issue du sommet une délégation de très haut niveau, représentant à la fois un pays asiatique, arabe et africain à Bagdad et à Téhéran pour essayer de trouver un terrain d'accord.

« Je souhaite que la sagesse triomphe à l'issue de ce sommet », a déclaré le ministre koweïtien des affaires étrangères, non sans avoir salué « la sagesse et la raison, dont a déjà, a-t-il dit, fait preuve l'Irak ».

La rencontre
Hussein-Arafat

Le président Assad pourra-t-il être un contributeur sérieux ? Peut-être, mais à quel prix ? Le problème du Liban, le sort des Palestiniens, sont autant de questions sur lesquelles il a des choses à dire et à souligner. Il est encore trop tôt pour voir comment vont évoluer ces travaux, qui dépendront beaucoup des rencontres bilatérales auxquelles ils vont donner lieu.

Le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat se sont rencontrés pour la première fois depuis la rupture par le roi des accords jordano-palestiniens en février 1985. Visite protocolaire, souligne-t-on dans l'entourage du chef de l'OLP, qui ne veut sans doute pas donner trop de relief à une rencontre qui pourrait remettre en cause le long processus de réunification politique du mouvement palestinien.

Mais rencontre importante pour M. Arafat, qui a un besoin impératif de garder le contact avec le roi Hussein pour l'avenir de la Cisjordanie. Le chef de l'OLP s'est entretenu aussi avec le président égyptien, qui multiplie pour sa part les contacts.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

Vingt-sept chefs d'Etat présents

L'Organisation de la conférence islamique regroupe quarante-six membres, qui représentent près d'un milliard d'hommes. (Le 46^e membre, le Nigeria, n'a adhéré à l'Organisation qu'en 1986.)

Si tout Etat musulman, sans plus de précision, est, d'après la charte, éligible à l'OCI, la situation des membres de l'Organisation est pour le moins disparate. Quoi de comparable en effet entre l'Arabie saoudite et ses 100 % de musulmans et l'Ouganda (32 %), ou le Burkina-Faso (36 %) ? Le siège de l'Organisation, qui entretient de multiples institutions annexes, se trouve à Djeddah, en Arabie saoudite.

Quarante-quatre membres — l'Iran est absent, l'Afghanistan est suspendu depuis l'entrée des troupes soviétiques en 1980 — sur les quarante-six sont présents à Koweït. Vingt-sept pays sont représentés par leur chef d'Etat : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Burkina-Faso, Tchad, Comores, Djibouti, Egypte, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Jordanie, Koweït, Liban, Maldives, Mali, Mauritanie, Pakistan, Qatar, Arabie saoudite, Sénégal, Soudan, Syrie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Yémen du Sud. L'OLP est représentée par son chef M. Yasser Arafat.

Huit pays ont délégué leur vice-président ou leur premier ministre : l'Indonésie, l'Irak, la Malaisie, le Maroc, le Niger, la Sierra-Leone, la Tunisie, le Yémen du Nord. Huit autres sont représentés par leur ministre des affaires étrangères ou le président de leur Assemblée nationale : Oman, Somalie, Brunei, Gabon, Libye, Bénin, Cameroun et Nigeria.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

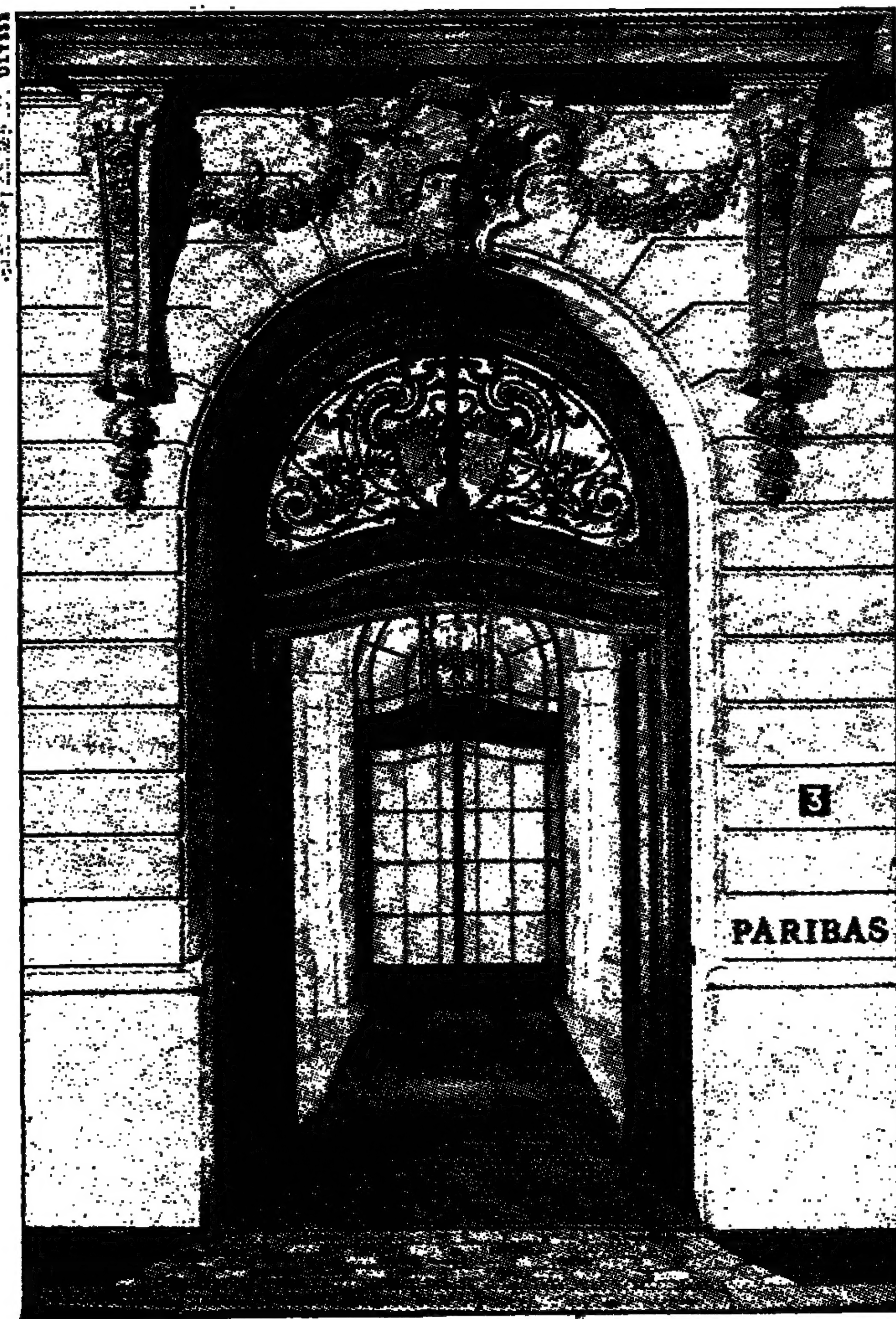
ENTREZ.

Madame, Monsieur,
Devenez actionnaire
de Paribas.

Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, devenir actionnaire du Groupe Paribas. Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, participer à l'expansion d'un des premiers groupes financiers internationaux. Vous bénéficiez, en outre, d'importants avantages valables jusqu'au 31 janvier 1987 dont : une action gratuite pour 10 actions achetées et conservées au moins 18 mois (5 actions gratuites au maximum). Adressez-vous à votre banque, agent de change, bureau de poste, caisse d'épargne ou comptable du Trésor. Une note d'information (via COB n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

GROUPE PARIBAS

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.



SOUT

Asie

PHILIPPINES : La rébellion des partisans de l'ancien président Marcos Coup de semonce de l'extrême droite à une semaine du référendum

La tension restait vive en fin de journée (heure locale), ce mardi 27 janvier, à Manille, après une intervention télévisée en direct de la présidente Aquino enjoignant à une centaine de mutins retranchés dans les locaux d'une station de télévision de se rendre, et annonçant que les acteurs de la rébellion qui avait secoué la capitale depuis la nuit précédente passeraient en cour martiale. Selon la présidente, les mutins, parti-

sans de l'ancien président Ferdinand Marcos, se sont attaqués à au moins quatre installations militaires dans la nuit de lundi à mardi - le siège du ministère de la défense au Camp Aguinaldo, ainsi que les bases de Fort-Bonifacio, Villamor et Sangley-Point, - et la station GMA 7. Selon la présidente, les combats à la base de Villamor ont fait un mort et sept blessés dans les rangs des mutins. Au moins sept

civils ont été blessés dans les heurts entre partisans du président déchu et de partisans M^{re} Aquino à proximité de la station de télévision. Selon le ministre de la justice, M. Neptali Gonzalez, trois à cinq cents militaires étaient impliqués dans la révolte, menée par « un général et quelques colonels ». C'est la plus grave rébellion militaire aux Philippines depuis l'arrivée au pouvoir de M^{re} Aquino il y a presque un an. (AFP.)

MANILLE correspondance

Quelques heures seulement après une manifestation monstre de la gauche radicale aux portes du palais présidentiel de Manille (nos dernières éditions du 27 janvier), et à une semaine du référendum constitutionnel du 2 février, la présidente Aquino a dû faire face à un nouveau coup de semonce de l'extrême droite fidèle à l'ancien président Marcos. Dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 janvier, des troupes appartenant à diverses unités de l'armée, des forces paramilitaires et de la police ont attaqué le quartier général de

l'armée de l'air, sur la base aérienne de Villamor, non loin de l'aéroport international de Manille, les locaux de la chaîne de radio-télévision privée GMA-7, et un poste de la marine, Sangley-Point, proche de la capitale. Contrairement aux précédents coups de force et mutineries enregistrés depuis l'arrivée de M^{re} Aquino au pouvoir il y a un an, cette rébellion a fait des victimes : un mort et plusieurs blessés dans les rangs des mutins.

A l'issue des combats au quartier général de l'armée de l'air, dont on ignore l'intensité, une cinquantaine de rebelles se sont rendus. Au poste de la marine de Sangley-Point, les

mutins auraient rendu les armes dès l'arrivée des forces régulières.

En fin de matinée, mardi, une centaine de rebelles, bandeau bleu ciel au front où on lisait le sigle et le nom de leur fraternité militaire, *Guardian* (1), tenaient encore la station de télévision. Assis sur les rebords de balcons, ils regardaient placidement une foule de partisans de l'ancien président Marcos qui leur passaient nourriture, boissons et cigarettes. Les rumeurs selon lesquelles « Marcos est dans l'avion en ce moment, il arrivera cet après-midi... » n'ont pas manqué de circuler.

Une dizaine d'employés de la chaîne se trouvaient retenus à l'intérieur du bâtiment. Un des mutins nous a déclaré agir « au nom de l'anticommunisme ». Certains assurent néanmoins que le chef d'état-major, le général Fidel Ramos, était toujours « le patron », même s'ils refusaient d'obéir à ses injonctions. Le général Ramos avait peu auparavant réaffirmé publiquement son soutien à M^{re} Aquino. A la grille, lorsque le général paracheviste Cruz, chargé de négocier avec les rebelles, a tenté de leur adresser la parole, les soldats dissidents ont détourné le regard, refusant le dialogue. Le général Cruz reconnut alors que les mutins semblaient obéir à des ordres : « Ils sont disciplinés... » Le général Cruz a ensuite essayé de disperser la foule grandissante et de plus en plus nerveuse des partisans de Marcos avec des lances à incendie.

Malgré les déclarations rassurantes du gouvernement, selon lesquelles « la situation est sous contrôle », tout semblait indiquer que l'affaire était loin d'être classée.

L'ambassade des Etats-Unis à Manille, dans un geste exceptionnel, a fait diffuser par la télévision nationale une déclaration réitérant le soutien des Etats-Unis au gouvernement Aquino. On ignorait sur le moment si le mouvement rebelle a été suivi en province. On remarque néanmoins que de nombreux soldats retranchés dans l'enceinte de la station de télévision provenaient de la troisième région militaire, qui recouvre la province natale de la présidente Aquino.

La veille, une importante manifestation de la gauche - à laquelle s'étaient joints trois ministres du gouvernement - défilait dans les rues de Manille, et, pour la première fois en vingt ans, devant les portes du palais présidentiel de Malacañang, pour protester contre la fusillade du pont Mendiola, qui a fait, le 22 janvier, entre quinze et dix-neuf victimes dans les rangs d'un syndicat radical de paysans. Les manifestants ont remis à la présidente une lettre demandant des indemnités pour les familles des victimes et des poursuites contre les responsables.

Cette brusque montée de la tension à Manille est naturellement liée au référendum du 2 février. La droite considère que l'approbation, tenue pour certaine, du projet de Constitution conférerait une légitimité juridique au pouvoir de M^{re} Aquino.

KIM GORDON-BATES.

(1) Le *Guardian* est une confrérie militaire légale (70 % des effectifs de l'armée, selon eux) qui était proche de l'ancien ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile. Depuis le départ de ce dernier, la confrérie se sent scindée en deux factions, dont l'une restait solidaire de M. Enrile.

CHINE : la reprise en main des intellectuels

Des listes d'universitaires en disgrâce commencent à circuler

PÉKIN de notre correspondant

Après l'assouplissement du régime chinois l'an dernier, au nom du célèbre slogan « Que cent fleurs s'épanouissent », une étonnante reprise en main des intellectuels est en cours. Jusqu'à présent, les grandes signatures se sont abstenues de cautionner la dénonciation de leurs collègues exclus du Parti communiste, mais le poids des conservateurs dans le monde culturel et de la propagande ne cesse de s'accroître.

En même temps, la distribution de publications étrangères dont les articles déplaisaient commence à être perturbée. Des journaux locaux ont été interdits, d'autres pourraient changer de rédaction. Le mensuel *Chine* n'a pas échappé à la purge. Première revue littéraire privée lors de sa création en 1985 par l'écrivain Ding Ling, considérée comme conservatrice, elle avait été reprise en main fin 1986, au nom de la « rationalisation », par l'Union des écrivains, qui lui reprochait une baisse de diffusion et la publication de trop d'œuvres de jeunes auteurs. La rédaction s'est rebellée, a voulu en informer ses lecteurs malgré l'opposition de l'Union, qui a tout fait, mais en vain, pour empêcher la diffusion.

Le journaliste du *Quotidien du peuple* Lin Binyan, exclu le 23 janvier du PCC pour déviationisme de droite (le *Monde* date 25-26 janvier), est la troisième personnalité à subir ce sort depuis le début de la campagne qui a abouti au limogement du secrétaire général du parti, M. Hu Yaobang. Avant lui, l'astrophysicien Fang Lizhi et l'écrivain de Shanghai Wang Ruosheng avaient été victimes de mesures identiques. Tous deux avaient pris parti pour le mouvement des étudiants manifestant pour la démocratie en décembre. Si ces trois personnes ont été exclues, c'est sans doute parce qu'elles ont refusé de faire leur autocritique.

Pour rassurer des intellectuels qui ont fait le choix entre faire le dos rond et passer sous les fourches caudines de la « lutte contre le libéralisme bourgeois », le quotidien *Clarité*, qui leur est destiné, a affirmé samedi 24 janvier que le mouvement dit des « deux cents » se poursuivait, mais qu'il devait se soumettre au « centralisme démocratique », c'est-à-dire au contrôle du P.C. Quelques jours plus tôt, le vice-premier ministre Li Peng avait pu paraître pour affirmer que la politique du parti envers les intellectuels

n'avait pas changé. Cependant, des listes d'intellectuels et d'universitaires de renom en disgrâce circulent de plus en plus. En dépit des démentis indignés, le régime ne tolère plus guère la critique.

Un bureau des médias

Le 21 janvier, le gouvernement a créé un bureau des médias et publications chargé d'en « faciliter le fonctionnement ». Il contrôlera la création, la publication, l'impression, le contenu et la distribution de tout ce qui sera édité dans tous les domaines, et dans tout le pays. Apparemment, une autorisation locale pouvait suffire. Une semaine plus tôt, un responsable de la propagande du PCC avait déclaré que toutes les publications avaient désormais le devoir de soutenir la politique de modernisation. Plus rien n'échappera donc à la mainmise du parti.

Le 22 janvier, les responsables de l'Académie des sciences ont été « démis de leurs fonctions » par l'Assemblée nationale, alors qu'ils sont en principe choisis par leurs pairs. Son président, M. Li Jixi, qui était vice-président d'un des petits partis alliés au P.C. au sein du Front uni, le Parti démocratique des ouvriers et paysans, est remplacé par un de ses adjoints, M. Zhou Guangzhan, membre du comité central du P.C. Le vice-président, M. Yan Dongsong, est le premier membre du comité central du P.C. à être sanctionné depuis le début de la campagne. Cette mesure manifeste la volonté du P.C. de renforcer son contrôle sur les scientifiques. L'Académie des sciences sociales, repaire de « réformistes », pourrait aussi être réorganisée.

Le nouveau vice-président de l'Académie des sciences n'est autre que M. Teng Teng, chimiste, ancien sous-chef de la propagande du comité central, qui, en août dernier, s'était fait remarquer pour avoir dit qu'il fallait laisser à la rédaction des journaux la décision de ce qu'ils devaient ou non publier. Les temps ayant changé, M. Teng a fait publier dans le *Quotidien du peuple* du 15 janvier une version rectifiée de son discours, dans laquelle la phrase incriminée est noyée dans une analyse d'où il ressort que « la réforme de la presse ne vise pas à changer sa fonction de voix du parti ». Le journal s'excuse de « n'avoir pas rapporté de façon complète l'avis du camarade Teng Teng et d'avoir unilatéralement mis l'accent » sur le passage incriminé.

PATRICE DE BEER.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 16 décembre 1985, M. Jean-Claude COULON, né le 13 mai 1948 à Paris (14^e), demeurant à Villejuif (94800), 98, avenue de la République, a été condamné à trois mois d'emprisonnement et 8 000 F d'amende pour infraction à l'article 1741 du Code général des impôts.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et le *Parisien libéré*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 16 décembre 1985, M. Jacques René TISSIER, né le 9 janvier 1943 à Paris (14^e), demeurant 14 bis, rue de la Galté à Villejuif (94800), a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 12 000 F d'amende pour infraction à l'article 1741 du Code général des impôts.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et le *Parisien libéré*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 23 octobre 1986, M^{me} Brigitte HAYOUN, épouse BIECH, née le 17 mai 1963 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (19^e), 23, rue de Belleville, a été condamnée à trois ans d'emprisonnement et 30 000 F d'amende pour complicité d'escroquerie.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de cet arrêt, par extrait, dans *France-Soir*, le *Figaro*, le *Monde* et le *Matin de Paris*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 23 octobre 1986, M. FERRARINI Lucien, Florent, Maurice, né le 6 janvier 1939 à Marseille (13), demeurant à Noisy-le-Grand (93), 4, allée des Hautes-Fleurs, a été condamné à trois ans d'emprisonnement et 30 000 F d'amende pour publicité mensongère et escroquerie.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans *France-Soir*, le *Figaro*, le *Monde* et le *Matin de Paris*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Bobigny.

Par jugement en date du 16 avril 1986, aujourd'hui définitif, la 15^e chambre du tribunal de grande instance de Bobigny a condamné M. Pierre CHAMBERE, né le 27 juillet 1933 à Villiers-sur-Marne (94), président-directeur général de la S.A. Teyssou Machine, 45, avenue Victor-Hugo, 93300 Aubervilliers, à la peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis, 10 000 F et 1 000 F d'amende pour homicide et blessures involontaires, infraction au Code du travail. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la 13^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 4 février 1986, M. Mizar POPOVSKI, né le 21 décembre 1926 à Vencou (Yougoslavie), demeurant 18 bis, rue d'Aspin à Paris (8^e), a été condamné à 10 000 F d'amende, déclaré la Société Unimec civilement responsable de son préposé, condamné la confédération au profit de la SARI Boston Market de tous les articles d'habillement portant la dénomina-

tion Boston Paris et application de l'article 432-2 du Code pénal pour contrefaçon.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans *France-Soir* et le *Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

Extrait des minutes de la Cour d'appel de Lyon.

Par arrêt en date du 14 mai 1986, la cour d'appel de Lyon a condamné M. Gabriel ROUDON, né le 28 mai 1950 à Vézère, demeurant 27, rue du Cardinal-Domergue à Bourg-Argental, à la peine de 5 000 F d'amende pour avoir à Saint-Etienne, le 15 mars 1985, effectué une publicité comportant des allégations fausses ou de nature à induire en erreur sur le prix des marchandises mises en vente, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt, dans le *Journal Hebdo*, au coût maximum de 5 000 F et le *Monde* au coût maximum de 10 000 F, ainsi que l'affichage, par extrait, du présent arrêt, en l'espèce en utilisant abusivement les mentions « ventes directes - prix directs d'usine sans intermédiaire ». La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication par extrait du présent arrêt,

Politique

La démission de M. Poperen des instances dirigeantes du PCF

L'échec de trois stratégies

La crise interne du Parti communiste français est entrée dans une phase aiguë. Elle n'a, sur la forme, qu'un précédent depuis 1920 : la démission de M. Jeanette Thorez-Vermeersch en 1968 du bureau politique dont elle démissionnait la condamnation de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie (1). Aujourd'hui, le départ de M. Claude Poperen de cette même instance, pour des raisons qui sont, sur le fond, aux antipodes de l'alignement de M. Vermeersch sur Moscou, risque d'accroître la lente décomposition qui frappe le PCF depuis une décennie.

Trois coups d'accélérateur ont été donnés, par la direction elle-même à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, des européennes de 1984 et des législatives de 1986. L'équipe Marchais a scellé, elle-même, le destin du parti lors du vingt-cinquième congrès de février 1985. Ces dates jalonnent le chemin de croix de milliers de militants d'un parti qui, de la Libération, recueillait 25 % des suffrages. 1987 sera pour certains « l'année de tous les départs ».

Normalisation

M. Roland Leroy a beau considérer que la crise actuelle n'est pas la plus grave qu'il ait connue son parti, sans qu'on voit très bien à part la signature du pacte germano-soviétique en 1939 où se situe la crise de référence, le PCF risque de voir s'effondrer une partie de son patrimoine historique avec la menace de démission qui fait désormais peser M. Marcel Rigout sur le comité central. Avec cette figure, symbole de l'ouverture du parti lors du passage de la gauche au pouvoir, c'est plus qu'un ancien ministre de la formation professionnelle, porte-parole d'un communisme rural, qui quitterait les instances dirigeantes. C'est tout le communisme de la Résistance, période sensible s'il en est chez tous les vieux militants, qui serait atteint dans sa chair.

La réponse à « Marcel », comme l'appellent affectueusement les militants, concoctée par M. Marchais et son entourage, montre en tout cas que rien n'arrêtera la direction sur la voie de la normalisation. Pas plus que l'écrasante majorité du comité central qui vient de plébisciter son secrétaire général en lui donnant les pleins pouvoirs. La direction peut se féliciter de ce soutien, elle qui avait manifestement décidé, en accusant les « rénovateurs » d'être des « liquidateurs » du parti — accusation des plus graves dans la hié-

archie de l'anathème. — de créer l'abcès avec toutes les conséquences que cela implique.

Elle peut d'autant plus se féliciter que la démission de M. Poperen et le départ probable de M. Rigout marquent l'échec de deux stratégies internes de contestation. Chacun à sa manière, ces deux responsables pensaient pouvoir modifier le cours des choses dans le parti. Sans succès public. La direction peut considérer que l'échec doit servir d'exemple à tous ceux qui seraient tentés par un combat identique à l'intérieur du parti, pendant la préparation du congrès de fin d'année.

Isolé devant ses pairs du « parlement » communiste, M. Pierre Juquin qui a développé, depuis des mois, une stratégie critique « interne-externe » se présente, plus que jamais, comme l'unique porte-drapeau du dernier combat des « rénovateurs ». Jusqu'à quand ? Avec quelle chance de réussite ? Aucune, probablement. La victoire — dramatique — de la direction est ainsi totale.

Cet échec de trois stratégies différentes qui éclate pour « un mot trop loin » prononcé par M. Marchais est également riche d'enseignements pour ceux qui, au comité central, ont pensé que le vingt-sixième congrès était perdu d'avance et qu'il fallait se rabattre sur... le suivant. Les plus lucides pourraient leur faire remarquer qu'ils tenaient le même langage... avant le congrès de 1985. Et ce n'est pas la chute d'un « premier cercle » de contestataires, selon une expression en vigueur chez eux, qui pourra les rassurer sur le sort du « deuxième cercle ».

La marginalisation — problème du candidat communiste à l'élection présidentielle si l'on en croit les sondages et le risque qu'elle implique pour le parti — fait du PCF un corps exsangue où le terme même de « rénovation » prendrait un caractère surréaliste. A force de rater des trains, on passe à côté de l'histoire de la gauche.

Celle-ci pourrait être la première victime de cette crise : on ne saurait oublier en effet que les « rénovateurs » se battent et vaillent à l'intérieur d'une gauche qu'ils souhaitent majoritaire, tandis que la direction cherche à geler les voix communistes au second tour du scrutin présidentiel, aux dépens du candidat socialiste.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) En 1954, Auguste Lecœur avait été exclu du parti pour un an, alors qu'il était secrétaire à l'organisation, avant de démissionner l'année suivante.

La bataille perdue des « rénovateurs »

(Suite de la première page.)

M. Yann Viens (Val-de-Marne) explique qu'elle votera le texte « tout en n'approuvant pas le mot liquidateur ». Dans une intervention qualifiée de « violente » par des participants, M. Alain Boquet (Nord) dénonce les « réseaux organisés » et « structurés », attaque le comité de section de Lille et le bureau de section de Roubaix-Douai, dont les dirigeants ont démissionné dernièrement, pour remarquer qu'« il n'y a pas de lien direct [avec la démission de M. Poperen], mais c'est curieux ». « Ce qui fait le bureau politique est salutaire », conclut M. Boquet.

Autre dirigeant confronté à la contestation interne (1), M. Louis Le Roux (Finistère) souligne « l'existence d'une tendance organisationnelle ». « Elle fonctionne uniquement pour combattre la politique du parti avec les médias », affirme-t-il. Après avoir marqué son accord avec la lettre à M. Rigout, M. Marcel Trigon (Val-de-Marne) déclare : « Comme notion de rénovateur, ça commence à bien faire ».

Dans une très longue intervention, « dont le début était distillé mezza voce » selon un participant, M. Pierre Juquin fait un large tour d'horizon des problèmes actuels. « Une intervention de fond qui avait la forme d'une plate-forme », confie un membre du comité central. « Loin de moi l'idée que la crise du PCF renvoie seulement aux problèmes de fonctionnement du parti, dit-il. La question fondamentale est celle de notre projet. Penser la perspective révolutionnaire aujourd'hui, voilà la tâche, voilà la seule identité possible des communistes en France ». Il dénonce « la faiblesse théorique, sinon le dédain envers la théorie qui font partie des mécanismes d'autodestruction d'un parti révolutionnaire », la réduction des « débats à une sorte de cuisine interne », la thèse du glissement à droite de la société, « à seule fin de préserver la direction et l'appareil du parti d'un regard critique sur eux-mêmes ». Pour lui, cette constitution « d'activités essentielles de la direction du parti qui ne peut conduire celui-ci qu'à l'impasse et à un nouveau déclin ». En conclusion, le chef de file des « rénovateurs » affirme : « Hélas, nous sommes des millions de communistes, souvent différents, voire divergents, se rejoignant à contrecœur, le ne suis que fraction, mais tous résolus à combattre cette véritable liquidation ».

Au cours de cette intervention, le président M. Le Guen fait remarquer à M. Le Guen lui-même que son pas « à l'ordre du jour ». « C'est en plein cœur de la question », répond l'orateur. Dans la salle, un dirigeant intervient : « Avec la permission de l'orateur, je vais lui poser une question ». Un autre lance : « Voilà le mode d'emploi de la fraction ». Devant ce léger échauffement des esprits, M. Juquin répond : « Ici, on n'est pas au Parlement ! ». A nouveau, M. Le Guen reproche à l'ancien porte-

parole du PCF d'avoir fait un « véritable rapport ».

Les débats reprennent ensuite leur cours avec une intervention de M. Jean Garcia (Seine-Saint-Denis). « L'intervention de Pierre Juquin me confirme qu'il y a des liquidateurs, déclare-t-il. Il propose une autre ligne, présente un contre-rapport. Quand on vient au comité central on se demande ce qui va être dit par Pierre Juquin ». Pour sa

part, M. Sylviane Ainaudi (Haute-Garonne) concède « de rendre à César, ce qui est à César » et ne considère pas comme « responsables des camarades qui se définissent eux-mêmes comme des rénovateurs et se sentent concernés par ce qu'a dit Georges Marchais ». De son côté, M. Roger Martelli, historien à l'Institut de recherche marxiste (IRM), confie : « Je voterai sans clause de réserve ».

« L'amalgame effrayant »

M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse du PCF, se plaint du traitement que, selon lui, les médias réservent au PCF. « On ne nous invite pas, affirme-t-il, ou quand on nous invite, quels que soient nos travaux, il y a une litane pour orienter le débat sur les rénovateurs ». M. Marc Brytner (Loire) informe le comité central qu'il s'est opposé à « la récupération de Lucien Sève par des camarades qui critiquent la politique du parti », reconnaissant implicitement, par là même, que son département est touché par la contestation.

M. Roland Favaro, adversaire du « rénovateur » Alain Amicible en Meurthe-et-Moselle, se déclare d'accord avec le texte destiné à M. Rigout. « Si j'avais hésité, lance-t-il, l'intervention de Pierre Juquin aurait levé mes doutes ». Il souligne, lui aussi, que dans sa fédération, « des camarades revendiquent, cultivent, le nom de « rénovateur ».

Dernier orateur sur ce chapitre, le « rénovateur » Félix Damette, professeur de géographie à la faculté de Paris-Tolbiac, fait une « intervention-décalé », au dire d'un participant, dans laquelle il critique l'« amalgame effrayant » entre « rénovateurs » et « liquidateurs ».

L'imprimatur lui fut refusé et il dut réviser son rapport. Mais il n'était pas pour autant assimilé à avoir davantage cherché à combattre le PS qu'à affirmer l'identité communiste. Il proposait à la direction de reconnaître ses insuffisances, de pousser sa réflexion sur la société française et de ne pas reculer devant l'analyse du fonctionnement du parti. Enfin, il évoquait la nécessité de modifier la composition du bureau politique, et pas seulement, précisait-il, le poste de secrétaire général.

Homme de terrain et d'appel, affable et d'une grande gentillesse, Claude Poperen avait couragement accentué son désaccord avec la direction de son parti, la mort dans l'âme, au cours de l'année 1986.

(1) Le texte a été publié intégralement dans le livre de Michel Naudy : PCF, le suicide (Albin Michel).

« On fait un paquet-cadeau », dit-il. On attribue aux rénovateurs, un chef de file : Pierre Juquin. On déclare que Pierre Juquin représente la social-démocratie, et on emballe le tout. Pour conclure, il pose une question à l'auditoire : « Qu'est-ce qu'un congrès qui démontre sur le terrain de l'anathème ? »

Suit une rapide discussion entre MM. Paul Laurent, Anicet Le Pors, Lucien Sève, René Le Guen et Georges Marchais sur les amendements proposés (Le Pors et Sève) qui sont rejetés. Le secrétaire général précise alors qu'un échange de lettres a eu lieu entre la direction et M. Sève montrant qu'il n'y a pas de suspicion de la direction du parti à l'égard de Lucien Sève.

Les conflits sociaux

Le texte de la lettre-réponse à M. Rigout est alors voté à l'unanimité moins quatre abstentions (MM. Félix Damette, Pierre Juquin, Claude Labrousse et Claude Poperen). Le président, M. Le Guen, indique que « Claude Poperen a annoncé ses décisions au bureau politique, qui en a pris acte ». Il est 12 h 45, l'ordre du jour qui est le rapport de M. Roland Leroy sur la situation politique et sociale, est enfin voté. La séance est levée. M. Poperen ne réapparaîtra pas l'après-midi, bien que deux orateurs (M. Yann Viens et M. Roger Martelli) lui aient demandé, le matin, de revenir sur sa décision de quitter ses fonctions.

Après le déjeuner, la séance est présidée par M. Georges Lanoue, secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie. M. Leroy présente son rapport, « qui est un peu différent de ce qu'on attendait », assure un participant. Il y est en évidence une « nouvelle étape de la lutte des classes » malgré le glissement à droite de la société. Mais surtout, il se livre à une violente attaque contre le PS, selon un dirigeant, qu'il accuse d'avoir « un accord fondamental » avec la droite pour gérer le capitalisme. Après avoir dénoncé l'étape de la cohabitation, il indique que la phase suivante est l'alliance ouverte du PS avec la droite par l'intermédiaire du centre.

Les interventions qui suivent sont essentiellement consacrées aux

conflits sociaux. M. Jean-Paul Magnon (Rhône) souligne que « les cheminots comprennent mieux que les difficultés qu'ils connaissent aujourd'hui découlent, pour une part, des décisions du gouvernement socialiste ». M. Jean-Pierre Page (CGT, Val-de-Marne) indique qu'il existe « des possibilités réelles de capitaliser ce qui a bougé ces dernières semaines, mais il ne faut rien idéaliser ». M. Edmond Amicible (CGT, Ile-de-France) partage l'avis de l'orateur précédent et livre à l'auditoire ce que lui a dit un gréviste : « Malheureusement avec nos luttes, on roule pour le PS ».

M. Jean-Claude Gayssot, secrétaire à l'organisation, s'élève contre la « vision mécanique de la situation qui consisterait à dire, puisque des luttes se développent, il n'y a pas de glissement à droite de la société ». Après une longue attaque contre le PS, il appelle au « renforcement du parti » en remarquant que « les communistes se sentent mieux ».

M. Gérard Aléaz (dirigeant de la CGT) note « les potentialités du mouvement social en marche » et s'en prend vigoureusement à M. Juquin. Selon lui, il « n'a pas eu un seul mot sur l'essentiel, c'est-à-dire le rôle du parti dans le mouvement (...) ». Ces mouvements se sont développés, dit-il, très largement grâce au parti. Y compris le mouvement étudiant. Si on ne voit pas cela, on est à côté de la plaque. Enfin, M. Alain Zoughébi insiste longuement sur le fait que, dans les récents conflits sociaux, « les militants ont pu toucher du doigt l'ampleur du glissement à droite de la société. C'est ainsi, remarque-t-il, que des cheminots nous ont dit, en pleine lutte, qu'avec les socialistes au gouvernement, on pouvait discuter ». Il dresse un bilan du parti en affirmant que quarante-cinq mille adhésions ont été enregistrées en 1986, dont 15 % de réadhésions. Pour clore la journée de débats, M. Zoughébi dénonce « la campagne du Monde, et de l'anticommuniste de service, sur le renouvellement des cartes 1987 ».

O. B.

(1) Une lettre s'élevait contre « les propos inadmissibles de Georges Marchais » circulant, en effet, dans le département de l'Hérault. Envoyée à tous les élus communistes du département, elle portait déjà la signature de trois conseillers généraux sur six et onze maires sur dix-huit.

M. Rigout : suis-je un « liquidateur » ?

Dans sa lettre, M. Marcel Rigout écrit : « Je considère que la déclaration faite par Georges Marchais au sujet des camarades dits « rénovateurs », qui ne seraient que des « liquidateurs », n'est pas de nature à assurer les conditions d'une bataille offensive et unitaire de tous les communistes ».

« En ce qui me concerne, j'ai toujours refusé publiquement ou dans le parti d'attribuer à tel ou tel communiste une « étiquette » ou seul vu des positions qu'il a pu exprimer dans le parti conformément à ses règles de fonctionnement. A l'inverse de cela, la déclaration publique de Georges Marchais a clairement laissé entendre aux millions de Français qui l'ont écoutée qu'exprimer un point de vue différent, s'abstenir, voire voter contre à l'occasion d'un vote sur un texte, y compris de congrès, cela valait d'être accusé de vouloir liquider le parti. Déclaration d'autant moins admissible qu'elle coïncidait avec l'annonce de la tenue du congrès ».

« Depuis le XXV^e Congrès, dans toutes les responsabilités qui sont les miennes (suivi de ma fédération, direction politique de l'Echo du Centre, membre du bureau du groupe communiste à l'Assemblée

nationale), je me suis efforcé de faire vivre et respecter strictement le centralisme démocratique, en mettant en œuvre les décisions du congrès et de nos différentes sessions du comité central. Dans ces responsabilités, je n'ai d'ailleurs été fait par la direction du parti sur ces activités. Mon seul souci a été de contribuer à renforcer l'unité du parti en permettant aux différentes sensibilités de s'exprimer librement. Pour toutes ces raisons, je refuse tout étiquetage et tout jugement à priori. Je considère donc, pour toutes ces raisons, que la déclaration de Georges Marchais à Antenne 2 est un coup public porté à l'unité du parti. Ce qui importe aussi pour moi, c'est de savoir si cette déclaration n'est que personnelle ou si elle exprime l'opinion du bureau politique ».

« De la réponse que j'aurais aimé entendre à l'occasion du comité central dépendront les décisions que je serai amené à prendre. Pour moi, chacun peut le comprendre, si le bureau politique estime que je peux être traité de « liquidateur », je ne suis alors plus en mesure d'occuper les responsabilités qui sont les miennes ».

Le comité central : pas d'amalgame

Dans le texte de sa réponse à M. Rigout, le comité central défend les propos tenus par M. Marchais contre ceux « qui combattent la politique novatrice du vingt-cinquième congrès pour tenter de lui substituer la politique antérieure d'union au sommet avec le Parti socialiste qui a conduit aux terribles illusions auxquelles nous continuons de nous heurter et à notre affaiblissement : qui n'acceptent pas les règles démocratiques de fonctionnement du parti et rêvent de le transformer en parti social démocratique. Parvenir à ces objectifs, ce serait, oui, liquider ce qui est le plus essentiel du Parti communiste ».

Le comité central rappelle qu'il avait déjà dénoncé les « activités liquidatrices » dans le PCF le 13 mai dernier à propos d'une « tentative » d'organisation « fractionnelle » dans la fédération de Meurthe-et-Moselle. Le comité central souligne que M. Rigout avait voté ce texte. Il juge « insultant » d'amalgamer les communistes qui ont exprimé des critiques à l'occasion du vingt-cinquième congrès « à la fraction liquidatrice qui a les honneurs de la presse ». Le comité

central en fait reproche à M. Rigout.

Le comité central rappelle aussi que malgré leurs désaccords, plusieurs dirigeants avaient été réélus, au terme du vingt-cinquième congrès, dans les instances dirigeantes du parti. Il note que M. Georges Marchais avait déclaré à ce propos : « Chaque communiste doit avoir la certitude que le temps de la décision ne sera pas celui des règlements de comptes et des éliminations. (...) Il n'y a pas de coupeurs de têtes » au Parti communiste. La vengeance, le ressentiment, les mesquineries tactiques, toutes ces mesquineries sont étrangères à notre parti ».

Le comité central conclut en s'adressant à M. Rigout : « Tu estimes dans ta lettre que » depuis le vingt-cinquième congrès (...) tu t'es efforcé de faire vivre et respecter strictement le centralisme démocratique en mettant en œuvre les décisions du congrès et de nos différentes sessions du comité central. Si tel est ton sentiment, nous ne voyons pas en quoi tu peux t'estimer concerné par les propos tenus par Georges Marchais ».

« Marcel » en accord avec son terrain

LIMOGES
de notre correspondant

Membre du comité central, député de la Haute-Vienne, M. Marcel Rigout s'est trouvé dans l'impossibilité de se rendre à la session du « parlement » communiste en raison d'une hospitalisation à Limoges pour une opération de la cataracte. Il a donc adressé son intervention personnelle au comité central « conformément aux pratiques statutaires normales qu'il a toujours eues à cœur de respecter », insiste la fédération de la Haute-Vienne — pour se dire « surpris et choqué » par la déclaration de M. Georges Marchais, sur Antenne 2, ayant assimilé les « rénovateurs » à des « liquidateurs ».

« En ce qui me concerne, souligne M. Rigout, j'ai toujours refusé d'attribuer à tel ou tel communiste une étiquette au seul vu des positions qu'il a pu exprimer dans le parti, conformément à ses règles de fonctionnement ».

Cette référence au respect scrupuleux des mécanismes de fonctionnement du PCF est l'une des règles d'or de la fédération de la Haute-Vienne depuis le vingt-cinquième congrès. Celle-ci avait été alors, avec les Hautes-Alpes et la Corse du Sud, l'une des trois fédérations qui n'avaient pas voté le projet de résolution proposé par le bureau politique.

Depuis, contrairement à d'autres départements (Meurthe-et-Moselle, Finistère, notamment), où s'est développée publi-

quement une crise interne, elle a adopté une stratégie « égalitaire » pour éviter la marginalisation au sein du parti. Cette stratégie lui valut d'avoir à avaler quelques couleuvres, notamment le retrait de ses élus, sur injonction pressante de la direction nationale, de l'indépendance régionale Limousin, au sein duquel le PCF collaborait jusque-là sans trop de problèmes avec la majorité socialiste. En revanche elle lui permit de résister à l'érosion électorale et de préserver, selon une formulation de M. Rigout, lors de la rupture du programme commun, des « espaces d'unité », au conseil général de la Haute-Vienne (vingt-trois socialistes, douze communistes, sept d'opposition de droite) à la municipalité de Limoges, dans les quarante-six communes (sur deux cent six) qui sont dirigées par le PCF et dans les municipalités socialistes auxquelles celui-ci coopère.

Cette stratégie veut ainsi à la direction fédérale une double pression sur ses aînés : celle des « orthodoxes », qui lui reprochent sa « gestionnisme » ; celle des « rénovateurs », affichés (ils furent nombreux, y compris par les élus, à signer l'appel du vingt-cinquième congrès), qui s'impatientent de ce profil bas. Mais, pour l'essentiel, « Marcel » reste en Haute-Vienne un homme très populaire, bien au-delà de l'influence électorale du PCF. La fédération semble bien coller à son terrain et bénéficier de l'accord de la grande majorité des quatre mille trois cents militants qu'affiche le PCF en Haute-Vienne.

GEORGES CHATAIN.

M. Claude Poperen : une fidélité déchirée

Des deux Poperen, le plus ouvert n'est peut-être pas celui qui en effet milita ensemble aux Jeunesses communistes puis au Parti, mais Jean devait être exclu en 1967 pour devenir plus tard le numéro deux du PS et incarner dans cette formation le culte unitaire et l'antisoviétisme. Claude, lui, a fait toute sa carrière au PCF, en passant de 1956 à 1987 par la CGT-Fédération.

Né le 22 avril 1931 à Angers, membre des Jeunesses communistes dès l'âge de quatorze ans, militant au PC dès 1949, responsable syndical ensuite, son ascension commença véritablement en 1967, date à laquelle il entre comme membre suppléant au comité central, à l'occasion du dix-neuvième congrès. Trois ans plus tard, il en devint titulaire et entra au bureau politique, où il se verra confier le poste-clé des fédérations.

C'est aussi un vieux compagnon de M. Marchais, d'autant plus fidèle qu'il se voulait lui-même un farouche défenseur du centralisme démocratique, respectueux de la hiérarchie du parti. Ses années vont commencer en 1984, lors de la préparation du vingt-cinquième congrès. Chargé par la direction d'analyser le résultat des élections européennes de 1984, il présente un premier rapport sans complaisance. Dans ce texte, Claude Poperen évalue à sa juste mesure l'étendue des dégoûts électoraux enregistrés par le PC et juge que ce recul n'était pas inévitable.

C'est en fait une analyse critique de la direction qu'il présente (1), lui reprochant à l'occasion d'avoir davantage cherché à combattre le PS qu'à affirmer l'identité communiste. Il proposait à la direction de reconnaître ses insuffisances, de pousser sa réflexion sur la société française et de ne pas reculer devant l'analyse du fonctionnement du parti. Enfin, il évoquait la nécessité de modifier la composition du bureau politique, et pas seulement, précisait-il, le poste de secrétaire général.

L'imprimatur lui fut refusé et il dut réviser son rapport. Mais il n'était pas pour autant assimilé à avoir davantage cherché à combattre le PS qu'à affirmer l'identité communiste. Il proposait à la direction de reconnaître ses insuffisances, de pousser sa réflexion sur la société française et de ne pas reculer devant l'analyse du fonctionnement du parti. Enfin, il évoquait la nécessité de modifier la composition du bureau politique, et pas seulement, précisait-il, le poste de secrétaire général.

Homme de terrain et d'appel, affable et d'une grande gentillesse, Claude Poperen avait couragement accentué son désaccord avec la direction de son parti, la mort dans l'âme, au cours de l'année 1986.

(1) Le texte a été publié intégralement dans le livre de Michel Naudy : PCF, le suicide (Albin Michel).

Politique

Le voyage de M. Chirac en Alsace :

« J'ai confiance »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Certains lundis commencent mal. Pour M. Jacques Chirac et les ministres qui l'accompagnent en Alsace, les sondages, la décision du Conseil constitutionnel sur l'aménagement Ségui, le refus de M. Raymond Barre de s'associer à la protestation de la majorité, tout concourait à créer une certaine morosité au début de ce premier voyage du chef du gouvernement en province. La présence à l'aéroport de Bâle-Mulhouse d'une Miss France « jeune, rayonnante, charmante, amicale de tous » ainsi que l'accompagnement M. Chirac — et en costume traditionnel alsacien — n'a pas suffi à dissiper la grisaille de ce matin d'hiver froid et brumeux.

« Mettons les mains dans le cambouis, et vite », a lancé à l'hôtel de Ville le maire de Mulhouse, M. Joseph Klifa (UDF-PSD) auquel M. Chirac a rappelé qu'il était venu justement pour que sa visite « se traduise réellement par

des résultats concrets » pour l'Alsace. Au-delà, quelque deux cents militants du RPR s'efforçaient de couvrir de leurs « Chirac président » et « enseignants au boulot » les voix d'une vingtaine de socialistes qui scandaient méchamment « Chirac, c'est loupé » et arboraient malicieusement une banderole reprenant le slogan du RPR lors de sa campagne électorale de 1986 : « Vivement demain ! ».

Le premier ministre et M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, ont reçu à l'hôtel de ville une délégation du Comité 2004 qui associe des syndicalistes et des élus préoccupés par l'avenir des Mines de potasse d'Alsace (MDPA). Ils ont affirmé à leurs interlocuteurs que « l'Etat fera son devoir » en assurant la dotation en capital pour un montant non fixé encore dont les MDPA ont besoin. Sur l'itinéraire qui allait le conduire ensuite à l'université de Haute Alsace, M. Chirac devait encore entendre parler des MDPA puisque six cents manifestants curieux l'y attendaient. Un conseiller technique

du cabinet du premier ministre s'est entretenu avec les représentants des syndicats.

Après s'être adressé aux étudiants et aux professeurs de l'Ecole nationale supérieure de chimie et de l'université de Haute Alsace (le Monde, 27 janvier), M. Chirac a pris la route pour Colmar, dont le maire est M. Edmond Gerret (UDF-CDS). S'il n'y avait eu quelques dizaines de militants du RPR pour acclamer M. Chirac sur le chemin du monument aux morts, les rues de Colmar, vides en ce lundi à l'heure du déjeuner, auraient paru bien tristes. De dépôt de gerbe en remise des insignes d'officier de la Légion d'honneur à M. Antoine Gissinger, ancien député RPR du Haut-Rhin, la première « tournée d'explications » du premier ministre s'égare.

« Acteurs
et non plus militants »

A Strasbourg, où MM. Pierre Méhaignerie, René Monory, Jacques Doulliaux et Michel Noir ont rejoint MM. Charles Pasqua, Philippe Ségui, Alain Madelin, Adrien Zeller et M. Nicole Casta, la cérémonie au monument aux morts a attiré davantage de monde. « Vive Chirac ! », proclamait une banderole tandis que le premier ministre, applaudi, serrait des mains. Accueilli à l'hôtel de ville par M. Marcel Rudloff, sénateur (UDF-CDS), maire et président du conseil régional, M. Chirac a signé avec la municipalité une convention triennale renouvelant le contrat par lequel l'Etat s'engage à « conforter la vocation européenne de Strasbourg ».

L'après-midi touchait à sa fin et l'on attendait toujours que le premier ministre se décide à « expliquer » et à défendre sa politique. Alerté par ses collaborateurs, M. Chirac a décidé de renoncer au discours qu'il avait prévu de faire au Palais des congrès et de la musique, devant un parterre de chefs d'entreprises. Plutôt que de la situation économique de l'Alsace, M. Chirac leur a parlé de l'action du gouvernement puisque, a-t-il dit, « nous sommes là en acteurs et non plus en militants ». Après des années où la France a « vécu dans une certaine facilité », a-t-il déclaré, l'heure est au « redressement ».

Après avoir estimé que les graves des services publics ont posé un « vrai problème », qu'il fallait « examiner avec les entreprises et les partenaires concernés », M. Chirac a conclu cette rencontre avec les chefs d'entreprises et cette première journée de voyage en ces termes : « Notre intention, qui ne sera démentie par rien, c'est de poursuivre l'œuvre de redressement que le pays nous a confiée. Nous serons jugés le moment venu sur notre courage et sur les résultats de notre politique. Et nous ne demandons rien d'autre ».

Lundi soir, M. Chirac a eu une longue séance de travail avec les élus de la région sur les différents problèmes qui se posent à l'Alsace. Les députés socialistes, tout en refusant de participer aux « mondanités », ont pris part à cette réunion de travail, car ils estiment que, « boycotter un gouvernement, c'est manquer de respect à l'égard de nos concitoyens et c'est agir contre [la] région ». Ils n'ont pas moins formulé de nombreuses critiques à l'intention du gouvernement en lui reprochant notamment de « minorer les régions » au lieu de conduire « à son terme » la décentralisation. M. Chirac, rasséréné par deux heures de travail avec les élus, s'est interrompu pour venir exprimer aux journalistes sa « confiance dans l'avenir de l'Alsace ». Rien de tel que les discussions « concrètes » pour remettre le premier ministre d'aplomb.

P. J.

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

Le libéralisme
à l'œuvre

Avec notamment des articles de :

P. JOYE
M. DELBARRE
CH. GOUX
O. STRIN

Envoyer 33 F (timbre à 1 F ou chèque)

à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-

Dolent, 75014 Paris, en spécifiant

le dossier demandé (ou 130 F pour

l'abonnement annuel) 100 %

d'économie, qui donne droit à l'envoi

gratuit de ce numéro.

M. Chevènement développe son projet
pour le candidat socialiste de 1988

Une Europe forte, dernier rempart de l'indépendance

Les premières Journées publiques de réflexion du club République moderne, fondé par M. Jean-Pierre Chevènement à la fin de 1983, ont réuni quatre cents personnes, dans une atmosphère sereuse, les samedi 24 et dimanche 25 janvier à Paris. Des experts, des hommes politiques venus d'horizons divers, ainsi que d'anciens ministres, tels MM. Michel

Jobert et Jack Lang, sont intervenus lors de ces journées, organisées autour de la discussion de quatre rapports thématiques établis par République moderne, qui forment, selon M. Chevènement, un « projet cohérent », notamment pour un candidat de gauche à l'élection présidentielle (le Monde du 23 janvier).

Les axes de ce projet — assortis de propositions concrètes — sont ceux déjà définis par l'ancien ministre de l'Éducation nationale, tant dans le cadre de son club qu'en sein du courant « socialisme et république » qu'il anime au PS : reconquête de l'emploi, lutte pour la démocratie, l'indépendance nationale ; mobilisation des énergies pour lutter, face au « condominium nippo-américain » contre le déclin économique, politique, mais aussi culturel, de la France et de l'Europe.

M. Chevènement, qui a clos ces journées en résumant les débats, le dimanche 25, a jugé nécessaire un « nouvel ordre du jour de la bataille de la Merne » : « Il n'est plus temps de reculer, a-t-il lancé. Il faut résister là où nous sommes », afin de « redevenir des acteurs de l'histoire (...) les acteurs de notre propre histoire ».

A propos de la « guerre économique mondiale », le député du Territoire de Belfort a notamment affirmé qu'il n'y a pas de raison que l'Europe soit plus ouverte [commerciallement parlant] que les deux entités qui sont les États-Unis et le Japon. « Nous n'avons pas le droit d'être lâchement européens, il faut être courageusement européens », a-t-il ajouté, avant de souligner la nécessité de « l'émergence d'un concept européen de la défense et de la reconnaissance du rôle de l'ECU », comme l'instrument de compte, mais aussi d'échange et de réserve, pour affirmer « une identité européenne qui est encore à forger et qui doit s'affirmer d'abord par rapport aux États-Unis ».

M. Chevènement a évoqué la lutte pour l'emploi en déclarant que, « dans l'immédiat (...) aucun traitement d'urgence » ne peut être trépidamment mais en rappelant aussi qu'il propose « un débat national sur l'idée d'un pacte entre les forces sociales pour la reconquête de l'emploi ».

Insistant sur la formation, M. Chevènement a évoqué les

thèses de M. Rocard pour lui répondre qu'une formation permanente n'est possible qu'au prix d'une bonne formation de base. L'ancien ministre a souligné la nécessité de lutter contre le déclin démographique et de « faire mieux rayonner [la] langue et [la] culture [françaises] dans le monde ». Le maire de Belfort se prononce pour l'apprentissage dans le système scolaire de chaque pays européen, de deux langues européennes en plus de la langue maternelle.

M. Chevènement a affirmé, à propos de l'élection présidentielle : « Il n'y a pas de politique qui vaille sans vision à long terme (...) ». Dans le désert des grandes ambitions, il faut que la prochaine élection présidentielle soit plus qu'un choix de circonstances, [il faut] que les idées restent au centre du débat. Rien (...) ne serait plus funeste à la démocratie que l'empoisonnement excessif du débat est une régression de la démocratie. En y cédant, nous faciliterions l'abaissement de la conscience critique et la dépolitisation de la jeunesse ».

« Si François Mitterrand, a-t-il continué en souriant, est à coup sûr (...) le mieux placé aujourd'hui pour rassembler les forces de progrès, nous n'avons pas envoyé qu'à lui le texte de ces quatre rapports, Jacques Delors, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Michel Rocard en sont également destinataires, sans oublier un exemplaire que je me suis réservé à tout hasard, s'il m'apparait (...) que c'est le dernier moyen qui me reste pour faire progresser mes idées ! ».

J. L. A.

Réconcilier la gauche
la gestion et le social

EN matière de protection sociale, le débat organisé dimanche par République moderne et le rapport qui l'a précédé ont représenté la première réflexion publique un peu systématique des socialistes depuis les élections législatives et même avant, les textes pré-électorales du PS n'ayant guère brillé en ce domaine. Ils traduisent un double désir : celui de ne pas se contenter de réagir aux initiatives du gouvernement actuel ; celui de concilier le sérieux technique de la « culture de gouvernement » et les perspectives d'un contrat social et politique pour la gauche (« réconcilier la politique, la gauche et le social », a dit M. Yannick Moreau, ancienne conseillère de M. François Mitterrand et ancienne directrice de cabinet de M. Chevènement).

Les orateurs ont présenté une défense de la Sécurité sociale plus subtile que la traditionnelle éloge de la solidarité. D'ailleurs, M. Moreau comme le rapporteur, M. André Gauron, ancien conseiller technique de M. Bérégovoy au ministère de l'économie et des affaires sociales, ont reconnu la coexistence chez les Français d'un attachement profond à la Sécurité sociale et aux garanties qu'elle procure et de fortes frustrations à son égard en raison de certains aspects bureaucratiques ou du peu de place laissée aux choix individuels.

Les participants au débat ont résisté, en général, à la tentation des promesses, faciles dans l'opposition. Niant tout risque d'explosion du système, ils se sont montrés néanmoins très soucieux de la maîtrise des dépenses en matière de santé, où il faut réduire le nombre de lits d'hôpital et contenir la démographie médicale, comme en matière de retraite, où les recettes ne suivent pas les dépenses. Soucieux aussi de « mettre à plat » les prestations et les services, ces soucis amènent à préconiser certaines mesures peu différentes de celles qu'envisage le gouvernement actuel : améliorer la gestion hospitalière, remettre en ordre les tarifs

des hôpitaux et des hospices ; assouplir l'indexation des retraites, en prenant une base de référence intermédiaire entre les prix et les salaires ; remettre à plat le système de retraite en distinguant du reste les avantages « non contributifs » — comme le préconise un rapport récent pour le Plan.

De même, pour le minimum social « garanti aux plus démunis », la formule retenue diffère-t-elle peu des conceptions avec les départements mises en place par M. Adrien Zeller, l'actuel secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale et de l'action sociale.

Cela va de pair avec une attitude « pragmatique ». Pas question de grandes réformes pour la santé comme pour la famille, ont souligné M. Claude Evén, député « rocardien » de Loire-Atlantique et vice-président de l'Assemblée nationale, ou M. Gilles Johanet, ancien conseiller technique de M. Mauroy à Matignon. Il faut agir par touches successives et par négociations. Ce pragmatisme s'accompagne d'une part d'autocritique sur une certaine « précipitation » ou des « tentations minoritaires » dans le passé. Il n'est pas incompatible, cependant, avec la volonté de poursuivre des réformes laissées inachevées par les gouvernements socialistes, notamment la prise en charge par le budget d'une partie des allocations familiales, pour en redistribuer le montant sous forme de salaire direct. Il n'empêche pas non plus certaines analyses plus originales : par exemple, l'accent mis sur des éléments « non monétaires » de la protection sociale, comme le rôle de l'aménagement du temps ou le développement des services pour les familles ou les retraités. Ou bien la proposition d'une intervention plus active des financeurs — caisses de sécurité sociale et mutuelles — dans la gestion du système de santé, s'inspirant en partie des formules américaines de HMO (Health Maintenance Organizations).

GUY HERZLICH.

OXFORD
OXFORD INTERVIEW
SCHOOL OF ENGLISH
speaks for the British Council
11 rue Talma - Paris 8
Tél. 01 42.33.12.12
Ann. 1981 - Lits. A 1108

**L'ANGLAIS
A
OXFORD**

Stages
individuels
intensifs
à Oxford,
toute l'année,
toute durée,
pour adultes
et étudiants

Nouveautés

PANORAMA DE L'EUROPE DE L'EST
Centre d'Etudes et de Documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est
L'ouvrage de référence sur les économies des pays de l'Europe socialiste, à l'exception de l'URSS. 120 F.

LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA CHINE
Groupe d'études et de recherches de l'Extrême-Orient
Un bilan essentiel pour l'avenir de l'Extrême-Orient
donc pour l'équilibre du monde
Collection Fondations (FEDN). 110 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e. Tél. (1) 42.61.50.10

**le journal mensuel
de documentation politique**

après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**Le libéralisme
à l'œuvre**

Avec notamment des articles de :

P. JOYE
M. DELBARRE
CH. GOUX
O. STRIN

Envoyer 33 F (timbre à 1 F ou chèque)

à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-

Dolent, 75014 Paris, en spécifiant

le dossier demandé (ou 130 F pour

l'abonnement annuel) 100 %

d'économie, qui donne droit à l'envoi

gratuit de ce numéro.

Nouveautés

dans la Collection
Notes et Etudes
documentaires

**LES MUTATIONS DU SYSTEME
FINANCIER FRANCAIS**
Innovations et déreglement
Joël Métais et Philippe Szymczak

LES PRIVATISATIONS A L'ETRANGER
Royaume-Uni, R.F.A., Italie, Espagne, Japon
Sous la direction de J.J. Santini

**L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL DANS
LA C.E.E.**
Interrogations et enjeux
Danielle Charles-Le Bihan et Ali

Le volume : 48 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e. Tél. (1) 42.61.50.10

Un document de la commission Justice et Paix sur l'endettement international

Le Vatican invite les pays industrialisés à plus d'indulgence envers leurs débiteurs

« Au service de la communauté humaine, une approche éthique de l'endettement international » : sous ce titre, un document de la commission pontificale Justice et Paix a été publié, le mardi 27 janvier au Vatican. Cet organe, présidé par un Français, le cardinal Etchegaray, est en quelque sorte le bureau d'études du pape pour les questions de solidarité internationale et de développement. (1)

La commission pontificale constate l'aggravation de l'endettement international des pays pauvres, qui a atteint 1 000 milliards de dollars en 1986 et dont les conséquences sociales et humaines sont considérables. Elle estime de son devoir, écrit le cardinal Etchegaray, d'inviter toutes les parties en cause à examiner les implications éthiques de la question de la dette extérieure des pays en voie de développement, afin de parvenir à des solutions justes et respectueuses de la dignité de ceux qui en subissent le plus durement les conséquences.

Le document romain propose, en premier lieu, une « éthique de survie » pour faire face aux situations d'urgence : « Éviter les ruptures entre créanciers et débiteurs et les dénonciations unilatérales des engagements antérieurs ; respecter le débiteur insolvable et ne pas faire peser des exigences immédiates qui lui seraient insupportables ; même légales, ces exigences peuvent devenir abusives. S'inspirant de l'Évangile, ajoute la commission Justice et Paix, d'autres comportements

seraient à envisager, comme consentir des délais, remettre partiellement ou totalement les dettes, aider le débiteur à retrouver sa solvabilité ».

La responsabilité des pays industrialisés est engagée, « même si la crise économique les a souvent placés devant les graves problèmes d'emploi et de reconversion ». « Le temps n'est plus, ajoute la commission pontificale, où ils pouvaient agir en négligeant les effets de leurs propres politiques sur les autres nations. Ils ne doivent d'en évaluer les répercussions sur les autres membres de la communauté internationale et de les modifier si les conséquences sont trop lourdes pour les autres pays, surtout les plus pauvres ».

Un appel est lancé à tous les responsables des pays industrialisés : « Négliger ces effets de l'interdépendance ou ne pas chercher à les évaluer et à les maîtriser relève de l'égoïsme collectif d'une nation. Former les opinions à l'ouverture internationale et aux devoirs de solidarité élargie incombe aux responsables économiques, sociaux, économiques, éducatifs, religieux et aussi spécialement aux responsables politiques ».

Les pays industrialisés sont, en particulier, invités à « renoncer aux mesures de protectionnisme qui entraveraient les exportations des pays en voie de développement », à mettre fin à la « compétition technique et économique qui devient effrénée et prend l'allure d'une guerre

implétable qui ne tient pas compte des effets meurtriers sur les plus faibles ».

On trouve une égale sévérité dans le jugement porté sur la responsabilité des pays en développement : « Négligence dans la mise en place de structures adaptées ou abus dans l'usage des structures existantes, tels que fraudes fiscales, corruptions, spéculations monétaires, fuite des capitaux privés, bakchichs dans les contrats internationaux... » Le devoir de transparence et de vérité permet de mieux établir les responsabilités de chacun, d'éviter les soupçons injustifiés et de proposer des réformes adaptées et nécessaires, parmi lesquelles « la choix de secteurs prioritaires, la sélection rigoureuse des investissements, la réduction des dépenses de l'État, spécialement les dépenses de prestige, les armements, etc. ».

Code de conduite

Le Vatican propose un code de conduite international pour « guider » la négociation entre pays créanciers et débiteurs : « Ceux-ci s'accorderont sur les nouvelles conditions et sur les délais de paiement dans un esprit de solidarité et de partage des efforts à consentir. En cas de désaccords, une conciliation ou un arbitrage pourront être demandés et reconnus par les deux parties ».

Avec les États créanciers et les organisations internationales, les banques commerciales sont invitées,

elles aussi, « à un discernement qui dépasse les critères de rentabilité et de sécurité des capitaux prêtés ». La crédibilité des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, banques régionales) est particulièrement en jeu, selon le document du Vatican. Il est demandé à ces organismes d'adopter « la composante humaine » dans les mesures d'ajustement réclamées aux pays débiteurs par le FMI ; d'encourager les mouvements de capitaux « vers les projets prioritaires pour les pays en voie de développement », de « prévoir des dispositions spéciales pour remédier aux difficultés financières, venant des catastrophes naturelles, de variations excessives des prix des matières premières indispensables, de fluctuations brusques des taux de change... ».

Et, rappelant l'effort de reconstruction des économies des pays sinistrés par la guerre (comme le plan Marshall), la commission Justice et Paix conclut son texte par un vœu : « Ne doit-on pas, dans l'intérêt de tous, mais surtout parce qu'il s'agit de redonner l'espoir à toutes les populations qui souffrent, de mettre en chantier un nouveau système d'aide des pays industrialisés en faveur des pays moins riches ? ».

H.T.

(1) Le Cerf publie le texte intégral de ce document, avec la présentation du cardinal Etchegaray et les études explicatives du Père Philippe Laurent. 97 pages, 49 F.

Un nouveau « plan Marshall » ?

AUCUN chiffre n'est cité, mais pour la première fois un document du Vatican, rédigé à la demande du pape, s'attaque de manière concrète à l'un des principaux facteurs de déstabilisation de l'économie mondiale : celui de l'endettement des pays pauvres — mille milliards de dollars en 1986 — avec son cortège de drames sociaux, politiques et humains.

Certes, la célèbre encyclique de Paul VI sur le développement des peuples (*Populorum progressio*), dont l'Eglise catholique célèbre cette année le vingtième anniversaire, émettait déjà l'opinion mondiale sur l'urgence de relations commerciales plus équitables entre les pays industrialisés et les autres. Mais cette encyclique avait été écrite dans un tout autre environnement international.

Depuis 1967, les deux chocs pétroliers, les fluctuations des monnaies et des taux d'intérêt, la montée du protectionnisme, la baisse du prix de vente des matières premières, les anticipations de recortes et les surinvestissements ont plongé le tiers-monde, — avec des variations selon les pays — dans une situation de crise. Rome ne prend pas assez en compte — dans des situations d'endettement massif.

Les griefs généralement adressés à la hiérarchie catholique, dès qu'elle touche à des matières qui ne sont pas directement de son ressort, sont l'incompétence et le manichéisme.

Incompétence ? S'il est un terrain où les préoccupations, traditionnelles pour l'Eglise, de justice et de solidarité internationale rejoignent l'intérêt bien compris de tous — et des pays créanciers eux-mêmes, — c'est bien celui de l'endettement. Son coût économique, social, humain place des pays entiers au bord de la rupture.

L'ignorer serait suicidaire. Personne n'est gagnant au développement de situations de désespoir. Au-delà de ses aspects économiques et monétaires, la dette est un problème de coopération et d'éthique.

Manichéisme ? Ce nouveau document romain ne tombe pas dans le piège d'un tiers-mondisme mal digéré, culpabilisant, accusateur de l'« homme blanc ». Si l'« égoïsme collectif » des nations riches, la spéculation monétaire, les fuites de capitaux sont dénoncées, le Vatican n'hésite pas non plus à mettre en cause la corruption, les dépenses exagérées, les achats d'armes, les investissements et tant de pratiques en cours dans les pays pauvres, et qui ne font qu'accroître la dette.

Aucun des grands acteurs du problème n'est ignoré. Pays créanciers et pays débiteurs sont appelés à coopérer, au nom d'une « éthique de survie », à mettre en place les ajustements financiers nécessaires. Comme le pape déjà l'avait fait en Suisse en 1984, les banques commerciales elles-mêmes sont invitées à dépasser les critères habituels de rentabilité et de sécurité des capitaux prêtés.

Le Vatican mène sa voix aux critiques visant le rôle et les théories monétaristes du FMI. « Dans ces domaines complexes, dit-il, les certitudes sont relatives... »

Ce rôle de donneur de leçons n'est pas pour lui déplaire. Mais sans se départir vraiment de son langage diplomatique, le Vatican presse surtout la communauté internationale de remettre sur le métier son ouvrage. Et d'imaginer enfin les contours d'un « plan Marshall » pour le tiers-monde — le mot n'est pas prononcé, mais l'idée y figure.

HENRI TINCQ.

Une situation à l'image des dérèglements de l'économie mondiale

Lancinant, le problème de la dette du tiers-monde a pris un tour explosif au début des années 80. De moins de 100 milliards de dollars en 1973, l'endettement global des pays en développement dépassait 1 000 milliards dès la fin de 1985. Des chocs pétroliers aux laborieuses opérations de sauvetage mises en place depuis que, en août 1982, la crise mexicaine a fait craindre l'écroulement pur et simple du système financier international, l'histoire de la dette a fidèlement reflété les dérèglements de l'économie mondiale.

Fortes inflation, dollar et taux d'intérêt faibles avaient un temps rendu séduisant le recours à l'emprunt. D'autant que la flamme des cours du pétrole et des ressources des producteurs avait poussé, dès 1975, les banques à recycler les pétrodollars vers des pays soucieux de maintenir leur croissance. Ce temps où les banquiers faisaient la queue devant les ministères du tiers-monde n'aura guère duré.

Les politiques d'austérité engagées par les nations industrielles pour lutter contre l'inflation lors du second choc pétrolier de 1979 réduisaient les débouchés traditionnels des nations en développement, et par là même leur capacité de rembourser, au moment même où la folle remontée de la monnaie américaine et des taux d'intérêt gonflait automatiquement leurs échéances. Tenaillé redoutable pour les débiteurs, qui voyaient leurs créanciers découvrir des erreurs de gestion ou la portée douteuse de certains grands projets, ces « cathédrales dans le désert du sous-développement », un temps masqués par la conjoncture.

Partager les sacrifices

L'ère de l'austérité s'ouvrait brutalement, qualifiée d'« ajustement économique » par les experts. En échange, les banques et gouvernements prêteurs acceptaient d'étaler dans le temps les paiements au titre du service de la dette. Orchestré par le Fonds monétaire international, relayé par la Banque mondiale, principal organisme d'aide à long terme au tiers-monde, suivi par les États et par les instituts de crédit, un scénario prenait forme petit à petit.

Contre la promesse de politiques budgétaires et monétaires restrictives, les pays en crise se voyaient octroyer un ballon d'oxygène, parfois même un peu d'argent frais de la part des banques. Il est vite apparu qu'un assainissement sans promesse de retour à la croissance constituait une solution intenable dans des nations où l'accroissement démographique est fort. Réduction des importations et de la consommation mais aussi des investissements, ces garants de développement et de

diversification à terme posaient des problèmes insolubles. Les pays industriels, dont le quart des exportations de produits manufacturés sont destinés au tiers-monde, ne pouvaient prendre le risque de l'effondrement de tels débouchés.

Un nouveau pas a été franchi à l'automne 1985 lorsque les États-Unis, se ralliant à leurs alliés occidentaux, prénaient une approche concertée et le partage des sacrifices : aux débiteurs de poursuivre leur « ajustement », aux créanciers de leur apporter les moyens financiers d'une indispensable expansion. Echantillonnés, les banques créancières rechignent actuellement à suivre ce mouvement.

Cette évolution parfois cahoteuse laisse présager de nouvelles périodes de tension. On ne saurait pour autant oublier un fait essentiel. La dette est très inégalement répartie au sein du tiers-monde. Sur les 1 054 milliards répertoriés à la fin de 1985, 40 % sont concentrés sur une région, l'Amérique latine. Hors répartition géographique, les douze pays les plus lourdement endettés de la planète (1) en représentent plus de la moitié.

On ne saurait, en outre, traiter de la même façon des pays disposant d'une réelle structure industrielle comme le Brésil, champion toutes catégories de la dette du tiers-monde avec quelque 109 milliards de dollars, et les pays les plus démunis d'Afrique. Les premiers disposent d'un potentiel suffisant pour espérer, bon gré mal gré, obtenir de nouveaux crédits de la communauté bancaire internationale. Les seconds dépendront encore longtemps de la seule aide publique accordée à des conditions privilégiées par les gouvernements des nations industrielles.

Mais il est un fait qui pèsera encore longtemps sur les débats : les crédits privés se sont asséchés ces dernières années, amenant les surendettés à rembourser plus qu'ils ne reçoivent. Un appauvrissement supplémentaire pour des pays qui ont souvent, austérité oblige, sacrifié leurs importations mais aussi leurs programmes sociaux. L'équation n'est pas seulement financière pour les pays démunis ou relativement développés, elle est également politique.

Les organismes multinationaux en sont persuadés lorsqu'ils estiment les besoins en nouveaux capitaux entre 14 et 21 milliards de dollars chaque année. Les pays endettés également, qui menacent de limiter unilatéralement leurs remboursements.

Reste à savoir si, après un accés de rigueur, les créanciers conviendront à nouveau que la condition d'être soigneusement calculé, l'endettement n'est pas un mal en soi.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Argentine, Brésil, Chili, Corée du Sud, Égypte, Inde, Indonésie, Israël, Mexique, Turquie, Venezuela, Yougoslavie.

La "Comédie Humaine" de Balzac

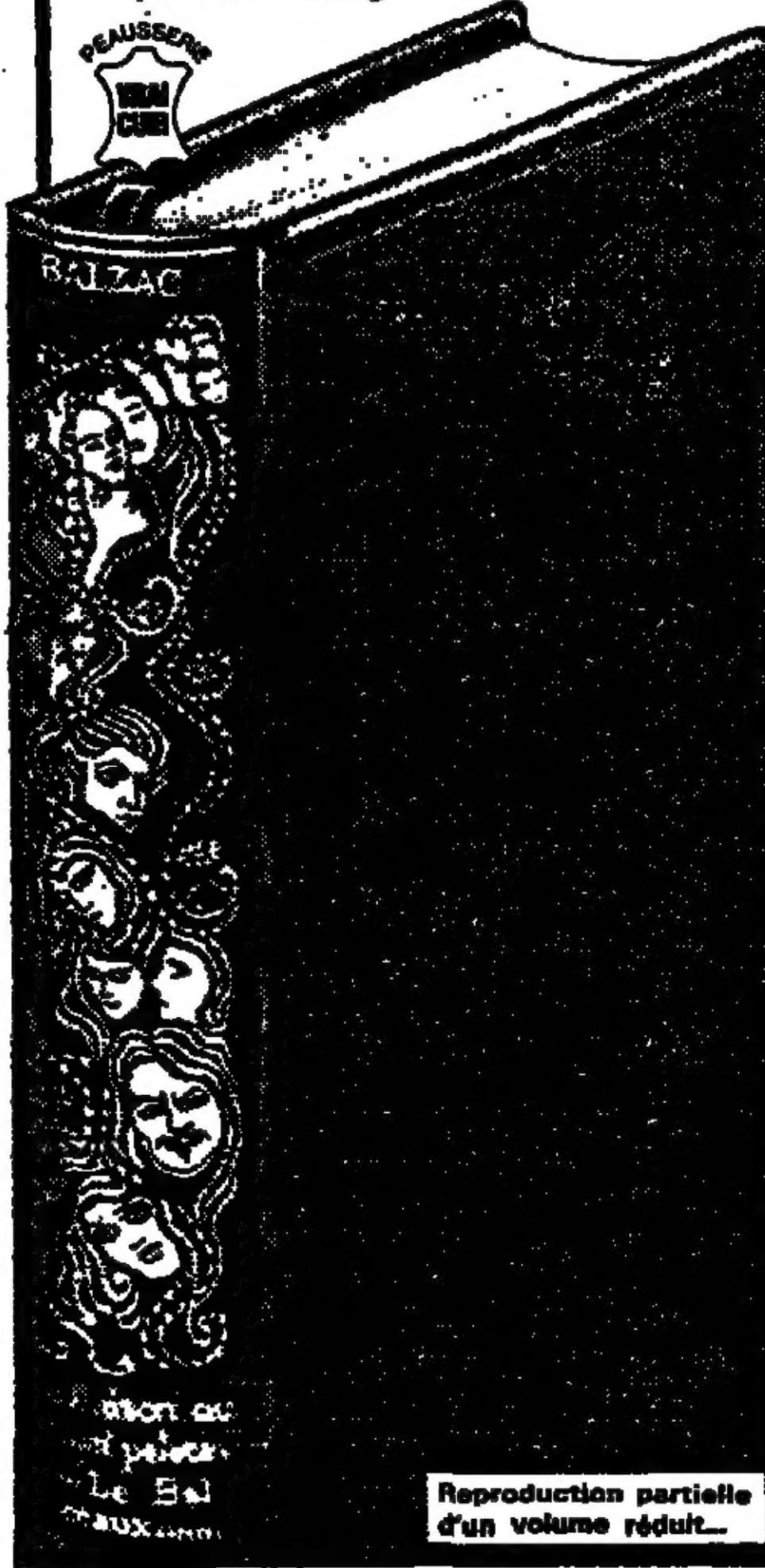
en édition de bibliophile, reliée plein cuir, décor aux trois métaux : bronze, argent et or véritable.



HONORÉ DE BALZAC

Cinquante et un ans de vie... trente ans de travail acharné... quatre-vingt-neuf romans et nouvelles, tous considérés comme des chefs-d'œuvre...

Trois passions : le café à haute dose qui le tua, les affaires qui le ruinèrent, un amour fou et éternel pour Eveline Hanska qu'il quitta pour la tombe cinq mois après son mariage.



Lire Balzac : c'est toute l'histoire d'une époque, celle de la Restauration où, sous la Royauté revenue, la France, léchant les blessures de l'Empire, voit s'ouvrir une ère de spéculation et de luttes ambitieuses qui fait craquer tous les verrous montrant à découvert le vrai visage de l'humanité.

2.500 personnages qui dérangent encore.

Gloire donc à ce galérien de plume et d'encre, comme il se qualifierait lui-même. Il disait : « Je vis sous le plus dur des despotismes, celui qu'on se fait à soi-même. Je travaille nuit et jour, sans relâche... »

Pour la première fois, Jean de Bonnot édite la Comédie humaine dans son intégralité, habillée d'une reliure créée par l'artiste-éditeur. Cette reliure est déjà devenue célèbre chez les bibliophiles de France et de l'étranger car Jean de Bonnot reste un des derniers éditeurs à mettre en œuvre les matériaux nobles de naguère : plein cuir de mouton couleur ébène, papier vergé chiffon, or véritable tirant 22 carats.

Aucune tricherie sur la qualité des matières utilisées.

Le vrai plaisir :

Lire Balzac dans une édition d'art. D'abord le papier : c'est un vergé chiffon qui sort lentement du tambour d'une forme ronde comme au XVIII^e siècle. Notre filigrane en pleine pâte « aux deux canons » garantit son authenticité.

Les illustrations : au nombre de 383, elles sont choisies avec minutie et reproduites avec un soin extrême, venant en pleine page, réparties sur 28 volumes. Elles constituent une galerie de scènes de genre d'une exceptionnelle qualité. C'est un des plus grands ensembles d'œuvres gravées de tous les temps. De plus, chacune des 13.450 pages de texte est ornée d'un bandeau de l'époque de l'auteur.

La reliure : sur ce beau format in-octavo (14 x 21 cm) qui est majestueux mais sans lourdeur, j'ai choisi une reliure animée qui a eu un très grand succès, car je ne me suis jamais contenté de m'inspirer des reliures

anciennes. Les miennes sont des créations originales appelées à prendre de plus en plus de valeur avec le temps. Je passe des mois et parfois des années à les réaliser. La reliure de Balzac m'a demandé quatorze mois de préparation. Vous comprenez pourquoi je suis attaché au cuir et à l'or véritable (or 22 carats, y compris sur les 47 cm² de la tranche supérieure). Seules ces matières nobles vieillissent bien. Pour la même raison, les cahiers de chaque volume sont cousus au fil fort.

Afin d'éviter plissures et boursoffures, les coins des peaux sont repliés manuellement à l'os de bœuf et non à la machine. Toutes les autres finitions sont soignées : dos arrondi, mors marqués.

Une garantie unique.

C'est pour cela que je donne une garantie unique qui est un défilé faux-semblants si nombreux à notre époque : il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps.

C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

C'est ma garantie de qualité.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin de réservation dans la semaine recevront, avec le tome premier, une gravure originale représentant un paysage. Cette estampe, de 14 x 21 cm, est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste.

Jean de Bonnot

Laissez-moi examiner ce livre sans engagement.

Bon à renvoyer

à Jean de Bonnot, 7, Fg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Veillez m'envoyer, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de la Comédie humaine d'Honoré de Balzac, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 187 F (+ 13,50 F de frais de port) et recevrai les 27 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE COMPLÈTE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
SIGNATURE _____

1

Société

L'affaire du Carrefour du développement

Un dirigeant du cercle de jeux Concorde se présente spontanément au magistrat

M. Edmond Raffalli, dirigeant du cercle de jeux Concorde s'est spontanément présenté, lundi 26 janvier, au cabinet de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement. Tenu depuis plusieurs jours pour l'un des deux hommes qui, le 19 mai, avaient accueilli le docteur Pierre Chiarelli — rentrant du Brésil avec le rapport d'Yves Chaliar sur le Carrefour du développement et deux photos pour la confection de son faux passeport — M. Raffalli a expliqué au magistrat instructeur qu'il n'était à Roissy que pour attendre une jeune femme qui, par hasard, voyageait dans le même avion que le docteur Chiarelli. La jeune femme ayant sympathisé avec ce dernier durant le voyage, il a semblé naturel à M. Raffalli de

les accompagner tous deux à Orly, où chacun devait prendre un avion différent.

L'inspecteur divisionnaire René Baudin, l'autre homme qui attendait le docteur Chiarelli à sa descente d'avion, a décidé de porter plainte pour violation du secret de l'instruction. Plusieurs journaux avaient fait état des déclarations du policier devant le juge d'instruction.

De son côté, le colonel Robert, mis en cause par une note d'Yves Chaliar publiée dans le *Point* (le Monde du 27 janvier), dément avoir joué un rôle dans une éventuelle rencontre entre M. Pasqua et M. Chaliar. « Je refuse avec véhémence cette accu-

sation, a-t-il déclaré le lundi 26 sur Antenne 2. Inutile de vous dire que si une rencontre avait eu lieu, je ne l'aurais pas organisée au Club 89 (NDLR : son siège est au 45, avenue Montaigne) dont je suis le secrétaire général. J'aurais trouvé un endroit plus discret. En revanche, j'ai rencontré Yves Chaliar à deux reprises. La première fois, le 14 février 1986, à sa demande. Comme beaucoup de membres de cabinets ministériels de l'ancienne majorité, Yves Chaliar recherchait des assurances pour son avenir. Je l'ai rencontré une deuxième fois, le 8 avril, à sa demande. Il m'a d'ailleurs dit qu'il souhaitait rencontrer quelqu'un de la coopération, et je lui ai dit, si cela peut se faire, l'en ai rendu compte, et on m'a dit justement nous cherchions à le voir, et il m'avait

donné un numéro de fil. J'ai essayé de le recontacter, je n'ai jamais pu le toucher et je n'ai plus jamais revu M. Chaliar », a encore dit M. Robert.

Accusé par son ancien chef de cabinet, M. Christian Nucci a décidé de contre-attaquer. Dans un entretien accordé au *Monde*, l'ancien ministre socialiste de la coopération, qui devait aussi s'exprimer sur TF 1 à 20 heures mardi 27 janvier, « conteste tout » ce qu'affirme contre lui M. Chaliar, « un spécialiste de la désinformation », et assure qu'il n'a « rien » à se reprocher malgré les « présomptions graves et concordantes » dont a fait état le juge d'instruction.

« Vous sentez-vous coupable ?
— De quoi ?

— Le juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement a fait état de « présomptions graves et concordantes » à votre encontre. En d'autres termes, il estime qu'il possède des charges suffisantes pour vous incriminer pour un certain nombre de délits commis dans l'exercice de vos fonctions de ministre...

Nous voilà revenus au temps de l'Inquisition ! Je devrais me confesser. Encore faudrait-il savoir ce que l'on me reproche. Je n'ai jamais eu accès au dossier. Je n'en connais que ce qu'en dit la presse !

« On a dit que je me dérobaux. On oublie que j'ai toujours demandé à être entendu par mes pairs dès le mois de juillet. Mes avocats l'ont dit au juge, en novembre, en janvier : l'instruction de cette affaire ne peut, en ce qui me concerne, que dépendre de la Haute Cour. C'est la Constitution. En réclamant son respect, je ne demande aucun privilège, sauf à considérer que le respect de la loi en soit un. Aujourd'hui seulement on y vient ! Mais on manipule l'opinion. C'est aux parlementaires et à eux seuls qu'il appartient d'estimer en leur âme et conscience si les accusations d'un fonctionnaire dévoyé et de ses complices justifient une traduction devant la Haute Cour. Moi, je constate que le juge ne fait que respecter la Constitution. Son avis d'incompétence ne signifie pas ma culpabilité.

— Voteriez-vous la saisine de la Haute Cour ?

— Non. Car je n'ai rien à me reprocher dans cette affaire. Si un de mes collègues, de droite ou de gauche, était mis en cause sur la base d'un tel dossier, je ne voterais pas une résolution de mise en accusation. Que ceux qui veulent saisir la Haute Cour établissent un acte d'accusation. Une demande motivée. Des faits précis. Surtout l'honneur d'un homme sur les affirmations d'un Chaliar, un spécialiste de la désinformation, sur lequel j'apprends tous les jours !

— Des faits précis, il y en a pourtant, selon le juge Michau. Ce que l'on vous reproche recouvre trois grandes rubriques : avoir converti un mécanisme de fausses factures pour financer en partie le sommet franco-africain de Bujumbura en décembre 1984 ; avoir, grâce à ce circuit, financé en partie votre campagne électorale et vos activités de maire de Beaupré ; avoir utilisé à des fins personnelles certaines des fonds secrets qui vous étaient alloués en tant que ministre. Un total qui, pour votre usage, aurait atteint 2 millions de francs.

— Je conteste tout ! C'est clair ! Je n'ai jamais donné l'ordre de faire des fausses factures. Je n'ai jamais reçu

« Chaliar est un spécialiste de la désinformation »

nous déclare M. Nucci

des sommes d'argent en espèces, comme certains inculpés le prétendent. C'est un montage ! Lorsque Chaliar, X ou Y chargent l'ancien ministre, c'est parole d'évangile ! Quand je m'exprime, c'est la suspicion, le doute. On dit, on écrit : « Nucci ment, il ne dit pas la vérité, il a caché quelque chose. »

« Pourquoi, quand Charles Pasqua dit que Chaliar ment, une partie de la presse le croit et quand c'est moi, on dit « ce n'est pas possible, ils ont travaillé tellement longtemps ensemble » ? Moi, je dis, comme l'a dit Charles Pasqua récemment, qu'un ministre ne peut pas contrôler tout et tout le monde dans son ministère.

« C'est peut-être vrai au ministère de l'Intérieur, ça l'était au ministère de la coopération. Par définition, le ministre de la coopération est souvent absent... J'étais en voyage entre quinze et vingt jours par mois, pour représenter la France, en Afrique, à Luxembourg, à Bruxelles, à Lomé et dans le reste du tiers-monde. Comment, dans ces conditions, ne pas déléguer et faire en sorte que vos collaborateurs aient une marge de manœuvre assez grande ? Le contrôle ne peut exister qu'a posteriori. Qui peut affirmer qu'il ne sera jamais trahi ?

Les fonds secrets

— Prenons un exemple précis. Vingt-trois chèques d'un montant total de 107 700 francs ont été établis au profit de la trésorerie du PS sur le compte joint que vous possédiez avec votre chef de cabinet, Chaliar. En d'autres termes, n'avez-vous pas payé votre cotisation de ministre au PS avec les fonds secrets qui vous étaient alloués en tant que ministre et non sur votre traitement ? Est-ce normal ?

— Ne mélangeons pas tout. Cet argent n'a rien à voir avec le Carrefour du développement. D'abord ma cotisation de militant, je la paye tous les mois, à Beaupré, dans ma section. Les ministres reversaient à la trésorerie nationale du Parti socialiste. Les fonds spéciaux alloués par Matignon, un ministre en dispose comme il l'entend. C'est la loi. Il n'a pas de comptes à rendre. Mes versements réguliers étaient faits à partir de ces fonds. On peut juger ce système pervers, mais c'est l'usage. Ces fonds sont à la discrétion du ministre.

— Je mets au défi les anciens premiers ministres de tout bord de jurer

que les fonds spéciaux n'ont jamais servi à financer des activités politiques. Les membres du cabinet des ministres des finances successifs font-ils apparaître leurs primes de cabinet, versées en liquide, sur leurs déclarations d'impôts ? Jamais. Et leur administration traque pourtant la fraude ! Cette pratique existe dans tous les ministères, dans tous les cabinets. Moi, je n'ai tiré aucun profit personnel du système... J'ai rendu public l'état de mon patrimoine, personne ne l'a contesté. Et pour cause. Je ne me suis pas enrichi dans mes fonctions.

« Il fallait agir vite »

— Mais il y a aussi votre campagne électorale, les fausses factures que l'inspecteur de Beaupré a reconnu avoir faites.

— Aucun fond public n'est intervenu dans ma campagne électorale. Et si à mon insu des sommes l'ont été, elles ont été remboursées. Quand aux factures, que ceux qui m'accusent commencent par publier les comptes et l'origine du financement de leur campagne.

— Votre ligne de défense...

— Je n'ai pas de « ligne de défense », je ne suis pas coupable...

— ... ne consiste-t-elle pas dans un chantage auprès de la classe politique sur le thème : ce que l'on se reproche, tout le monde le fait. Mais l'usage des fonds spéciaux, les combinaisons financières du pré carrefour africain, le financement des campagnes électorales, ne devraient-ils pas être moralisés et rendus plus transparents ?

— C'est un vaste problème, qui dépasse le cadre de cette affaire. J'ai été ministre pendant trois ans. Le bilan de mon action a été positif. Le dernier budget de la coopération, élaboré sous mon autorité en 1986, a été voté par les deux Assemblées à l'unanimité. Nous avions anticipé sur la collaboration !

« C'est vrai que j'aurais pu rester dans mon ministère, recevoir vos confidences dans mon bureau, au lieu de les entendre sur le terrain, de leur faire connaître la réalité de l'action entreprise, et ainsi cultiver mon image de marque plutôt que l'image de l'action de la politique de coopération que j'entendais mener. Mais ce n'est pas ma nature. Je suis, je reste un militant. Un homme sensible au contact humain, plus heureux sur le terrain, dans l'action, avec des amis, que sous les lambris dorés.

— Mais trouvez-vous normal qu'un sommet franco-africain réu-

nissant des chefs d'Etat soit en partie financé avec un mécanisme de fausses factures ?

— Je n'ai rien ordonné de tel ! Quand les chefs d'Etat africains ont décidé que le sommet de 1984 aurait lieu au Burundi, tout le monde savait que le prix serait élevé. Il fallait agir vite. Le pays est enclavé, il y avait les menaces de Kadhafi, les problèmes de sécurité et de logement de quarante chefs d'Etat. Si nous avions attendu que les financements soient débrouillés conformément aux règles budgétaires classiques, la France n'aurait pas pu faire face à ses engagements. Voilà pourquoi le Carrefour a été utilisé, une association qui existait depuis 1983.

« C'est dans ce climat, que des malversations ont été commises. Par qui ? Pas par moi. Par Chaliar, entre autres. Je ne crains pas la vérité. Je suis prêt à faire face. Après tout, Bujumbura, c'était un problème de sécurité, celle du président de la République, celle des chefs d'Etat africains. J'aurais pu comme d'autres invoquer le secret-défense ! Ça aurait été plus commode...

— Mais Chaliar vous connaissait bien. Un chef de cabinet, c'est l'homme de confiance du ministre, celui qui gère son agenda, qui protège sa vie privée, un homme qu'il tutoie parfois.

— Je ne l'ai jamais tutoyé !

— Bref, ce qui rend crédibles les accusations de Chaliar, n'est-ce pas sa fonction même ?

— Chaliar a pris la fuite. Il est aujourd'hui en prison. Il espère en sortir en m'accusant et en transformant une affaire médiocre en une affaire d'Etat.

— Mais comment expliquez-vous qu'un collaborateur si proche vous ait « trahi » ? Qu'est-ce qui motive M. Chaliar selon vous ?

— Des convictions politiques, je ne lui en connaissais pas. Il m'avait donné l'impression d'être un serviteur de l'Etat, un haut fonctionnaire républicain. Mais pourquoi la haute administration serait-elle le seul lieu où les hommes ne faillissent pas. Pourquoi, après des années, un homme perd-il la tête ? Je n'en sais rien.

« C'est en revenant d'une semaine de vacances avec ma femme et mes deux enfants, au mois d'avril 1986, que j'ai appris qu'il y avait des problèmes avec l'association du Carrefour du développement... Je n'ai pas été surpris.

— Bien avant le 16 mars, la Cour des comptes était au ministère de la

coopération. Je m'étais dit alors que c'était une bonne occasion d'y voir plus clair dans le financement de petites associations dont nous envisagions une réforme... Nous étions en février. Si j'avais couvert le trafic des fausses factures, j'aurais donc laissé faire et travaillé à ma perte. C'est ridicule ! Moi, je ne me suis jamais battu, comme d'autres, pour que les budgets de la coopération de la Ville de Paris coulaient ruissellement au contrôle de la Cour des comptes...

« En avril, j'ai rencontré mon successeur, Michel Aurillac. Puis, non sans mal, j'ai eu un contact avec Chaliar. J'ai eu deux rencontres avec lui. La dernière doit dater du 23 ou du 25 avril. Je lui ai dit de se mettre en rapport avec le ministre de la coopération et de fournir tous les éclaircissements. Mais en ajoutant : si jamais il y a eu des malversations, ne comptez pas sur moi pour les couvrir. Or, il paraît, aujourd'hui, que Chaliar affirme avoir rencontré Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, plusieurs jours auparavant, le 16 ou 17 avril, selon un journal...

le « petit prof » et les énarques

— Vous pensez donc que M. Chaliar était manipulé par M. Pasqua ?

— Je ne pense rien... Je m'interroge. S'il n'y a que les affirmations de Chaliar, je suis bien placé pour savoir qu'on ne peut pas lui faire confiance... Je ne vais pas le croire sous prétexte qu'il accuse un adversaire politique. Les accusations de Chaliar ne peuvent, à elles seules, emporter une conviction. Mais s'il apparaît qu'il y a bien eu un complot, pour mettre en cause l'honneur des socialistes, alors nous serions au-delà des mœurs politiques admissibles.

— Mais, enfin, comment pourriez-vous affirmer qu'un modèle le plus proche de vos collaborateurs accepte de vous « trahir » ?

POINT DE VUE

La police et ses chefs

par Jean Duraud
secrétaire général du Syndicat national des commissaires

DEPUIS le début du mois de janvier, les deux mille commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale votent pour élire leurs représentants. Dans toute la fonction publique régulière, des élections analogues ont lieu sans soulever de particulière curiosité. Avec la police, il en va autrement. Depuis quelques années, ces élections professionnelles sont l'occasion de commentaires divers voulant déduire de leurs résultats les dernières tendances politiques des policiers. D'un choix syndical, on voudrait faire le critère d'une adhésion plus ou moins forte au gouvernement en place. C'est le mal dont souffre la police nationale : la confusion des genres entre police et politique.

La réalité est plus simple, plus concrète. Si la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), généralement connue comme une organisation de policiers en tenue de la base, est, pour la première fois, présente dans ces élections concernant les chefs de service, c'est qu'il y a un problème. Jusqu'ici, le syndicat des commissaires de police était dominé par une organisation anticonformiste ne dépassant pas les frontières du corporatisme. En ordant le Syndicat national des commissaires qui se présente à ces élections, la FASP veut rompre les fausses consensus et prouver qu'au sommet de la police aussi, on s'interroge.

Les commissaires sont d'ordinaire muets, et ce n'est pas normal. Pris en tenaille entre la haute administration, avec laquelle, spontanément, certains s'identifient, et la base qu'ils commandent, ils n'arrivent pas à déterminer leur participation originale à la définition de cette difficile profession qu'est le métier de policier.

« C'est à Chaliar, ce haut fonctionnaire modèle, qu'il faudrait poser la question. Comment comprendre le comportement des hommes ? M. Aurillac repart « dans sa boîte aux lettres » un rapport de Chaliar me mettant en cause dans ma vie publique et privée. Cette lettre circulait même dans les salles de rédaction. Mais M. Aurillac n'a jamais eu la courtoisie de me la communiquer !

« J'ai été méprisé par une partie de la classe politique. Pas seulement à droite d'ailleurs... Pensez donc, un petit fonctionnaire, un petit prof de collège qui a la malheureuse idée de devenir ministre. Je ne pouvais être qu'un incompréhensible. Moi je suis fier. Je suis le fils d'un ouvrier qui parlait à peine le français. Mon père ne savait pas écrire. Il vivait en Algérie et c'était un homme de gauche. Moi je n'oublie pas mes racines... Je ne suis pas de ce monde de certains énarques qui se considèrent comme propriétaires de la République !

« Certains de vos amis socialistes vous ont déjà lâché. N'oubliez pas de voter la saisine de la Haute Cour. Vous sentez-vous soutenus par le PS ?

« Le mérite de cette épreuve, c'est qu'elle m'aura permis de distinguer les vrais amis des amis de circonstance... Je crois que le PS prend maintenant conscience qu'on ne condamne pas un homme sur la parole d'un Chaliar qui a peut-être été manipulé.

« Pourtant si l'un de vos avocats, M. Jean-Paul Lévy, est membre du Parti socialiste, l'autre, M. Francis Szpiner, n'a jamais caché à l'inverse ses sympathies pour le RPR. Ce choix est-il un avertissement lancé aux responsables socialistes ?

« Un avertissement ? C'est me faire injure que de le penser. M. Francis Szpiner et M. Jean-Paul Lévy sont d'excellents avocats. C'est la raison pour laquelle je les ai choisis... Le barreau peut aussi pratiquer la cohabitation... »

Propos recueillis par
GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

ÉDUCATION

● M. Alain Dubrulle président de l'université Lille-I. — M. Alain Dubrulle, professeur de physique, spécialiste de spectroscopie moléculaire, a été élu président de l'université des sciences et techniques Lille-I, au troisième tour de scrutin par 73 voix sur 120 votants. Il succède à M. Jean Cortois.

[Né à Roubaix, le 1^{er} novembre 1938, M. Alain Dubrulle a fait ses études à la faculté des sciences de Lille, où il entre comme assistant en 1960. Docteur en 1972, il est nommé professeur en 1974. Il a exercé de nombreuses responsabilités administratives à l'université Lille-I, d'abord comme responsable du service d'accueil, d'orientation et d'information, puis comme vice-président chargé des questions de formation, puis de recherches.]

● M. Henri Got élu président de l'université de Perpignan. — M. Henri Got a été élu président de l'université de Perpignan au deuxième tour de scrutin par 47 voix sur 80 votants. Il remplace M. Daniel Bodiot.

[Né le 21 janvier 1939 à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales), M. Henri Got a fait toute sa carrière universitaire à Perpignan. Assistant en géologie en 1964, maître assistant en 1966, il est docteur en sciences (géologie marine) depuis 1973 et a été nommé professeur en 1983. Membre du conseil de l'université depuis 1969, il était vice-président du Conseil scientifique depuis 1982.]

Présidente de La ligne bleue

M^{me} Nadia Gomez
remise en liberté

La présidente de l'association La ligne bleue, M^{me} Nadia Gomez, a bénéficié, le lundi 26 janvier, d'une ordonnance de remise en liberté sous caution rendue par M^{me} Françoise Petureau, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Ecrouée depuis le 4 décembre 1986 sous les inculpations d'escroquerie et abus de biens sociaux, M^{me} Gomez est notamment accusée d'avoir opéré des mouvements de fonds importants entre La ligne bleue et une société de publicité dont elle était la gérante, afin de détourner de leur but initial les subventions attribuées par divers organismes ou collectivités à cette association d'aide aux personnes atteintes d'un cancer.

Sur la demande de M^{me} Patrick Maisonneuve, le magistrat-instructeur a accepté de remettre M^{me} Gomez en liberté contre une caution de 150 000 francs dont près de la moitié ont été versés, l'inculpée s'engageant à remettre le solde ultérieurement. En outre, le magistrat l'a placée sous contrôle judiciaire en lui interdisant de rencontrer d'autres membres de l'association et de quitter la région parisienne.

Président de la Compagnie des administrateurs judiciaires de Paris

M. Albert Chassagnon
a été condamné
pour fraude fiscale

M^{re} Albert Chassagnon, président de la Compagnie des administrateurs judiciaires de Paris, vient d'être condamné pour fraude fiscale à deux mois d'emprisonnement avec sursis par la cinquième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine).

M^{re} Chassagnon avait comparu devant le tribunal le 24 octobre 1986. L'accusation lui reprochait d'avoir déduit des charges pour frais généraux, minoré des recettes et majoré des dépenses inhérentes à son cabinet dans la déclaration de ses revenus en 1971 et 1973. A l'audience, le procureur de la République s'en était rapporté à la décision du tribunal. Son défenseur avait plaidé la relaxe.

● Attentat contre le journal *Jeune Afrique*. Un attentat à l'explosif a été commis, vers 2 h 30, pendant la nuit du lundi 26 au mardi 27 janvier, contre l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, dans le dix-septième arrondissement, à Paris. L'explosion, qui s'est produite dans le hall, a endommagé la porte d'entrée du local.

Le Monde
sur minitel
TeleMarket

achetez chez vous, hors de la cohue.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

مركز من الأصل

Communication

La reprise des télévisions privées

La CNCL définit le cahier des charges de la « 5 » et de TV 6

Alors que le Conseil d'Etat est sur le point d'achever son examen du cahier des charges de TF 1 (il a notamment réécrit les articles sur le parrainage), les obligations auxquelles devront se soumettre les autres chaînes nationales privées sont parues mardi 27 janvier au Journal officiel, précisant notamment les règles de programmation et de production audiovisuelle. La publication de ces textes — établis par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) — devrait être suivie dès mercredi, par celle des appels d'offres pour la réattribution de la « 5 » et de TV 6. L'ensemble du dispositif juridique se met en place. La course aux télévisions privées entre dans sa dernière ligne droite.

La loi du 29 septembre 1986 laisse au gouvernement l'entière maîtrise du cahier des charges de TF 1 privatisée (le Monde du 3 janvier). Mais elle laissait à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) le soin d'adopter des « règles générales » et des « obligations particulières » concernant la programmation et la production audiovisuelle des autres chaînes privées. Officiellement consultée sur les dispositions applicables à TF 1, la CNCL ne pouvait se déjuger dans ses choix pour la « 5 » et TV 6. Mais elle ne pouvait pas non plus fixer des contraintes par trop

disparates avec celles finalement retenues pour TF 1. Les décisions de la Commission nationale oscillent donc constamment entre ces deux logiques. L'égalité de traitement s'est faite sur les ressources : le gouvernement ayant accordé à TF 1 le droit de diffuser des spots de publicité pendant neuf minutes par heure en moyenne (quinze minutes maximum au cours d'une heure donnée), la CNCL a fait de même pour les autres télévisions privées... alors qu'elle s'était battue pour que des maxima aussi élevés ne soient pas retenus pour TF 1 !

Les dispositions concernant la programmation et les obligations en matière de production audiovisuelle, sont en revanche différentes. Dans certains cas, la CNCL a tenu compte du fait que la « 5 » et TV 6 sont de jeunes télévisions alors que TF 1 a déjà puissance et audience. C'est ainsi que l'obligation de diffusion 50 % de programmes d'expression originale française et 60 % d'œuvres émanant de la Communauté économique européenne ne deviendra effective qu'au bout de trois années (les programmes d'expression originale française devant atteindre 30 % dès la première année).

Dans d'autres cas, la Commission nationale a tenu compte du fait que les repreneurs de la « 5 » et de TV 6 ne seront pas soumis aux encadres du mieux-disant culturel comme ceux de TF 1. Elle a donc fixé d'emblée des dispositions plus lourdes. Les futurs propriétaires des nouvelles chaînes devront ainsi pro-

duire trois cents heures minimum de fiction et de documentaires quand le cahier des charges de TF 1 ne parle que de deux cent cinquante heures. La CNCL impose également aux nouvelles chaînes, un service quotidien de dix heures de programmes propres, émissions reprises en boucle non comprises. C'est beaucoup si l'on se souvient que la « 5 » démarrait en février dernier avec quatre heures de programmes propres seulement. Ce serait plus encore si les « clips » vidéo, qui constituent l'essentiel de la programmation d'une chaîne musicale, n'étaient pas pris en compte. Rien n'est dit sur ce sujet.

La CNCL a réintroduit dans ces décisions une disposition que le gouvernement a délibérément écarté pour la TF 1 : les futures « 5 » et TV 6 devront obligatoirement consacrer 15 % de leur chiffre d'affaires à la production d'œuvres d'expression originale française. Limitativement fixées : fiction, animation, documentaire de création, programme de recherche. A ces obligations s'ajoutent celles communes avec TF 1 : information, émissions culturelles, programmes pour RFO, limitation de la production interne.

Enfin, la CNCL s'est efforcée de prévoir des mécanismes de contrôle, voire de sanction, au cas où les obligations faites aux repreneurs ne seraient pas respectées : les sommes dues à la production audiovisuelle et non utilisées devraient ainsi être versées au compte de soutien à la production audiovisuelle.

PIERRE-ANGEL GAY.

La mise en ordre sur la bande FM

Appel de candidatures dès la semaine prochaine pour les radios parisiennes

Et si on parlait un peu radio ? En plein débat sur la télévision, telle est la proposition que M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, adressait mardi 27 janvier à Cannes aux journalistes et radiodiffuseurs participant au MIDEM. Une proposition très attendue par les professionnels présents sur la Croisette comme par les centaines de radios diffusant sur le territoire. Le « coup d'envoi » d'une initiative de la CNCL visant à mettre de l'ordre sur la modulation de fréquence.

« La situation actuelle n'est pas normale. En aucun cas le désordre, l'anarchie, observés dans les grandes villes ne doivent être considérés comme définitivement admis. Et il est urgent que chacun prenne conscience de cette anomalie. » Non. Le président de Broglie n'en dira pas beaucoup plus sur le dossier des radios, mais l'objectif est atteint.

Les radios savent désormais que leur dossier est étudié sur de nouvelles bases, conséquence de la loi sur la communication, et que la CNCL mise à la fois sur « l'autodiscipline » et « le professionnalisme » des radios pour respecter les règles du jeu et s'attaquer à « l'un des maux les plus graves de la FM » : la

course à la puissance. « Absurde » et « dommageable », comme le qualifie le président de Broglie, « antidémocratique », comme l'estime M. Yves Rocca, celui des treize « sages » qui s'occupe actuellement du dossier. D'où la volonté de contraindre les radios à respecter systématiquement les puissances imparties à chacune d'elles avec l'autorisation. Un plafond maximum est d'ailleurs placé à 10 Kw (en puissance rayonnée). Dur réveil pour certaines stations dont la puissance oscille actuellement entre 100 et 200 Kw.

Mais qu'importe, dit M. de Broglie : « Il est temps de considérer la FM pour ce qu'elle est : un moyen de transmission de faible portée — 10 à 20 kilomètres de rayonnement — il est temps d'instaurer enfin le principe d'égalité entre les stations publiques — qui respectent déjà ce seuil — et les radios privées. » Les réémetteurs seront cependant tolérés. Ce contrôle de puissance s'accompagnera d'une politique de regroupement des radios sur certains sites d'émission, ce qui devrait supprimer, espère-t-on, certaines nuisances et faciliter la construction d'un plan de fréquence harmonieux. Sans doute la CNCL souhaiterait-elle pouvoir en redessiner le contour, voire le réorganiser de façon cohérente (en regroupant sur certaines

parties de la bande FM les radios du même type). Mais la démarche qui exigeait que l'on déplace aussi les stations du service public lui paraît aujourd'hui difficile, trop risquée.

Enfin, à ces mesures contraignantes, la CNCL souhaite allier une démarche « ouverte » et transparente. Concertation et rencontre avec les organisations professionnelles représentatives, publication des tables de fréquence... Le dossier prioritaire est celui de Paris et de sa région, pour lesquels la commission procédera dès la semaine prochaine à un appel de candidatures, lequel, une fois la liste close, sera suivi de la publication d'un plan de fréquences, avec une liste de sites recommandés ; puis de l'annonce des arbitrages de la CNCL. Arbitrages délicats, vu le nombre élevé de candidats — et de squatters — déjà connus. « Il y aura forcément des sacrifices », reconnaît M. Rocca. A la CNCL, une fois ses décisions prises, de savoir les faire appliquer. « Les moyens ? La persuasion d'abord, répond-on, mais aussi la saisie des tribunaux, la suspension, voire le retrait des autorisations. Des risques de saisie ? « Le procédé sans doute est peu sympathique », note M. Rocca, mais il a le mérite d'être dissuasif. »

ANNICK COJEAN.

Offensive britannique sur l'audiovisuel européen

Le réseau câblé Super Channel émet le 30 janvier

Nouveau cadeau pour les câblés. Super Channel débarque le 30 janvier : une chaîne britannique par satellite relayée par les réseaux câblés européens, qui doit atteindre quelque dix-huit millions de télé-spectateurs (en Belgique, au Danemark, en France, en Finlande, aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, en Irlande, au Luxembourg, en Espagne, en Suède, en Suisse et au Royaume-Uni).

Vingt-quatre heures de télévision sur vingt-quatre, en anglais, pour les amateurs de musique pop, de sport, de documentaires, de théâtre,

d'informations... Financée entièrement par la publicité et gérée par la société Music Channel Ltd. Super Channel est la fusion de l'ancien canal musical Music Box et d'une initiative des compagnies privées de télévision britanniques (ITV) pour contrer la suprématie de Sky Channel, la première chaîne européenne par satellite, contrôlée par M. Rupert Murdoch.

Les programmes ? Une sélection des meilleures émissions offertes par la BBC, ITV et les producteurs indépendants. Dans la journée, des séries britanniques et des émissions sur les loisirs, la santé, la cuisine. A l'heure du déjeuner, l'antenne sera réservée à Music Box. L'après-midi, aux enfants : d'abord aux tout-petits, puis aux adolescents, en début de soirée, avec de la musique en direct et de nouveau Music Box.

La soirée sera consacrée aux variétés, aux jeux et aux documentaires. Suivis des meilleures émissions de théâtre et de comédie, choisies parmi les productions de la BBC ou de ITV. Les informations, diffusées à 22 heures, seront reprises de Independent Television News, mais sous un angle européen et en mettant l'accent sur l'aspect économique et industriel. Après les sports, la tranche de nuit sera consacrée aux émissions satiriques, aux films et, puis, jusqu'aux premières heures de la journée, de nouveau aux pro-

grammes de Music Box : six heures de musique pop en tout.

Initialement conçue comme une chaîne « haut de gamme », Super Channel est devenue — surtout depuis l'accord avec Music Box — une chaîne généraliste, à dominante musicale, s'adressant, comme Sky Channel ou TV 5, à tous les publics européens et à tous les âges. Cette nouvelle concurrence n'est pas sans danger pour TV 5 : la chaîne européenne francophone par satellite pourrait se voir écartée de nombreux réseaux câblés à capacité limitée au profit du tandem britannique Sky-Super Channel.

Selon M. Patrick Vittet-Philippe, attaché culturel à l'ambassade de France à Londres et auteur d'un rapport sur Super Channel, il s'agit d'un « concurrent sérieux à plus long terme pour les projets futurs de la France. Super Channel représente un défi britannique sans précédent. Grâce à la qualité de ses programmes, à ses ressources de production (notamment dans le domaine de l'information), à sa couverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre et à son réseau déjà éprouvé de promotion et de commercialisation, Super Channel devrait très rapidement dépasser Sky Channel pour devenir le numéro un européen. »

ALAIN WOODROW.

PROMENADE CULTURELLE
ECS
ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...
Beaux-arts Musique
Littérature Cinéma
Histoire Techniques
etc.
Documentation gratuite sur demande
ECS
1 rue Thénard - 75005 Paris
Tel : (1) 46.34.21.99

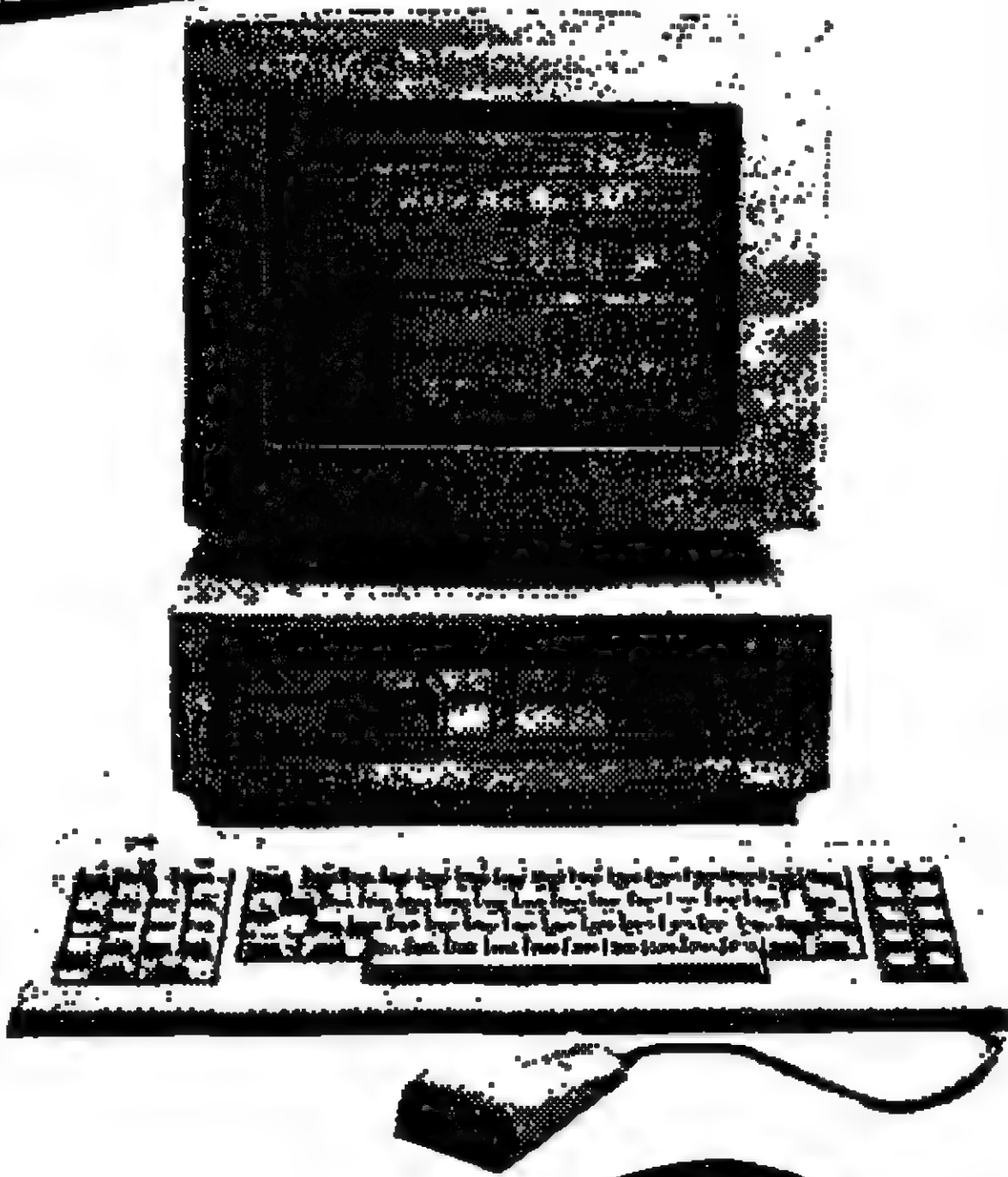
1987

MATERIEL DISPONIBLE

LES ORDINATEURS PROFESSIONNELS AMSTRAD CHANGENT VOTRE VIE

LA GAMME PC 1512 UTILISE TOUS LES LOGICIELS COMPATIBLES PC.

- + 512 Ko extensibles à 640 Ko sur la carte mère.
- + Micro-processeur 16 bits 8086 ultra rapide (8 Mhz).
- + Souris et les systèmes d'exploitation MS DOS, DOS PLUS et GEM en standard.
- + Clavier français AZERTY avec accents.
- + Interface série RS 232 C et interface parallèle.
- + Moniteur monochrome ou couleur avec carte graphique haute résolution.
- + Affichage 80 colonnes avec 16 couleurs.
- + Horloge à temps réel à quartz.
- + Moniteur orientable horizontalement et verticalement.
- + Lecteur de disquettes standard 5 pouces 1/4.



OFFRE SPECIALE

- 10 %

SUR TOUTE IMPRIMANTE VENDUE AVEC UN AMSTRAD

- Livré avec les logiciels GEM Paint et Basic 2 et une documentation en français.
- Garantie 1 an service après-vente.
- Livraison gratuite dans toute la France.

A PARTIR DE 3 997 F HT
4 740,44 F TTC
CREDIT INSTANTANE SANS PAIEMENT
COMPTANT A PARTIR DE 200 F/MOIS

Commandez en direct chez SOPABRI, sans vous déranger avec le coupon ci-dessous, téléphonez-nous ou passez nous voir à nos bureaux pour démonstrations tranquilles et complètes, listes de logiciels et imprimantes disponibles.

SOPABRI
416 rue St-Honoré
75008 PARIS
TEL : (1) 42 61 82 03
TELEX : 212 185 "CINTEL"

SOPABRI
nous prenons le temps qu'il faut pour répondre à vos problèmes.

BON DE COMMANDE DIRECTE

à retourner SOPABRI, 416 rue St-Honoré, 75008 PARIS

- Cocher simplement ci-dessous le modèle et joindre un chèque d'acompte de 500 F par unité (à l'ordre de SOPABRI). Vous recevrez par retour de courrier une confirmation de commande.
- Essai gratuit 8 jours chez vous. Si vous n'en voulez pas, retournez-le nous dans les 8 jours de livraison en bon état avec l'emballage d'origine et vous serez remboursé sans discussion de toutes sommes versées y compris l'acompte.
- Crédit. Facilités de paiement. Renseignez-vous au (1) 42 61 82 03.

TRAITEMENT DE TEXTE	TRAITEMENT DE TEXTE	COMPATIBLE
PCW 8256 256 Ko 1 lecteur moniteur monochrome, clavier imprimante, logiciel de traitement de texte 3 997 F HT 4 740,44 F TTC Nombre: <input type="checkbox"/>	PCW 8512 512 Ko 2 lecteurs moniteur monochrome, clavier imprimante, logiciel de traitement de texte 4 997 F HT 5 928,44 F TTC Nombre: <input type="checkbox"/>	PC 1512 SD 1 lecteur de disquette Monochrome 4 997 F HT 5 928,44 F TTC Couleur 5 997 F HT 6 428,44 F TTC Nombre: <input type="checkbox"/> Monochrome <input type="checkbox"/> Couleur <input type="checkbox"/>
COMPATIBLE PC 1512 DD 2 lecteurs de disquette Monochrome 6 290 F HT 7 549 F TTC Couleur 8 190 F HT 9 713 F TTC Nombre: <input type="checkbox"/> Monochrome <input type="checkbox"/> Couleur <input type="checkbox"/>	COMPATIBLE PC 1512 HD 20 1 disque dur 20 mégas 1 lecteur de disquette Monochrome 9 990 F HT 11 949 F TTC Couleur 11 990 F HT 14 401 F TTC Nombre: <input type="checkbox"/> Monochrome <input type="checkbox"/> Couleur <input type="checkbox"/>	Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Tél. _____ Date _____ Signature _____

Culture

DANSE

Ris et danceries à l'Opéra-Comique

Les débuts de l'ère classique

Le bal à la cour de Louis XIV par la compagnie Ris et danceries à la salle Favart consacre la reconnaissance de la danse baroque française, qui est à l'origine du ballet classique et intéresse de plus en plus les chorégraphes contemporains.

Ris et danceries a participé largement au succès d'*Atys*, tragédie-ballet de Lully remonté à l'Opéra-Comique (le Monde du 19 janvier). Dans la foulée, la compagnie présente pour quelques soirs *Bal à la cour de Louis XIV*, spectacle composé par Francine Lancelot à partir des chorégraphies de Pécor et mis en scène par Lucien Melki.

Dès le lever de rideau, on se croirait dans le salon d'un courtisan plein de morgue et d'emperreur à la Saint-Simon. Lentement un rituel s'instaure où les places occupées, l'habillement, les maquillages, symbolisent une hiérarchie vouée par le roi. Ce ne sont d'abord qu'échanges de regards, rhétorique des mains, jeux d'éventails, rappelant le né.

Parfois, le cérémoniel de la danse est coupé de « folles », et les participants laissent aller leurs sentiments — le baroque joue là un rôle de défoulement dans une situation de contrainte et de raison. Deux femmes se frôlent. Un coquin d'abbé, collet dégrafé, jupon mousquetaire sous la soutane, se lance dans d'insolites moulinets (une composition ambiguë de Jean-Christophe Boile).

Puis Francine Lancelot casse l'ordonnance du bal avec des « Entrées » empruntées à des opéras-ballets de l'époque. Exécutées par des professionnels, elles développent des parcours plus amples, des gestes plus larges. Déjà s'amorcent la pirouette et l'entrechat. La foule, dansée avec des castagnettes, préfigure la catichucha de Fanny Essler. Tout le système

« classique » est contenu dans stylistique (inventée par Beauchamp, maître à danser du roi), strictement définie par l'en-dehors et les cinq positions.

Dans *Bal à la cour de Louis XIV*, les danseurs sont aussi sophistiqués qu'ils étaient naturels dans *Atys*; il s'agit cette fois d'une reconstitution scrupuleuse. « J'ai monté ce specta-

Boréades sont remontées à Aix-en-Provence en 1982, la chorégraphie est confiée au groupe américain de Catherine Turcoy. Dépit de Francine Lancelot, qui trouve les travaux des Américains sans rigueur. L'année suivante, elle réplique avec *Rameau l'Enchanteur*, proposition originale où elle confronte les codes du baroque et du barathra nasyam. Elle associe à la direction de sa com-

difficulté qu'ont les danseurs à maîtriser ce style. En apparence aisé, il nécessite un travail sur la dissociation des gestes, l'équilibre et l'ornementation qui s'est perdue avec la suppression de l'enseignement des danses anciennes à l'école de danse en 1979.

« Au temps de Louis XIV, la danse faisait partie de l'éducation des courtisans, ils y passaient plu-



cle en 1980, rappelle Francine Lancelot, à l'occasion du Festival de Versailles. Les danseurs étaient occasionnels et n'avaient que trois mois d'enseignement. Pendant longtemps, la France, berceau de la danse baroque, s'en est désintéressée.

« Je me souviens de la production des Indes galantes à l'Opéra en 1952, la danse y était pastichée à la façon d'Hollywood. L'intérêt pour la danse baroque a commencé vers 1960. Partout, on s'est mis au travail en Europe, en Amérique. Mais les Anglais avaient déjà une longue histoire d'« avance ». Ris et danceries est créé en 1980, mais lorsque les

compagnie un jeune danseur, François Raffinot, qui va régler la chorégraphie d'*Hippolyte et Aricie*, et celle de la Médée de Bob Wilson. « Aujourd'hui, Ris et danceries participe à la reconstitution d'*Atys*, la compagnie danse sur la scène Favart avec de beaux costumes, des trébuchets, sur la musique vivante de l'orchestre des Arts florissants et du violon de John Holloway pour marquer la mesure comme à l'époque de Lully. Quelle revanche !

« Paradoxalement, ce sont les chorégraphes contemporains qui ont favorisé le renouveau de la danse baroque en France. Les post-modernes comme Lucinda Child ou Andy Degroot intéressés par la composition de parcours géométriques, ou Dominique Bagouet, en quête de nouveaux codes gestuels, ont contribué à l'intérêt du public jeune pour des formes anciennes. »

Rudolf Nouriev relance le mouvement. En 1984, Francine Lancelot compose avec lui, pour lui, *Bach suite*, où chaque figure passe de la reconstitution de pas baroques à la danse classique puis à l'improvisation contemporaine.

L'éducation des courtisans

Un an plus tard, elle crée toujours à l'Opéra *Quelques pas graves de Baptiste*, divertissement de caractère pastoral et héroïque sur des musiques de Lully. Nouriev et Jean-Christophe Paré y alternent dans le rôle de l'Amour. Un léger flottement du corps de ballet témoigne de la

seurs heures par jour, ils la vivaient.

« Tout comme il a eu Lully pour la musique, Louis XIV avait un maître à danser général, Beauchamp, qui possédait le sens de la synthèse et de la composition. Comme lui, ses successeurs, Pécor, Balon, avaient le monopole de la chorégraphie. Leur rigueur correspond à la grande époque de la danse baroque française.

« A quel moment le classique se substitue au baroque ? Noverre, influencé par Diderot en critique violente des principes en 1760. Mais le grand tournant est pris bien avant, dès lors que les danseurs, tentés par la virtuosité commencent à composer leurs propres chorégraphies. Le chaos commence dès le temps de Rameau. On va vers la fossilisation des codes. Dans le Ballet d'action, les danses ne sont plus notées et on en perd la trace. »

Très sollicitée, Francine Lancelot va rejoindre son poste tout nouveau d'enseignante à la faculté de Nice, où l'étude de la danse vient d'être intégrée au département de la communication et du langage. Elle a en projet pour Ris et danceries un nouveau spectacle, *Passacaille*, une reprise de *Caprice*, et la participation à la comédie-ballet de Molière les *Fâcheux* mise en scène par Lucien Melki pour le Festival du Val-de-Marne.

MARCELLE MICHEL.

★ *Bal à la cour de Louis XIV*, Opéra-Comique, 27, 29, 31 janvier, 4 h 15.

CINÉMA

Le prix Georges-Sadoul 1987

Paris, New-York, le monde

En couronnant Faubourg Saint-Martin, de Jean-Claude Guiguet (France), et Sleepwalk, de Sara Driver (Etats-Unis), tous deux remarqués à la dernière Semaine de la critique du Festival de Cannes, le prix Georges-Sadoul a distingué deux parfaits spécimens du cinéma indépendant.

Faubourg Saint-Martin, à défaut du plus large public qu'il pouvait espérer, a ses supporters inconditionnels et ses fidèles, qui continuent à remplir une petite salle de la rive gauche. Ancien critique à la *Revue du cinéma*, Jean-Claude Guiguet, quarante-trois ans, sait attendre pour réaliser les films qui lui tiennent à cœur. Il fait de cet étrange hôtel du dixième arrondissement où il a situé son action le lieu de rendez-vous des fantômes d'une lointaine révolte. Plus encore que Patachou dans le rôle de la patronne, nous cachant la timide et pudique Marie-Christine Ronseaux en héroïne de roman de gare qui, après bien des malheurs, découvre un jour, et de façon éphémère, le véritable amour.

Sleepwalk (dont la sortie est prévue début mars) traque l'insolite

dans le quotidien le plus familier. Renversez les signes et vous marcherez dans les nuages. Des êtres comme on aperçoit se côtoient, se font mal parfois. Le fantasme de la jeune réalisatrice commande discrètement une intrigue ténue où tout devient possible. A tout un chacun d'entrer dans la danse et de tisser à son tour, dans ce New-York de fin de partie, ses propres motifs.

Hôtel du Paradis, un troisième film, mi-français mi-anglais, aurait aussi mérité une récompense. C'est le plus émouvant et le plus abouti des trois, parce que, visiblement, la jeune réalisatrice, tchèque d'origine, aujourd'hui britannique selon la loi, mais française, parisienne, au plus profond d'elle-même, s'invente un monde authentique à partir de vies comme arrêchées. Impossible évidemment de ne pas penser aussi bien à Sara Driver qu'à Jean-Claude Guiguet, pour des raisons différentes. Les personnages, elles et eux, sont venus de partout et de nulle part dans notre capitale, ils ont dû fuir un jour et continuent à fuir, intellectuels de tout acabit, artistes, écrivains, hommes de théâtre et de cinéma.

Jana Bokava n'aime que le faux-semblant, le cache-cache avec soi-même. Elle réussit, par son extrême sensibilité, un flair plasticien exceptionnel, à nous bouleverser. Nous entendrons bientôt reparler de ce film rare.

LOUIS MARCORELLES.

« L'Etrangère », de Zelda Barron

Amours adolescentes

Premier film d'une réalisatrice longtemps assistante, Zelda Barron, L'Etrangère a le charme d'un film d'époque.

Laura (Marie-Thérèse Relin, la fille de Maria Schell), Allemande de naissance, venue se réfugier en Angleterre avec ses parents qui fuyaient le nazisme, se retrouve plongée au milieu des jeunes Anglais gazouillants et un brin racistes. Tout est tellement *british*, protégé, comme ancré à l'histoire du temps et de la vie. L'enseignement est un plaisir, littérature et poésie ont en permanence droit de cité. On achève le travail scolaire en montant les *Trois Sœurs*, de Tchekhov, et Laura est une Irina passionnée.

Chaque s'éveille à l'amour, les garçons habitent les regards sinon les coeurs. Nora la blonde, la plus pétillante, est enceinte d'une jeune soldat américain à peine son aîné. Une amitié presque particulière se développe entre Laura et une grande rouquine toute en poudres roses, Patricia (Tara MacGowan). Zelda Barron excelle à recréer par petites touches, comme à l'aquarelle, une époque, un climat, ces secrets places (endroits secrets) du titre original. L'arrière-plan politique, la méfiance stupide à l'égard du père de Laura, allemand lui aussi et un moment interrogé, n'est traité

que comme simple contrepoint à l'intrigue centrale, les amours d'un essaim de jeunes filles.

L'Etrangère, à travers l'exactitude de la reconstitution historique, fait revivre une morale à nulle autre comparable, indissociable de « cette Angleterre », dirait Shakespeare, longtemps impériale et créatrice d'un art de vivre. Oh l'amour, la passion toujours en demi-teinte, tracent un univers exquisement feutré. Le Jean Renoir du *Flamme* aurait aimé, même si l'on n'atteint pas tout à fait pareils sommets.

L. M.

« L'Amie mortelle » de Wes Craven

Encore un petit génie de l'information (Matthew Larbotaux). C'est-là à quinze ans, il est quelque chose comme ingénieur. Il a fabriqué un robot charmant, capable d'obéir aux ordres les plus divers, mais détruit par une mégère abjecte et coléreuse. La *girl friend* du petit génie (Kristy Swanson) a un père libidineux et alcoolique, qui la jette dans les escaliers. Là voilà dans le coma.

Heureusement, le petit génie a gardé le cerveau du robot et le greffe sur celui de la douzelle. Malheureusement, elle en est toute perturbée et se conduit pire que le ministre de Frankenstein. On espère alors que Wes Craven va quitter un style mièvre qui ne lui convient pas, et va retrouver enfin la force grand-guignolesque de ses précédents films : *La colline à des yeux* ou *Casque à Elmer Street*. Mais il se contente de maquiller Kristy Swanson en blanc verdâtre et de la faire rouler des yeux fous en se promenant la nuit pour se venger.

En définitive, on se demande pourquoi le film a été retenu pour le Festival d'Avoriaz. Dans le genre, il y avait d'autres postulant tout de même moins paresseux.

C. G.

PIANO ***

BRENDL
Cyclo SCHUBERT
24-27 avril - 17-19 mai

POLLINI
Cyclo BEETHOVEN
7-22 mai - 1^{er} juin

PERAHIA
Récital : 25 mai

ASHKENAZY
Récital SCHUMANN : 16 juin

ARRAU
BEETHOVEN - LISZT 22 juin

PERAHIA
Récital DEUX PIANOS - 29 juin

SALLE PLEYEL
LOC. 45 63 88 73

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

AUDITORIUM des HALLES Pro St-Eustache Mercredi 20 janvier 20 h 30 Loc. : 45-63-88-73 (p.a. Valenciennes)	GROUPE VOCAL DE FRANCE ENSEMBLE 22-24 A. BARTELOMI J. JARSKY-R. LERHER Direction : Paul MEYANO Hommage à Jean BARRAQUE	Auditorium des Halles Pro St-Eustache Mercredi 20 janvier 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Maria EGEL Lauryn Marie BORINI piano SCHUMANN Dichtrich Liederabend
GAVEAU Vendredi 20 janvier 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	L'ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS QUATUOR DE TROMBONES DE PARIS G. AMY - BEETHOVEN ALBRECHTBERGER TELMANN - BERG UNES DE DANROE	LE RANELAGH R. rue du Vignat Paris (VII) Loc. : 45-63-88-73 4 part. 45-63-88-73 45-63-88-73 (p.a. Valenciennes)	MARIONNETTES DE SALZBOURG LE RANELAGH 24 FEV./29 MARS Les Comédiens d'Orléans Don Giovanni La Fille enchaînée Casse-Noisette
SALLE PLEYEL Samedi 21 janvier 17 h 15 (p.a. Valenciennes)	CONCERTS PASDELOUP Dir. : Wolfgang DOERNER Sol. : Magie PASQUIER BEETHOVEN	GAVEAU Mercredi 20 janvier 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	HADASSA Association pour la recherche et l'étude musicale TRIO GABRIEL SCHUMANN, VILLA-LOBOS, BERG
ESLIE DES BILLETTER Samedi 21 janvier 17 h 15 (p.a. Valenciennes)	LES MUSICIENS DE CHAMBRE DE PARIS Dir. : Michel AMORIC MONTEVERDI : Combat de Tancrède et Clorinde (Chœurs instrum. et vocaux)	THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA OPÉRA-COMIQUE Samedi 21 janvier 7 h 15 (p.a. Valenciennes)	CONCERT RICHARD STRAUSS par les Solistes de l'OPÉRA
SALLE PLEYEL Dimanche 21 janvier 17 h 45 (p.a. Valenciennes)	CONCERTS LA MOUREUX Dir. : Gino Franco RIVOLI Sol. : SUMI-JO J.-L. Chayraud MUSIQUES DE CHAMBRE ROSSINI Sécherre BELLINI Les Paroliers DONIZETTI D. Pasquelli et Lucie	SALLE PLEYEL Lundi 9 février 20 h 30 T.M.P. CHATELET Mercredi 11 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	ORCHESTRE COLONNE Igor et Valéry OISTRAKH MOZART Symphonie concert. p. violon et alto D. BROWN, H. JOSSOU L. GALEY, L. HAGEN-WILLIAM Chœur de l'Opéra, Colonne Chef de chœur JEAN SOURDISSE
SALLE PLEYEL Lundi 21 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Krystian ZIMERMAN CHOPIN - SCHUBERT SCHUMANN		BEETHOVEN 9 ^e SYMPHONIE Dir. : G. ALBRECHT

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboïm
MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL

28, 29, 30 janvier - 20h30
Yoel Levi, direction
BUCNER : SYMPHONIE n° 8

1^{er} février - 21h
Récital CHOPIN
Daniel Barenboïm, piano

Concert donné en célébration du centenaire de la naissance d'Arthur Schnitzler

4, 5 février - 20h30
Andreas Schiff, dir. et piano
Alain Moglia, violon
Michel Debost, flûte

11, 12 février - 20h30
Sylvain Cambreling, dir.
Christiane Ecla-Pierre, sop.
ROSSINI - CHAUSSEAU - DUBOIS

LOCATION : SALLE PLEYEL - 45.63.88.73

Concerts Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
JEUDI 29 JANVIER, 20 H 30, GRAND AUDITORIUM
DIR. MARIEK JANOWSKI - PETER DONOHUE
CHOEUR DE RADIO FRANCE
BISONT - SCHMITT

VENREDI 6 FEVRIER, 20 H 30, GRAND AUDITORIUM
DIR. MARIEK JANOWSKI
TERESA ZYLIS-GARA - JEAN-FRANÇOIS HESSER
MILHAUD - CANTELOUBE - D'INDY

DIMANCHE 16 FEVRIER, 20 H 30, THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
MOZART, LES NOCES DE FIGARO
M. MARILLI - J. PERRY - E. LAURENCE
H. SCHAE - G. QUILLICO - S. DEAN
CHOEUR DE RADIO FRANCE
DIR. FRIEDMAN LAYER

MUSIQUE DE CHAMBRE
SAMEDI 21 JANVIER, 18 H, OPÉRA-COMIQUE
ARNO BIA, PIANO - QUATUOR VIA NONA
LEKEU - FAURE - CHOPIN - SCHUBERT - CHAUSSEAU

LUNDI 9 FEVRIER, 20 H 30, SALLE GAVEAU
PARISER QUARTETT
TELMANN - MARAIS - COUPERIN - BACH

ET 6 FEVRIER, 20 H 30, GRANDE HALLE - LA VILLETTE / ADENAMA
ORCHESTRE DE CHAMBRE D'EUROPE
DIR. ET SOL. GIDON KREMER
MOZART : CONCERTOS POUR VIOLON

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
SAMEDI 7 FEVRIER, 20 H 30, SALLE PLEYEL
DEBussy : LE MARTYRE DE ST-SEBASTIEN
J. LOT - M. DUBOIS - E. JEROME - P. LAPOT
CHOEUR ET MATHIAS DE RADIO FRANCE

DIR. GEORGES PRETRE

LOCATION : 14 JOURS A L'AVANCE
RADIO FRANCE
SALLE PLEYEL
TEL. 45 63 88 73

Radio France

LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT

هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUE

Les dix ans de l'Ensemble intercontemporain

Le cadeau de Xenakis

Voué au renouvellement perpétuel, l'Ensemble intercontemporain a fêté son anniversaire en créant une pièce brève et brillante de Yannis Xenakis, Jalons.

Dernière née des formations parisiennes qui se consacrent à la musique d'aujourd'hui (L'itinéraire, 2e2m, Musique vivante, Ars Nova), l'Ensemble intercontemporain a fêté son dixième anniversaire le 26 janvier au Théâtre de la Ville. C'est l'âge de raison, et les poétiques qui avaient entouré sa naissance sont retombées devant l'évidence de la réussite. Jouissant de conditions matérielles uniques au monde pour une formation ayant cette vocation, puisant les traits musicaux qui le composent, rétribué directement par l'Etat, travaillant à plein temps, l'Ensemble intercontemporain est une institution vouée au renouvellement perpétuel, du fait des créations qu'elle assure et soutient de se constituer un répertoire d'œuvres reprises à intervalles réguliers et qui se bonifient ainsi.

Le programme d'une telle soirée, retransmise en direct par France-Musique, peut difficilement échapper au plaisir des interprétations. Si aucune œuvre de Pierre Boulez, président de l'Ensemble, n'a été choisie, celles qui l'ont été se rapportent à lui car leurs auteurs se sont, en quelque sorte, trouvés sur sa route : Messiaen le professeur, le seul « patron » jamais réagi, Stockhausen, le frère d'armes des années de Darmstadt qui inventa presque en même temps la forme ouverte (les musiciens se querellent longtemps sur la primauté) et écrit des œuvres comme *Mixtur* qui préfigure les recherches de IRCAM. Boulez, qui fit partie de la première équipe de l'IRCAM, Xenakis enfin, le grand rival qui n'a jamais voulu courir l'échine.

Mixtur est une œuvre forte qui ne vieillit pas : tout y est varié, instantané, mais comme le pointillisme des sonorités lentes est soutenu par de larges respirations, l'auditeur est porté par un souffle continu à travers les transformations électro-acoustiques du timbre des instruments. Le contraste avec les *Couleurs de la cité céleste* de Messiaen, où tout n'est que clair ordonné, et symétrie lumineuse, laisserait penser qu'il subsiste malgré tout des différences esthétiques fondamentales de chaque côté du Rhin.

Yvonne Loriod interprétait six nouvelles *Petites esquisses d'oiseaux*, de Messiaen pour piano, tellement semblables à ce que l'on connaît que le terme de création semble impropre : c'est une pierre nouvelle ajoutée à un édifice commencé il y a longtemps. Hormis la remarquable prestation en soliste de Maryvonne Le Dizès, *Corale*, de Berio, qui développe le matériau de la *Sequenza VIII* pour violon, n'appelle pas de commentaires particuliers : cela s'écoute avec intérêt au début, puis avec plaisir.

L'événement de la soirée, au sens propre, restait donc la création de *Jalons*, de Xenakis, commandée par l'Ensemble intercontemporain, qui nous a donné une superbe exécution sous la direction de Pierre Boulez. On est frappé, dans cette œuvre brève — une dizaine de minutes — par l'étonnante variété des procédés : formule obstinée, notes glissées, jeux avec des hauteurs fixes, passages clairement tempérés. Les mélanges de timbres sont souvent très curieux, proches de l'électro-acoustique : bref, un instrument se distingue en soliste (la harpe). Tout cela donne l'impression d'une souveraine liberté créatrice, d'une fidélité à soi-même qui n'a rien à voir avec le maniérisme. Un beau cadeau d'anniversaire en somme.

GÉRARD CONDÉ

Le XXI^e MIDEM à Cannes

La princesse et le PDG

Stéphanie de Monaco a reçu un disque d'or « européen » pour ses 5 millions de disques vendus. Sur la scène du Palais des festivals, elle a pourtant été moins applaudie que Charles Trénet.

Le XXI^e MIDEM a été inauguré, dimanche 25 janvier, sous un « ouragan » de huées provoqué par la princesse Stéphanie de Monaco, venue sur la scène du Palais des festivals chanter une fois de plus son premier « tube ». Comme pour établir une hiérarchie naturelle des valeurs, le même jeune public fit quelques minutes plus tard un accueil délectant à Charles Trénet, simple spectateur du « gala des trophées ».

Lundi matin, en guise de consolation, la princesse, protégée par les gardes du corps de la Principauté, recevait au studio RTL, un disque d'or « européen » remis par François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Le marché de la musique pouvait dès lors commencer avec ses rencontres et ses échanges, ses colloques et ses réunions professionnelles sous le signe d'une industrie en plein renouveau grâce à l'explosion du compact.

Certains firmes multinationales, comme Polygram, profitaient de l'occasion pour réunir la plupart de leurs PDG avant que ceux-ci ne partent à la découverte de partenaires. Philippe Constantin, PDG de Barclay, le nouveau fleuron de Polygram-France, poursuivait une « longue marche », entreprise il y a

six mois, pour faire connaître à l'étranger le Suisse romain Stéphane Eicher. L'été dernier déjà, à la dernière convention mondiale de Polygram, il avait surpris les représentants de quatre-vingts pays habitués à l'entendre en réunion plénière que les produits anglais et américains « à la hausse », en plaçant dans le programme un clip de Stéphane Eicher.

Lundi, à Cannes, Constantin négociait avec les Anglais le prochain album d'Eicher afin d'assurer à celui-ci une sortie européenne. Coût du 33 tours, du clip et de la promotion : 1,5 million de francs. L'enregistrement serait fait à Bruxelles, le mixage à Londres, la gestion restant assurée par Barclay.

Plus tard, Philippe Constantin tentait de vendre *Carte de séjour* et sa version pour *Douce France* à Chris Blackwell, président d'Island Records. Puis, à son tour, il était « harponné » par un jeune producteur indépendant italien et astucieux, capable de réunir sur le même album pour des titres italiens, Herbie Mann, Herbie Hancock, Gil Evans, George Benson, sous prétexte que tous ces musiciens avaient joué un jour ou l'autre avec Miles Davis.

En fin de journée, au Palais des festivals, deux avocats new-yorkais habillés de noir des pieds à la tête, un bérêt vissé sur le crâne, surgissaient avec deux valises pleines de cassettes : stand après stand, les deux nouveaux Blues Brothers avaient fait écouter leurs productions en assurant qu'aucun des artistes n'avait encore signé avec un label de distribution... On les croyait sur parole.

CLAUDE FLÉOUTER.

ARTS

Lam : un surréaliste voluptueux

Mi-Chinois, mi-Cubain, Wilfredo Lam, quand il se fut convaincu de sa vocation de surréaliste — c'était peu avant 1940, — se composa un panthéon personnel mi-africain, mi-caribbe. Son style associatif déjà piessisme et transparentes flottantes. Ces définitions données, Lam n'a plus guère changé : on le voit à ses œuvres des années 60 et 70, qui procèdent moins d'un développement continu par variations et lentes métamorphoses.

Les figures majeures de son rêve, l'oiseau au bec pointu, l'être hybride à face triangulaire, aux petites oreilles droites et aux yeux ronds, il ne s'en sépare jamais. Tantôt il leur accorde un volume, tantôt il les réduit aux traits anguleux d'un pro-

fil sur fond vaporeux, voilà tout. Mais les compositeurs se compliquent ou s'épurent, les couleurs vont du noir au rose, sans cependant que le noir se veuille tragique ni le rose sentimental : le peintre parcourt son registre en épiciériste de la nuance. Assez subtil pour faire oublier qu'il se répète souvent avec humour et élégance.

Quelques dessins anciens, tracés à Marseille en 1941 au moment de l'exil, ajoutent à cette anthologie un supplément historique et permettent de vérifier la cohérence d'un artiste essentiellement graphique.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Maeght-Lelong, 13, rue de Téhéran, jusqu'au 21 février.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

France à haute voix

1 Une tête de linotte

Depuis la naissance de la V^e République, qui nécessite une césarienne sous anesthésie, nous sommes persuadés que nos présidents de la République sont des hommes exceptionnels ou des démons : que les premiers ministres, sans être composés du même métal, ont une sacrée nature : échine souple quand ils se tournent vers le président, gants de fer avec leurs subordonnés et les bougras que nous sommes. Bref, sous la V^e, il se passe toujours quelque chose d'intéressant dans la tête de nos chefs.

Les hebdomadaires à la mode ont d'ailleurs été un peu créés pour cela : raconter par le menu ces folles tempêtes sous les crânes de ces géants. Avant, il y a longtemps, sous la troisième et la quatrième, les présidents de la République étaient faibles et les chefs de gouvernement mous, jouets impuissants entre les mains des partis et des Assemblées qui s'en donnaient à cœur joie. Il y avait bien des intrigues, mais elles étaient subalternes. Pour tout dire, c'étaient des intrigues de sérail. La France était oubliée et simultanément la risée du monde entier. Notre monnaie était perpétuellement dévaluée. Partout, c'était la pagaille, les grèves, et vous imaginez ce que devait être notre enseignement.

Au fond, c'est le seul vrai reproche que je ferais à de Gaulle, que j'aimais bien : d'avoir tourné dans la tête de ses successeurs qu'ils étaient de grands présidents dès qu'ils avaient franchi les portes de l'Élysée, et même un peu avant, le le crâne. Depuis bientôt trente ans, il y a disproportion entre les Français, la France et son président. Les Français sont des vagues, la France ne fait plus le poids face aux supergrands qui, comble de malchance, ont la manie de se multiplier.

A peine avions-nous pris notre parti des États-Unis et de l'Union soviétique que l'Express de cette semaine nous apprend en plein sa couverture — ils ont le génie de la couverture dans cet hebdomadaire : « Comment placer son argent ? » qui revient tous les deux mois, était jusqu'ici l'une de leurs meilleures avec celle, fameuse, de Giscard en 1981 — que l'Allemagne s'envole vers la supergrandeur, M. Bergeron nous disait, il y a peu, avec son sens de la tête, que ça n'allait pas si mal en Italie. Le Japon n'est plus à raconter. La Chine finira bien par se réveiller. On connaît la puissance explosive du monde arabe. L'Espagne a son roi, ses bons socialistes et toujours son bout de Maroc. L'Angleterre, Shakespeare et Margaret Thatcher.

Face à ce défilé impressionnant, nous n'avons guère à opposer que nos hommes d'État. C'est gênant pour un pays (et ses habitants) de se dire qu'il n'est pas digne de ses chefs. La France depuis de Gaulle vit dans ses petits souliers. Elle voit bien qu'elle n'est pas à la hauteur des projets que l'on avait conçus pour elle. Elle ne songe qu'à la bouffe, à l'emploi, à son argent de poche, aux grandes vacances : débilitant mélange de Gaulle et Millaud et de maison de retraite. On se signale aux quatre veines pour lui offrir les meilleurs professeurs, on lui bâtit un avenir qui devrait le hisser sur les sommets, et quand on aperçoit enfin le fior pic qui se détache à l'horizon, patatras ! elle lâche tout, piolet, alpenstock, crampons, sac, entraînant dans sa chute le premier de cordée. C'est mai 68 qui fit mourir de chagrin de Gaulle et par ricochet Pompidou, qui était bâti pour vivre heureux et content. Quand elle s'offre un Giscard, frignant neuf le président, mécanique superbe construite pour durer au moins trois septennats, elle s'arrange vicieusement pour une ruade intempestive qui le désarçonne pour lui faire broter les piquettes et la gentiane de son Puy-de-Dôme.

Elle tente enfin de gâcher le septennat durablement acquis par M. Mitterrand, ce septennat qu'il avait eu le temps de voir venir, en lui imposant à sa table, dans sa propre maison, un type qu'elle avait rencontré pendant les vacances. Et puis Chirac, passe encore ! Il avait des références. M. Pompidou jadis s'était intéressé à lui, lui avait fait voir ses tableaux, entendu le *Marteau sans maître* de Boulez, réciter quelques-uns des joyaux de son *Anthologie de la poésie française* (chez Hachette), bref la modernité ne le prenait pas au dépourvu.

Père Juliet et Mère Gaud par la suite avaient tant de lui insulté quelques éléments de grande politique pour qu'il fesse figure honorable dans les conférences internationales. Mais Chirac n'est pas venu seul. Et il faut voir avec qui ! C'est le mirage des vacances. Sur la plage, la petite bande à Léo, ça ne tire pas à conséquence. Cette étourdie de France pouvait s'y méprendre. On rit, on s'amuse, on s'écabousse, on s'exalte avec des Campari. Mais de retour en ville, Douffignies, c'est une autre paire de manches. Il faut se le faire, je vous le jure, on l'a vu au moment des chemins de fer et du reste ! L'avantage avec la bande à Léo, si c'en est un, c'est que ceux qui la composent sont relativement jeunes (jeune, Douffignies ? Laissez-moi rire !), enfin en âge d'être réprimandés, mais France n'avait pas dit à son président que ce Chirac qu'elle avait ramené avait un si terrible sens de la famille et que, pendant les deux ans qui restaient à tirer, le président allait devoir non seulement l'héberger, lui Chirac, mais toute une potée d'oncles et de grands-parents.

C'est ça France depuis trente ans : une légèreté qui fiche les plus beaux projets en l'air. Avec sa dernière trouvaille, Cohabitation, la maison est devenue la cour du roi Pétaud ! M. Chalandon, qui a des manières, un noué papillon et des gants blancs, en est tout gêné. Il se demande ce qu'il fait là. Si c'était une bonne idée. Mais comme c'est un homme d'instincts, comme il est fait pour ça, il légifère à tour de bras. Code de la nationalité, prisons privées, chauffards en état d'ébriété, légiférer, c'est sa drogue à cet homme-là.

Cousin Séguin, sa partie, ce serait plutôt le bricolage. Comme tous les bricoleurs, quand il a commencé à planter un clou, il ne faut pas le déranger ni le contraindre. Il ne s'occupe pas des voisins, mais il ira jusqu'au bout de ses petits travaux, au risque de tout casser. L'oncle Monory, on s'était dit que c'était une idée chouette que de lui faire réviser l'enseignement. Avec sa mine bougonne et son absence de diplômes, il était l'homme de la situation. Il ne s'en laisserait pas conter. Monory à l'éducation, Chirac en sifflait de bonheur, même Reagan, quand ses jours étaient fêlés d'or et de joie, n'aurait pas imaginé mieux. Avec un tel homme, écoliers, lycéens et étudiants verraient la vie en face.

Depuis les événements de décembre 1986, France pour la première fois depuis la naissance de la République, et pour une durée indéterminée, a été privée de ministre de l'éducation nationale, elle vit sans réforme de l'enseignement en retenant son souffle. M. Monory ne fait qu'expédier les affaires courantes : envoyer les chèques aux professeurs, gérer la tambouille des réfectoires. Par ce temps de chien, il n'aurait pas été humain qu'il se retrouvât à la rue, ni politique.

2 Complet noir et gros souliers

Oui, France a la manie de déboussoler ses présidents. Et si on lui en fait la remarque, si on lui demande : « A quoi ça rime cet engouement pour ton Chirac en mars 1986 si c'était pour le laisser choir comme une vieille chaussette quelques mois après ? », elle ouvre de grands yeux, elle tombe des nues. Elle ne connaît pas Chirac. Ou si peu. Et sa famille encore moins. On ne va pas lui reprocher Pasqua, tout de même ! Elle le trouve d'un commun, d'un grotesque. Elle croit se souvenir que c'était le parrain de Chirac. D'ailleurs en Sicile, pendant les vacances, quand il faisait sa grosse voix, il était follement drôle et très pratique. Il savait écarter les importuns, botter les fesses des paparazzis. Il lui apportait des glaces exquises, et il avait la manière pour installer un parassol. Avec son complet noir et son gilet, ses grosses chaussures de cuir de campagne, Pasqua était irrésistible sur la plage. Comment aurait-elle pu deviner que le même homme qui la faisait souffler de rire en jouant les matamores irait jusqu'à dire quelques mois plus tard que, si l'on touchait à son honneur, il ne répondrait plus de rien, qu'il se mettrait à parier suicide et Salengro ?

Evidemment qu'elle n'en veut pas, de M. Chirac comme président. Qu'est-ce qu'on ne va pas chercher ! Le moment venu, elle choisira comme il avait été convenu entre M. Barre et M. Mitterrand. Ou si M. Mitterrand lui en veut, en a assez, ou s'imagine que ce n'est plus de son âge, entre M. Barre et M. Rocard. Elle ne se fait pas de soucis, elle trouvera toujours un parti. Ce qu'elle souhaiterait, c'est que ses grands hommes se donnent la peine de comprendre. En 1981, si elle avait offert une si belle majorité aux socialistes, c'était pour que le président se sentît confortable dans son nouvel habit, libre de ses gestes, à l'abri du PC. Le message n'est pas passé.

En mars 1986, France n'a pas été mieux comprise. Et M. Chirac et ses amis, quand ils ont sorti leur panoplie, n'avaient pas les circonstances atténuantes que l'on pouvait accorder à un PS ronronnant de bonheur à l'idée d'exposer au soleil du pouvoir une brave idéologie qui avait surtout connu les vertus de la naphthaline ! En 1988 ou avant, les Français choisiraient comme président l'homme qui leur semblerait le plus capable de s'accommoder d'une République toujours V^e, mais sans kipi. Comme l'on perlat jadis, à propos de notre Empire, de l'indépendance dans l'interdépendance ou vice versa. M. Chirac aurait été sans doute l'un des candidats les plus doués pour banaliser la fonction présidentielle (avec M. Rocard peut-être). Mais il n'est pas facile de gouverner en regardant sans cesse l'heure qu'il est. On perd de vue les obstacles. Il me semble que M. Chirac est tombé avant même d'avoir sauté !

3 Giroud a bien raison

Dans l'Observateur, Françoise Giroud remarque à propos du *Portrait* de Jacques Chirac que TF1 a mis deux ans à réaliser : « Ce *Portrait* » en était vraiment un, et rien d'électoral ne pourra, à l'avenir, être félinisé qui donne de Jacques Chirac une image plus sympathique. Hé oui, sympathique. *Socialisme de la télévision* : ce n'était pas fait pour cela. » On ne peut mieux dire. Et je ne comprends pas pourquoi le *Figaro-Magazine* se voit la face à l'idée que M. Chirac allait être desservi par les « méchants » de la première chaîne, alors que M. Mitterrand serait scandalement mouchoué.

M. Chirac n'avait pas l'air de poser pour l'éternité. Cette émission était une corvée, elle faisait partie des servitudes du métier, il l'acceptait sans plus. Il avait parfois le visage un peu bouffi, mon Dieu, ce sont des choses qui arrivent. M. Mitterrand, lui, aurait été un acteur incomparable dans ces films d'histoire dont les metteurs en scène soviétiques avaient le secret dans les années 40. Pour rester en France, disons que pour une fois Chirac était du côté de Stendhal et Mitterrand du côté de Chateaubriand, image sulpienne.

THEATRE OUVERT
NOUVEAU THEATRE D'ANGERS

ARROMANCHES
Daniel Besnehard / Claude Yersin
avec Françoise Bette et Andrée Tainsy

LE MONDE : C'est vrai, émouvant, jusqu'à permettre le rire.
LE QUOTIDIEN : Andrée Tainsy, une immense comédienne qui trouve en Françoise Bette un troublant répondant.

THEATRE OUVERT / JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

OPÉRA-COMIQUE
10, 11, 12, 13, 14 (m. et s.) FÉVRIER

PAUL TAYLOR
DANCE COMPANY

■ « Une danse de plein soleil... une fête des corps en mouvement éblouissant. »
■ « Une ivresse contagieuse. »
■ « Il dynamise les idées reçues. »

LE MONDE
L'EXPRESS
FRANCE-SOIR
LE PARISIEN

Renseignements : 42.36.86.11 et MINUTE 36.15 Code COM 21

CARTOUCHE
La Tempête
42 42 22 36 38 & FNAC

David Storey Marguerite Duras Chantal Morel

THEATRE MONTPARNASSE

ODETTE LAURE
JEAN-PIERRE DARRAS
ANDRÉ FALCON
ce SACRÉ BONHEUR
de JEAN COSMOS
avec MICHEL FALGAUD

RECUEIL DE LAMOTTE
FRANÇOISE DE LAMOTTE

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VIN CHOSE LOC. 42 27 77 74

GENEVIEVE CASILE
SCÉNARIO DE LA COMÉDIE FRANÇAISE
avec ERIC DESHORS
GUY CLAUDEL

PETITE SALLE
PAULE NOELLE
SCÉNARIO DE LA COMÉDIE FRANÇAISE
avec CLAUDE BARRACHE et ANNE TONNETTI
INTERPRÉTATION SERIE MOGAS

Conférence du Sommet !
UNE COPRODUCTION COMÉDIE FRANÇAISE - GÉRON - PETIT MONTPARNASSE

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN BEAU SALAUD, Fontaine (42-74-40), 20 h 30.
 1A. CHAÏTE, Marigny (42-36-04-11), 21 h.
 LE ROMAN DE PROMETHEE, Gervilliers, Théâtre (47-42-36-30), 20 h 30.
 LA DERNIERE BANDE, Carrousel, Théâtre (42-36-36-30), 21 h.
 CE SACRE BONHEUR, Montparnasse (42-36-74-74), 20 h 45.
 CONFERENCE AU SOMMET, Path Montparnasse (42-36-74-74), 21 h.
 SAINT ERIK SATIE, Ranelagh (42-86-44-44), 20 h 30.
 DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON, Nautane, Amantien (47-21-22-35), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-06-05-11), 19 h 30 : Sal à la cour de Louis XIV (compagnie Rix et dancettes).
 COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : La Parisienne Vierge.
 CHAÏLOU (47-27-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Réclamations-conversation.
 Molière, Dominique Michel chante, Yves Huber est au piano, Théâtre Gérard 20 h 30 : les Démons, de Louis-Charles Ségura.
 PETIT ODÉON (42-36-74-74), 18 h 30 : le Maître-Nageur, de J.-P. Aumont.
 TEP (42-36-80-80), 20 h 30 : les Voix intérieures.
 THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-43), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
 THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : les Cris de la Laine, de Miquel, 18 h 30 : Miquel Rudy, Th. de la Ville au Th. de l'Essence d'Or, 20 h 45 : La Princesse Blanche.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-36-23-35), 20 h 30 : Deux actrices, je l'ai rencontré, 22 h : Tous les plaisirs on son corps.
 ELANES-MANEAUX (48-57-15-44), 1. 20 h 15 : Arouh = MC2, 21 h 30 : les Démons Loubes, 22 h 30 : l'Étoffe des héros, 23 h 15 : les Sœurs Moustes, 24 h 30 : Soeurs les bêtes femmes, 25 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
 LE BOUVIER (42-74-47-44), 20 h 15 : Les Deux Femmes.
 CAPE D'EDGAR (42-36-25-11), 1. 20 h 15 : Tasse, voilà deux bonniers, 21 h 30 : Mangesons d'hommes, 22 h 30 : Ordes de secours, 23 h 15 : P. Salvadori, 24 h 30 : le Chantier des chateaux, 25 h 30 : Elles nous valent tous.
 CAPE DE LA GARE (42-74-52-51), 20 h : la Conscience nationale des fautes d'écriture.
 PETIT CASINO (42-74-36-30), 21 h : Les deux actrices, 22 h 30 : Noma, on aime.
 POINT-VIRGULE (42-74-67-03), 20 h 15 : Pères déshérités.
 SPECTACLE SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 20 h 30 : L'homme vivant II.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-74-44-51), 21 h : l'Acrobat-Habitant.
 DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Music-hall

CITHEA (42-37-99-26), 20 h : J.-P. Bay, R. Grillo.
 ESCALIER D'OR, voir th. subventionnés.
 GYMNASSE (42-46-79-79), 20 h 45 : F. Paris.
 LUCERNAIRE (42-44-57-34), 18 h 30 : Les Machabées.
 LE MERLE MOQUEUR (42-45-12-43), 22 h 30 : H. Swift, J. Handelman.
 OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : M. Torr.
 PALAIS DES CONGRES (47-58-40-45), 21 h : M. Sardon.
 PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : S. Joly.
 TEL. GÉVIN (42-23-01-92), 20 h 30 : R. Mabile.
 TEL. DEJAZET (42-74-20-50), 20 h 30 : Funt et Val.

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)
 BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : D. Lory.
 CAYEAU DE LA HUCHETTE (42-36-65-03), 21 h 30 : S. Germain, B. Vasseur.
 CHAPLAIN DES LOWBARDS (42-37-24-24), 22 h 30 : M. Morin.
 ESCALIER D'OR, voir Théâtre subventionnés.
 GIBUS (47-00-78-88), 22 h : N. Fisel.
 MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 : C. Leter.
 NEW MORNING (42-23-51-41), 21 h 30 : J.-P. Aubert.
 PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (42-36-25-59), 21 h : Cl. Bolling Trio.
 PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (42-36-74-74), 21 h : S. Grappelli, L. Leter.
 PETIT JOURNAL (42-36-01-36), 23 h : A. Villiger, H. Solin, R. Del Fr.
 SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : M. Seary.
 SUNSET (42-61-46-60), 23 h : D. Philiberty/M. Valois.
 UTOPIA CLUB (42-22-79-66), 22 h : Blue Horizon.

Les concerts

Sorbonne, Grand Amphithéâtre, 20 h 45 : Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (L. Grieg, Sibelius).
 Radio-France, 18 h 30 : Ensemble de cuivres et de percussions de l'Ensemble intertemporel (Stavinsky, Balif, Berlioz), 20 h 30 : M. Fischer (Mozart), 22 h 30 : A. Perlmutter, P. Karpeles, S. Grikakis.
 Châtelet, 20 h : V. Gail, P.-A. Athias.
 Eglise Saint-Eustache, 21 h : Chœur grégorien de Paris, dir. P. Calozet.
 Salle Pleyel, 20 h 45 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Bach).
 Eglise de la Madeleine, 20 h 45 : Chœur JMF, dir. L. Martini (Handel).
 Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Chœur franco-allemand, Orchestre Pro Arte, dir. R.-P. Chouanet (Dvorak).
 Salle Cortot, 20 h 30 : M. J. et P.-F. Trays (Brahms, Ravel, Beethoven).
 Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 20 h 45 : Ensemble instrumental J.-W. Audouin (Handel, Porgues, Haydn).
 Salle Gaveaux, 20 h 30 : G. Gahmnia (Beethoven, Liszt).
 Eglise Saint-Germain de Charonne, 20 h 30 : Groupe instrumental de Paris (Mozart).
 Saint-Germain-des-Près, 21 h : Orchestre R. Dequeux (Mozart, Bach, Handel).

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 27 janvier

La danse

(Voir théâtres subventionnés)
 PALAIS DES SPORTS (42-28-40-48), 20 h 30 : l'Ange blanc.

Opéra

THÉÂTRE DU MUSÉE GUIMET (42-81-23-44), les 23, 24 et 25 h 30 : Chrysomante.

cinéma

Les films marqués (*) sont réservés aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinématèque

CHAILLOU (42-74-24-24)
 16 h, Broderick Crawford : Dans la gueule du loup, de R. Parrish ; Hommage à Fred Wiseman : 19 h, Essene, 21 h, Essene.
 Les exclusivités
 AFTER HOURS (A. v.a.) : Studio de la Contrepointe, 9 (42-37-37-37).
 AJANTIK (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
 AMERICAN WARRIOR II (A. v.a.) (*) : George V, 9 (42-36-41-46).
 V.I. : Café Richelieu, 9 (48-78-81-77) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-11) ; Montparnasse Pathé, 14 (42-36-12-06).
 L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.) : Grand Paris, 15 (45-54-46-45).
 ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : George V, 9 (42-36-41-46) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Alésia, 14 (42-37-84-50).
 AUTOUR DE MINUIT (Fr. v.a.) : Chrysalis, 15 (42-36-41-46).
 LES BAISEURS DU DÉSERT (Tunisie, v.a.) : Utopia, 9 (42-36-84-65).
 BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A. v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; Napoléon, 17 (42-36-84-65).
 BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 9 (42-36-84-65).
 LE BEAU PAYS (Fr.) : Marignan, 8 (42-36-83-93) ; Grand Paris, 15 (45-54-46-45) ; Maxville, 13 (47-70-72-86) ; Paris 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (42-36-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (42-36-12-06).
 BIRDY (A. v.a.) : Locomotive, 6 (44-54-57-34).
 BONS BAISEURS DE LIVERPOOL (Ang. v.a.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Elysees Lincoln, 6 (42-36-14-86).
 BRAZZA (Brit. v.a.) : Épi de Bois, 5 (42-37-57-47).
 CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.a.) : Gaumont Hallé, 14 (42-37-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6 (42-36-83-93) ; Pagode, 7 (42-36-12-06) ; Gaumont Colisée, 8 (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14 (42-37-84-50) ; Bienvu Montparnasse, 15 (42-36-84-65).
 CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26).
 COMME UN CHIEN ENRAGÉ (*) (A. v.a.) : Côté Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 6 (42-36-16-16) ; UGC Rotonde, 6 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 LA COULEUR POURPRE (A. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).
 DÉSORDRE (Fr.) : Épi de Bois, 5 (42-37-57-47).
 LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A. v.a.) : Triomphe, 8 (42-36-83-93) ; V.I. : Convention St-Charles, 15 (42-36-84-65).
 DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
 EMMANUELLE V (Fr.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Saint-Michel, 14 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; George V, 9 (42-36-83-93) ; Maxville, 13 (47-70-72-86).

Les films nouveaux

L'AMIE MORTELLE, film américain de Wes Craven (v.a.) (*) : Forum, 14 (42-36-83-93) ; UGC Normandie, 6 (42-36-16-16) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A. v.a.) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 LE MAL D'AIMER (Fr. v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26).
 MALCOLM (A. v.a.) : Gaumont Hallé, 14 (42-37-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6 (42-36-83-93) ; Publicis Clichy, 18 (42-36-12-06) ; Gaumont Alésia, 14 (42-37-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
 MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26) ; Impérial, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 LA MOUCHE, film américain de David Cronenberg (v.a.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Studio de la Harpe, 9 (42-36-83-93) ; UGC Danon, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 URG, film français de Jean-François Grunz : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Locomotive, 6 (44-54-57-34) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).
 VIENNE POUR MÉMOIRE, le triptyque de Wladimir V. Vassiliev, film soviétique d'Alexi Cori (v.a.) : Théâtre des Américains, Nanterre-92 (47-21-18-81).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Côté Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-36-16-16) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; UGC Rotonde, 6 (42-36-84-65) ; Lumière, 9 (42-46-49-07).

MELO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (42-36-84-65).

LA MESSE EST FINIE (It. v.a.) : Côté Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (42-36-84-65) ; Racine Odéon, 6 (42-36-16-16) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65).

MISSION (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26) ; Locomotive, 6 (44-54-57-34) ; George V, 9 (42-36-83-93) ; Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; V.I. : Impérial, 2 (42-36-83-93).

MORT OU VIF (*) (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (42-36-16-16) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; France 9, 9 (42-36-84-65) ; Images, 18 (42-36-12-06) ; V.I. : Impérial, 2 (42-36-83-93).

LES MURS DE VERRE (A. v.a.) : Épi de Bois, 5 (42-37-57-47) ; Triomphe, 8 (42-36-83-93) ; Parnasse, 14 (42-36-84-65).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.a.) : Triomphe, 8 (42-36-83-93).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Épi de Bois, 5 (42-37-57-47).

NOLA DARLING NEN FAIT QUA SA TÊTE (A. v.a.) : Gaumont Hallé, 14 (42-37-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Germain-des-Près, 6 (42-36-83-93) ; Saint-André-des-Arts, 6 (42-36-83-93) ; Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; Galaxie, 13 (42-36-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE NOM DE LA ROSE (Fr. v.a.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Hanoï, 6 (42-36-83-93) ; UGC Danon, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; UGC Normandie, 6 (42-36-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; Galaxie, 13 (42-36-12-06) ; UGC Gare de Lyon, 12 (42-36-84-65) ; UGC Odéon, 6 (42-36-16-16) ; Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; Pathé Clichy, 18 (42-36-12-06).

OUT OF AFRICA (A. v.a.) : Publicis Maignon, 6 (42-36-83-93).

PAIEMENT CASH (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26) ; Hanoï, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; V.I. : Maxville, 13 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Ambassade, 8 (42-36-83-93) ; Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

JUMPIN JACK FLASH (A. v.a.) : Côté Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danon, 6 (42-36-83-93) ; UGC Rotonde, 6 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; V.I. : UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65).

KAMIKAZE (Fr.) : Ambassade, 8 (42-36-83-93) ; Mémorial, 14 (42-36-83-93).

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A. v.a.) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

LA LÉGENDE DE LA PORTÈRE DE SOURAM (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (42-36-84-65).

LE MAL D'AIMER (Fr. v.a.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26).

MALCOLM (A. v.a.) : Gaumont Hallé, 14 (42-37-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6 (42-36-83-93) ; Publicis Clichy, 18 (42-36-12-06) ; Gaumont Alésia, 14 (42-37-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Orient-Express, 14 (42-33-42-26) ; Impérial, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

LA MOUCHE, film américain de David Cronenberg (v.a.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Studio de la Harpe, 9 (42-36-83-93) ; UGC Danon, 6 (42-36-83-93) ; Marignan, 8 (42-36-83-93) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

URG, film français de Jean-François Grunz : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Locomotive, 6 (44-54-57-34) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

VIENNE POUR MÉMOIRE, le triptyque de Wladimir V. Vassiliev, film soviétique d'Alexi Cori (v.a.) : Théâtre des Américains, Nanterre-92 (47-21-18-81).

LE PASSAGE (Fr.) : UGC Normandie, 6 (42-36-16-16) ; Montparnasse, 15 (42-36-84-65).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A. v.a.) : Gaumont Hallé, 14 (42-37-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6 (42-36-16-16) ; Gaumont Champ-Élysées, 6 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Bastille, 11 (42-36-84-65) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; Gaumont Alésia, 14 (42-37-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; Mayfair, 18 (42-36-12-06) ; V.I. : UGC Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65) ; Images, 18 (42-36-12-06).

LA PURITANNE (Fr.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

LE RAYON VERT (Fr.) : Parnasse, 14 (42-36-84-65).

RECHERCHE SUSAN, DÉSÉSPÉRÉMENT (A. v.a.) : Studio Galande (Rép.), 9 (42-36-83-93).

LA REINE DES NÉGRES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (42-36-84-65).

ROSA LUXEMBOURG (AIL. v.a.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (42-36-84-65).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.a.) : Grand Paris, 15 (45-54-46-45) ; Calixte-Victoria, 14 (42-36-12-06).

LE SACRIFICE (Franco-Sov. v.a.) : Bonaparte, 6 (42-36-12-06).

SALE DESTIN (Fr.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-36-16-16) ; Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65) ; UGC Gare de Lyon, 12 (42-36-84-65) ; Galaxie, 13 (42-36-12-06) ; Montparnasse, 15 (42-36-84-65) ; Pathé Clichy, 18 (42-36-12-06).

SID ET NANCY (*) (A. v.a.) : Utopia, 9 (42-36-84-65).

STOP MAKING SENSE (A. v.a.) : Escorial Parnasse, 13 (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : Reflex Logos, 9 (42-36-83-93).

THÉRIÈRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (42-36-83-93) ; Locomotive, 6 (44-54-57-34).

72 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 14 (42-36-79-17) ; George V, 9 (42-36-83-93) ; V.I. : Parnasse, 14 (42-36-84-65).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George V, 9 (42-36-83-93).

TOP GUN (A. v.a.) : George V, 9 (42-36-83-93) ; V.I. : Parnasse, 14 (42-36-84-65).

LA VIE DÉSOLÉE DE GÉRARD FLOQUE (Fr.) : Forum Horizon, 14 (42-36-83-93) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-36-16-16) ; Ambassade, 8 (42-36-83-93) ; George V, 9 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare Faucher, 6 (42-36-83-93) ; France 9, 9 (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12 (42-36-84-65) ; UGC Odéon, 6 (42-36-16-16) ; UGC Biarritz, 8 (42-36-84-65) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (42-36-84-65) ; UGC Boulevard, 9 (42-36-84-65).

WANDA'S CAFE (A. v.a.) : Forum, 14 (42-36-83-93) ; Parnasse, 14 (42-36-84-65) ; Saint-Germain Studio, 9 (42-36-83-93).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 28 JANVIER

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, devant grilles Palais (P.-Y. Jasson).

«Le musée Picasso», 14 h 30, 5, rue de Thorigny (M. Polver).

«L'Opéra», 14 h 30, entrée Charles-Merle.

«Caves,uelles inconnues du Marais, abbaye «Maurit

Loisirs

Une convention nationale

Les forains contre Mickey

Réunis en convention nationale sous le chapiteau du cirque Gruss, à La Villedieu, les professionnels de la fête foraine ont voté, le jeudi 22 janvier, une motion demandant au président de la République et au premier ministre de sauvegarder la fête foraine en France. Leurs principales inquiétudes : la création de parcs de loisirs dans l'Hexagone et le refus de certaines villes de les accueillir.

« La souris ne mangera pas les forains », cette boutade lancée à propos de la création d'EuroDisneyland, un vaste parc d'attractions qui doit s'ouvrir en Ile-de-France, illustre l'état d'esprit de la convention. Les forains réclament les mêmes avantages fiscaux que ceux accordés à ce grand parc venu d'outre-Atlantique.

Bref, « il faut que Mickey fasse attention ». La colère des forains a été attisée par la décision d'accorder un taux de TVA à 7 % aux activités du futur parc, alors que les marchands de nougat et les gérants d'autos-tamponneuses sont toujours assujettis à un taux de 18,60 %.

Premier coup de semonce : les forains ont décidé d'aligner leur taux de TVA sur celui des parcs de loisirs. Soixante-sept

projets de parcs attractifs et nautiques ne sont-ils pas actuellement à l'étude en France ? Autant de « décors animés » et de bassins qui tailleraient de sérieuses croupières à la fête foraine traditionnelle.

A ce débat sur la TVA s'ajoute celui de l'accueil des forains dans certaines villes. « Nos traditions sont menacées. On a tendance à pousser la fête foraine à l'extérieur de la cité, à ne plus vouloir l'installer là où elle a toujours été », indiquent les responsables syndicaux. Ils reprochent à quelques édiles de « brader » leur champ de foire pour construire des parcs de stationnement, des immeubles ou des gymnases, et demandent donc que les plans d'urbanisme prévoient un emplacement où la fête foraine pourra prendre ses quartiers. « On va faire la guerre aux villes qui nous chassent », menacent les forains en colère.

Manifesteront-ils dans la rue ? « Si le fait, oui. Car, personnellement, je suis à gauche, ne veut pas entendre », dit-on, avant d'installer le pain d'épice ou de tourner la « barbe à papa ». Les forains sont près de trois cent mille. Leurs syndicats estiment qu'ils fournissent des emplois à un demi-million de personnes.

JEAN PERRIN.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4408

VERTICALEMENT

1. Dans quel on entre parfois pour s'en sortir... 2. Gain pour celui qui a joué placé. Se paye d'audace. 3. Américain du Sud. Participe. Un enfant ne le retient pas toujours. 4. Parasite. En Chaldée. Préposition. 5. Non évanouie. Poudre utile ou destructrice. 6. A qui l'on n'a aucune raison d'en vouloir, bien qu'on ne puisse le sentir. Le bol pour une mesure dépassée. 7. D'autant plus intéressantes qu'elles ne sont pas intéressées. 8. Conclusion poétique. Stimulant verbal. Subdivision du marc et non du mark. 9. C'est ainsi pour un latinisant. Ténante, elle n'est généralement pas prenante.

HORIZONTALEMENT

1. Qui peuvent se vanter de n'être pas tombés de la dernière pluie. 2. Il serait linguistiquement abusif de prendre ses bourgeois pour des infanticides. Forme d'avoir. 3. Un sujet bien entendu. 4. Personnel. Tête couronnée. 5. En position d'équilibre instable. 6. Lettres de crédit. Coupe ou bassine. 7. Copulative. Situé la folie d'une Diane. 8. VIII. Travers. Met un terme à toute discussion. 9. Tel un sujet apparemment consentant. Attire des pilliers. 10. Bonne en Afrique du Sud. 11. Droit qui, jadis, n'était pas l'appanage du calot.

Solution du problème n° 4407

Horizontalement

I. Triotage. II. Ratinée. III. Eté. Argot. IV. Pa. Galle. V. Attitude. VI. Noir. EL. VII. Anic. Lai. VIII. Ti. Tarta. IX. Illico. Oa. X. Ol. Sangle. XI. Nez. Odile.

Verticalement

1. Trépanation. 2. Ratinée. 3. Ile. Tir. 4. Ca. Iritis. 5. Otage. Cacao. 6. Tirade. Rond. 7. Anguille. GL. 8. Gelle. Atoll. 9. Esté. Viscé.

GUY BROUTY.

Environnement

Pompéi dispensée d'autoroute

ROME de notre correspondant

« Etrange Italie où, tandis que des infrastructures essentielles sont bloquées depuis vingt ans, on envisage de construire une autoroute sous les murailles de l'antique Pompéi ! Ce projet avait fait surface ces dernières semaines, poussé par la municipalité (démocrate-chrétienne) de la cité vésuvienne. La mobilisation des associations de défense de l'environnement, comme la très dynamique Italia Nostra, et l'opposition du surintendant de la zone archéologique, M. Baldassare Conticello, ont, en quelques jours, permis de rejeter l'idée aux oubliettes.

C'est le président de la commission du budget de la Chambre des députés en personne, l'influent démocrate chrétien Ciriaco De Mita, qui est venu le 24 janvier à Pompéi dire que, tant qu'il serait en fonctions, pas une ligne ne serait accordée à un projet aussi insensé.

Insensé ? La municipalité avait ses raisons. Cotisée entre mer et montagne, la petite ville (25 000 habitants) s'aggrave de la flux de la circulation automobile locale, régionale et nationale, à quoi s'ajoute en saison l'invasion des touristes attirés par le célèbre site. L'objectif était, dès lors, de créer une autoroute « de contournement ». Mais celle-ci n'avait qu'une seule possibilité de raccordement au réseau existant : l'étroit espace séparant la Pompéi contemporaine de la cité antique.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Carnet du Monde

Mariages

— Nicole COVILLERS et Jean PAIRET

sont heureux d'annoncer leur union, célébrée le 24 janvier 1987, à Puy-Guillaume, dans la plus stricte intimité.

28, rue Paul-Barruel, 75015 Paris.

Décès

— Hélène Denis Bergmann, Marie-Claude Bergmann, Jean-François et Christine Bergmann et leurs enfants, Régine Bergmann,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Denis BERGMANN, ancien directeur de recherches à l'INRA, président de la Commission des comptes de l'agriculture et de la nation, membre de l'Académie d'agriculture de France, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

survenu le 23 janvier 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Gazan, 75014 Paris.

— Beaumont-sur-Oise.

M^{me} Marthe Berthier, son épouse, Le docteur et M^{me} Guy Monballin, M^{me} Pierre Lathuile, Jérôme, Christian, Daniel et Patrick, ses fils, M^{me} Jean-Pierre Berthier, Sylvie, Pierre-Thomas et Juliette, leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Joly et leur fille, Véronique, M. et M^{me} Gérard Talloir et leur fille, Florence, M^{me} Anne Berthier, Bouris et Idrie, ses enfants, M. et M^{me} Emmanuel Berthier, Florence, Isabelle et Gabriel, leurs enfants, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BERTHIER, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, inspecteur général des affaires d'outre-mer, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Etoile noire du Bénin, officier du Ordre national du Mérite,

survenu le 23 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Beaumont-sur-Oise, dans le caveau de famille.

8, rue Edmond-Turca, 95260 Beaumont-sur-Oise.

— M^{me} Robert Brizay, son épouse, M. et M^{me} Jean-René Bernard et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Brizay et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Mathias et leurs enfants, M. Bernard Brizay, M. Pierre Brizay, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BRIZAY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu à Mont-Saint-Aignan, le 20 janvier 1987.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 23 janvier, en l'église Saint-André de Mont-Saint-Aignan.

Une messe sera célébrée à sa mémoire à Mont-Saint-Aignan et à Paris ultérieurement.

Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), 2, avenue Paul-Dominer, 75016 Paris.

— M^{me} Louis Bruder, M. et M^{me} C. Bruder et leurs enfants, M. et M^{me} G. Klaus et leurs enfants, Se famille,

font part du décès de

M. Louis BRUDER,

survenu le 13 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Strasbourg.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Jean-Louis Crehange, Le docteur et M^{me} Jacques Crehange et leurs enfants, Le docteur François Crehange et M^{me} Boudry, Le docteur et M^{me} Pierre Crehange, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Claudine Joubandin,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-huitième année, du docteur Jean-Louis CREHANGE, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 20 janvier 1987.

— Ses amis

ont la douleur de faire part de la mort de

Anne-Marie MARTEAU, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, chevalier de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, dédicée le 13 janvier 1987, à Tours, dans sa quatre-vingt-neuvième année. Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Bourges.

Une messe à sa mémoire a été dite en la chapelle du Carmel, à Tours, le 24 janvier.

[M^{me} Marie Martin avait pris une part active dans la Résistance au sein du mouvement Lib-Nord. Elle fonda, en 1947, l'œuvre de la sauvegarde de l'enfance. Passionnée d'art, elle obtint de nombreux prix français et étrangers qu'elle léguait en Touraine, à travers ses œuvres, un témoignage durable de son talent.]

— M^{me} Abraham Hassan Cohen, avocat à la cour de Paris, Ses collaborateurs avocats, Et l'ensemble de son personnel,

ont la douleur de faire part du décès de leur excellent confrère et ami,

M^{me} Lais MARTI RAGUE, docteur en droit espagnol, avocat au barreau de Barcelone, ex-professeur à la faculté d'économie de l'université autonome de Barcelone, professeur à TEADA, romancier, poète, journaliste,

survenu accidentellement, le 23 janvier 1987, dans sa quarante-cinquième année.

— M. Charles Métreau, son épouse, M^{me} Carole Métreau, sa fille, M. et M^{me} Michel Courty et leur fils, M. Henri Rouxin, M. et M^{me} Benoît Lissin et leur fils (New-York), Le docteur et M^{me} Jacques Métreau, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Myriam Rausin, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Cécile Sternberg, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Albert Greenfield, leurs enfants et petits-enfants, (Los Angeles), Ses parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles MÉTREAU, née Fanny Wladou,

survenue le 25 janvier 1987.

L'inhumation aura lieu le mercredi 28 janvier, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin.

Réunion porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, boulevard Julien-Potin, 92200 Neuilly-sur-Seine, 316, Lexington Avenue, N.Y., N.Y. 10016 (Etats-Unis).

— M^{me} Jean-Pierre Labour et sa fille, Le comte et la comtesse de Toulgout-Trémas,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PATHUS-LABOUR,

survenu le 21 janvier 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 24 janvier, en l'église Saint-Paulin, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

— M^{me} Jacques Saurel, M. et M^{me} Gérard Saurel, Docteur et M^{me} Claude Saurel, M. André Saurel, M. et M^{me} Alain Saurel, M. et M^{me} Jean-Paul Saurel, Philippe, Christine, Pierre, Céline, Nathalie et Anne, ses petits-enfants, Les familles Saurel, Kauffmann, Boummour, Bouquet, Et leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques SAUREL.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 23 janvier 1987, à Digne (71).

10, rue Talma, 75116 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Marie Schimpff, Mélanie,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean SCHIMPPFF, née Gabrielle Lathuile,

leur mère et grand-mère, survenue le 25 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 janvier, à 10 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, 96, boulevard Mazarin, à Paris-16.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur André Varenne, Le docteur et M^{me} Pierre-Jean Costagliola et leur fils, Romain, M. et M^{me} Alain Guioit, Morgane et Mathieu, M. et M^{me} Christian Giambagli, Rémi et Florent, M. Pierre-André Varenne, Les familles Varenne, Comès, Bowen, Pitras, Laurent et Clervoy,

ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} André VARENNE, née Elégante Comès,

survenue le 21 janvier 1987, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées le 22 janvier, en l'église du monastère de Cimiez, dans l'intimité familiale.

16, montée de Cimiez, 06000 Nice.

Remerciements

— Tonkin.

Les familles Julien, Wolf, Parents et alliés,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Dominique JULIEN, administrateur des PTT,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur par leur présence, leurs messages et envois de fleurs.

— M^{me} Maurice Mossard et ses filles

profondément touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Maurice MOSSARD,

prirent toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

64, rue d'Isy, 92170 Vanves.

Anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire de la mort de

président Georges RIDAULT,

une messe sera célébrée le mardi 3 février 1987, à 17 h 30, à Saint-Louis des Invalides.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, jeudi 29 janvier, à 17 h 30, salle C-22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Lazare Kalka : « Evolution de la lutte contre les grandes endémies en Afrique centrale : le cas de la trypanosomiase (1899-1955). »

— Université Paris-X-Nanterre, samedi 31 janvier, à 9 h 30, salle C-24, M. Georges Borenfreund : « L'action revendicative au niveau de l'entreprise : le rôle des délégués du personnel et des délégués syndicaux. »

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de PARIS, le 12 février 1987, à 14 heures

IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX

à MAXEVILLE (Meurthe-et-Moselle)

12, RUE DE LA SEILLE - M. à P. : 2 200 011 F

S'adresser pour tous renseignements à :

M^{me} Bernard de SARIAC, avocat à PARIS (9^e), 70, avenue Marceau, tél. : 47-20-42-38

SCP LE SOURD-DESFORGES, avocats à PARIS, 27, quai Anatole-France, PARIS

M^{me} Jean-Claude FRAUD, avocat à PARIS, 65, rue d'Amsterdam, PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le mardi 3 février 1987, à 13 h 30

PAVILLON à CLICHY-SOUS-BOIS (93)

allée de Clichy, n° 33

d'hab. élevée sur sous-sol, en rez-de-chaussée, au 1^{er} et 2^e étage sur un terrain de 501 mètres carrés

MISE A PRIX : 1 000 000 F

S'adresser à la SCPA ETHENE - WARET ETHENE, avocats, 11, rue du Général-Leclerc, à ROSNY-SOUS-BOIS ; SCP COURTEAULT, LECOCQ, RABEAUD-PUMAS, avocats, 17, avenue de Laubelle, PARIS (16^e), tél. : 45-24-46-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre le JEUDI 12 FÉVRIER 1987 à 14 HEURES, EN CINQ LOTS

DANS LE BATIMENT A D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER sis à ISSY-LES-MOULINEAUX (92), 16, 18, 20, bd Voltaire

1^{er} lot : un 2^e sous-sol, la sous-projeté d'un emplacement de stationnement converti pour voitures en « grand parking » aménageable en huit portant le numéro 27 des parkings - M.A.P. : 20 000 F.

2^e lot : un 2^e sous-sol, la pleine propriété d'un grand emplacement de stationnement converti pour voitures en « parking double » portant les numéros 23 et 24 des parkings - M.A.P. : 30 000 F.

3^e lot : un 2^e sous-sol, la pleine propriété d'un grand emplacement de stationnement converti pour voitures en « parking double » portant les numéros 25 et 26 des parkings - M.A.P. : 30 000 F.

4^e lot : un 2^e étage, la sous-projeté d'

UN APPARTEMENT

DE 4/5 PIÈCES PRINCIPALES

et d'une pièce à usage d'habitation, accolé à un seul logement.

M.A.P. : 800 000 F

5^e lot : un 2^e étage, la sous-projeté d'

UN STUDIO - M.A.P. : 200 000 F

TOTAL DES MISES A PRIX : 1 080 000 F

S'adresser : 1) M^{me} Patrick Ouesin, avocat à Boulogne (92100), 105, route de la Reine, tél. 46-04-17-35 ; 2) M^{me} Jack Benjoud, avocat à Paris (14^e), 30, rue Daguerre, tél. 43-22-74-05 ; 3) Au greffe des créances du TGI de Nanterre ou au cahier des charges en dépôt ; 4) Sur lieux pour visiter aux jours et heures fixées avec permis préalable ; 5) A tous avocats convenant près T.G.I. Nanterre.

552 من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les comateux sont-ils des cobayes ?

Il y a un an le professeur Alain Milhaud pratiquait une expérience sur un malade en « état végétatif chronique » et déclenchait une vive polémique.

EXPERIMENTER sur des malades comateux ? On croyait le dossier définitivement clos. Or voilà la polémique qui, sous une nouvelle forme, rebondit. Première poursuite disciplinaire, fixée au mercredi 28 janvier, du conseil de l'ordre des médecins ; lettre ouverte au ministre de la santé ; engagement personnel de plus d'une centaine de médecins contre l'avis du Comité national d'éthique : l'affaire du CHU d'Amiens prend une dimension nouvelle, inattendue, et quelque peu inquiétante.

Le 23 avril 1985, un jeune homme accidentellement plongé, depuis trois ans, dans un coma profond, a priori irréversible, faisait l'objet d'une « première mondiale » : un groupe de médecins hospitalo-universitaires expérimentait sur lui une technique chirurgicale d'un nouveau genre. Il s'agissait, pour le professeur Alain Milhaud et son équipe du CHU d'Amiens, de démontrer que l'on pouvait injecter du sang par voie osseuse. Une technique originale qui pourrait parfois être utilisée chez certains malades en état de choc, que l'on ne peut per-

Le rôle de la presse

L'équipe d'Amiens avait ainsi prélevé un litre du sang du malade et avait réussi à le réinjecter en deux minutes par l'intermédiaire d'une grosse aiguille vissée dans un os du bassin. L'expérience, apparemment réussie, le jeune malade avait été renvoyé aux Etablissements hédonimars de Berck (Pas-de-Calais) où il était auparavant hospitalisé. Il y mourut dans les mois qui suivirent.

L'affaire n'aurait sans doute jamais éclaté si le professeur Mil-

haud n'avait, en rendant publique la tentative, voulu soulever officiellement le problème de l'expérimentation médicale sur des malades plongés dans une forme particulière de coma, connue sous la dénomination d'« état végétatif chronique ». Il avertit ainsi de sa demande le Comité consultatif national d'éthique et, en octobre 1985, relatait son expérience, lors de la dixième réunion d'anesthésie-réanimation et oxycologie, organisée à Roissy-en-France. Evoquée dans le *Quotidien du médecin*, l'affaire ne suscita aucune réaction professionnelle. Rapportée dans ces colonnes (« Le Monde de la médecine » du 20 novembre 1985), puis dans de nombreux titres de la

presse nationale et internationale, elle déclencha rapidement une très vive émotion ainsi que de nombreuses prises de position.

Les critiques portaient sur plusieurs aspects de l'expérience. Sur la forme d'abord. On reprocha non sans raison aux médecins d'Amiens de n'avoir cherché ni à obtenir le consentement de la famille du malade ni même à la tenir informée des faits. Ce ne fut, en effet, qu'à la lecture de la presse que les parents du malade, prénommé Eric, comprirent qu'il s'agissait de leur fils. « Nous n'avons jamais soupçonné ce qui avait été fait à Amiens, car nous avons eu la naïveté de faire confiance à ceux qui avaient la charge médicale d'Eric (...). Il faudra bien que des sanctions soient prises à l'égard de ceux qui procèdent à des expériences sur des malades en état de coma sans l'accord de la famille », nous déclarèrent-ils alors (*Le Monde*, du 28 novembre 1985). Pour leur part, les médecins d'Amiens nous avaient confié que le malade était,

à leur connaissance, un ancien délinquant « dont la famille avait pratiquement cessé de prendre des nouvelles ». On critiqua aussi l'insuffisance du protocole scientifique de l'expérience, les risques importants courus par le malade, lors du prélèvement d'un litre de son sang, ainsi que le peu de valeur des conclusions obtenues, compte tenu des caractéristiques physiologiques particulières de l'organisme en état végétatif chronique.

Dix ans ou plus

Sur le fond, l'affaire de l'hôpital d'Amiens souleva de nombreuses questions, à commencer par la définition même de l'état végétatif chronique. Les personnes dans cet état irréversible sont totalement inconscientes, incapables de répondre aux ordres les plus simples. Il s'agit le plus souvent de victimes d'accidents de la circulation automobile, de séquelles de tentatives de suicide ou d'accidents d'anesthésie. Chez eux, les gestes médicaux se bor-

nent à nourrir, laver et prévenir les accidents infectieux. Dans un raccourci terriblement évocateur, les équipes hospitalières spécialisées les qualifient parfois de « légumes » ou de « plantes vertes ».

Un tel état peut durer de très longues années (dix ans ou plus), sans réel espoir d'amélioration.

On compte en France plus d'une centaine de ces malades. Beaucoup sont hospitalisés aux Etablissements hédonimars de Berck où le personnel médical et infirmier fait preuve d'une compétence et d'un dévouement en bien des points exemplaires.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 19.)

L'ORDRE DES INCOMPRIS

« **L**E principal problème de l'ordre est de n'avoir pas su se faire comprendre », expliquait, dans ces colonnes, en juillet 1981, le professeur Raymond Villey, nouveau président du conseil national de l'ordre des médecins. Le ministre de la santé d'alors, M. Jack Ralite, était communiste. Et l'heure était — entre autres — à la dissolution de l'ordre.

Janvier 1987. L'ordre des médecins est toujours vivant : il n'a été ni dissous ni réformé ; et le professeur Villey préside toujours le conseil national. Entre-temps, l'institution a-t-elle eu le temps de se faire comprendre ? On a pu, un moment, le croire. Pourtant, plusieurs éléments récents viennent de tout remettre en question. A tel point que l'Association nationale qui milite pour la dissolution de l'ordre doit engager des poursuites contre le président du conseil national. Une première.

Voilà ainsi relancée, de manière spectaculaire, une contestation née dans les années 70. Une contestation que la gauche ne pouvait avoir, de manière tout à fait paradoxale, plus affaiblie que soutenue.

On reprochait alors aux responsables ordinaires leurs prises de position, on ne peut plus conservatrices, sur l'avortement et la contraception. C'est à nouveau d'un « abus de pouvoir » que certains praticiens accusent le président du conseil national. Ce dernier, en effet, n'a pas craint de prendre clairement position en faveur du « plan Chandon » sur la zoospermie et pour le retour du secteur privé dans les hôpitaux publics (*Le Monde* daté 25-26 janvier). « Voilà le naturel qui revient au galop », confie

un responsable syndical des médecins hospitaliers. L'ordre, qui s'était fait tout petit depuis 1981, parle aujourd'hui haut et fort, pour soutenir le gouvernement Chirac.

Il n'en fallait pas davantage pour révéler le spectre d'un ordre dirigé par quelques apparatchiks aux opinions politiques solidement ancrées à droite. A ces prises de position critiquées, le professeur Villey devait ajouter une récente et curieuse déclaration télévisée. Interrogé sur l'état de santé de la comédienne Isabelle Adjani, le président du conseil national s'est placé dans une situation délicate en ne respectant pas le secret médical, dont il est pourtant l'un des plus solides défenseurs. Les contestataires n'entendent cependant pas exploiter cette délicate affaire. Ils ne veulent pas donner l'impression, en critiquant sur ce point le professeur Villey, que les informations sur la santé de la comédienne n'étaient pas exactes.

Au-delà de leur action spectaculaire, les médecins de l'UNAMOR (Union nationale des médecins pour la dissolution de l'ordre) n'ont d'autre but que de se faire entendre. Le refus de payer la cotisation annuelle à l'ordre, s'il est effectivement suivi par un nombre non négligeable de praticiens, est loin de représenter une réelle menace pour l'institution. De plus, l'ordre s'est lancé, depuis quelques années, dans une autoréforme. « Il cherche à se faire une nouvelle peau », dit-on à l'UNAMOR, sans pour autant se modifier sur la fond. « Autant d'éléments qui ne faciliteront guère le harcèlement » que les contestataires entendent aujourd'hui intensifier contre cette institution.

J.-Y. N.



FRANÇOIS LE DIANCON/JAIPHO

Dossiers en souffrance

Le nouveau ministre délégué à la recherche, M. Jacques Valade, poursuivra-t-il la politique amorcée par son prédécesseur ?

D' restés six semaines et demie sans ministre de tutelle n'a pas empêché les chercheurs de chercher. Mais nombre d'affaires courantes — et d'autres qui le sont moins — attendent d'être réglées par M. Jacques Valade, le nouveau ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur. Son prédécesseur, M. Alain Devaquet, est certes passé comme un météore aux yeux des chercheurs, occupé qu'il était par l'abrogation de la loi Savary et les problèmes de l'enseignement supérieur. Lors de sa courte expérience gouvernementale — elle a duré huit mois et demi — il a cependant ouvert certains dossiers relatifs à la recherche, qu'il reviendra à M. Valade de compléter ou de refermer.

Certes, le nouveau n'aura plus à se préoccuper du budget de son ministère pour 1987, déjà voté par les parlementaires. Un budget en rupture avec ceux qui avaient été attribués aux chercheurs pendant la gestion socialiste mais qui, compte tenu de la rigueur ambiante, laisse à penser que M. Devaquet a réussi à « sauver les meubles ». Quoi qu'il en soit, son successeur devra faire avec et en suivre les grandes orientations : soutien de la recherche fondamen-

taux aux dépens de la recherche industrielle et de l'emploi scientifique. Mais on attend en revanche impatiemment de M. Valade qu'il définisse et annonce les grands axes de la politique qu'il entend mener pour la science et la technologie, ce que n'avait jamais fait son prédécesseur.

Parmi les dossiers qu'a ouverts M. Devaquet figure celui du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). L'ancien ministre a gagné la bataille qui l'opposait aux plus durs de ses amis politiques et évité le démantèlement des établissements qu'il jugeait « fondamentalement sains ». Mais, estimant que le premier souffrait de « l'hypertrophie de son administration centrale » et du « rôle de juges que s'arrogeaient certains représentants syndicaux dans certaines commissions », il a engagé une réforme du CNRS. Il reviendra à son successeur de poursuivre dans cette voie... ou de faire machine en arrière.

M. Valade devra aussi clore les polémiques que suscite le renouvellement de la direction de l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération).

Cet organisme de recherche est placé sous la double tutelle du ministère de la recherche et de celui de la coopération, lequel a fait preuve ces derniers mois d'un certain activisme à son égard. C'est en effet M. Michel Aurillac qui a fait savoir à MM. Pierre Laval, président de l'ORSTOM, et Alain Ruellan, son directeur général, qu'il souhaitait leur démission. Et ne parlait-on pas de nommer président de l'ORSTOM M. Michel Guillou, l'un des chargés de mission de M. Aurillac ? Cette nomination, attendue pour le 15 novembre, n'a toujours pas été annoncée. Le changement d'homme à la tête du ministère de la recherche modifiera-t-il des cartes qui semblaient déjà jouées ?

On attend d'autre part de M. Valade qu'il règle le sort de deux entités, liées au ministère de la recherche, même si elles ne sont pas réellement intégrées à son administration. L'une est le CSRT (Conseil supérieur de la recherche et de la technologie), groupe de « sages » chargés de conseiller le ministre dans les orientations de sa politique, dont M. Devaquet avait conservé les structures et les hommes mais qu'il ne consultait que fort peu. L'autre est le CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées), dont l'ancien ministre, dit-on, souhaitait la disparition.

M. Devaquet n'était pas allé jusqu'à. Il avait cependant « omis » de nommer un nouveau directeur général lorsque le man-

dat de M. Yves Stourdzé avait pris fin, en juin dernier, et avait diminué de 25 % (en francs constants) les crédits du Centre, et avait incité ce dernier à réduire ses effectifs. Il reste donc à M. Valade à poursuivre jusqu'à son terme cette démarche, à moins qu'il ne décide de donner au CESTA une nouvelle chance.

Le nouveau ministre devra enfin régler le sort de quelques grands équipements scientifiques en gestation. Il va devoir s'engager financièrement sur la construction du Very Large Telescope. Il lui faudra faire avancer rapidement le dossier du synchrotron, resté au point mort à cause de la vacance de pouvoir, au grand dam des Allemands de l'Ouest, des Britanniques et des Italiens, qui sont associés au projet.

Mais la tâche la plus urgente de M. Valade ne sera-t-elle pas de convaincre le chef du gouvernement de l'intérêt qu'il y aurait à faire de la recherche une des priorités de sa politique ? En semblant s'accorder que peu d'attention à un sujet qui pourtant fait l'objet d'un consensus national, M. Chirac laisse en effet le champ libre à ses adversaires politiques, qui ont su exploiter ce thème, mais aussi à M. Barre, qui n'a pas manqué de rappeler à plusieurs reprises, lors de son récent passage à « l'heure de vérité », l'importance qu'il y attachait.

E. G.

CA C'EST NEUBAUER

309 SPÉCIALE

du 10 janvier au 10 février

le mois du crédit chez NEUBAUER

Taux exceptionnel de 12% sur 12, 24 ou 36 mois*

* sans réserve d'acceptation du dossier par notre organisme bancaire agréé

Reprise minimale 5000 F pour tout achat d'une PEUGEOT neuve en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

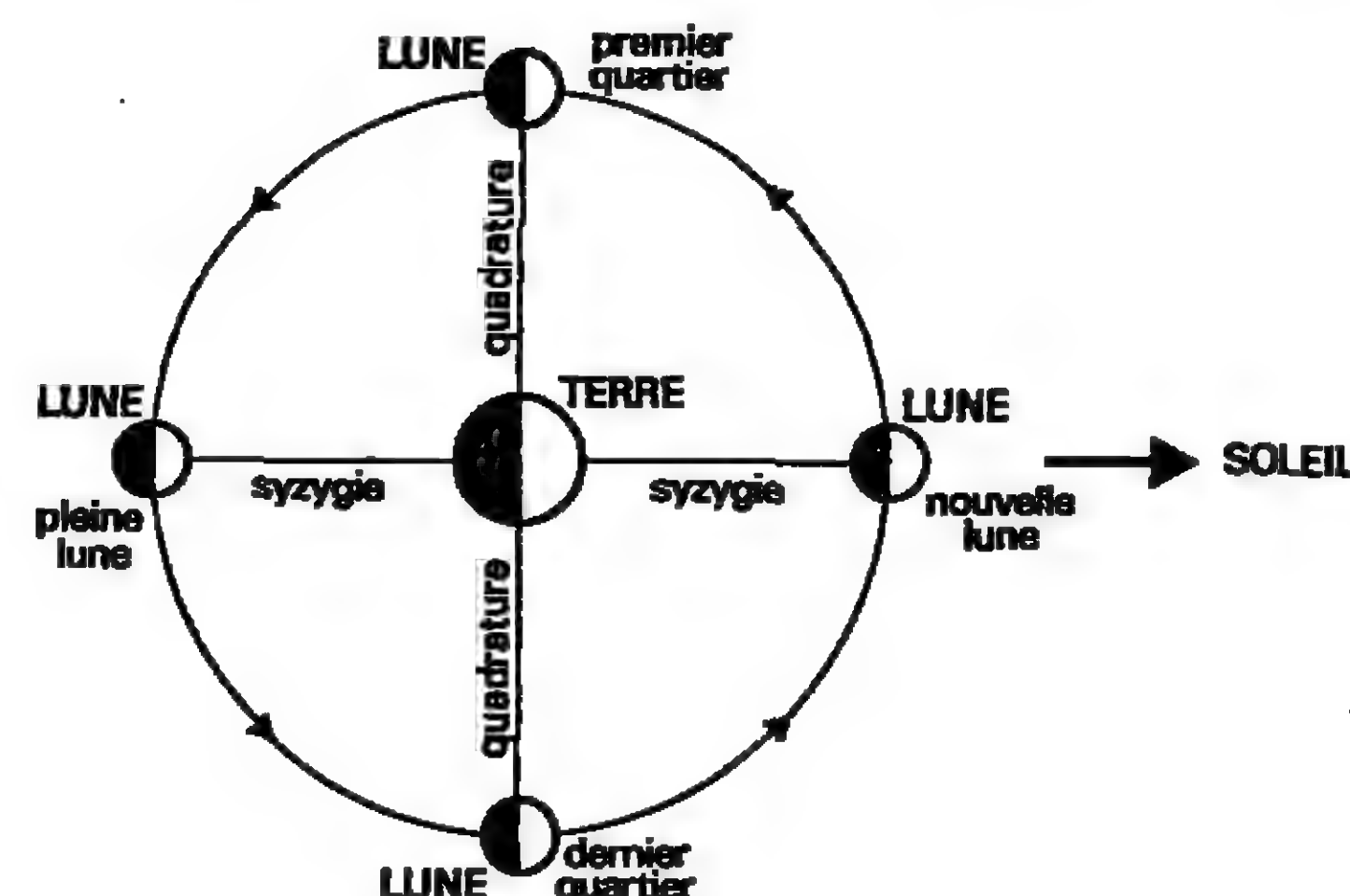
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Mécaniques du flux et du reflux

Le phénomène quotidien des marées, apparemment simple, est en fait la conséquence de facteurs nombreux et complexes.

Le porte-conteneurs allemand *Kini-Kersten*, échoué depuis la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier sur la plage du Rozel (Manche), a pu être remis à flot le 18 janvier. Il n'a donc pas eu à attendre les très fortes

Les marées océaniques sont une des conséquences de la gravitation universelle : deux corps s'attirent en fonction du produit de leur masse respective et en raison inverse du carré de leur distance. Dans le cas des marées, il s'agit de



marées de vive eau des 31 janvier et 1^{er} février, ni les marées de vive eau encore plus fortes des 28 février et 1^{er} mars.

Sur les côtes françaises de l'Atlantique et de la Manche, la mer monte et descend deux fois en 24 heures et 50 minutes. Mais tout le monde a constaté que la hauteur des hautes mers et celle des basses mers varient beaucoup.

la différence des attractions subies au centre et à la surface de la Terre. Cette différence varie en raison inverse du cube de la distance Terre-Lune ou Terre-Soleil. Ce qui explique que, en dépit de sa très grande masse, le Soleil engendre des marées moitié moins fortes que celles dues à la Lune.

Chacun de ces deux astres tourne, par rapport à la Terre, à

des rythmes différents, mais tous les 14,75 jours la Terre, la Lune et le Soleil sont alignés sur une même droite, que la Lune soit entre le Soleil et la Terre (c'est la pleine lune), ou qu'elle soit de l'autre côté de la Terre (c'est la nouvelle lune). De toute façon, il y a alignement, ou « syzygie » (comme disent les astronomes) ; l'attraction exercée alors par chacun des deux astres s'additionne, provoquant des marées importantes ou marées de vive eau.

A mi-chemin entre deux syzygies, le Soleil, la Terre et la Lune forment un angle de 90° (c'est la « quadrature », qui correspond au premier quartier et au dernier quartier de la Lune). L'attraction du Soleil et celle de la Lune se contraignent. Les marées, alors peu importantes, sont dites de morte eau.

Mais, avons-nous dit, toutes les marées, qu'elles soient de vive ou de morte eau, n'ont pas la même amplitude. D'autres facteurs astronomiques jouent en effet.

Le Soleil est plus ou moins éloigné de nous puisque l'orbite de la Terre est elliptique. Il est le plus près le 2 janvier (périhélie, 147 millions de kilomètres) et le plus loin le 2 juillet (aphélie, 152 millions de kilomètres). En outre, l'attraction solaire est plus forte lorsque le Soleil passe dans le plan de l'équateur terrestre, c'est-à-dire aux équinoxes (en général les 21 mars et 21 septembre). Mais les équinoxes ne coïncident que tous les 18 ans et 11 jours avec une syzygie. A ce moment rare, les marées d'équinoxe seront très fortes. En revanche, une marée d'équinoxe coïncide avec une quadrature sera médiocre.

La Lune parcourt, elle aussi, une ellipse dont le plan fait un angle qui varie de 18° à 28° en 18,6 ans avec le plan de l'équateur terrestre. Son attraction est aussi à son maximum lorsqu'elle coupe ce plan équatorial (ce qui lui arrive tous les 13,5 jours). En outre, l'attraction lunaire est un peu plus forte quand notre satellite est le plus proche de la Terre (périhélie, soit 360 000 kilomètres), et un peu plus faible quand la Lune est la plus éloignée de nous (apogée, soit 400 000 kilomètres). La Lune passe par son périhélie tous les 27,6 jours. Mais ce rapprochement ne coïncide que tous les huit ans et 310 jours avec le passage de la Lune dans le plan de l'équateur terrestre.

Coefficient

On voit ainsi que les facteurs astronomiques régissant les marées sont fort nombreux, qu'ils cumulent ou diminuent leurs effets, et que les périodes particulières à chacun de ces facteurs sont très diverses. Mais les astronomes peuvent calculer à l'avance les combinaisons variées des facteurs astronomiques. Ainsi déterminent-ils les coefficients de toutes les marées, passées et futures.

Selon l'échelle propre à la France, le coefficient 100 a été attribué aux marées moyennes de vive eau d'équinoxe. Le minimum théorique est de 20 pour la marée de morte eau la plus faible. Le maximum possible est de 120, mais ce dernier n'a jamais été atteint depuis 1800. En 1900 et 1918, on est arrivé à 119. Plus près de nous, le coefficient a été de 118 le 27 mars 1967, mais ce chiffre avait été atteint déjà quatorze fois depuis 1800. Le 31 janvier prochain, le coefficient sera de 102 (101 le lendemain). Le 1^{er} mars, il montera à 107 (à 101 et 104 le 28 février) (1).

Tout est encore rendu compliqué car d'autres facteurs, étrangers à l'astronomie, entrent aussi en jeu dans le balancement des marées.

La forme des bassins océaniques (et aussi des golfes ou estuaires) intervient. Chaque bassin a sa période propre. Pour comprendre ce qu'est une période propre, reprenons la comparaison utilisée par M. Bruno Morando, astronome au Bureau des longitudes, dans un article paru en 1984 dans le volume *Astronomie* (Encyclopédie Atlas du ciel). « Quand on sort brusquement de sa baignoire, la masse d'eau qu'elle contient se met à osciller en bloc d'un bord à l'autre. L'amplitude de ces oscillations dépend de l'impulsion donnée, mais, en revanche, la période des oscillations [...] ne dépend que de la taille et de la forme de la baignoire, et on l'appelle la période propre de la baignoire. »

Si la période propre du bassin, des golfes ou des estuaires est la même que celle des ondes princi-

pales de marée, il y a un phénomène de résonance, c'est-à-dire d'amplification des marées. Si toutes ces périodes sont différentes les unes des autres, les résultats surprennent souvent le profane. Ainsi a-t-on, par jour, entre autres, une seule marée dans le golfe du Tonkin ; deux pleines mers se succédant à une heure et demi d'intervalle suivie d'une seule basse mer à Southampton (Grande-Bretagne) ; deux marées hautes et deux marées basses en Bretagne ; en plein océan, des marées très peu importantes, etc.

Les formes locales interviennent, bien évidemment, dans le marnage, c'est-à-dire dans la différence de hauteur, en un lieu donné, entre la basse mer et la haute mer. Le plus grand marnage est situé dans la baie de Fundy (Canada et États-Unis) : 13,6 mètres en vive eau moyenne et 18,50 mètres en vive eau exceptionnelle d'équinoxe. La baie du Mont Saint-Michel n'est pas mal

lotie : 12,6 mètres en vive eau moyenne, 15 mètres si le coefficient 120 était atteint.

Enfin, d'autres éléments, indépendants de la Terre, de la Lune et du Soleil interviennent... en compléments. Si le passage d'une forte dépression atmosphérique coïncide avec une grande marée, la mer montera plus et descendra moins que le coefficient permettrait de l'espérer : le niveau de la mer en effet monte d'un centimètre chaque fois que la pression baisse d'un millibar (la pression atmosphérique moyenne est de 1 013 millibars).

Autre facteur influant sur le niveau de la mer : le vent. Rappelons simplement que la soupe trop chaude monte sur le côté de l'assiette vers lequel on souffle. Un seul exemple : si le vent souffle au moins pendant douze heures à 80 kilomètres à l'heure, vers l'est par exemple, la mer montera parfois d'un mètre excédentaire sur la côte exposée aux vents d'ouest, en particulier sur les rivages faits de longues plages

plates. Un fort vent d'ouest a ainsi empêché la mer de descendre le 27 mars 1967 aussi bas que les curieux accourus sur les plages françaises l'avaient espéré.

Dépression atmosphérique et vents « mal » orientés peuvent engendrer ce qu'on appelle les « ondes de tempêtes ». Si celles-ci coïncident avec des hautes mers de vive eau, elles peuvent déclencher alors des catastrophes : en février 1953, l'inondation des basses terres hollandaises (1 800 morts) ; en novembre 1970, l'invasion par la mer des plaines basses du Pakistan oriental, devenu en 1971 le Bangladesh (200 000 à 600 000 ou 800 000 morts, personne ne le sait).

YVONNE REBEYROL.

(1) Le minimum théorique de 20 n'a jamais été atteint depuis 1868, année où les très faibles coefficients ont commencé à être répertoriés. Le coefficient 21 s'est produit en 1912 ; le 23 en 1876 ; le 24 en 1894, 1951, 1969 et 1986. Pour les marées des 9 mars et 7 avril prochains, le coefficient sera de 25.

Profil

LE DÉFI D'UN CHIMISTE ANGLAIS

QUEL intérêt pouvait bien trouver un illustre chimiste britannique, prix Nobel de chimie, à venir diriger un laboratoire français ? La question fut tout naturellement posée à Sir Derek Barton, lequel répondit, entre la poire et le fromage : « En France, vous avez de bons vins, de bonnes huîtres... et ma femme est française. » Plus sérieusement, il dit avoir voulu relever le « défi » qui lui était proposé, alors qu'il avait atteint « l'âge fatidique de cinquante-neuf ans », de changer de pays et de prendre la tête d'un important laboratoire du CNRS, l'institut de chimie des substances naturelles (ICNS) de Gif-sur-Yvette.

Un défi ! Comme si Sir Derek avait encore quelque chose à prouver, lui qui a enseigné et dirigé des équipes au prestigieux Imperial College britannique ainsi que dans de non moins réputées universités américaines, comme celle d'Harvard ou le Massachusetts Institute of Technology. Quant à sa réputation, elle était déjà faite. Il suffit pour s'en convaincre d'observer, tapissant les murs de son bureau, les vingt diplômes de docteur honoris causa que lui ont décernés des universités de toute la planète, ainsi que les multiples médailles qui lui servent de presse-papiers.

Surtout, distinction suprême, Sir Derek a reçu, en 1969, le prix Nobel de chimie. A l'en croire, il ne s'agit là que d'un « accident de l'histoire ». « J'étais né à la bonne époque », explique-t-il, et ce prix « ne récompense pas un long travail, mais un « simple » mémoire de quatre pages » sur l'analyse de la structure des molécules dans l'espace, publié « juste au bon moment ».

Pourtant, quand, en 1977, « une série de hasards » fait qu'on lui propose la direction de l'ICNS, il l'accepte. Sans doute, parce que « la chimie n'est pas son métier, c'est son hobby », comme le dit un de ses collègues français, et que toute nouvelle expérience est bonne à tenter.

« Travail », « mérite »

Traverser la Manche pour poursuivre sa carrière n'a posé « aucun problème culturel » à ce Britannique. Mais il a éprouvé en revanche un « choc scientifique » à voir fonctionner, de l'intérieur, un établissement unique au monde comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ce doit être une surprise, il est vrai pour un Anglo-Saxon habitué à diriger des équipes rassemblant essentiellement des étudiants qui partent, une fois leur apprentissage de la recherche achevé, d'être parachutés dans un laboratoire du CNRS comptant une grande proportion de chercheurs permanents. Et Sir Derek n'est pas prêt d'oublier la tempête qu'il a soulevée lorsqu'il a voulu bousculer les habitudes de l'institut en proposant de faire venir de jeunes chercheurs étrangers sur des postes libérés par le départ de chercheurs permanents. Mais il semble avoir accepté la défaite et « appris la pratique de la démocratie », d'autant que, remarque-t-il, « en science, le pouvoir absolu n'existe pas ».

Il reste que l'un des principaux problèmes que doit affronter le CNRS vient de ce que Sir



Sir Derek Barton, prix Nobel 1969.

Derek nomme les « chargés fatigués ». Nombre de chargés de recherche (1), explique-t-il, s'ils ne sont pas promus, « cessent de travailler après un certain âge ».

D'autres sources d'étonnement et de mécontentement attendaient Sir Derek à son arrivée à Gif-sur-Yvette. Il a eu du mal à accepter de devoir remplir des dossiers et passer par le filtre de comités pour obtenir des rallonges de crédits pour son institut, alors que, aux États-Unis, « quand on est reconnu, on a sans peine les moyens de travailler ».

« Travail », « mérite », ces mots reviennent d'ailleurs comme un leitmotiv dans les propos de Sir Derek, qui, encore jeune, avait dû interrompre ses études et les reprendre en suivant des cours du soir. Il s'étonne de voir qu'en France, « lorsque quelqu'un est nommé à un poste important, on pense immédiatement qu'il a bénéficié d'appuis ou de passe-droits. On ne songe jamais qu'il peut simplement le mériter ».

Pour toutes ces raisons, Sir Derek avoue qu'il préfère le système américain. Mais il se montre cependant très positif lorsque, au terme de huit ans passés à l'ICNS, il analyse l'organisation française de la recherche. « Il ne faut pas oublier, dit-il, que le CNRS a été mis en place peu après la seconde guerre mondiale, à une époque où la recherche française était de très faible niveau et où les professeurs des universités étaient trop occupés à enseigner pour avoir le temps de penser. La France a alors créé quelque chose qu'il était nécessaire de créer et qu'on ne pourrait pas remplacer aujourd'hui ».

D'une manière générale, Sir Derek est satisfait de son expérience française. « Celle-ci a été stimulante, intéressante, et j'ai l'illusion qu'elle a été un

succès », dit-il. Il a trouvé là « une chimie de bon niveau », même si ce dernier est « inférieur à celui des États-Unis ». Il a apprécié la vie quotidienne auprès de chercheurs, qui, « lorsqu'ils travaillent, le font souvent très bien ». Quant aux Français, il les traite avec humour, « mais ils ne sont jamais paisibles », eux qui « sont au paradis et ne savent pas l'apprécier ».

Pourtant, Sir Derek Barton a quitté Gif-sur-Yvette au début de janvier car la loi française l'oblige, à soixante-cinq ans, à cesser ses activités professionnelles. Prendre sa retraite ? Il n'en est pas question. « Quand je constaterai que les étudiants de mon laboratoire se souviennent mieux que moi de leurs travaux, je cesserai de travailler », dit-il. Mais il n'en est pas encore là et il a décidé de partir pour les États-Unis, où la recherche scientifique ne connaît pas de limite d'âge.

Une université du Texas lui a offert « des conditions de travail formidables » : 250 000 dollars pour constituer une équipe et commencer une recherche. Celui que l'un de ses amis français nomme « le bon Britannique » — « car il a de Churchill la stature, l'énergie et la ténacité », avec en plus une abondante crinière blanche et un sourire charmeur — report donc pour une nouvelle aventure. Plus enthousiaste que jamais, il se dit prêt à relever un nouveau « formidable défi ».

ELISABETH GORDON.

(1) Au cours de leur carrière au CNRS, les chercheurs peuvent passer successivement dans trois corps : directeurs de recherche, puis des postes dominants à mesure que l'on monte dans la hiérarchie, les promotions de grade de chargé à celui de directeur de recherche sont évidemment limitées.

Le temps des sciences

« Un réel événement, une fresque remarquable. Un effort véritable a été fourni pour rendre accessibles les concepts très abstraits de la physique des particules. Ce livre constitue une véritable bouffée d'air frais au moment où fleurissent tant de livres parascientifiques. Nous ne pouvons que nous féliciter de la parution de ce livre ambitieux ».

Ilya Prigogine, Prix Nobel 1977, et Marc Henneaux, LIBERATION.



Broché 400 pages (avec encadres, jappoux et illustrations) 160 F

FAYARD

SECTEURS DE POINTE

Systèmes de Télécommunications Militaires

RESPONSABLE ETUDES SYSTEMES ELECTRONIQUES

Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons pour vocation de concevoir, réaliser et commercialiser des grands systèmes de communication.

Nous souhaitons intégrer dans l'un de nos laboratoires les plus en pointe, un ingénieur qui prendra en charge le développement et la réalisation d'un système de Radio Surveillance embarqué.

Rattaché directement au Chef de Laboratoire, il sera responsable de la gestion de l'ensemble des moyens humains, financiers et techniques mis à sa disposition.

Vous avez valorisé votre formation d'ingénieur électronicien (ESE, ENST, ...) par 2 à 4 ans d'expérience dans la conception et le développement de matériels impliquant la maîtrise des techniques analogiques.

Vous souhaitez évoluer vers un poste autonome au sein d'une équipe jeune dans laquelle vos qualités humaines et techniques seront valorisées.

Ce poste, dont les possibilités d'évolution sont réelles et attractives, est basé en proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence M 40/1386 W à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

MECANIQUE DE PRECISION

DIRECTEUR DES OPERATIONS

Cette société filiale d'un groupe international a acquis une solide notoriété dans les ensembles de haute technologie destinés à toutes les industries utilisant des machines tournantes. Elle crée le poste de directeur des opérations.

Rattaché au directeur général, il a en charge la direction technique, les activités de recherche et développement, études de conception et de réalisation. Il est responsable des aspects de gestion industrielle et des budgets de fonctionnement et d'investissement.

Ce poste évolutif est basé en Normandie. Il convient à un ingénieur (AM, INSA, ICAM, ENSI, HEI) de 35 ans minimum ayant une expérience de la direction technique et de production acquise dans le domaine de la mécanique.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 14/1806 C à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Composants électroniques sophistiqués

RESPONSABLE DES VENTES

France + Export Europe

Cette entreprise de plus de 1000 personnes, filiale d'un Groupe industriel Français de dimension internationale, a acquis une forte notoriété dans le domaine des composants électroniques très sophistiqués destinés principalement au secteur militaire et aéronautique.

Participant, par l'analyse des informations recueillies sur le terrain, à l'élaboration de la stratégie commerciale, il aura pour mission d'animer une équipe d'environ 6 ingénieurs commerciaux répartis par zone géographique et par ligne de produits principalement sur l'Europe de l'Ouest.

Cette opportunité conviendrait à un diplômé d'études supérieures maîtrisant l'anglais et doté d'un bon leadership naturel. Il aura acquis une expérience commerciale réussie d'au moins 5 ans dans la vente de composants électroniques en France ou à l'Export.

Pour ce poste basé à Paris Sud, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1407 H à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS... VENDEZ NOS COMPOSANTS ELECTRONIQUES DE HAUTE TECHNICITE !

Membre d'un puissant groupe industriel Français, nous avons acquis une notoriété mondiale dans la conception et la fabrication de composants électroniques de haute technicité destinés aux grands équipementiers militaires et aéronautiques.

Face à une concurrence très vive notamment américaine et japonaise, votre action à la fois marketing et commerciale mais surtout votre dynamisme et votre présence sur le terrain principalement en Région Parisienne, nous permettront de remporter de nouveaux marchés.

Vous êtes Ingénieur Electronicien de formation, vous avez acquis une première expérience technique ou commerciale que vous souhaitez maintenant élargir. Si vous êtes un battant, nous avons les produits qu'il vous faut et les moyens pour vous soutenir.

Nous avons déjà pensé, par ailleurs, à votre évolution professionnelle qui pourrait se faire au niveau européen.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1407 J à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

JEUNE DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEUR, UNIVERSITAIRE 3^{ème} CYCLE SCIENTIFIQUE... DEBUTEZ DANS L'INGENIERIE INFORMATIQUE

... Nous vous donnerons pour cela les meilleures armes, grâce à un «training» intensif reconnu comme l'un des meilleurs dans notre domaine.

UNILOG un groupe indépendant de plus de 500 ingénieurs répartis dans 12 sociétés.

UNILOG met à votre disposition une équipe d'experts en informatique de gestion représente une force d'intervention de 90 spécialistes. Jeunes, passionnés, ils sauront vous communiquer le meilleur de leur expérience. Plus qu'un métier de conseil, un partenariat. Proches de leurs clients, ils participent à chaque phase de leur organisation ou de leur automatisation, administrative ou industrielle, leur ingénierie système, gestion de production, bureautique, depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise en route (mini ordinateurs IBM 36-38 et VAX).

Pour le peu, les responsabilités de conduite de projets, d'audit, de conseil... vous deviendront accessibles.

Nous nous y engageons. C'est aussi cela, l'esprit UNILOG.

Prêt pour le challenge ? Les prochaines sessions de formation s'ouvrent le 2 mars 87.

Adressez vite votre candidature (lettre man., CV et photo) sous réf. IDM 2701.

UNILOG

Ethnos

9, rue Alfred de Vigny

75008 PARIS

MEMBRE DU GROUPE INFORMATIQUE



Société de Fabrication d'Instruments de Mesure
91 MASSY
équipements aéronautiques et armements
recherche pour la DIRECTION DES ETUDES

Ingénieurs d'Etudes

Confirmés généralistes
Formation SUP AERO, ENSICA, SUP. ELEC,
ENSAM ...

Réf. 5315

Ingénieurs Analystes

Débutants ou première expérience Temps réel.
Connaissances en automatique et optronique
souhaitées.

Réf. 6782

Ingénieurs...

Chefs de Projets

Expérience électronique informatique optique
automatique

Réf. 4413

Ingénieur Débutant

Formation aéronautique pour travaux dévelop-
pement avionique numérique.

Un détachement dans la région de Marseille
d'une durée de 2 ans environ après 6 mois de
formation au siège est prévu pour ce poste.

Réf. 8231

Ecrire avec C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste à
Direction des Affaires Sociales - 91344 MASSY CEDEX

LA HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'IMAGE

La DIVISION SIMULATEURS de THOMSON-CSF, un des leaders mondiaux de la simulation et de la synthèse d'images, est présente par ses réalisations dans plus de 30 pays. Pour renforcer notre équipe "Génération synthétique d'images Temps Réel", nous souhaitons intégrer un

INGENIEUR CONCEPTION DE SYSTEMES

Ingénieur grande école d'électronique, vous avez acquis une solide expérience de 3 à 5 ans dans les domaines de l'informatique temps réel et/ou de l'électronique numérique rapide. Vous souhaitez franchir une étape ; nous vous proposons de prendre la responsabilité de systèmes de génération synthétique d'images, de définir en relation avec nos clients les configurations de chaque ensemble, de coordonner leur développement et d'animer les équipes de réalisation.

Réf. IC.87.1M

INGENIEUR LOGICIELS

Ingénieur grande école, vous avez acquis une solide expérience de quelques années dans le développement de logiciels temps réel.

Vous souhaitez affirmer votre réelle aptitude au management ; nous vous proposons de prendre en charge l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens et d'être le responsable de la conception, de la réalisation et de l'adaptation des logiciels de visualisation destinés à différents simulateurs.

Réf. IC.87.2M

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) selon le poste qui vous intéresse à THOMSON-CSF - DIVISION SIMULATEURS - Alain de BEJARRY - BP 226 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

UN AVENIR A CONSTRUIRE

Pour CGI l'avenir, c'est maintenant. CGI met aujourd'hui en œuvre les techniques informatiques des prochaines années. Ses ingénieurs conçoivent aujourd'hui les solutions qui seront vitales pour les grandes entreprises de demain. Vous venez d'acquies les premières bases de votre avenir.

Ingénieurs grandes écoles

Vous êtes prêts à choisir l'informatique et le métier de Conseil auprès de grandes entreprises.

Construisons ensemble votre avenir et le nôtre.

Avec nos 1300 collaborateurs, notre solidité financière CGI est introduite en Bourse depuis 1986 nos méthodes éprouvées et notre volonté de créer, avec votre ambition et votre engagement personnel, tous les atouts sont réunis pour assurer notre réussite commune.

Ecrire, sous référence DU/J 701 à M^{me} JAMET, CGI 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

Compagnie Générale d'Informatique

CGI

L'Energie Créative

L'industriel et l'artiste, c'est ainsi que nous définissons le profil de notre Chef de Production Vidéo.

Industriel : notre secteur d'activité, notre mode de fonctionnement nécessitent des réflexes, des comportements qui s'intègrent dans les règles de gestion et de conduite de projet des grandes entreprises industrielles.

Artiste : vous aurez à manager la création des outils de transfert de technologie mettant en œuvre des moyens vidéo importants associés à des produits informatiques.

Maîtriser : □ définir les projets de formation et de promotion techniques sur nos produits et en assurer la production ; □ constituer et animer des équipes pluridisciplinaires ; □ gérer les budgets par production.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles, motivé par les enjeux et prêt à faire coïncider professionnellement ses talents de créateur et son expérience industrielle.

Notre entreprise : industrielle, de renommée internationale ; nous sommes en proche banlieue parisienne.

Chef de production audiovisuel

Adressez votre
dossier de candidature
(CV, photo et prétentions)
sous référence 5088 M
à l'agence DESSEIN,
15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

ingénieurs informaticiens
(Paris - Bretagne)

Diplômé d'une grande école (SUPELEC, SUP TELECOM) et motivé par une carrière en informatique industrielle et scientifique, vos trois années d'expérience vous ont donné la maîtrise des langages évolués... PASCAL, C sur VAX/VMS, MOTOROLA 68000 ou INTEL 8086.

Vous participerez à l'étude sous ses aspects "hard" et "soft" et à la réalisation de systèmes (à base de micro-processeurs) intégrés dans des équipements de haute technologie (logiciels de base, informatique graphique, systèmes embarqués et avioniques).

analystes - programmeurs
(Région Parisienne)

Un bon diplôme, deux bonnes années d'expérience sur IBM 30xx, en Cobol ou PL1 avec IMS DB/DC, vous voilà prêt à venir avec nous acquérir une plus grande maîtrise de votre fonction par l'analyse et la réalisation d'applications dans des secteurs d'activité très divers.

alba informatique attend votre candidature.

116, rue de la Tour - 75116 PARIS - Tél. : 45 04 89 96

Nous sommes la Compagnie Financière française leader dans le domaine des transactions de valeurs mobilières. Dans le cadre de la refonte des procédures de compensation intervenant au niveau de la Place, nous recherchons l'homme souhaitant

Diriger un projet de Place

- procédures de compensation boursière -

Vous intervenez dès la phase initiale du projet de refonte des procédures de règlement et de livraison des valeurs mobilières liant établissements bancaires et organismes financiers aux agents de change. La prise de connaissance de l'environnement boursier s'accompagne d'une étude de l'état de l'art de systèmes comparables au sein de places étrangères - Londres, Chicago... Positionné comme compétent dans les domaines informatiques et sectoriels - les Titres -, vous assurerez la direction des phases de conception des systèmes tout en appréciant l'impact organisationnel.

Ingénieur de formation, une douzaine d'années d'expérience vous a permis d'assurer pleinement la direction de projets de taille et d'importance dans les domaines financiers, sinon de gestion. Votre sens du management et de la négociation vous situent dès à présent comme leader d'un projet de premier plan quant à l'organisation future des réseaux financiers de communication.

Michel DHEUR étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 8701.63 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs

**EN 1987, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE A UN NOM :
TEXAS INSTRUMENTS
DIVISION INFORMATIQUE**



Depuis 29 ans dans l'électronique de pointe, Texas Instruments a su se donner les moyens d'une diversification fondée sur les technologies les plus avancées. La Division des Systèmes Informatiques et Industriels propose une gamme très large de minis (sous Unix), micros, terminaux... Elle est aujourd'hui leader mondial en Intelligence Artificielle.

RESPONSABLE VENTES FRANCE TERMINAUX ET PERIPHERIQUES

Réf. DSU/0187/11/M
Chargé de gérer de façon autonome et sous l'autorité directe du Directeur des Ventes l'ensemble de notre réseau de distributeurs, vous avez la responsabilité complète de notre gamme de terminaux (Silent 700). Vous devrez en outre introduire sur le marché une gamme d'imprimantes laser. De formation grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans minimum acquise dans une fonction commerciale chez un constructeur ou chez un distributeur.

INGENIEUR DES VENTES INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Réf. DSU/0187/2/M
Chargé spécifiquement du développement des ventes des produits IA, (stations de travail LISP : Explorer, Systèmes Experts...), vous avez la responsabilité d'un ou plusieurs secteurs d'activité (militaire, spatial, grandes SSIL...). Vous êtes ingénieur et avez 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de produits de haute technologie dans un environnement de grands comptes.

INGENIEUR DES VENTES GRANDS COMPTES

Réf. DSU/0187/3/M
Vous assurez la gestion et le développement d'un portefeuille de grands comptes, utilisateurs finaux. Vous y commercialisez une large gamme de minis et micros adaptés au marché de la gestion, et au standard Xenix, Unix. Diplômé d'une grande école, vous avez une première expérience de 2 à 4 ans de la vente informatique. Ces postes sont basés à Velizy (78).

INGENIEUR DES VENTES LYON

Réf. DSU/0187/4/M
Vous prenez en charge sur la région Rhône-Alpes la commercialisation de l'ensemble des produits de la Division Informatique. Votre clientèle se compose essentiellement de SSIL et de PME/PMI. Très autonome, vous possédez une expérience de la vente informatique de 3 à 4 ans minimum. Pour tous ces postes la maîtrise de l'anglais est nécessaire. Elle sera un atout supplémentaire pour votre évolution dans notre société, à la mesure de vos résultats.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature en précisant la référence choisie à TEXAS INSTRUMENTS, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex. Tél. : 99 46 97 12.



Ingénieurs,
donnez un nom
à votre réussite
professionnelle.



DIVISION DÉFENSE
CENTRE D'ETUDES DORSAY (91)
recherche des Ingénieurs Grande Ecole avec expérience de préférence dans le domaine militaire pour APPLICATIONS EMBARQUEES

CHEF DE GROUPE ETUDES ACTIVITE GUERRE ELECTRONIQUE
CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX SYSTEMES
INGENIEURS GENERALISTES SIMULATIONS SYSTEMES
INGENIEURS LOGICIEL APPLICATIONS SYSTEMES TEMPS REEL
CHEF DE GROUPE B.E. ETUDES MECANIKES HAUTES PERFORMANCES

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. MIDEI et en précisant le poste choisi, à C.S.E.E. - DGRH, 99, avenue Aristide Briand 92120 Montrouge.

**Les systèmes financiers vous intéressent ?
Venez assister notre chef de projet !**

Homme de rigueur, de réflexion et d'organisation, vous assisterez le Chef de Projet de la Direction Financière dans la conception et la réalisation de notre nouveau système de refinancement. Âgé de 25 à 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (niveau école de commerce ou école d'ingénieur), votre première expérience vous a permis de développer des connaissances informatiques notamment dans les langages de 3^e génération. A la charnière de différentes fonctions dans l'entreprise, ce poste ouvre à un candidat de valeur des perspectives d'évolution aussi bien dans les métiers de l'informatique, de la finance que de l'organisation.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), en précisant sur l'enveloppe la réf. 4176, à MédiaSystem, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT
ETABLISSEMENT
FINANCIER
SITUE EN
REGION
PARISIENNE
Nous sommes
filiale d'un
groupe
international

Nous sommes des Originaux!

Parce que : nous sommes difficiles à classer SSII ou constructeur de matériels spécifiques ?
parce que : nous tenons des paris techniques difficiles, parce que : anciens du métier (+ 20 ans) nos créneaux sont toujours à la pointe de la technologie informatique !
VOCAL, INFOGRAPHIE, ATELIERS FLEXIBLES, BUREAUTIQUE, TELEMATIQUE, RESEAUX A VALEUR AJOUTEE...
parce que : nous avons décidé de ne pas enfermer nos compétences intra-muros mais de les mettre à disposition de nos clients,
parce que : enfin nous sommes TITN.

Nous invitons des

INGENIEURS LOGICIEL

à l'esprit curieux, ouvert, détestant monotonie et routine technique, de formation grandes Ecoles débutants (orientation « informatique système ») et première expérience mini micro temps réel.

A nous contacter



Ariane CHARTIER attend vos C.V. à TITN - 1 à 5, rue Gustave Eiffel 91420 MORANGIS

SECTEURS DE POINTE

DEVENEZ ORFÈVRE EN FINANCE INTERNATIONALE

Notre société est spécialisée depuis longtemps dans la conception et la commercialisation de systèmes informatiques appliqués à la finance internationale. Elle a acquis sur ce marché une réputation reconnue grâce à la qualité de ses solutions et à la compétence de ses équipes. Sa très forte croissance et sa volonté de renforcer son leadership dans ce domaine la conduisent aujourd'hui à rechercher des :

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

Réf. 1810 M

Vous possédez une formation supérieure spécialisée dans notre activité ou avez déjà mené à bien des projets dans le domaine de la finance (OPTIONS, MATIF, SWAPS, FRA, etc.).

Directement rattaché à la direction stratégie-produits, vous assisterez notre clientèle depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à l'intégration et l'installation de nos systèmes.

Vos interventions se feront dans les domaines suivants :

- Salles des marchés (instruments financiers, front-office), Francs, devises, titres.

- Trésorerie globale (consolidation des différents instruments).

- Interface avec des systèmes de distribution et d'information (data feed, video-switching).

Votre sens de la rigueur, de la précision ainsi que vos qualités commerciales vous permettront de réussir dans un métier d'avenir.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Réf. 1811 M

Diplômé d'une grande école et justifiant d'une solide expérience en réseaux, vous saurez comprendre les besoins des opérateurs et les traduire par la conception d'outils d'aide à la décision (arbitrage, stratégies, "what if"...).
Outre votre goût pour la technique, vous avez le sens des contacts commerciaux.

INGÉNIEURS CHEFS DE GROUPE

Réf. 1812 M

Votre formation supérieure et votre expérience vous permettront, sous la responsabilité d'un ingénieur chef de produits, d'établir l'analyse organique et d'encadrer une équipe de développement de système informatique.
La rigueur et le sens du contact sont les qualités que nous recherchons.

Veuillez adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à Madame HEROU, LINE DATA - 122/132 rue de Caen 92400 COURBEVOIE, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi.

LINE
DATA

ELARGISSEZ VOTRE CHAMP D'ACTION

INGENIEUR METHODES (A & M ou équivalent)

Vous possédez une expérience "méthodes" de 2 à 5 ans dans la réalisation de petites et moyennes séries des composants électromécaniques ou similaires. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre expérience dans un contexte évolutif de haute technologie.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité globale d'une équipe de techniciens méthodes chargés de réaliser des gammes de fabrication, des fiches d'instructions, d'assurer l'analyse des processus ainsi que l'étude critique de nos produits (tubes à rayons X, gaines et détecteurs).

Vos réelles qualités de contact, votre sens du dialogue alliés à votre compétence technique vous permettront de vous imposer auprès de vos différents interlocuteurs.

D'intéressantes perspectives de carrière peuvent être envisagées à terme.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence de nos équipes.

Notre Département Production de la Division TUBES ET DETECTEURS souhaite intégrer un

THOMSON-CGR

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence GP/IMR/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni - 92133 ISSY LES MOULINEAUX.

UN CONCEPT NOUVEAU SE PROFILE

Informatique Technique et Industrielle

Avec plus de 1000 personnes et un des taux les plus importants de la profession, ANSWARE, SSII du groupe C.G.E. est une des premières françaises et européennes.

Spécialistes de la conception de logiciels, la synergie des métiers nous permet de maîtriser l'ensemble des processus d'informatisation de l'entreprise.

Informaticiens, Automaticiens, Electroniciens

Participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :

- Productique, Robotique
- Instrumentation
- Contrôle de Processus
- Génie Logiciel
- Systèmes Embarqués
- Télécommunication
- Traitement d'images
- Intelligence artificielle.

Grandes Ecoles ou Universités, vous avez une expérience d'environ 2-3 ans en mini-ordinateurs sur matériels : DIGITAL, HP, BULL (SPS), GOULD et/ou en micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA...

Vous pratiquez les langages : Assembleur, Pascal, PLM, PL 16, LTR.

La connaissance de ADA ou d'UNIX et du langage C est un atout supplémentaire.

Réf. M 1

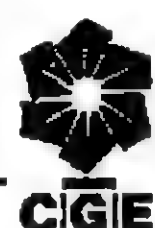
Ingénieurs commerciaux grands comptes

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires option Informatique, vous mettez votre expérience technique et/ou commerciale, votre autonomie, votre capacité d'écoute et vos qualités de contact au service de la prospection et du développement d'une clientèle de grands comptes. Vous êtes rapidement disponibles.

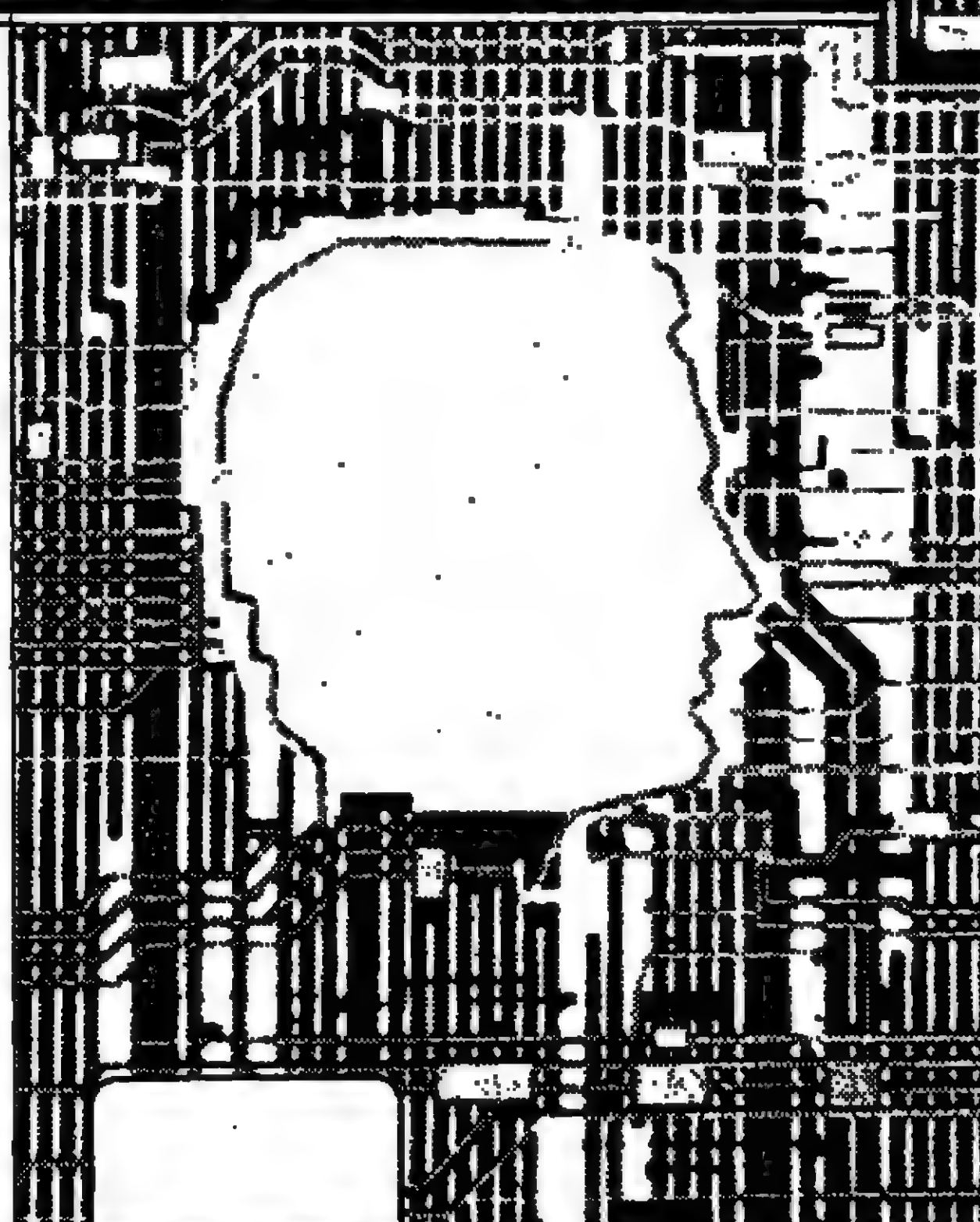
Réf. M 2

La rémunération et l'évolution sont motivantes pour des candidats à fort potentiel.
Les postes sont à pourvoir sur Paris - Ile-de-France.

Adressez votre dossier de candidature en précisant le poste choisi et sa référence à M^r LE POITTEVIN, ANSWARE, 149 Av. Victor Hugo 75016 PARIS.



CIGIE



4kate! ANSWARE

La télévision du futur c'est déjà demain.

RTIC

LA RADIO TECHNIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

La RadioTechnique Industrielle et Commerciale est une entreprise de Philips France qui bénéficie d'une expérience et d'un potentiel technique, industriel et commercial de tout premier plan.

Dans le cadre du Projet EUREKA, nous constituons une équipe de jeunes ingénieurs électroniciens pour participer aux recherches sur la TELEVISION HAUTE DEFINITION.

Ils travailleront dans un premier temps au sein des laboratoires de recherche du groupe PHILIPS (en France : LEP à Limeil-Brevannes, en Hollande à Eindhoven), et suivront le projet dans sa phase de développement de produit. De formation supérieure, Grandes Ecoles d'Electronique, les candidats joindront à de solides connaissances techniques (traitement du signal, logique câblée, logique séquentielle, langages informatiques), un fort potentiel d'évolution dans un environnement international (anglais indispensable).

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à Michel GIBERT, R.T.I.C. 51, rue Camot - 92150 - SURESNES.

« Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 20000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'ensemble du monde. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique. »

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS

INGENIEURS DES VENTES

Première expérience et débutants

Réf. SC/0167/1 M

Responsables du développement et du suivi d'un portefeuille de clients sur un segment de marché précis - Télécom, Spatial, Informatique, Grand Public, Industriel - Automobile - vous commercialisez l'ensemble de nos produits : micro-processeurs, circuits personnalisés. Vous disposez pour cela d'un support technologique exceptionnel.

Très impliqués dans la phase d'identification des besoins d'une clientèle en fort développement, vous savez faire remonter les informations produits-marchés vers le marketing et participez ainsi à l'élaboration des stratégies futures de Texas Instruments. Sous la responsabilité d'un Chef des Ventes, vous êtes intégrés dans une équipe dynamique et motivée. Notre structure Marketing en Europe vous ouvre toutes possibilités d'évolution.

Diplômés de Grande Ecole d'Ingénieurs, vous êtes débutants ou possédez 1 à 2 ans d'expérience de la vente de produits de haute technologie. Vous souhaitez rejoindre une société dans laquelle la vente est un tremplin d'évolution reconnu (sans des responsabilités commerciales, de produits...).

Pour ces postes basés à Vélizy, un très bon niveau d'anglais est indispensable.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Maurice Saurier - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex - Tél. : 39 46 97 12.



TEXAS
INSTRUMENTS

assurance qualité logiciel

Filière active 11300 personnes d'un des grands Groupes mondiaux de l'électronique, nous déployons une activité performante dans la conception et la réalisation de Réseaux de Télécommunications, de Systèmes de Détection et d'identification, de Systèmes de Radionavigation et Radiocommunication, surtout destinés aux Défenses Nationales.

L'ASSURANCE QUALITE, en particulier dans le DOMAINE DU LOGICIEL, est l'un de nos soucis prioritaires. Cette fonction n'est pas nouvelle chez nous, mais nous cherchons à lui donner une plus grande dimension.

Pour ce faire, nous souhaitons engager :

UN RESPONSABLE QUALITE LOGICIEL

Ce que nous attendons de lui ?

- l'élaboration d'un Manuel Q.L.
- la mise en place de procédures Assurance Q.L. (il le fera en liaison avec le Service Méthodes Logicielles et participera à la définition des méthodes).
- l'approbation des documents logiciels provenant des Equipes de Projets.
- la coordination de l'activité des Ingénieurs Q.L. des Projets.
- la réalisation d'Audits.
- des actions de formation d'Ingénieurs Q.L. etc.

UN INGENIEUR QUALITE LOGICIEL

Il secondera le Responsable et en particulier se chargera de :

- l'application des méthodes et des règles.
- du support technique de l'Assurance Q.L.
- de la mise en place et de la maintenance des moyens informatiques d'assistance à l'Assurance Q.L.
- de coordonner également les actions Assurance Q.L. des Ingénieurs Q.L. de Projets.

Postes basés à la limite Ouest de Paris.

Les ingénieurs intéressés feront parvenir leur dossier de candidature sous réf. 5336-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

SECTEURS
DE POINTE

Organisateur
dans l'industrie

Un puissant groupe industriel (CA : 2 Milliards F) leader dans son domaine, recherche pour sa direction des systèmes d'information un **INGENIEUR ORGANISATION**

Responsable des projets d'organisation pour un ensemble d'établissements, votre mission s'étendra de la conception et de l'analyse fonctionnelle à la mise en place des procédures. Les applications concernent principalement la gestion de production.

Ingenieur de formation (Centrale, AM, INSA...) vous avez acquis une expérience de 5 ans dans une entreprise du secteur mécanique de préférence, soit dans l'installation de logiciels de gestion de production, soit comme chef de projet d'informatisation en usine. Une expérience de conseil en organisation serait appréciée.

Vous êtes un homme de contact, attentif aux besoins des opérationnels, doué d'un solide sens pédagogique.

Nous vous offrons d'intéressantes perspectives d'évolution.

Poste basé à Paris Ouest.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 609 299 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
(4000 personnes) 1 Milliard 1/2 de CA recherche pour son important département "Fournitures à l'automobile"

un CHEF DE PROJET

Sa mission :

- Il sera chargé du développement, de la mise au point et de l'industrialisation de produits nouveaux destinés au marché de l'automobile ainsi que du suivi des essais et des homologations chez les clients
- Il aura la responsabilité des contacts techniques et technico-commerciaux et assistera les services vendeurs dans la promotion du produit.

Cette activité (basée dans la Nièvre) s'exerçant au plan national et mondial comportera des déplacements fréquents de courte durée.

Pour la bonne réalisation de cette mission, nous pensons à un jeune **INGENIEUR** de formation universitaire type AM, INSA, ECAM... et qui aurait déjà exercé une fonction soit de Chef de Projet dans un bureau d'études, soit dans un poste d'appui technique ou de vente dans le domaine de l'automobile. Connaissance en informatique scientifique souhaitée. Bonne maîtrise de l'anglais (allemand apprécié).

Réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 3022 à Lévi Tournay/ Ascom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

**EXXON CHEMICAL:
LA CHIMIE FUTURACTIVE**

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Depuis le 1^{er} Janvier 1987, Esso Chimie s'appelle Société Française EXXON CHEMICAL. Un nouveau nom, une autre organisation pour de nouveaux développements dans l'univers de la chimie. Plus qu'hier encore au service de nos clients, notre avenir porte haut son nom partout dans le monde pour conjuguer la chimie au futuratif. Un important complexe regroupe nos activités industrielles en Normandie, notre siège social et les services commerciaux sont implantés à La-Défense.

Jeune ingénieur généraliste ou spécialiste, rejoignez une équipe qui met en œuvre des technologies avancées notamment dans le génie chimique et le contrôle des procédés. Choisissez une entreprise où vous pourrez valoriser vos idées et multiplier initiatives et responsabilités. Production, développement, informatique, gestion, marketing et commercial : toutes les portes vous sont ouvertes pour démontrer vos performances et vos qualités personnelles qui dicteront votre carrière au sein du groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11/507 BY, à notre Conseil, EGOR S.A., 19 rue de Berri 75008 Paris.

**EXXON
CHEMICALS**

ENSEMBLE PRENONS RENDEZ-VOUS AVEC L'AVENIR

assurance qualité
logiciel

UN RESPONSABLE
QUALITE LOGICIEL

UN INGENIEUR
QUALITE LOGICIEL

Florian Mantione Institut

**LES « DATACOM »
SONT VOTRE DOMAINE**

VOUS :

- avez une formation de base sérieuse (école d'ingénieurs en télécommunication ou télécom),
- possédez un tempérament commercial déterminé pour détecter les besoins et y apporter des solutions originales,
- avez ce que «gérer» veut dire.

NOUS :

- vous proposons au sein d'une Entreprise jeune et performante le poste d'**INGENIEUR COMMERCIAL**

Futur Directeur Commercial France-Nord basé à Paris.
Rémunération motivante qui tiendra compte de votre formation et votre expérience.
Une définition de fonction détaillée sera transmise aux candidats présélectionnés qui adresseront CV + photo sous référence PA 0187 à notre conseil.
Florian Mantione Institut, Le Mercur 48, 21 Allée-Provence, 13763 Les Milles Cedex.
Consultation MINITEL 3615 - SOFTEL FMI rubrique 03 - réf. PA 0187 I I.
Aix/Marseille-Bordeaux-Clermont-FD-Montpellier-Paris-Toulouse.

L'ensemble des collaborateurs
d'EGOR TECHNOLOGIES
vous présentent leurs

MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNEE 1987
et vous prient de noter leur nouvelle adresse :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées
75008 PARIS - Tél. : (1) 47.20.61.53

PARIS BORDEAUX LYON MANTON WASHINGTON TOULOUSE
BELGIUM DEUTSCHLAND ESPAÑA GRIK AT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor



Notre vocation : concevoir et réaliser des systèmes informatiques pour la conduite automatisée et la gestion des unités industrielles.

Nos atouts en ingénierie productive :

- Une maîtrise reconnue des systèmes de conduite de procédés continus et manufacturiers.
- Une méthodologie de développement étroitement associée à des outils performants sous environnement VAX/VMS.

ingénieurs concepteurs
Groupe Conception de Systèmes

(automatisation d'ateliers, informatique industrielle, G.P.A.O.) ou du suivi technique de réalisations de grande envergure dans ce domaine.

Vous serez chargés de missions d'études d'avant-projets en productique

Notre rayonnement : en France et à l'étranger. 200 personnes, un chiffre d'affaires de 140 MF, une progression moyenne de 55%/an. Notre expansion nous conduit aujourd'hui à recruter pour nos services techniques :

Compétences requises : une expérience de réalisation d'au moins 5 ans en informatique temps réel, et une bonne connaissance de l'anglais. Réf. 87/A.C.

responsables techniques de projets
Division Etudes-Automatismes

systèmes de conduite de procédés (chimiques ou mécaniques) depuis la phase d'analyse préliminaire jusqu'aux phases d'intégration et de mise en route sur le site.

Une expérience industrielle d'au moins cinq ans de réalisation de projets complets et d'encadrement d'équipes est exigée.

Dans le cadre de projets complexes, vous encadrerez une équipe de techniciens chargée de réaliser des

Compétences requises : **Responsable technique de projet d'automatismes**

De solides connaissances en automates programmables, micro-processeurs, électronique et électrotechnique. Réf. 87/R.A.

Responsable technique de projet de conduite centralisée

La pratique d'au moins un système centralisé (micro Z, TDC 8000, PROVIX, etc...). Des connaissances en contrôle, régulation et instrumentation. Réf. 87/R.C.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions, en rappelant la référence du poste à : P. JOUVE :

ESIA,
1, rue des Hérons,
Montigny-Le Bretonneux
78182 St-Quentin-
Yvelines Cedex

Lieu de travail pour ces postes : banlieue Sud-Ouest de Paris - Déplacements en France et à l'étranger.

Engineering des
Systèmes Informatisés
d'Automatisation.

CONTINUITÉ

SECTEURS DE POINTE

Optimiser le système d'information d'une grande compagnie d'assurances

Notre compagnie d'assurances, parmi les grandes, réalise un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de Francs avec 3000 personnes en France. Notre futur développement repose maintenant aussi sur l'optimisation de notre système d'information.

Nous souhaitons recruter un chef de projet confirmé ou un organisateur en informatique qui, après analyse des applications actuelles, sera

le responsable de la cohérence de notre système d'information (IBM MVS/IMS, 1000 terminaux).

Vous avez au moins 5 ans d'expérience confirmée dans la gestion de gros projets informatiques et vous connaissez les applications du secteur ASSURANCE.

Notre projet vous tente, alors écrivez vite avec CV et rémunération, sous référence 130.01/M à notre Conseil :

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

CE
RA

58 avenue Kleber
75784 Paris Cedex 16.

Valeo

L'Équipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs automobiles
28000 personnes - C.A. 11,5 milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger
recherche pour

Valeo Sime Industrie (près de Bourges — 18)

Ingénieurs Mécaniciens Diplômés Grande Ecole

Responsable Logistique Industrielle

Chargé d'animer une équipe d'une quinzaine de personnes, vous aurez pour mission d'organiser les méthodes de production d'une unité de 200 personnes fabriquant des freins et coupleurs pour l'industrie. Vous participerez à l'industrialisation des produits nouveaux, à l'amélioration des coûts de production et au choix des investissements. Vous serez également responsable des services entretien et outillage de l'usine. Expérience dans un service études ou méthodes indispensable. R6L63120/1/M

Ingénieur Bureau d'Etudes

Rattaché au responsable des études, votre mission consistera avec l'appui d'une équipe de dessinateurs et de techniciens à définir et à améliorer la gamme des produits, à suivre les essais et à procéder pour ce faire à l'industrialisation des méthodes de calcul. Vous serez également chargé d'affaires spéciales : démarrage d'une nouvelle application, suivi technique de clients importants, applications hors marché standard, microvibrations ou milieux par exemple... Une première expérience dans une fonction similaire et des connaissances en hydraulique seraient très appréciées. La pratique courante de l'anglais est impérative. R6L63120/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Ingénieurs Logiciel Seniors

Chez DIGITAL, le DEPARTEMENT LOGICIEL est constitué de femmes et d'hommes, ingénieurs ou universitaires, ayant 5 à 10 ans d'expérience de l'informatique dans des SSII, chez des constructeurs ou en tant qu'utilisateurs. Ils interviennent auprès de nos clients, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en place de solutions. Selon vos goûts, vos compétences, votre expérience, plusieurs opportunités se présentent dans des différentes agences.

Directeurs de grands projets

Région Parisienne

Chefs de projets gestion:

connaissance de la gestion transactionnelle

Cherbourg, Lille, Lyon, Paris, Nantes, Strasbourg

Chefs de projets techniques :

contrôle de process

Lyon

Spécialistes :

réseaux - gestion de données - CFAO - intelligence artificielle - stations de travail

Région Parisienne

Merci d'adresser vos C.V. et lettre manuscrite sous réf. MON837 en précisant la ville ou région choisie en haut et à gauche sur votre lettre, à Marie-Claire SAN QUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX

Digital : un choix de société

digital

PECHINEY



chef de projet confirmé,
voulez-vous devenir le vrai patron
d'un service informatique ?

Une filiale du Groupe PECHINEY cherche pour l'une de ses divisions (1500 p., 1500 MF de CA) le responsable de son informatique récemment décentralisée qui s'appuie sur un réseau reliant 8 sites équipés d'IBM 8100 et 4361.

Tout en faisant vivre l'existant, venez élaborer le schéma directeur et piloter sa réalisation en liaison avec les utilisateurs en animant une équipe d'études et d'exploitation installée à proximité de Coulommiers (77).

Ingénieur de formation, vous avez acquis, en cinq ans de pratique professionnelle, une solide compétence de la conception et de la conduite de projets conversationnels sur IBM en milieu industriel.

Merci d'écrire à notre consultante,
Mlle K. CHATJIMIKES (réf. 4963 LM)
à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

UN VISAGE DE NOTRE DYNAMISME L'INTERNATIONAL



Le contrôle Industriel de CGEE ALSTHOM c'est : automatiser, réguler et superviser les procédés industriels dans le MONDE ENTIER.

Notre croissance nous amène à compléter nos équipes en :

INGENIEUR LOGICIELS
«TEMPS REEL»

ECP - ESE - INPG - ENSEEHT

VOUS réalisez les logiciels d'applications de nos clients : «dispatching électrique» sur les calculateurs les plus récents. VOUS intervenez à toutes les étapes de la réalisation de nos projets : spécifications, analyses, programmation, tests et éventuellement mise en service sur les sites en France et à l'étranger.

DEBUTANT, ayant suivi des études en informatique, Automatique et Electrotechnique, vous serez intégré et formé au sein de nos équipes.

Une spécialisation LOGICIELS TEMPS REEL ou INTELLIGENCE ARTIFICIELLE serait appréciée.

CONFIRMEZ vos quelques années d'expérience en informatique TEMPS REEL. Vous assurerez à des fonctions d'encadrement d'équipes après formation à nos méthodes de travail.

La connaissance du système d'exploitation sur VAX / VMS DSGRO ou des réseaux sera également appréciée. Anglais indispensable.

Ecrire à Fabienne DUCREL 43, rue Anthoine Raynaud 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex



CGEE ALSTHOM

Colgate-Palmolive (3,5 milliards de francs de CA) connue par ses marques : Avon 2, Gam, Paic, Ajax, Soupline, Calines, Rendre, Cadum, Gléopatra, Joligency...

Ingénieur en analyse de données et prévision

pour son département Prévision des Ventes et Etudes Statistiques

SON PROFIL :

Formation :

- ingénieur avec option mathématiques appliquées, économétrie, statistiques ou méthodes de prévision.
- connaissances solides en statistiques, économie et micro-informatique.
- expérience professionnelle non indispensable.
- anglais souhaité.

Personnalité :

- rigueur, capacité d'analyse, sens critique.
- ouverture d'esprit, curiosité, esprit d'initiative.
- ténacité, caractère affirmé, capacité à défendre ses idées et à les « vendre ».
- capacité de travailler en équipe et d'animer des groupes pluridisciplinaires.
- goût du contact, disponibilité aux autres, sens des priorités.

SA FONCTION :

- assurer les différentes missions liées à la prévision des Ventes (analyse d'informations, manipulation d'outils informatiques (FORIS, EXPRESS, LOTUS).
- dialoguer avec les partenaires des départements (Marketing, Ventes et Production).
- mener des études statistiques ponctuelles ainsi qu'une réflexion sur les méthodes de prévision.
- assurer la formation de chefs de produits marketing à la prévision des ventes.

Les personnes intéressées par cette opportunité sont invitées à adresser leur candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence LM 27 à COLGATE-PALMOLIVE, Service Recrutement 55, bd de la Mission Marchand, 92401 Courbevoie Cedex.



COLGATE-PALMOLIVE

Directeur de projets télématiques

Nous sommes l'une des toutes premières entreprises françaises spécialisées dans le traitement d'informations financières.

Nous disposons de puissants moyens informatiques : Parc de 120 mini-ordinateurs, 15.000 terminaux.

Nous mettons en place un vaste «Plan Télématique» pour lequel nous créons un nouveau poste.

Vous serez :

Vous êtes maître d'œuvre de nos applications transactionnelles télématiques : VIDEOTEX, Synthèse vocale, écran tactile, transmission par câble... Vous êtes non seulement notre «expert télématique» mais

vous êtes aussi à l'effet des évolutions technologiques permanentes dans ce domaine.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur possédant une expérience réussie dans la Télématique (conception et conduite de projets importants).

Vous avez évolué soit dans une SSII, soit dans un important groupe de la distribution (VFC) et/ou dans la Banque.

Vos qualités d'innovation sont les meilleurs atouts pour réussir dans ce poste.



INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil Inforama, 7, rue Pasquier, 75008 Paris, sous référence 1517 LM.

LYON - NANTES - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE

SECTEURS
DE POINTE

INGENIEUR, CHEF DE PROJETS
EN SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS SPECIALISEES

Nos systèmes de télécommunications, mariage original d'électronique et d'informatique, équipent la plupart des Administrations, les militaires, les banques françaises et étrangères... bref, des clients particulièrement difficiles mais fidèles. Ce résultat acquis en quelques années, voilà ce qui motive une FME jeune et dynamique (50 pers., CA : 80 MF). Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole d'électronique et / ou titulaire d'un diplôme équivalent (DESS, Doctorat...), vous avez, à 30 ans, développé des équipements de pointe, alliant électronique et informatique, de préférence en télécommunications ou en téléphonie.

Vous dirigez votre service «développement» (5 ingénieurs) et pilotez nos projets, du cahier des charges à la réception. A vos qualités de techniciens, vous ajoutez celles de manager et d'homme de contact, à l'imagination fertile, tournée vers la réalisation.

Le poste est basé en proche banlieue Est de Paris (RER ou SNCF). Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, s/réf. 522M, à notre Conseil.

SODERHU,
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
AGENCE DE RECRUTEMENT

SINORG
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE MANAGEMENT D'ORGANISATION
ET D'INFORMATIQUE

Analyste-chef de projet

Développement d'un projet de gestion de personnel. Promotion et diffusion en France et à l'étranger.

Evolution vers poste de Chef de Projet-Produit.

• Formation : Grande Ecole d'ingénieurs.
• Expérience : 3 à 5 ans en informatique de gestion (DPS6-DTP). Expérience technico-commerciale appréciée. Réf. B/5914M.

Analystes-programmeurs

Réalisation de logiciels de maintenance assistée par ordinateur (SIRLOG). Evolution possible vers Chef de Projet puis Chef de produit en informatique industrielle.

• Formation : Analyste-programmeur (DUT-MIAGE + 3 ans de pratique) ou Ingénieur débutant.
• Expérience : Analyse et programmation sur mini-ordinateurs en gestion (IBM 38, Vax, HP3000, DPS7, Cobol, bases de données). Réf. B/5915M.

Chef de projet

Développement de logiciels de maintenance assistée par ordinateur (SIRLOG). Adaptation, support technique, encadrement d'équipe de réalisation.

• Formation : Grande Ecole d'ingénieurs.
• Expérience : 3 à 5 ans en informatique de gestion (sur IBM 38, HP, Vax ou DPS7). Connaissances en informatique industrielle appréciées. Réf. B/5916M.

Les réponses seront transmises à notre client. Adresser candidature avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité à A. DAVID en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Grèves - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'évolution du succès de notre client, de niveau international, est due à la part importante qu'il détient sur un marché en progression et sur lequel la position de leader est à portée raisonnable.

La Direction Informatique renforce sa structure Etudes dans le cadre d'un schéma directeur de grande importance. Elle veut s'adjointre des informaticiens d'expérience, motivés pour ce challenge.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Possédant une expérience similaire G. COS 6 et si possible G. COS 8 et ayant déjà opéré en bases de données.

Ils ont en, de préférence, une expérience de grande distribution.

Réf. 50338

ANALYSTE SENIOR

Ayant au moins cinq ans d'expérience dans un poste similaire, connaissant des systèmes G. COS 6 - G. COS 8 et ayant conduit des projets d'analyse en grande distribution.

Réf. 50340

CHEF DE PROJET

Ayant conduit des projets dans la grande distribution, familier des systèmes G. COS 6/G. COS 8 et sachant travailler en bases IDS 2.

7 ans d'expérience, capable d'autonomie. Réf. 50341

Les postes sont à pourvoir dès janvier 1987 dans grande ville universitaire proche de Paris. Les conditions de rémunération et les possibilités d'évolution peuvent être très motivantes pour des cadres de valeur.

La confidentialité est garantie et les candidats seront reçus très rapidement au Cabinet. Envoyez votre dossier sous la référence choisie.

Leconte
Liberge

CONSULTANTS

nous garantissons la qualité
de collaboration offerte
par nos clients

16, rue Jacques-Delors - 92200 NEUILLY

CELLULE DE DOCUMENTATION

Etre à l'écoute de l'innovation
et au service de la recherche.

Centre International de Recherche
Daniel Carasso

La branche produits frais de BSN représente 10 milliards de francs de C.A. (yaourts, fromages frais, desserts). Le CIRCO est le centre de recherche de produits frais, 30 chercheurs y mettent en œuvre créativité et moyens technologiques puissants au service de nos produits.

Nous recherchons pour notre centre de recherche du Plessis-Robinson un ingénieur documentaliste dont la mission sera :

- structurer et animer une cellule de documentation en utilisant des logiciels documentaires et de traitement de texte.
- effectuer sur des sujets spécifiques recherches, analyses et synthèses d'informations.
- mettre en place un suivi et un tri de l'information dans certains domaines requérant une veille technologique constante.

L'information que vous produirez sera stimulante mais non encombrante pour les

utilisateurs, à partir d'une base d'archivage réduite à l'essentiel.

Jeune diplômé de formation supérieure alimentaire (ingénieur, maîtrise, ...) votre esprit scientifique prospectif allié à un sens de l'organisation et de la synthèse vous permettra de réussir dans cette fonction. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Le poste requiert l'autonomie et les qualités d'écoute d'un prestataire de service interne sans exclure la prise de recul et la diplomatie nécessaires à un tri rigoureux pour faire face aux nombreuses sollicitations de l'environnement.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Si vous souhaitez rejoindre l'équipe de recherche, merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 1 M, à BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

INFORMATIQUE INTERNE

DONNEZ A VOTRE POTENTIEL
UN NOUVEAU TERRITOIRE D'ACTION :
L'EUROPE.

L'informatique interne conditionne largement l'efficacité et le développement de notre Société. De nouvelles applications en France et à l'étranger nécessitent aujourd'hui l'intégration d'un nouveau collaborateur :

Vous êtes de formation Ingénieur, MIAGE, ENSI ou ESC, ayant une première expérience de 3 ans minimum acquise en SSI ou chez un utilisateur. L'anglais est indispensable pour ce poste basé à EVRY (sud de Paris).

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. EDP/01 à l'attention de Monique D'HAUTEFUILLE - Service Recrutement - HEWLETT-PACKARD FRANCE - 2 avenue du Lac - 91040 Evry Cedex.

Analyste
informaticien

Intégré à l'équipe européenne de développement vous participerez à la réalisation de projets européens, depuis la définition des besoins, l'analyse fonctionnelle, l'analyse organique jusqu'au programme de test. En relation étroite avec les représentants des utilisateurs européens, vous êtes également responsable de l'implémentation des systèmes dans les pays concernés et en assurez la maintenance.

HEWLETT
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

DES RESPONSABILITES
IMMEDIATES

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES
(Diplômé Grande Ecole option matériaux)

Assisté dans votre mission par une équipe de techniciens dont vous assurez l'animation, vous prenez en charge la conception, la réalisation et la qualification de composants pour tubes à rayons X. De plus, votre ouverture sur l'extérieur vous permettra d'engager des actions constructives de prospection technique de matériaux.

Diplômé d'une école d'ingénieurs de type A et M option matériaux ou équivalent, vous êtes débutant ou possédez une première expérience en milieu industriel.

D'intéressantes perspectives de carrière peuvent être envisagées à terme.

THOMSON

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence GP/EP/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni - 92133 ISSY LES MOULINEAUX.

BELIN

Cultiver - Développer - Transmettre
notre savoir technique

Issu de l'industrie, de la recherche, ou de l'université, vous possédez aujourd'hui un bon «bagage» scientifique et technique, ainsi qu'une bonne connaissance du milieu industriel, notamment de la production. A l'aise dans les rapports humains, vous disposez d'assez de souplesse et d'humilité pour transmettre clairement un savoir et vérifier sa compréhension.

Responsable des Formations Techniques et Technologiques : vous mettez en œuvre les moyens permettant d'identifier et de dispenser les connaissances nécessaires pour maîtriser nos procédés de fabrication.

Vos missions : - Définir les contenus de formation en fonction des populations concernées.

- Formaliser les connaissances à transmettre.

- Organiser, réaliser, contrôler les actions de Formation.

L'objectif visé : l'élévation du niveau général des compétences techniques dans nos ateliers et la création d'une «mémoire» vivante de notre savoir faire.

Faites part de vos motivations et de votre expérience à Bernard Franot, en joignant également CV, photo et prétentions

Nabisco Belin - BP 93 - 91003 EVRY Cedex.

NABISCO
BRANDS
FRANCE

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

DÉCOLLEZ AVEC TÉLESYSTÈMES MONÉTIQUE ET SYSTÈMES

30 % d'augmentation du CA en 1986, c'est l'impressionnant décollage de TÉLESYSTÈMES MONÉTIQUE ET SYSTÈMES.

Fortes de ses compétences techniques et humaines, TÉLESYSTÈMES MONÉTIQUE ET SYSTÈMES a développé dans le cadre de grands systèmes un ensemble d'activités liées à la monétique et aux systèmes de sécurité : transfert électronique de fonds, télécollecte, télépaiement, sécurisation de transactions, systèmes à base de cartes à microprocesseur...

Aujourd'hui, nous proposons à des ingénieurs confirmés de valoriser leur expérience sur des projets de grande envergure et de décoller avec nous !

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

De formation école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de la vente de services informatiques et si possible une connaissance des systèmes répartis et de la monétique.

Réf. TMS 1

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

De formation école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 5 ans en SSII et vous êtes à même de prendre en charge la maîtrise d'œuvre de projets hautement techniques (réponses aux appels d'offres, rédaction de cahiers des charges, négociation de contrats...).

Environnement : BULL, DEC, IBM, microprocesseurs, réseaux, systèmes, cartes à mémoire.

Réf. TMS 2

CHEFS DE PROJETS

Votre expérience de 5 ans dans la conduite de projets et dans l'encadrement au sein d'une SSII, vous permet d'évoluer dans un groupe de 1er plan sur des projets de haute technicité.

Environnement : BULL, DEC, IBM, microprocesseurs, réseaux, systèmes, cartes à mémoire.

Venez partager nos succès et contribuer vous aussi par votre "savoir-faire" à notre réussite !

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV détaillé sous la référence choisie à :

TÉLESYSTÈMES - Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 45.44.38.98

Telesystemes
Monétique et Systèmes

EUROSOFT SYSTEMES SUD OUEST

Leader dans les techniques de pointe, vous offrez de participer à son développement en rejoignant son équipe.

Nos compétences : génie logiciel, intelligence artificielle, informatique temps réel nécessitent des ingénieurs de haute technicité.

Nous recherchons :

UN RESPONSABLE GENIE LOGICIEL

Réf. AR 141

Ingénieur grande école, vous avez une expérience de développement d'application temps réel de 5 ans minimum, la pratique d'une méthodologie sur des grands projets logiciels, une très bonne connaissance des méthodes et outils existants, de très bonnes capacités relationnelles.

Vous serez chargé de gérer un produit d'ordre à la conception de programmes et serez un expert méthode auprès de nos clients.

UN INGENIEUR UNIX CONFIRME

Réf. AS 142

Par votre connaissance du système, vous agirez sur la définition et la conception de produits intégrés sous UNIX et assisterez nos équipes de développement et nos clients dans la réalisation d'applications clés en main.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence choisie à :

EUROSOFT SERVICE RECRUTEMENT 38, boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES.

DES HOMMES DE POINTE POUR DES TECHNOLOGIES NOUVELLES

DEVELOPPEZ VOTRE CARRIERE DANS UN SECTEUR DE POINTE

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son CA à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie.

Nous souhaitons intégrer, pour notre Direction Commerciale France, un

CHEF DE PRODUIT RADIOLOGIE H/F

Rattaché au Chef du Département Marketing, vous serez responsable de la ligne de produits de radiologie numérique pour le réseau France :

- vous analysez le marché français et proposez la politique produit/prix adaptée,
- vous définissez et mettez en œuvre la politique de promotion et assurez le support à la vente,
- vous proposez les évolutions ou développements de nouveaux produits.

Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une première expérience technique en électronique et/ou informatique complétée par une formation en marketing.

Ce poste est basé à Paris 15^{ème} et comporte de courts déplacements en France.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes au candidat à fort potentiel que nous recherchons.



THOMSON-CGR

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Odile BORDIER - Service du Personnel - THOMSON-CGR - 33, avenue du Maine - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

Ingénieurs méthodes en informatique

Paris

Banque

Cette grande banque industrielle et financière de dimension internationale recherche, dans le cadre de son vaste plan informatique et pour participer au développement de projets de grande envergure, deux Ingénieurs Méthodes Informatiques.

Ingénieur méthodes de conception (Merise, Axial...)

Réf. P158/M

Il est chargé de la définition et de l'implantation des méthodes et des outils associés; il veille au respect de normes et des procédures et il conseille, forme et assiste les équipes de conception. De formation supérieure, le candidat a déjà cinq ans d'expérience professionnelle au moins et une réelle expérience pratique de l'utilisation de méthodes pour la conception de projets.

Ingénieur méthodes de réalisation (IPT, Jackson...)

Réf. P159/M

Il est en liaison constante avec les équipes de réalisation des grands projets bancaires; il définit les normes, les méthodes de réalisation, ainsi que les outils associés, il les met en place, les fait respecter et il assure la formation, le conseil et l'assistance auprès des différentes équipes. De formation supérieure, le candidat a déjà cinq ans d'expérience professionnelle au moins et une réelle expérience pratique de l'utilisation de méthodes pour la réalisation de projets dans un environnement TP - Bases de Données, sur matériel IBM (MVS, TSO, CICS). La connaissance de IDMS serait un atout.

Ecrire avec C.V. et prétentions, en précisant la référence, à Bernard Beauvoir.



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS
débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGÉNIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGÉNIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n°633 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

recherche

UN TECHNICIEN ASSISTANCE INFORMATIQUE

En relation avec notre groupe assistance informatique, vous participerez à l'assurance du support des utilisateurs en matériels et logiciels de notre Centre de Paris (4 HP 3000 et 1 IBM 4361, supportant plus de 400 postes de travail - terminaux, micro - dont certains en province, sont reliés par TRANSPAC).

Vous avez :

- un esprit d'analyse développé,
- des facilités de communication et un sens certain de la diplomatie,
- l'approche "Service Client",
- des compétences affirmées en connectique, micro informatique...
- des connaissances mainframe tel que HP et IBM,
- une bonne maîtrise de l'anglais,
- un potentiel de développement.

Nous vous offrons l'opportunité d'intégrer un grand groupe international, avec un salaire et des avantages sociaux motivants.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) Service du Personnel
137, rue de l'Université 75334 PARIS CEDEX 07

Important groupe industriel du secteur mécanique (17 000 pers.), nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

C'est au cœur de la Sologne, à une demi-heure d'Orléans, que vous allez coiffer nos travaux neufs et maintenance. Notre outil de production fait appel aux technologies de pointe (mécanique, automatisme, robotique, pyrotechnie, commande - contrôle de process...).

Avec votre équipe (60 pers. dont 3 ingénieurs et 12 techniciens) vous gèrerez d'importants budgets entretien et investissements.

Jeune Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Supélec, AM) - pourquoi pas débutant ? - vous vous sentez la certitude pour bien tenir ce poste. Cet objectif sera tenu puisque vous avez de solides connaissances en mécanique, automatisme, informatique industrielle. Bras droit du Chef de Service, vous devriez le remplacer à très court terme pour confirmer votre évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 86/41/547 à notre Conseil Pascale GALAMPOUX.

Dominique Leliga

هكذا من الأصل

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 28 janvier 1987 27

SECTEURS DE POINTE

de multiples compétences pour votre développement.



Présente dans le monde entier depuis cinquante ans, nos fabrications ont bâti notre renommée. Aujourd'hui, nous sommes no 1 français du matériel de raccordement téléphonique et

LEADER DANS LE DOMAINE DE LA CONNEXION DES TELECOMMUNICATIONS :
• Connexion Informatique • Bureautique • Vidéocommunications

Avec plus de sept millions de francs d'investissements par an, nous faisons partie des entreprises françaises les plus dynamiques. Notre réussite confirme notre vocation "la connexion de la communication du futur". Aussi, nous renforçons régulièrement notre potentiel humain. A nouveau nous recherchons pour

PONTCHATEAU (près côte atlantique - 44)

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Vous serez chargé de l'automatisation d'assemblages et d'études d'outillages (moules plastiques). La trentaine, vous avez une formation ARTS et METIERS - ENSM ou équivalent. Une expérience dans les domaines de la connectique et des moules plastiques serait souhaitée. Des qualités relationnelles, du dynamisme et un esprit d'initiative sont nécessaires dans cette fonction. Votre fort potentiel vous donnera la possibilité d'évoluer au sein de notre société. Adresser C.V., lettre manuscrite à HENRI POUYET - Service du Personnel - B.P. 63 - 44160 PONTCHATEAU.

fiabilité sur toute la ligne



LEADER EUROPEEN DES SOCIETES DE SERVICES TECHNOLOGIQUES

Dans le cadre de son expansion, nous recherchons pour notre établissement de **BAYONNE**

spécialisé dans les domaines de la **COMBUSTION** et du **GENIE CHIMIQUE**.

• un **INGENIEUR CONFIRME en GENIE CHIMIQUE** pour étude de nouveaux procédés. **Réf. AMB-65/1**

• un **INGENIEUR CONFIRME en TECHNOLOGIE de la COMBUSTION** expérience sérieuse dans le domaine indispensable. **Réf. AMB-62/1**

• un **INGENIEUR MECANICIEN et THERMICIEN** pour étude et développement dans le domaine des **MATERIAUX**. **Réf. AMB-52/2**

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, ou Docteurs III^{ème} cycle.

Un poste de **TECHNICIEN** est également à pourvoir (niveau BAC + 2) pour programmation et exploitation sur mini-ordinateur. Connaissances en thermique appréciées. **Réf. AMB-52/3**

Merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à M^{me} BRENOT - BERTIN & Cie - BP 3 - 78737 PLAISIR Cedex.

Pierre Lichou

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Mécanique hydraulique

Une société qui développe des produits faisant appel aux technologies de pointe, recherche un **INGENIEUR CHEF DE PROJET**. Dans des conditions de coût, délai et qualité déterminées, il prendra en charge la conception et le développement d'une gamme de produits dans le domaine de la mécanique de précision et de l'hydraulique, avec éventuellement pilotage électronique. Il sera en particulier chargé de créer une nouvelle gamme de composants et sous-systèmes hydrauliques. Il animera et dirigera une équipe d'ingénieurs et techniciens d'études. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation A.M.I.C.A.M., E.C.A.M., E.N.S.E.I.G.T., I.E.G.,... option métallurgie si possible et possédant 8 à 10 ans d'expérience dans le calcul de structures et résistance des matériaux. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Ecrire sous référence 580/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris - Discretion assurée.

Ingénieur d'Etudes Mécanique de Précision

100 Km Ouest de Paris

200 000 +

Une PME (130 personnes) fabriquant et vendant des accessoires de distribution de gaz recherche l'ingénieur de son bureau d'études.

Ingénieur de formation (AM, ESME, CNAM ou équivalent) vous avez la trentaine. Vous possédez une expérience pratique des études et développement, et connaissez bien la mécanique des fluides et la mécanique de précision.

Vous maîtrisez l'anglais. Votre rôle ? en prise directe avec la Direction, vous aurez à concevoir de nouveaux produits, à les amener au niveau de la présente, à élaborer le dossier technique, pilotage à l'assistance qualité. Nous recherchons vous recruter, surtout si en plus de vos compétences vous avez un esprit créatif et le goût de l'autonomie. Logement prévu dans un premier temps.

Ecrivez à notre Conseil : Ph. VINCHON vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence 3184 M.



65, Avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg



Un grand de la chimie dans le monde. Une petite équipe performante en France.

ingénieur commercial résines thermoplastiques

responsable de la diffusion en France de produits dérivés de la colophane, du pétrole et de l'éthylcellulose, vous assurerez une présence de leader sur un secteur éboulé.

Au service d'une clientèle industrielle diversifiée (encres, adhésifs, peintures, cosmétiques...), vous bénéficierez des supports techniques de votre chef de marché, du laboratoire central et du marketing Europe.

vous suivez vos clients, assurez la négociation et la vente, étudiez et développez les marchés par la prospection et la recherche d'applications nouvelles.

Jeune, ouvert, flexible, ingénieur chimiste ayant le goût de l'action commerciale dans un domaine industriel et technique, maîtrisant l'anglais, vous souhaitez exercer de réelles responsabilités dans un contexte exigeant et dynamique.

Adresser lettre, CV, rémunération, photo sous réf. M 210 à Mme Berné, résonance, 80 rue Talbot 75008 Paris

INGENIEUR D'AFFAIRES

chez

VULCANIC
DEPARTEMENT DE METANIC S.A.

Le rôle principal dans le domaine de la fabrication d'équipements destinés à l'industrie, la recherche, l'agriculture, l'automobile... le rôle de notre département est en un mot : le **Qualité**.

Qualité de nos produits que nous cherchons en permanence à améliorer, nous assurant qualité des hommes et des femmes à qui nous donnons les moyens de contribuer leur tâche.

Ingénieur électromécanicien ou électrotechnicien, vous assurez une fonction de technico-commercial depuis 5 ans dans le milieu industriel.

Calme à votre travail de négociation et à votre signature, vous prenez la responsabilité d'activités diverses et d'importance variable (100 K€ à 1 M€) depuis l'installation de l'usine jusqu'à la réception en main. L'anglais est requis.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence M/A à Nicole Vrand, METANIC - VULCANIC - Z.I. Les Chénoux 48, rue Louis Armand 93300 Montreuil-sous-bois.



AGNE PIERRE

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise, 5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs, de C.A., 1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques et leader en radiotéléphonie, nous investissons plus de 10% de notre C.A. en étude pour développer nos lignes de produits en commutation et télématique. Pour renforcer encore notre action commerciale et notre présence sur le marché des télécommunications, nous souhaitons intégrer des (H/F)

Ingénieur d'Affaires

chargé de négocier des marchés Grands Comptes en Télécommunication

Votre savoir-faire pourra s'exprimer dans la négociation, la promotion commerciale et le suivi d'affaires Grands Comptes sur des produits et systèmes de communication d'Entreprise.

De formation supérieure, vous apportez 3 à 5 ans d'expérience réussie de la vente de haut niveau et vous connaissez, bien sûr, le marché des télécommunications.

Attaché à la qualité des relations avec les Clients, vous jouez le jeu de l'équipe et vous savez vous engager et réussir sur des objectifs ambitieux. **Réf. 3001/M**

Ingénieur Commercial

pour développer les ventes des produits télématiques (terminaux, modems, serveurs...)

Vous négocier et vous participez à la promotion commerciale et technique d'affaires importantes auprès des réseaux de vente.

Vous savez créer autour de vous, par votre dynamisme commercial, votre rigueur et votre curiosité technique, un esprit de confiance et de conseil qui favorise une assistance suivie et reconnue par nos Distributeurs.

Votre expérience de la vente (3 à 5 ans) de systèmes similaires, vous permet de connaître les milieux des Télécommunication et de l'Informatique. **Réf. 3002/M**

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION



Avec INGECAD, la solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service DEVELOPEMENT :

Ingénieur Schématisiste

Ingénieur mécanicien, vous avez acquis au travers d'une première expérience en Bureau d'Etudes des compétences dans le domaine de la simulation de process ou en conception de circuits fluides.

Vous possédez bien la technique de programmation en Fortran. Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe responsable des produits de schématisation qui a pour objectif le développement de produits logiciels industriels spécialisés dans les activités de conception et de réalisation des systèmes fluides.

Si vous êtes créatif, si vous aimez le travail en équipe, si notre challenge vous plaît car nous avons des ambitions sur les marchés France et Etranger, venez rejoindre notre équipe.

merci d'écrire à FRAMATOME - Département Recrutement sous réf. : 8-5 63006 - PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT - 92084 PARIS-LA DEFENSE.

FRAMATOME F

modèle system

Le Centre National d'Etudes et de Traitements Informatiques des Caisses d'Epargne et de Prévoyance recherche deux cadres de haut niveau

RESPONSABLE D'ETUDES

Sous la responsabilité du chef de service, vous assurerez une double mission de conception et d'assistance technique. Vous suivrez les applications actuelles (prêts, bons et mouvements de fonds) et proposerez de nouveaux services aux utilisateurs. Vous gèrerez, encadrerez et animerez les équipes d'études existantes (10 personnes) ainsi que la cellule technique qui s'y rattache.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez 5 ans d'expérience en conception et un goût prononcé pour la technique. **(Réf. RE/LM)**

RESPONSABLE METHODES

Dans le cadre de vos activités, vous aurez pour missions :
• la création d'un atelier de génie logiciel,
• l'implémentation de la méthode SDMS au sein de l'entreprise, en assurant la formation spécifique des équipes d'études,
• la représentation du CNETI auprès des instances méthodes du réseau des Caisses d'Epargne.

De formation Ingénieur, vous justifiez d'une expérience similaire dans la mise en place d'une méthodologie. **(Réf. RM/LM)**

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence choisie au CNETI - F. JACLOT - Tour Maine-Montparnasse, 10^e étage, B.P. 6 - 75755 Paris cedex 15. Réponse et confidentialité garanties.



CNETI : LE PLACEMENT SÛR

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

Un "Spécial" hautes compétences

COMMERCIAUX HIGH TECH

SYE  IA et Systèmes Experts Non Stop GPAO MRPS (CIN COM System) TZAR 2

Systèmes Réseaux exploitation Manétique, carte à mémoire. Nous avons, en 1986, créé une équipe technique particulièrement compétente dans ces domaines.

Nous voulons, en 1987, organiser encore mieux notre force commerciale.

Dépendants du DGA, responsables de votre territoire, de votre clientèle, associés étroitement à la politique générale du groupe, vous êtes fortement motivés pour développer nos activités. De formation supérieure, vous avez déjà acquis de solides expériences dans plusieurs de ces domaines et souhaitez vous investir dans une équipe qui progresse de façon déterminée.

Ecrivez sous réf. 602/M à A.L. CONSEIL, 102 boulevard Malesherbes 75017 PARIS.

INGÉNIEUR DES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Société d'Ingénierie Internationale, 1^{er} maître d'œuvre européen en conception et réalisation routière et autoroutière recherche POUR SON DÉPARTEMENT EQUIPEMENT DE LA ROUTE des hommes de MOYENS, de METHODE et d'INITIATIVE :

INGÉNIEURS TECHNICIENS SUPERIEURS

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience dans un secteur similaire. Autonome et efficace, vous assurerez l'ingénierie des systèmes électroniques destinés à aider les usagers et les exploitants de la route. Mobile et si possible parfaitement bilingue anglais, vous serez amené à intervenir en France et à l'étranger. Postes basés à : ST-QUENTIN-EN-YVELINES, TOULOUSE et LYON.

Rejoignez notre équipe en envoyant votre CV, lettre manuscrite, photo et présentations à l'attention de M. J. DRESSAYRE - 2 rue Stephenson 78181 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

SCETAUROUTE

INGENIEUR DE VENTE BENSON

La noblesse d'un métier

Société leader sur le marché de l'informatique graphique, nous concevons, développons et commercialisons dans le monde entier un matériel performant d'aide au Dessin Assisté par Ordinateur : traceurs haute gamme, digitaliseurs... Vous avez envie de poursuivre ce challenge avec nous dans un marché qui explose, qui s'ouvre en permanence sur de nouveaux clients, de nouveaux produits. Dans ce contexte où nous nous développons toujours plus vite, nous sommes pressés de vous rencontrer pour pouvoir satisfaire votre envie de vendre nos produits et combler les besoins urgents de nos clients et partenaires dans la distribution, la CAO/DAO. Vous êtes ingénieur de formation et vous avez une première expérience de la vente dans le marché informatique.

Si la perspective vous séduit de rejoindre cette force de vente que le marché nous envoie, adressez rapidement CV, lettre manuscrite, photo et présentations à la Direction du Personnel BENSON, 1 rue Jean Lemoine BP 113 - 94003 CRETEIL CEDEX.

Postes basés à PARIS et PROVINCE - Rémunération fonction de l'expérience (fixe et variable) à laquelle s'ajoutent voiture et remboursement de frais.

Entrer chez Benson, c'est participer à l'aventure de l'infographie. Entrer chez Benson, c'est développer son potentiel dans le groupe Schlumberger.

BENSON Schlumberger

Participer :

à la stratégie de reprise aux dossiers clés.

Vous évalueriez des dossiers techniques, marketing, de reprise d'affaires et participerez à l'élaboration des plans stratégiques. Basé en Rhône-Alpes, vous rendrez compte au PDG du groupe et serez fréquemment en rapport avec les DG des filiales.

Notre société : 600 p., 450 MF de CA, implantée dans 5 pays, est spécialisée dans la fabrication de machines d'emballage, de conditionnement et de manutention. C'est la filiale d'un groupe de 6 milliards de F.

Ingénieur + 3^e cycle, âgé de 28-30 ans environ, parlant anglais, vous avez 3 ans d'expérience dans un poste économique ou technique du type ingénieur d'affaires.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous référence 884.19, à notre Comité.

ONOMA Tour Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 3.

LA DIRECTION GENERALE TECHNIQUE

recherche pour sa Division des Etudes Avancées

UN JEUNE INGENIEUR

Diplômé ECP, SUPAERO, SUPELEC, ENSMA ...

Vous aurez la possibilité d'exercer votre sens des responsabilités au sein d'une équipe chargée de l'étude des systèmes de contrôle du vol les plus avancés (commandes de vol numériques, systèmes de guidage automatique, ...).

Que votre orientation soit études théoriques ou application, vos idées et votre sens pratique vous permettront de rendre opérationnelles des techniques issues de recherches avancées.

Votre formation d'ingénieur spécialisé peut être complétée par une première expérience professionnelle (un à deux ans).

Merci d'envoyer votre CV sous référence DGT 01 au Service du Personnel - AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION - 78, Quai Marcel Dassault - 92214 SAINT-CLOUD

de l'aviation aéronautique

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

Vallée du Rhône

Une Société (2.000 personnes), filiale d'un groupe français à implantation internationale, crée pour son unité de production deux postes :

Jeunes Ingénieurs Automaticiens

Nous accueillons des débutants généralistes à fort potentiel qui seront intégrés au départ dans un Service Méthodes Centrales ou Méthodes Applications. Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils participeront à l'élaboration des schémas d'articulation des produits dès la conception, établiront et gèreront les arborescences de production et d'une manière générale collaboreront à l'optimisation des coûts sur des matériels à la pointe de l'industrie française. Leur évolution ultérieure sera programmée selon leur sens du terrain et leurs aptitudes relationnelles. Les entretiens auront lieu à LYON ou à PARIS. Ecrire au CABINET GATIER, 32, rue Barrême, 69008 LYON, sous référence 380/LM.

Cabinet Gatier

Pour le Centre d'Etudes de Poitiers (91), notre Département

TÉLÉPHONIE AUTOCOMMUTATEURS PRIVÉS

recherche, dans le cadre de sa politique de développement d'autocommutateurs spécialisés de petite capacité, adaptés aux exigences d'une clientèle professionnelle

CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENTS PRODUITS NOUVEAUX MINIMUM 5 ANS D'EXPERIENCE

INGÉNIEURS LOGICIEL GRANDE ECOLE: ENST, ESE, MINIMUM 3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Toutes ces fonctions comportent l'encadrement d'une petite équipe et nécessitent des contacts avec les ingénieurs commerciaux, les usines de production et les clients. Le Chef de projet prendra en charge les développements d'une nouvelle génération d'autocommutateurs et de terminaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, présentations) sous réf. MTL à CSEE-DRH, 99, avenue Aristide Briand 92120 Montrouge.

CSEE

L'ELECTRICFIL industrie

INGENIEUR CHIMISTE (Spécialiste caoutchoac)

Lyon - Leader européen dans la fabrication de composants électriques destinés principalement à l'industrie Automobile, nous recherchons le responsable de notre laboratoire « Recherche et Développement Caoutchoac ». Rattaché au Directeur Technique et assisté de trois techniciens, il aura en charge l'étude des produits à base d'élastomères (câbles et pièces moulées), la mise au point des mélanges (formulation, mise en œuvre), le suivi des essais de fabrication dans un souci constant de l'adaptation optimale aux exigences de production, le conseil sur les matériaux adaptés aux nouveaux produits. En relations suivies avec les fournisseurs, il sera chargé de suivre l'évolution technique de ce domaine et les incidences sur les produits existants ou futurs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste (ou niveau équivalent) ayant une très bonne connaissance du caoutchoac (complément IFOCA ou EAHP très apprécié) complétée par une expérience industrielle d'environ trois années dans ce secteur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1158 à REALISE BP 3143 - 68397 LYON Cedex 03, qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale confidentialité.

SOCIETE DE TELECOMMUNICATION PROFESSIONNELLE recherche pour son laboratoire d'études situé à La Verrière (78), proximité de Trappes :

Ingénieur électronicien

De formation Grandes Ecoles (ESE, ENST, ISEN, ESIEE, ISEP...). Débutant pour études et conception d'équipement de télécommunication et de télématique mettant en œuvre des microprocesseurs de traitement du signal.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et présentations) au Secrétaire Général

SECMAT INDUSTRIES 14, rue Gabriel-Péri 92120 MONTRouGE

VOUS ETES SPECIALISTE DES RESEAUX URBAINS SOUTERRAINS

Ingénieur de formation vous avez acquis une première expérience des réseaux (gaz, électricité, PTT, eau...) de préférence dans un bureau d'études.

La Société des Tuyaux Bonna, groupe industriel à vocation internationale, vous propose pour son siège à Paris, de participer au développement d'un nouveau produit pour transporter notamment l'énergie et l'information.

Si les technologies du futur vous intéressent, c'est l'opportunité pour vous de valoriser votre expérience en vous intégrant dans un groupe dynamique où les perspectives d'évolution de carrière sont larges.

Merci d'adresser curriculum vitae et photo sous référence 4158 à : **SOCIETE DES TUYAUX BONNA** Boite Postale 371-08, 75305 Paris Cedex 08.

bonna

SECTEURS
DE POINTE

Ingénieur commercial

MR TOURRET

électronique, filiale du groupe TOURRET, siège basé à Marseille, spécialisée dans la fabrication d'équipements de haute technologie (électronique, informatique, instrumentation) recherche dans le cadre de sa politique de croissance.

SON NUMERO 1 COMMERCIAL

Votre expérience dans la vente de produits industriels ou de systèmes vous ont donné le goût du challenge et des responsabilités. Dans ce contexte, vous pourrez mettre à profit vos qualités d'initiative et d'organisation personnelle. Votre mission consistera à promouvoir encore plus largement nos produits de haute technologie déjà appréciés par une clientèle d'entreprises exigeantes. Pour cela, vous possédez une formation supérieure dans l'une des technologies évoquées. Rémunération constituée d'un fixe important complété par un intéressement motivant. Carrière évolutive pour candidats volontaires et impliqués. Très nombreux déplacements. Veuillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV + photo), sous référence TE 486 en précisant votre adresse actuelle à notre conseil Patricia Pérona, 1 rue de la République, 13002 Marseille, qui établira confidentiellement nos premiers contacts.

Important groupe spécialisé dans l'assistance et le conseil aux collectivités locales recherche pour son siège à Paris un

RESPONSABLE
INFORMATIQUE

270.000 F +

Il aura pour mission :

- d'évaluer les besoins de gestion ainsi que les logiciels actuellement fournis aux sociétés du groupe,
 - d'animer une équipe de six informaticiens et de coordonner les services informatiques régionaux,
 - d'analyser et de développer les systèmes internes de la société.
- Vous êtes un ingénieur avec une expérience de huit ans minimum dans l'organisation et l'informatique. Vous possédez des capacités d'imagination et une grande adaptabilité pour évoluer dans un milieu décentralisé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4806, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

erig

Petite S.S.L. en pleine expansion (2000 personnes), filiale d'une banque et dotée d'une grande expérience d'un marché en forte croissance, nous développons au plus national des projets informatiques de grande envergure. Nous recherchons pour :

Responsable
des activités «monétique»

Intégré au Service Endex (16 F.), vous serez l'interlocuteur de la Direction, des Services Internes et des partenaires extérieurs pour toutes les applications Monétique et leurs évolutions futures. Vous gèrerez les applications-montages, complètes les projets et la mise en place de nouvelles applications, au plus national (tous les produits de monétisation des clients) et au plus du site central (détection des clients, procédures de contrôle, analyse et développement). Vous encadrerez, animerez et organiserez une équipe de 5 à 7 personnes.

Ingénieur Informatique (ENSHCM, INSA, TELECOM...), vous avez au moins 5 ans d'expérience Système et Réseau en conduite de projets sur gros sites IBM ou équivalent, et possédez dans le domaine monétique ou bancaire. Vos compétences techniques, allées à votre goût pour l'organisation et des qualités d'encadrement de négociation et de contact, constitueront vos atouts de réussite.

Merci d'adresser lettre - C.V. - photo - prétentions, sous réf. ISRM, à notre Conseil INFORMAMA CARRIÈRES, 24, rue de Metz 31000 TOULOUSE.

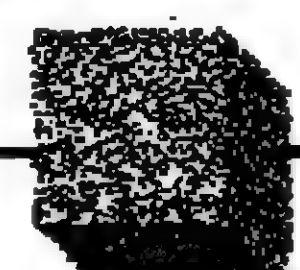
INFORMAMA
carrières
la technologie par les hommes

LYON-ILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

CENTAURE VISIONIC, Société de matériels de haute technologie, recherche pour son département Recherche et Développement :

INGÉNIEURS INFORMATIENS

De formation ingénieur, vous êtes débutants ou possédez une expérience de 2 à 3 ans dans le traitement d'image. Une bonne connaissance en électronique serait un plus. Responsable et autonome, vous faites preuve de dynamisme et d'un esprit ouvert. Disponible immédiatement. Merci de nous adresser CV, photo et prétentions 40/44, rue des Meuniers 93100 Montreuil.



CENTAURE
VISIONIC

GOULD
Electronique

GOULD ELECTRONIQUE, filiale française du groupe américain GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de MESURE et de CONTRÔLE électroniques (systèmes d'enregistrement, oscilloscopes numériques, analyseurs logiques).

Recherche pour son Service Assistance Clients

INGENIEUR SUPPORT

Sa mission :

- Assurer la formation des techniciens SAV en France et à l'étranger ;
- Etre l'interface avec les Etudes et la Production dans le cadre de l'introduction des nouveaux produits ;
- Organiser des stages pour les utilisateurs ;
- Participer aux projets d'assurance qualité ;
- Développer les logiciels de dépannage et en établir les protocoles ;
- Aider les techniciens sur le site pour les affaires difficiles ;
- Optimiser la gestion des inventaires pièces défectueuses.

Profil : Ingénieur Electronicien débutant ou STS/DUT avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Anglais lu et parlé exigés.

Ce poste évolutif pour un candidat dynamique, pédagogue, ayant le sens de l'organisation et des relations humaines, est à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions à : GOULD ELECTRONIQUE - Service des Personnels, 57, rue Saint-Sauveur - 91160 Ballainvilliers.

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche pour son département TELEMATIQUE
ET INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE

UN INGENIEUR
3 à 5 ANS D'EXPERIENCE

Le candidat à ce poste devra :

- S'intégrer à une équipe de 5 personnes.
 - Assurer le développement de services télématiques (vidéotex) sur serveur propre.
 - Participer à la mise en place d'équipements dans les 30 établissements d'enseignement qui gère la Chambre.
- Ceci suppose :
- Une solide expérience de l'informatique.
 - Une bonne connaissance de la communication et de ses outils.
 - Le goût des contacts humains.
 - Une capacité rédactionnelle.

Adresser C.V. et prétentions en indiquant sur le courrier la référence DTIP/IN à : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

Misez sur une entreprise
à la pointe du progrès !

Pour relever les défis de l'avenir, nous nous sommes dotés des matériels et logiciels les plus performants et nous mettons en oeuvre, dès aujourd'hui, les technologies du futur en matière de productique, logistique, de communication et de traitement de l'information. Mais cela ne nous suffit pas : il nous faut des concepteurs et des réalisateurs qui soient aussi des hommes de communication capables de bâtir notre future logistique industrielle ou d'adapter en permanence notre système d'information. Dans le cadre de cette évolution nous recherchons des :

Chefs de Projet en Organisation Industrielle ou
Organisation Informatique

Vous analyserez les besoins, élaborerez des solutions, choisirez des options techniques et économiques, mais aussi et surtout, vous mettrez en oeuvre et donc animerez, dialoguez avec les utilisateurs pour réussir les phases de réalisation, de suivi et de contrôle du projet.

Chefs de Projet Recherche et Développement

Vous rechercherez les techniques de pointe et les modèles susceptibles d'augmenter notre rentabilité et donc de faire progresser l'Entreprise. Vous proposerez des moyens informatiques nouveaux (matériels, logiciels...) afin d'améliorer la performance de l'Entreprise en fonction des besoins présents et futurs des services utilisateurs.

Ces postes d'observation sont une étape-clé pour une carrière évolutive.

De formation Grande Ecole d'Ingénieur, vous bénéficiez de préférence d'une première expérience. L'un des postes vous intéresse. Adressez votre candidature (lettre, C.V., photo) en rappelant la référence 7401M à Françoise MAUX - Recrutement et Emploi - 3 SUISSES - 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

3 SUISSES
le Chouchou!

IMPORTANTE BANQUE
D'AFFAIRES INTERNATIONALES
filiale de l'IFP 7.

renforce son équipe informatique et recherche un

RESPONSABLE
D'APPLICATION

VOUS RECHERCHONS : Dans le cadre de l'informatisation d'un secteur bancaire en mutation :

- coordonner l'ensemble des opérations avec les SSI,
- superviser la réalisation et la mise en place des applications,
- conseiller et assister les utilisateurs.

VOUS RECHERCHONS : formation supérieure, expérience de 5 ans au moins dans la conception et la conduite de projets en milieu bancaire, la connaissance des crédits acheteurs serait un plus.

A des candidats de valeur, nous offrons de réelles opportunités professionnelles, une rémunération en fonction de l'expérience acquise et divers avantages bancaires.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous réf. 6256, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvain - 75002 PARIS

NOVO INDUSTRIE ENZYMES

recherche

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

MISSION :

- assurer assistance technique et vente de ses produits dans diverses industries (déplacements fréquents)

PROFIL :

- ingénieur L.A.A. - AGRO - L.N.S.A. - BIOCHIMISTE ou équivalent (4 ans d'expérience environ) ;
- connaissance et expérience approfondies des L.A.A. ;
- bonne connaissance de l'enzymologie ;
- anglais parlé et écrit courant.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à NOVO INDUSTRIE ENZYMES 24, rue Fortuny, 75017 PARIS.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche pour son Centre
de Recherche de
MARNE-LA-VALLEE :

UN TECHNICIEN
SUPERIEUR

Titulaire d'un DUT ou STS
Informatique pour second
Ingénieur Système au sein
d'une équipe de 5 personnes

CONNAISSANCES EXIGÉES :
- systèmes d'exploitation ;
- langage FORTRAN, C ;
- notions d'électronique.

CONNAISSANCES SOUHAITÉES :
- système VAX-VMS digital ;
- système UNIX.

Déplacements à prévoir à
PARIS et en Province

Adresser C.V. détaillé à :
M. Jacques RILLING - C.E.T.B.
84, avenue Lavoisier - 93
77420 MARNE-LA-VALLEE.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE
PROJETS TRÈS VALORISANTS

INGENIEURS BULL

SYSTEMES BULL
DPS 6 - DPS 7 - DPS 8

Importants projets de dévelop-
pement et de qualification

CHEFS DE PROJET

BULL DPS 7 - DBA

Ayant de la « bouillotte »
Capables d'initiatives et d'im-
agination aboutissant à des
solutions féeriques

Pour encadrer une équipe
d'ingénieurs

INGENIEURS SYSTEME

Pour développement de
MONITEURS TEMPS REEL

INGENIEURS RESEAUX

TRANSPAC - X25 - DBA DIA

INGENIEURS PROCESS

Projets de simulations
MILITAIRES

INGENIEURS SOLAR

PROJETS TEMPS REEL
SPECIALISTE UNIX

Responsable de l'exploitation de
Système et de la réalisation des
« REALISABLES »

Salaire élevé
26, r. Daubenton-6, 43-37-40-22.

1 INGENIEUR D'ETUDE

pour développement cartes
analogiques et digitales à
microprocesseurs, expérience
essentielle : 2 ans minimum.

BANQUE EST
Merci d'adresser C.V. PHOTO
et PRÉTENTIONS
aux M. LALLI
2, avenue de la Terraine
BP 25 - 77500 CHelles.

SERVICE
ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

RECHERCHE :

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES
ERST, ESE, ENHOMAS, INSA,
ENSI, DEA, MAGE

POUR ASSURER
DES DÉVELOPPEMENTS EN :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS D'APPLICATION
TEMPÉ REEL
- TELECOM, RESEAUX
- GAO, GFAO, IA

Boire à :
SDI 79/80, avenue Gallieni
Tour Gallieni I
93174 BAGNOLET CEDEX.

Dé d'ingénierie informatique
recherche pour renforcer ses
équipes de développement

INGENIEUR
C SOUS UNIX

PROGRAMMEUR
FORTRAN

- Contraste 486 Landale
au 43-77-42-45.

Importance des micro
informatique recense
pour Paris et Bordeaux

INGENIEURS

(INSA, ENSEM...)
Merci d'adresser C.V., photo et
prét. à M. LALLI

M. LAMARRE
96, bd Richard-Lenoir
75011 PARIS.

Le Monde CADRES

UN VRAI CHALLENGE UN VRAI JOB DE PIONNIERS

Filiale française
(6 000 personnes)
d'un important
groupe
international,
nous recrutons
pour notre

NOUVELLE
DIVISION PILES
ELECTRIQUES.

pour ceux et celles qui aiment construire, qui aiment se battre, pour qui rien n'est jamais définitivement acquis, qui aiment avancer et gagner...

► Directeur national des ventes

Un homme d'une trentaine d'années minimum, diplômé ou non de l'enseignement supérieur, ayant une connaissance et une expérience approfondies du marché « packed goods » ou mieux du secteur des piles, et des différents canaux de la grande distribution ainsi qu'une excellente maîtrise du management d'équipe de vente.

Accrocheur, très efficace, excellent négociateur, il devra être capable d'élaborer, de vendre et de faire appliquer une politique commerciale performante, tant au niveau de ses vendeurs que de ses interlocuteurs externes (Détaillants, Grossistes et Chaînes de la Grande Distribution). (Réf. LM/1002)

► Responsable de la promotion des ventes et du merchandising

Homme ou femme, âgé de 26 ans minimum, HEC, ESSEC, SCIENCES PO « ECOFI », SUP DE CO, créatif, volontaire, ambitieux, capable de concevoir, de mettre en place et de gérer les outils d'ordre à la vente dont il devra en outre assurer le suivi et le développement tant au niveau des équipes commerciales terrain qu'au niveau des réseaux de la grande distribution.

Responsable de la logistique, au niveau de la Promotion et du Merchandising, il devra avoir une expérience de quelques années des « packed goods » ou mieux du secteur des piles, ainsi qu'une excellente connaissance des différents canaux de distribution (détaillants spécialistes et grande distribution). (Réf. LM/1003)

La maîtrise de la langue anglaise est impérative.

Les rémunérations seront négociées en fonction du profil et de l'expérience des candidats retenus et ceux-ci devront pouvoir se libérer rapidement. Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la référence du poste choisi à Bernard G. Allen, au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles
75002 PARIS

Ingénieur mécanicien ou physico-chimiste concrétisez nos produits de demain

Dans un environnement pluridisciplinaire (optique, mécanique, chimie), nous vous proposons de prendre en charge, à partir de nos études et la conception de moyens de réalisation de nouveaux produits. Diplômé d'une grande école (P.E.M., Centrale, Polytechnique, Paris...), vous avez une première expérience de 2 à 5 ans en tant qu'ingénieur. Outre vos compétences techniques, vos qualités de contact, votre esprit d'initiative et votre imagination vous permettront d'accéder à l'évolution envisagée pour cette fonction.

En intégrant ESSILOR, premier groupe français en optique industrielle et présent dans le monde entier, vous participerez concrètement à notre volonté générale d'optimiser la qualité de nos productions. Ce poste est basé dans le Val de France.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 115 M à :
ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affiliations
57, avenue de Condé - 94100 SAINT-MAUR



GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Dans le cadre de notre recherche constante dans le domaine de l'amélioration de la Qualité, nous créons un poste au sein de notre unité de formulation de systèmes pour applications Polyuréthane, située près de GRENOBLE (38) et recherchons un

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

HF

Votre mission

Rattaché directement au Directeur du site, vous serez :

- Responsable du Contrôle Qualité : à ce titre, vous serez chargé de mettre en place des méthodes de prélèvement de matières premières (Polyol et composants), de produits en cours de fabrication et de produits finis pour analyses, tests et contrôles. Vous serez en outre chargé d'adapter à l'unité concernée les procédures informatisées de contrôle mises en place au niveau européen.
- Responsable du Laboratoire : pour répondre à la demande des clients ou résoudre des problèmes rencontrés en clientèle, vous serez chargé de mettre au point de nouvelles formulations ou de modifier des formulations déjà élaborées.

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 87/01/PJ/LM, à I.C.I. FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.



Dans le cadre de vos fonctions, vous travaillerez en étroite collaboration au niveau de l'unité de production, avec le Service Fabrication et le Service Assistance Technique, et au niveau européen, avec le Service Contrôle Qualité et les Services Techniques basés en Belgique.

Votre profil :

- vous êtes de formation ingénieur chimiste et possédez des connaissances approfondies en chimie organique,
- vous êtes âgé de moins de 30 ans,
- votre anglais est excellent (oral et écrit),
- en outre, dans le cadre d'une évolution de carrière possible au sein du Groupe, vous êtes mobile géographiquement.

Vous êtes consultant en recrutement. Devenez un de nos futurs associés.

Cabinet de Conseil en Ressources Humaines en fort développement, intervenant dans tous les secteurs, par annonce et par approche directe, tant en France qu'à l'étranger, vous proposez de rejoindre son équipe. Par la haute qualité de vos prestations, vous avez su créer et développer un réseau important de clientèle qui vous donne aujourd'hui une grande autonomie.

Idéalement, vous avez au moins 8 années d'expérience du recrutement (en entreprise et/ou en cabinet).

Transmettre votre dossier à l'Agence JONCTION sous double enveloppe, en précisant les noms des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre réponse.

Agence JONCTION
104, rue Réaumur
75002 PARIS

INGÉNIEUR DE VENTE EUROPE EQUIPEMENT OPTO-ELECTRONIQUE

BIOC est un important groupe britannique d'engineering occupant environ 50.000 personnes dans le monde entier et exerçant ses activités dans plus de 80 pays. Il est, entre autres, leader mondial dans le domaine de l'engineering de haute qualité pour les câbles et composants appliqués aux communications. En vue de développer son activité européenne en pleine expansion dans le secteur des communications et de l'opto-electronique, il recherche un ingénieur de vente dynamique et ayant un esprit pratique, environ 30 ans, pour prendre la responsabilité de la vente de ses produits et équipements en relation avec la fibre optique. Les candidats auront une formation d'ingénieur et une expérience en télécommunications, fibres optiques, produits électroniques ou instrumentation et vente de systèmes aux régions nationales et aux entreprises de télécommunications.

La personne engagée devra être fortement orientée vers l'obtention de résultats, capable de négocier à un niveau élevé et disposée à voyager fréquemment ainsi qu'à effectuer des démonstrations d'équipement de haute technologie. Ce poste sera basé à Paris ou à Bruxelles. La connaissance courante du français et de l'anglais est requise, la connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol constituerait un atout supplémentaire. La rémunération est attractive et inclut l'usage d'une voiture de société. La mise au courant l'effectuera en nos usines en Grande-Bretagne.

Ecrire avec référence sous n° 8306
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Chantelle PARIS

Avec un effectif de 1100 personnes et 5 sites industriels, nous sommes la plus importante société française de lingerie-cosmétique. Nous réalisons plus de la moitié de notre chiffre d'affaires à l'exportation et nos résultats financiers sont excellents. Nous recherchons pour notre usine située à Mantes-la-Jolie un :

Directeur d'usine

Vous reporterez au Directeur Général Adjoint de notre société et dirigerez une unité autonome bien structurée (pièces coupe et confection + méthodes + qualité + entretien...) et une équipe très professionnelle.

Budget et investissements, animation technique, gestion sociale constituent l'essentiel de vos responsabilités.

Ingénieur Textile ou équivalent, vous animez une unité de fabrication dans le secteur Lingerie/Habillement depuis plus de 5 ans.

L'offre comporte les avantages liés à l'exportation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle, à Chantelle, Direction du Personnel - 41 rue Genest - 75002 Paris. Discretion totale assurée.

Directeur station thermale

Ax-les-Thermes

Au pied des Pyrénées, cette station thermale de renommée internationale recherche d'urgence son nouveau Directeur.

Il sera chargé d'organiser et de gérer les quatre établissements thermaux de la station ainsi qu'une blanchisserie industrielle, d'en maîtriser les coûts et d'animer le personnel. Responsable des résultats d'exploitation, il devra également proposer les investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité des services, entretenir d'étroites relations avec l'hôtellerie locale et le corps médical et s'intégrer à la vie de la cité.

Gestionnaire, organisateur, animateur, il a une formation supérieure du type Ecole de Gestion et une expérience professionnelle acquise si possible dans une activité de services. Une forte personnalité, le goût des relations publiques et une indépendance d'esprit faciliteront son intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. B074/M à Patrick Audhuys, SEMA-SELECTION, 54 bis, rue d'Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE.



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Nous croyons dans les Ressources Humaines

Nous relevons les défis d'aujourd'hui et de demain. Les entreprises ont plus que jamais besoin du professionnalisme et de la créativité des hommes et des femmes qui les constituent.

Filiale d'un des plus importants groupes de communication, nous sommes leader dans nos domaines, nous créons aujourd'hui un département spécialisé dans le conseil en communication interne et mobilisation du personnel. Nous recherchons un consultant expérimenté spécialiste de la gestion des ressources humaines et de l'analyse des problèmes d'organisation et de communication au sein des entreprises.

Il aura à développer cette activité de conseil auprès de nos clients en liaison étroite avec le Directeur du Département par une approche pragmatique et novatrice du conseil et en s'appuyant sur les expertises du Groupe. Autonome, motivé et responsable de vos objectifs, vous serez responsable de vos collaborateurs, vous devrez une nouvelle dimension à votre conseil et à votre ambition.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 426, à M. O. Bézier, 34 rue de l'Ourcq 75019 Paris, qui transmettra.

SOCIETE PETROCHIMIQUE INTERNATIONALE RECHERCHE

INGENIEURS DE VENTE MATIERES PLASTIQUES

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience et possédez une bonne connaissance technique des matières plastiques.

Vous avez l'expérience de leur commercialisation. Vous cherchez à valoriser vos acquis et à évoluer dans un contexte international où la mobilité est de règle. Nous vous attendons.

Une pratique courante de l'anglais et une bonne connaissance de l'allemand sont exigées. Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV, photo et prétentions sous réf. 19567 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

CONTESSÉ

Le Monde
CADRES

LE GROUPE MATRA
recherche (H/F)

Spécialistes Gestion - Finances

Expérience : 3 à 5 ans dans le service Finances-Trésorerie d'une grande entreprise en matière de :

- montages et gestion de financements
- gestion d'un service trésorerie

Pratique dans les domaines suivants :

- produits nouveaux sur le marché financier
- trésorerie dérivée et procédures de règlements étrangers
- utilisation de l'outil micro-informatique.

Formation : HEC, ESSEC, ESC, ou maîtrise.

Lieu de travail : Paris, Région Parisienne, Province.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence 1394 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de Montigny 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

Responsable du process industriel

Rivoire & Carret

(500 M de CA), recherche dans le cadre de sa politique industrielle d'amélioration continue et rigoureuse de la qualité et de la productivité un **RESPONSABLE DU PROCESS INDUSTRIEL**.

Basé à l'usine de COMPIEGNE et animateur d'une équipe de 5 techniciens (planning, méthodes, qualité), l'ensemble de la responsabilité technique et industrielle lui sera confiée, en relation avec les différents responsables de fabrication :

- d'une part sa fonction sera centrée sur l'outil de production en terme d'investissement industriel, organisation et implémentation matérielle.
- d'autre part, sa compétence concernera le produit, en terme de qualité et donc de process dynamique (des méthodes premières au conditionnement).

De formation Ingénieur (ENSAIA, ENSAIA ou A 5 M.), le candidat âgé d'environ 32 ans possédant nécessairement une expérience similaire dans le domaine agro-alimentaire et se distinguant par ses qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec CV, photo et prétentions à RIVOIRE ET CARRET, 33 boulevard de la Liberté, 13001 MARSEILLE.

Chef du service commercial

Mécanique - Electronique

Sud-Ouest. Cette importante entreprise spécialisée dans la mécanique et l'électronique recherche le Chef de son Service Commercial. Il sera chargé de l'animation du service, du suivi de la clientèle existante, de la prospection du marché, des études de devis, des négociations commerciales et des mises au point techniques des commandes (produits finis ou sous-traitance).

Titulaire d'une formation supérieure technique ou commerciale, il a déjà l'expérience d'un poste similaire, une bonne connaissance du secteur de la mécanique ou de l'électronique et de très solides aptitudes commerciales. La pratique de l'export et de l'anglais sera vivement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. B073/M à P. Audhuys, SEMA-SELECTION, 54 bis, rue d'Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE.

SM SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

N° 1 EN EUROPE
DANS NOTRE DOMAINE
filiale d'un Groupe multinational,
nous représentons un C.A. de 360 millions,
un effectif de 700 personnes
et 3 établissements en France.

Nous recherchons pour notre usine de BEAULVAIS (Oise) (360 personnes)

chef de personnel

Rattaché au Directeur de l'Usine et à la tête d'une équipe de 8 personnes, il définit et suit avec lui la politique sociale, assure les relations avec les partenaires sociaux, et gère l'administration du personnel.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure avec une expérience de 4 ans minimum dans un établissement de production industrielle.

Anglais lu et parlé vivement souhaité.

Merci d'adresser CV et photo, prétentions et détail de disponibilité, sous réf. N177.

PAJ Conseil,
8, avenue de Camoëns
75116 PARIS

PAJ
CONSEIL
EN RECRUTEMENT

Fabricant d'accessoires métalliques pour la confection recherche pour sa filiale, région Rhône-Alpes, composée de représentants multicartes :

UN DIRECTEUR DES VENTES

Âge 30/40 ans, bonne introduction auprès des fabricants de vêtements, capacité à gérer une filiale en toute autonomie.

Rémunération fixe + bonus.

Ecrire sous la référence n° 7.032.

LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e

URGENT
GROUPE SOCIÉTÉS

CADRES COMMERCIAUX

PARIS / PROVINCE et
EXPORT

- cadres commerciaux ;
- isolation thermique ;
- peinture industrielle ;
- électronique ;
- travail temporaire.

COMMERCIAL
(Paris de Gelles et Mollard)
C.V. + photo à V. BAYER
47, rue Biscuit, 92210
St-Cloud. Tél. 47-71-05-09.

SOCIÉTÉ DE PRESSE PROFESSIONNELLE

Recherche

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

RÉDACTEUR

Les candidats devront justifier d'une solide connaissance de l'informatique et d'une expérience réussie dans la presse écrite.

Env. CV + photo + lettre manuscrite + prétentions au **REDACTEUR EN CHEF ADJOINT**
Sous n° 8.299
8, rue de Montessuy, 75007 Paris.

RÉGION PARISIENNE SUD

INGÉNIEURS MÉCANIQUE DÉBUTANTS

Calculs structures, études statiques et dynamiques compressives et turbines.

Env. CV Noelle Tournaud 84, rue St-Lazare, 75008 Paris Tél. 42-55-29-74.

Marketing direct : Agence ou Annonceur ?

INFRAPLAN est Conseil en Recrutement de cadres par annonce ou par approche directe. Deux de nos consultants sont spécialisés dans le secteur Publicité et Marketing direct.

Bien sûr, comme vous sans doute, nous serons à la « semaine du marketing direct » au Palais des Congrès. Nous nous rencontrerons peut-être. Mais pour en être plus sûr adressez-nous un court curriculum vitae qui sera traité avec la plus grande confidentialité.

Actuellement, pour trois sociétés différentes nous cherchons :

Un concepteur rédacteur

Il s'agit d'une agence de tout premier plan aux budgets très variés (presse, banques, produits de luxe, organisations humanitaires, etc.). Un Senior est nécessaire.

Un directeur de clientèle

Un poste passionnant aussi, dans une jeune agence qui double sa marge brute chaque année.

Un jeune chef de produit

Mais bien sûr la valeur n'attend pas... Il faut avoir une bonne connaissance de la vente de produits de services par les techniques actuelles du Marketing Direct.

Merci de nous contacter en précisant le poste souhaité. INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

GROUPE DE SERVICES INDUSTRIELS

cherche, pour satisfaire son expansion de début 1987

2 directeurs d'agence

Activité lavage. Responsables d'un centre de profit. Relations commerciales. Gestion des hommes et du matériel. Hommes d'expérience. Connaissances techniques similaires souhaitables. Dépt 13 - Réf. A

1 directeur d'agence

Activités assainissement, maintenance industrielle, lavage. Responsable d'un centre de profit. Expérience, relations, dynamisme nécessaires à la création et au développement d'une agence. Dépt 69 - Réf. B

4 chefs d'exploitation

Assainissement, maintenance et nettoyage industriels. Devis clients. Organisation des travaux. Gestion des hommes et du matériel. Responsables des marges brutes de chantier. Expérience industrielle indispensable. Dépt 13 et 69 - Réf. C

1 directeur de département

Méthodes et pilotage, travaux de maintenance industrielle. Responsable d'un centre de profit. Leader de l'équipe d'ingénieurs et de techniciens (50 p.). Commercialement il enlève les affaires. Dépt 13 - Réf. D

1 ingénieur d'affaires

Ensam, Insa, Ensaia, ou autodidacte solide. Ingénierie. Maintenance industrielle. Commercialiser, gérer, coordonner, contrôler les chantiers (arrêts d'unités, revamping) de moyenne et grande dimensions. Expérience souhaitée. Mobilité indispensable. Dépt 13 - Réf. E

2 consultants informatique

Système informatique de gestion de projets, ARTEMIS. Exploitation et optimisation des moyens existants. Management de chantiers de maintenance. Développement de packages chez les clients. Expérience souhaitable. Anglais et mobilité sont indispensables. Dépt 13 - Réf. F

Ces postes ne concernent que ceux qui aiment entreprendre, assumer des responsabilités, gérer et s'intégrer dans une équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, (prétentions indispensables) avec réf. du poste : Entreprise H. REINIER, Service relations sociales - Bt B6, la Bastide Blanche - 13127 Vitrolles.

DMIE
DEPARTEMENT MAINTENANCE INDUSTRIELLE ET ENVIRONNEMENT

Un organisme financier national recherche pour sa filiale S.A. HLM

LE CHEF DE SON SERVICE COMPTABLE

Vous dirigez une équipe de 7 personnes.

La comptabilité est informatisée

- vous produisez les comptes mensuels, annuels
- vous assurez la gestion de la trésorerie, le suivi budgétaire.

A 33 ans minimum, titulaire d'un DECS ou niveau, vous désirez opérer avec un bon degré d'autonomie, dans une structure légère.

Adresser votre CV et prétentions à L. STEPHAN 14/16, rue Montalivet 75008 Paris

CONTESSÉ

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES TECHNIQUES

DÉBUTANT OU AVEC UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Société d'Assurances sur la Vie désirant renforcer ses Services Techniques recherche

candidat de formation supérieure, DEUG de math pour poste évolutif (formation actuarielle à envisager, connaissances programmation Basic appréciée).

Intégré à notre équipe technique en fonction de ses motivations et de sa qualification, il se verra confier des missions telles que :

- conception de produits, confection de notes techniques, tarification, participation à la rédaction de contrats, dossiers d'analyse pour information...

Si cette proposition vous intéresse, prière d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à SOGECAP à l'attention de M. GOUAUD 1-3, rue Cassanin, 75009 PARIS.

Concevez nos applications logistiques

BASF CA France : 5 milliards ! Nous distribuons sur toute la France les produits de notre maison mère multinationale.

Chez nous la logistique est un service primordial. Dans le cadre de la mise en place d'un projet d'ensemble et sous l'autorité du Chef de Service, nous cherchons à intégrer un Chef de Projet, organisateur rompu à la logistique.

Vos interlocuteurs : les responsables d'unités sur toute la France. Vous comprenez leurs besoins, vous définissez les fonctionnalités des applications informatiques, vous faites concevoir les systèmes, vous contrôlez leur réalisation, vous les testez, vous les mettez en place et vous assistez le démarrage.

Vous avez acquis une expérience opérationnelle de la logistique commerciale et vous maîtrisez l'allemand. Gestion de stocks, suivi des commandes, transport, sont votre domaine. Sans être praticien top niveau, vos connaissances vous permettent d'être un interlocuteur efficace en matière informatique.

Ecrivez à notre Conseil.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 878 M

CORT, 65 Av. Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Juristes confirmés

Nous sommes un important cabinet de Conseil Juridique et Fiscal, dont l'activité se situe au niveau national et international.

Nous recherchons des juristes confirmés, possédant 4 à 5 ans d'expérience de la fonction exercée, de préférence en cabinet, et qui, par leur compétence et leurs qualités professionnelles, participeront au développement de nos activités.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence 4553 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

AFFAIRES

Très forte demande de titres

Le Trésor freine la spéculation sur Paribas

La privatisation de Paribas, aurait-elle été trop bien orchestrée ? Ouverte le lundi 19 janvier, pour être officiellement close le samedi 31 janvier, l'offre publique de versement (OPV) de 14,7 millions d'actions du groupe bancaire de la rue d'Antin semble avoir réveillé des appétits insoupçonnés chez les candidats actionnaires. A tel point que les premières estimations des milieux financiers portaient à croire que les résultats de l'OPV sur le capital de Paribas dépasseraient ceux enregistrés lors de la privatisation de Saint-Gobain (1,5 million d'actionnaires).

Si le gouvernement peut se féliciter du mouvement en cours (la direction générale du groupe privé tablant initialement sur 500 000 à 600 000 petits porteurs), le voici confronté à la réaction du marché. Alors que la loi de privatisation du 6 août 1986 pose comme principe que « les demandes de personnes physiques françaises ou résidentes n'excédant pas dix titres seront servies intégralement », il suffirait d'ordres d'achat de dix titres pour que tous les petits porteurs ne soient pas servis dans les termes prévus.

Après la décision de sa liquidation judiciaire, l'imprimerie de la presse nouvelle en sursis pour deux mois

L'imprimerie de la presse nouvelle (IPN) est en sursis pour deux mois. Le tribunal de commerce de Paris s'est, en effet, prononcé, le 26 janvier, en faveur de sa liquidation judiciaire en prenant acte de l'impossibilité de trouver un terrain d'entente entre M. Bruno Bertez, président-directeur général du groupe AGEFI-la Vie française, candidat à la reprise de l'entreprise, et le Livre CGT. Mais le tribunal a autorisé la poursuite de l'activité de l'IPN pour deux mois, sous la direction de M. Alain Pernot, administrateur judiciaire.

Passé ce délai, le tribunal devra trancher entre la cessation d'activité et la liquidation de biens ou la création d'une nouvelle société qui pourrait être une société coopérative ouvrière de production (SCOP) ou une société à participation ouvrière.

L'IPN, qui emploie trois cents salariés, était en règlement judiciaire depuis juin dernier. Son déficit cumulé s'élève à environ 35 millions de francs. M. Bruno Bertez, propriétaire d'une partie du capital de l'entreprise, qui fabrique plusieurs journaux de son groupe - l'AGEFI, la Tribune de l'économie, la Tribune de la Bourse - en plus de publications comme l'Argus, Week-end, le Petit Meunier, etc., s'était porté candidat à sa reprise. Il avait présenté un plan qui tablait sur un équilibre entre la masse salariale de l'entreprise et son chiffre d'affaires et entraînait le licenciement d'une centaine de salariés.

Le Livre CGT n'acceptait que quatre-vingt-dix salariés, s'en tenant à un accord conclu le 12 septembre dernier.

Après une grève en décembre et des manifestations, le Livre CGT réclamait en outre que l'IPN assure l'impression de l'hebdomadaire de M. Bertez, la Vie française, confectionné dans une imprimerie de la rue de la Harpe, afin d'augmenter sa charge de travail. Des militants avaient bloqué la diffusion de 46 000 exemplaires de l'hebdomadaire (le Monde du 23 janvier).

Le tribunal de commerce renvoie donc l'IPN à la case départ. La proposition de reprise de M. Bertez étant « caduque », il revient, selon ce dernier, à M. Pernot de proposer un plan de redressement ou à un éventuel reprenneur de se porter candidat. Le Livre CGT espère, quant à lui, dégager une solution de montage industriel qui maintienne l'entreprise. Mais d'ici là ce sera aux ASSEDIC d'assurer le versement des salaires de février.

YVES-MARIE LABÉ

Baisse du bénéfice des télécoms en 1986

Le bénéfice des télécoms a baissé, passant de 11 milliards en 1985 à 7,1 milliards en 1986, selon les données publiées par la Direction générale des télécommunications (DGT). Le chiffre d'affaires a progressé de 7 % environ, pour s'élever à 91 milliards de francs. Cette croissance est nettement inférieure au rythme des années précédentes (+16 % en 1985, +15 % en 1984 et +16 % en 1983). L'ensemble des apports financiers au budget général (6,15 milliards), à la poste (4,3 milliards), au CNES (4,3 milliards), à la filière électronique et divers (5,2 milliards) s'est accru de 29 %, pour atteindre 20 milliards de francs.

Les effectifs (163 000 personnes, soit 0,8 % de la population active) ont été réduits de deux mille salariés. « La tendance amorcée en 1985 se poursuivra vraisemblablement dans les années à venir », note la DGT.

Par ailleurs, 93 % des ménages disposaient en 1986 du téléphone, et 1,5 % d'entre eux avaient une deuxième ligne ; un quart disposent d'un deuxième poste, et 55 000 répondeurs ont été vendus. En outre, près de 9 demandes d'abonnement sur dix sont satisfaites en moins de 10 jours. A la fin de l'année, il n'y avait plus de demande datant de plus de six mois.

Le trafic moyen annuel par ligne principale est resté stable, l'accroissement du nombre d'abonnés à faible consommation étant compensé par une amélioration de la qualité et par l'utilisation plus fréquente des nouveaux services.

La France, qui dispose du réseau le plus numérisé du monde (56 % des équipements de transmission interurbaine et plus de 50 % des équipements de communication temporelle d'abonnés), offre sur tout son territoire des communications totalement numériques, 36 000 kilomètres de fibres optiques sont installés.

D'autre part, 360 000 abonnés ont demandé une facturation détalée (+210 %). Le nombre de publications en service s'est réduit de 1 % (176 000, dont 21 000 à paiement par carte, soit une hausse de 300 %). Enfin, 9 millions de cartes prépayées ont été vendues en 1986, ce qui a représenté une recette de 500 millions de francs.

La DGT note également une baisse du taux de signalisation des dérangements : selon elle, on constate, pour une ligne, un dérangement tous les cinq ans en moyenne. En 1986, le taux de publications en dérangement a été divisé par deux mais est demeuré encore élevé.

ERIC FOTTORINO.

CONJONCTURE

La libération des prix dans l'hôtellerie et la restauration

Seuls les cafés...

Faisant part de son « inquiétude » sur l'évolution des prix en janvier, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a appelé le 26 janvier « tous les Français à faire un usage responsable de la liberté des prix ».

Si les hôtels et les restaurants font preuve d'une grande sagesse depuis que la liberté des prix leur a été accordée le 3 décembre dernier, il n'en est pas de même dans les bars où les tarifs s'envolent. Tel est le premier bilan que les pouvoirs publics et les professionnels tirent des deux derniers mois.

Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration sont traditionnellement inflationnistes, et le gouvernement, craignant les dérapages, n'avait accordé la liberté qu'après avoir reçu des syndicats professionnels un engagement formel de modération. Les prix ne devaient pas augmenter plus vite que l'inflation et devaient être relevés progressivement. Les pouvoirs publics ont été aidés par une mauvaise conjoncture.

La hausse du dollar, les attentats, les divers mouvements sociaux, la météorologie ont fait comprendre aux professionnels que « toute augmentation importante se traduirait par une baisse de la clientèle et serait suicidaire ». Les syndicats ont demandé à leurs adhérents de multiplier les promotions (prix durant les week-ends et les périodes creuses) dans l'hôtellerie, prix d'appel dans la restauration.

Dans l'hôtellerie, seuls les prix des établissements quatre étoiles et quatre étoiles luxe étaient libérés. Mais la période ne se prête pas aux hausses. D'une part, c'est traditionnellement avant la saison touristique d'été qu'on enregistre les augmentations et non en saison creuse.

D'autre part, le marasme profond dont souffre actuellement ce secteur pousse même les plus audacieux à la modération. Aussi, les professionnels se sont-ils contentés de simples ajustements, comme nos correspondants de province, nous le confirment.

Dans les Alpes-Maritimes, où les hôtels ont enregistré en janvier une baisse de 10 % de leur clientèle, les hausses ne dépassent pas 2 % à 3 %. Dans le Finistère, la plupart des prix n'ont pas bougé.

Dans le Calvados, l'hiver, saison traditionnellement creuse, n'a

pas suscité de dérapages. A Lyon, ce sont les hôtels bas de gamme qui ont le plus augmenté (de 4,2 %, les tarifs passant de 71 F à 74 F pour l'hôtel de Vichy, par exemple). Appliquant les conseils syndicaux, les professionnels multiplient les promotions. Les prix sont modulés et baissent le week-end, en période creuse, etc. Même le Frantal (4 étoiles) n'a pas augmenté ses tarifs et propose des prix sur certaines prestations.

Cette sagesse s'étend aux plus bouillants des hôteliers. M. Robert Billing, hôtelier surabourgeois, qui avait défrayé la chronique en augmentant ses prix de 11 % en 1985 (ce qui avait entraîné une action en justice avec les pouvoirs publics), « n'a pas augmenté ses prix » cette année : « mes tarifs ont atteint un maximum compte tenu de la concurrence », déclare l'intéressé.

Dans les chaînes, Campanile (2 étoiles du groupe Concorde) a décidé de réajuster ses tarifs les plus bas (le prix des chambres étant fonction de la réglementation en vigueur au moment de leur ouverture). Mais l'augmentation sera progressive.

La sourde oreille

Le constat est le même dans la restauration. Ce secteur jouissait sinon de la liberté totale, du moins d'une grande marge de manœuvre. Dans les restaurants les prix chers des hôtels, les prix étaient libérés. Dans les autres, la carte étant déposée à intervalles réguliers pour approbation par les pouvoirs publics, une péréquation rendait le système moins rigide. Le restaurateur pouvait en effet « libérer un prix encadré » précédemment. Enfin si plusieurs menus étaient proposés, le plus cher était libre.

Là encore la sagesse est de rigueur. Chez Hansi, à Paris, le restaurant préfère ne pas dégrader sa carte, quitte à ne plus rien gagner sur certains plats (des poissons notamment). En revanche, à Lyon, l'augmentation de prix de certaines matières premières a été répercutée ou bien les plats ont disparu de la carte.

Les restaurateurs ont augmenté modérément leurs prestations. Si le menu le moins cher de la Tour Rose, à Lyon, affiche 10 % de plus, le menu le moins cher a augmenté de 4 %. Chez la Mère Viret, les tarifs ont été relevés de 2 %. Dans le Finistère, quarante-

cinq restaurateurs se sont engagés à ne pas toucher à leur prix durant trois mois. Dans les chaînes, Hippopotamus n'a pas modifié son prix d'appel (le menu à 63 F). La moitié des autres prestations ont augmenté de 4 %. La chaîne se réserve le droit de réviser ses tarifs en fonction de l'inflation.

Dans les cafés, en revanche, l'envoie de certaines prestations préoccupe les pouvoirs publics. Pour certaines boissons (bière, café) les augmentations étaient, jusqu'à présent, fixées en valeur absolue (c'est-à-dire en centimes), pour les prestations d'un prix supérieur à 20 F, la hausse était autorisée en pourcentage. Enfin, le prix des boissons alcoolisées était libre depuis juin 1986 pour toutes celles qui titraient plus de 25 degrés, excepté les anis.

Les cafetiers ont fait la sourde oreille face aux recommandations syndicales : la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, discothèques (CFHRCD) avait même demandé à ses adhérents de ne pas augmenter leurs tarifs durant plusieurs mois. Selon le ministère des finances, la moitié des cafés ont néanmoins augmenté leurs prix. Le prix du petit noir a flambé (+10 %), ceux de la bière (+7 % à 8 %) et des apéritifs (+8 %) également.

« Ces augmentations ne sont pas justifiées », estiment les pouvoirs publics. Sans doute, les brasseurs ont-ils augmenté leurs tarifs de 4,5 % en moyenne, mais « les prix de la bière augmentent dans des proportions plus importantes, alors que l'augmentation fiscale est limitée à 1 % ». M. Paul Durand, président de la Fédération des cafetiers (au sein de la CFHRCD) affirme, pour sa part, que l'augmentation appliquée par les brasseurs est plus importante (7 % pour la Kronenbourg par exemple).

Les eaux minérales et les jus de fruit ont également augmenté de 6 %. Pour M. Durand, « il n'est pas question que les cafetiers portent le chapeau de ce dérapage ».

Dans un secteur touché par la crise, les syndicats professionnels affirment vouloir jouer le jeu de la concurrence. Selon eux, « ce sont désormais les clients qui fixent les prix ». Le consommateur jugera.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

APRÈS L'AMOCO-CADIZ, BHOPAL, TCHERNOBYL, BÂLE...

Le point sur les Risques Naturels et Technologiques Majeurs - Aspects Juridiques -

PROBLÈMES GÉNÉRAUX

- L'analyse des situations de crise et le Droit
- Le rôle des médias en cas de réalisation de risques naturels et technologiques majeurs
- Prévention et secours en droit interne - protection civile les plans ORSEC - les plans d'exposition aux risques naturels la sécurité d'une ville : POITIERS
- Prévention et secours en droit international, problème de souveraineté, responsabilité internationale des États et droits des victimes, les Nations Unies et les secours en cas de catastrophe, la médecine de catastrophe, catastrophes naturelles ou technologiques dans les zones frontalières, aspects de droit américain

RISQUES ATMOSPHÉRIQUES, CHIMIQUES ET NUCLÉAIRES

- Traitement juridique du risque atmosphérique
- L'accident chimique - L'accident nucléaire - Calamités agricoles : fiscalité et aides publiques - La grêle - Les avalanches

L'EAU

- Les crues - Lutte contre les inondations et protection de l'environnement
- La risque créé par l'activité des plates-formes "off-shore" - Marées noires

TREMBLEMENTS DE TERRE

- Catastrophes souterraines : mines et carrières
- Droit italien en matière de catastrophes naturelles

RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

- Responsabilité de l'État ou des communes en cas de réalisation de risques naturels et technologiques majeurs
- Atteintes à l'environnement dues aux activités humaines. Responsabilité et assurances
- La réparation des dommages causés par les catastrophes industrielles

• Renseignements et prix sur demande : itec 8, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS - Tél. : (1) 46.33.22.37

droit et ville

Revue de l'Institut des études juridiques de l'urbanisme et de la construction

N° 20 et 21

J.-M. AUBRY Université de Bordeaux I - Correspondant de l'Institut	J.-P. MARTY Professeur à l'Université de Toulouse I Avocat à la Cour
F. BOUYSSOU Avocat à la Cour de Toulouse - Professeur à l'Université de Toulouse I	F. MODERNE Professeur à l'Université de Paris I
M. BAZEX Professeur à l'Université de Paris X	F. NAPO La Dépêche du Midi
W. COULET Maître de conférences à l'Université de Toulouse I	E. du PONTAVICE Professeur à l'Université de Paris II
M. DESPAX Professeur à l'Université de Toulouse I	M. PRIEUR Président SFDE
J. DENIS-LEFÈVRE Sciences et Vie	Professeur à l'Université de Limoges
P.-M. DURUY Professeur à l'Université de Paris II	B. FLAGNET Professeur à l'Université de Toulouse I
J. DEPRIMOZ Directeur de l'A.G.S.A.A.	O. ROCHER Aéropostale Protection Systèmes
J.-L. GAZZANIGA Professeur à l'Université de Pau	Mme REMOND-GOULLAUD Professeur à l'Université de Strasbourg
Avocat à la Cour de Toulouse	H. STEIGER Professeur à l'Université de Gießen (FRG)
P. HUGENARD Professeur à l'Université de Paris XII	J.-L. SAK Professeur à l'Université de Michigan (USA)
Président de la Société Française de médecine de catastrophe	T. SCOVATZ Professeur à l'Université de Parme (Italie)
C. HUGLO Avocat à la Cour de Paris	H. SMETS Professeur invité à l'Université de Paris I
A. KISS CNRS - Président du Conseil Européen du Droit de l'Environnement	J. THEYS Ministère de l'Environnement
P. LAGADEC Ingénieur de Recherches - École Polytechnique	J.-P. THIRON Professeur à l'Université de Toulouse I
C. LAMBERTS CNRS Strasbourg	D. TOMASIN Professeur à l'Université de Toulouse I
J.-P. MARICHY Maître de conférences à l'Université de Toulouse I	J. UTERMAIER Professeur à l'Université de Lyon II
	R. VELLAS Professeur à l'Université de Toulouse I

N° 22 "L'Immobilier de loisirs" - N° 23 "La loi Méhaignerie" : à paraître.

Economie

Le conflit commercial États-Unis - CEE

L'Europe agricole dans le piège américain

« Le dilemme de la CEE, c'est d'opter pour la pression américaine ou ne pas céder et constater qu'il nous est impossible d'exporter aux États-Unis des fromages, du vin blanc et du cognac. » Le ministre français de l'Agriculture, M. Guillaume, qui employait cette formule il y a peu, décrit bien le piège dans lequel l'Europe s'est laissée enfermer par les États-Unis.

« Le but des États-Unis doit être tout simplement d'éliminer nos concurrents sur le marché international. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une guerre d'exportations, et il nous faut utiliser tous les outils à notre disposition pour couper l'herbe sous le pied de nos concurrents et pour regagner nos marchés perdus. » Ainsi, le sénateur démocrate du Nebraska, M. Zorinski, exposait-il sans fard il y a quelques semaines (1) l'objectif de Washington.

Les États-Unis ont bien des raisons de retrouver leur puissance perdue : un déficit budgétaire d'environ 220 milliards de dollars, et pour 1986 un déficit commercial de 170 milliards. L'excédent agro-alimentaire a fondu : il s'élève pour l'année 1985-1986 à 5,4 milliards de dollars, soit le sixième du record établi il y a six ans seulement. L'intransigence dont fait preuve l'administration Reagan pour recouvrer les quelque 400 millions de dollars d'exportations que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE est censée faire perdre aux États-Unis, s'explique aussi par les pressions internes qu'exercent les démocrates, majoritaires au Congrès, et par le poids de l'opinion. Selon un sondage récent (2), 41 % des Américains estiment que leur pays perd du terrain tout en pouvant encore redresser la barre ; 36 % soulignent que d'autres pays se rapprochent rapidement, et 10 % croient que les États-Unis se trouvent dans une longue période de déclin. Autre enseignement de ce sondage : si 52 % pensent que ce recul est dû au manque de compétitivité des produits fabriqués aux États-Unis, 34 % estiment que cette situation provient

de pratiques commerciales déloyales de la part des concurrents étrangers, et 64 % enfin — deux Américains sur trois — considèrent que le gouvernement doit contraindre certains pays à ouvrir plus largement leurs marchés aux produits américains.

Un libéralisme gradué

Le vœu de cette majorité a été entendu. Curieusement, cette contrainte d'ouverture se traduit par des menaces protectionnistes qui cadrent d'ailleurs assez bien avec le souhait de la plupart des démocrates et de nombreux républicains, et qu'on pourrait appeler un libéralisme gradué, l'entrée des produits étrangers étant proportionnelle à l'ouverture des marchés tiers aux produits américains.

En revanche, démocrates et républicains divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour que l'agriculture redevienne compétitive. M. Harkin, le sénateur démocrate de l'Iowa, a déposé un nouveau projet de loi agricole, baptisé « *Sauvegarde l'exploitation familiale* », qui ne propose rien de moins que d'instituer des quotas de production et d'accroître le gel des terres. L'offre de matières premières agricoles serait maîtrisée. Les prix de soutien seraient relevés ainsi que les subventions aux exportations. Une majorité de démocrates, semble-t-il, les petits et les moyens agriculteurs soutiennent ce projet. Il rencontre l'hostilité de l'administration, des chargeurs internationaux, des fournisseurs de l'agriculture qui font les frais du gel des terres, et des industriels de l'agro-alimentaire.

Ce club important continue de vanter les vertus du marché, avec une constance qui n'a d'égale que le démenti apporté par les faits. S'adressant aux industriels fournisseurs de l'agriculture, M. Robin Johnson, vice-président de Cargill, premier chargeur international de céréales, déclarait récemment : « La demande en céréales continue de

croître dans de nombreux marchés, surtout dans les pays en voie de développement. Du fait de la démographie et de l'élévation du revenu par habitant, la consommation de céréales progresse de 30 à 35 millions de tonnes par an. Au cours des dernières années cette demande accrue a été satisfaite en majeure partie par la production locale. Mais maintenant l'abaissement du soutien des prix chez les exportateurs et l'ampleur des stocks suppriment à la fois la motivation et la sagesse apparente des politiques d'autosuffisance. En conséquence, dans les années qui viennent, l'accroissement régulier de la consommation sera davantage alimenté par les exportations » (3).

C'est la réaffirmation de la vieille idée selon laquelle les États-Unis sont les mieux placés pour nourrir la planète. Mais ces vertus du marché chères à Cargill ne sont pas sans inconvénients pour les fermiers américains eux-mêmes (sans parler de ceux du tiers-monde). Aussi les Républicains envisagent-ils d'aller un contre-pied, face aux propositions démocrates.

La France maillon faible

M. Boschwitz, sénateur républicain du Minnesota, estime qu'il faut aller jusqu'au bout de la logique libérale et que la loi agricole de 1985 doit être revue en ce sens. Il propose un soutien de revenu des agriculteurs, calculé sur une base historique pour chaque exploitation. Son montant serait dégressif, pour disparaître au bout de plusieurs années. Ainsi l'aide au revenu serait-elle dissociée des volumes de production. Par ailleurs, le gouvernement fédéral serait les agriculteurs, plus amicaux que lui à juger du marché, libres de produire ce qu'ils veulent où ils veulent.

En attendant que les États-Unis se soient dotés d'une nouvelle législation agricole, il y a fort à parier que les pressions sur les concurrents étrangers, et donc sur l'Europe, vont se poursuivre, d'autant que, sur ce

point, le consensus semble acquis. Pour exercer ces pressions, Washington a mis deux fers au feu. L'un, à feu doux, est la négociation multilatérale dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les droits de douane) qui peut durer plusieurs années et dont l'efficacité est incertaine ; l'autre, à feu vif, permet de forger une arme redoutable contre la politique agricole commune. C'est la négociation bilatérale forcée, entre la CEE et les États-Unis.

Il n'a échappé à personne que la France était la plus visée par les menaces de représailles américaines : sur environ 400 millions de dollars d'exportations européennes concernées par ces menaces, les ventes françaises représentent plus de 47 %, celles de Grande-Bretagne, 18 %, celles d'Italie, 16 %, et celles de la RFA, 3 % seulement.

Dans l'Europe des Douze, la puissance agricole de la France en fait paradoxalement le maillon faible de la Communauté. Parce qu'elle est la seule à gêner les États-Unis sur les marchés céréaliers et qu'elle est souvent bien seule pour affirmer la vocation exportatrice de l'Europe. Le moment est bien choisi par Washington pour enfoncer un coin entre les Douze et surtout entre la France et la RFA, piliers historiques de la CEE. L'Europe agricole est à bout de souffle financier et beaucoup en son sein songent à restituer aux États, une partie des charges du budget agricole. L'Allemagne sait qu'elle peut payer pour ses agriculteurs, quant à la France...

Cette « renationalisation » de la PAC se traduirait alors par une moindre protection communautaire et par une politique d'exportation moins agressive. Exactement l'attitude qui conviendrait aux États-Unis.

JACQUES GRALL.

- (1) Feedstuffs, 8 décembre 1986.
(2) Publié par l'hebdomadaire US News and World Report du 24 janvier.
(3) Feedstuffs, 22 décembre 1986.

L'Europe cède aux pressions commerciales

(Suite de la première page.)

Les céréaliers français, mais aussi britanniques, grimacent. Le feu vert donné par le conseil signifie en effet l'octroi de concessions allant sensiblement au-delà de l'offre faite par la Commission en décembre. Celle-ci avait accepté l'importation des pays tiers, en prélevant un droit, de 1,6 million de tonnes par an pendant quatre ans, étant entendu que les importations de produits de substitution des céréales (PSC), devaient être soustraites de ce montant. On parle maintenant de 2 millions de tonnes de maïs et de 200 000 tonnes de sorgho, auxquelles il faudra ajouter quelque 300 000 tonnes supplémentaires à importer au Portugal. Si l'on prend comme référence les importations de céréales fourragères en Espagne au cours des trois dernières années — référence qui est économiquement la plus raisonnable, car la production en Espagne même a augmenté, et les besoins d'importations s'y sont réduits — ce seront donc environ les deux tiers du marché espagnol qui seront confisqués au profit des Américains et accessoirement des Argentins. Belle illustration de la préférence communautaire !

La CEE n'a ni pu ni voulu s'opposer à ce coup de force. Du côté français, les plus malins se taisent, les autres font valoir qu'un départ des Américains réclamait plus de 10 millions de tonnes. Le « cadeau maïs » n'ayant pas été considéré comme suffisant par Washington, la Communauté baissera également ses droits sur un certain nombre de produits industriels. La RFA sera ainsi elle aussi touchée et elle l'a acceptée sans rechigner ; le souci ainsi manifesté de rendre moins inéquitable le partage constitue sans doute le seul élément un peu réconfortant de la cérémonie de « déculottage » à laquelle se sont livrés les Douze lundi.

PHILIPPE LEMAITRE.

Dans les couloirs, M. Claude Cheysson, le commissaire chargé de la coopération, qu'on sait très préoccupé par le mauvais état de l'économie américaine et par les subventions qui peuvent en résulter, tenait des propos rassurants. L'administration Reagan, constatant que son coup a réussi, ne sera-t-elle pas tentée de recommencer ? Aujourd'hui le maïs, demain l'Airbus ?

Les hauts fonctionnaires bruxellois font valoir que cette impuissance quasi congénitale à s'opposer aux Américains compromet les chances de réforme de la politique agricole commune (PAC). La CEE cherche à favoriser le maintien d'exploitations familiales modernes, compétitives et liées au sol ; à limiter par là même la prolifération d'usines agricoles industrielles où les bêtes sont « poussées » à coup de manioc ou de gluten de maïs.

Mais peut-on sérieusement envisager un encadrement des importations de ces produits — encadrement qui serait nécessaire pour concrétiser une telle orientation — alors que les États-Unis en sont les premiers fournisseurs et que, dès qu'ils sifflent, la Communauté se couche ? Pour limiter les dépenses farineuses qu'entraîneraient bientôt le soutien des oléagineux dans la Communauté élargie, la Commission s'apprête à proposer une taxe fiscale sur les huiles. A-t-elle la moindre chance d'être adoptée alors que le lobby américain du soja veille ?

Le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales lancé en septembre à Punta del Este, dans le cadre du GATT, apparaît chaque jour davantage comme un guespès monté par Washington pour régler définitivement son sort à la politique de subventions à l'exportation des produits agricoles de la CEE. Qui osera dire en France que la Communauté sera capable de résister ?

M. Rabier quitte Bruxelles

La retraite d'un grand européen

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Toute une vie active, ou presque, consacrée à la construction européenne, Jacques-René Rabier, qui prend sa retraite, fut un militant de la première heure. Déjà proche collaborateur de Jean Monnet au temps du commissariat au Plan, il dirigea son cabinet à Luxembourg, lorsqu'il y fut nommé président de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier).

Jacques-René Rabier entra à la Commission européenne début 1953, voici donc trente-quatre ans, pour y créer le service de presse et d'information, qui devint, en 1970, la direction générale de l'information. Il la conduisit jusqu'en 1973, date à laquelle il fut nommé conseiller spécial de la Commission chargée des études d'opinion.

Ce « collaborateur exceptionnel », comme l'a désigné M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire chargé de la politique, de la culture et de l'information, a alors conçu, produit, animé l'« eurobaromètre », qui, tous les six mois, donne le pouls de l'opinion publique de la Communauté.

Cet intellectuel chaleureux, ce chercheur scrupuleux qui supervisa, contrôla, reconstruisait parfois jusqu'à tard le soir les travaux de son équipe, part sans doute un peu rassuré : les sondages effectués au cours du second semestre 1986 révèlent, après plusieurs années de morosité, les signes concordants d'un euro-optimisme renaissant.

PH. L.

TOUS LES LIVRES

disponibles en France au vu de la correspondance. Demander une condition ou un prix sous forme de carte postale ou pour des livres présentés et l'adresse vous l'adresse par la poste de nos bureaux. Librairie M. HUBMANN S.P.A. 43 LM 78382 BOIS D'ARCY CEDEX. (Joindre un chèque + 12 F frais de port)

La campagne 1987-1988

La Commission de Bruxelles a proposé les nouveaux prix agricoles

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Gel en ECU des produits laitiers, des viandes, du sucre, du tournesol, du vin : baisse des prix des céréales (- 2,5 % pour le maïs, - 2,6 % pour l'orge, le blé fourrager et le seigle), assortis de mesures d'accompagnement qui, si elles étaient retenues, signifieraient une nouvelle réduction sensible du soutien accordé aux producteurs ; remise en cause de l'actuel régime des montants compensatoires monétaires (MCM) avec l'idée, à terme, de les éliminer complètement de l'arsenal des instruments de la politique agricole commune (PAC). Tels sont les points saillants des propositions de la Commission européenne qui seront à la base du débat agricole des mois à venir. Ces propositions, qui, moyennant peut-être certaines corrections, seront formellement approuvées et transmises aux États membres le 4 février, s'inscrivent dans la ligne de la politique de stabilisation de la production et de recherche d'une meilleure compétitivité menée par la Communauté depuis 1984. « Ce n'est pas un paquet difficile. Le ton avait été donné par les principales décisions prises en décembre avec la réduction des prix auxquels seront opérés les achats publics de viande de bœuf », commente un expert de la Commission. Selon lui, la diminution très réelle des coûts de production constatée au cours des mois passés — énergie, engrais, aliments du bétail — devrait rendre plus acceptable le maintien d'une certaine rigueur.

Il reste que les producteurs de céréales, déjà durement frappés par les décisions prises en avril 1986, vont grincer des dents. Certes, M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, propose de maintenir à son niveau actuel de 3 % la taxe de responsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs, mais il suggère aussi de limiter les achats d'intervention à la période allant de février à mai, et surtout de supprimer les majorations mensuelles des prix d'intervention.

Ph. L.

Celles-ci ont pourtant un rôle économique important : elles ont pour but d'élargir la mise sur le marché, d'inciter les producteurs à stocker quelques mois en attendant le client, plutôt que de porter massivement les céréales à l'intervention au début de la campagne. Il serait assez étonnant que les ministres de l'Agriculture suivent la Commission sur ce dernier point.

MCM revus et corrigés

Quelles seront les hausses de prix en France ? Difficile à dire. La Commission n'a pas encore indiqué en effet quelles mesures appropriées elle lui semblait opportunes. Elle n'a pas précisé — ce sera un point sensible du débat — si elle estimait nécessaire que les Allemands suppriment complètement les MCM positifs qu'ils appliquent depuis plusieurs années. Cela signifierait une baisse relative de leurs prix. Une chose est cependant certaine : compte tenu des MCM existant en France (ils signifient que la dépréciation du franc par rapport au mark et au florin n'a pas été répercutée sur le taux vert du franc), il existe une marge de manœuvre suffisante pour que les prix garantis y soient relevés, y compris, en dépit de la baisse en ECU proposée, ceux des céréales.

Les débats très difficiles qui ont suivi le récent raménagement monétaire ont montré que le système des MCM, adopté au sommet de Fontainebleau (prévoyant qu'on ne créerait plus de MCM positifs), fonctionnait mal. M. Andriessen préconise donc le retour au régime ancien : en cas de réévaluation du mark, il y aura à nouveau des créations de MCM positifs avec obligation à terme de les éliminer en baissant les prix. Par ailleurs, et plus important encore, la Commission propose de modifier le mécanisme de telle manière qu'en cas d'ajustement monétaire les MCM créés pour le corriger seraient sensiblement inférieurs à ceux normalement instantanés aujourd'hui.

Ph. L.

Les grands contrats font notre vaste expérience

En 30 ans, Technip, société française d'ingénierie, a construit son expertise sur près de mille réalisations industrielles majeures dans les cinq continents.

De A comme aromatiques et Abu Dhabi, à Z comme zymotechnie et Zaïre, en passant par F comme fibre de verre et France, elle s'est forgée une maîtrise méthodologique et technologique de premier plan dans tous les secteurs et dans tous les pays.

Cette vaste expérience fait aujourd'hui de Technip le partenaire privilégié de l'industrie française et européenne.



TECHNIP
L'ingénierie en tête

87 Entrons chez PARIBAS avec NIVARD, FLORNOY
Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS
(1) 42.46.82.82

Economie

SOCIAL

Les négociations salariales pour 1987

Unité à six dans la fonction publique face à M. de Charette

« On a voulu nous diviser et nous marginaliser. On a réussi à nous unir », commentait, le lundi 26 janvier, M. Jean-Pierre Gualazzi, nouveau secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), à l'occasion de la conférence de presse commune donnée par les fédérations de fonctionnaires FEN, FO, CFDT, CFTC, CGC et FGAF.

Face aux propositions salariales de M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, qui feront l'objet d'une nouvelle

séance de négociation mercredi 28, six fédérations sur sept ont décidé de faire front commun, la CGC ayant rejoint la extrême cette « convergence ». Quant à la CGT, grande absente, « elle s'est mise elle-même en dehors de l'unité syndicale », a souligné M. Roselyne Vieillard (CFDT).

Pour cette unité qui renoue avec une pratique délaissée depuis plusieurs années, chacun a laissé ses ressentiments de côté. La FEN a mis en veilleuse sa concurrence avec FO dans l'éducation nationale. FO a cessé d'instruire le procès des signataires de l'accord de 1985 (FEN, CFDT, CFTC, FGAF), qu'elle avait refusé. « Il y a un rapprochement à six qui est très positif », a souligné M. Jacques Pommatan, secrétaire général de la FEN, plus optimiste que jamais. Si l'attitude de la CGT avait permis un rapprochement à sept, cela aurait été encore mieux.

Le « groupe des six » s'est inscrit en faux contre le reproche que leur avait fait M. de Charette de ne pas avancer de propositions. « Nous voulons négocier, c'est établi, a assuré M. André Giauque (FO). Allons-nous présenter des contre-propositions ? Oui, c'est clair. » De fait, sans être pour autant détaillées, les contre-propositions s'articulent autour de quatre points sur lesquels existe un « large accord ». En premier lieu, les six demandent une mesure de rattrapage du niveau des salaires sur celui des prix en 1986. Une mesure similaire à celle qui a été accordée à EGF (0,4 % au 1^{er} janvier 1986) serait idéale, mais un geste minimal est attendu.

Deuxième idée : les six fédérations acceptent de s'inscrire « dans la perspective désinflationniste du gouvernement », selon la formule de

M. Giauque — en admettant une hausse du niveau des salaires de 1,7 % conforme au glissement prévu des prix pour 1987, ce qui n'est pas une mini-concession de la part des syndicats, — mais demandent un changement du calendrier amoné, avec, par exemple, « trois augmentations, équilibrées en cours d'année » (au lieu de deux, au 1^{er} juillet et au 1^{er} novembre). Ce nouvel échelonnement permettrait de diminuer l'effet de report des hausses de 1987 sur 1988, qui est, en l'état des projets de M. de Charette, de 1 %.

Clause de sauvegarde

Troisième idée : les six dénoncent l'absence de propositions structurées en faveur des bas et des moyens salaires. La CFTC et surtout la CGC, qui avaient paru se satisfaire partiellement de ce que M. de Charette avait annoncé sur ce point, ont adopté des positions nettement plus critiques, qui excluent leurs signatures, si le ministre s'en tient au statu quo. M. Faki, pour la CFTC, s'est plaint que les mesures catégorielles du ministre soient « simples engagements à discuter ». La CGC a demandé que « le gouvernement s'engage sur un calendrier de revalorisation des salaires des cadres de catégorie B ».

Mais c'est le quatrième et dernier objectif qui est le plus important, à savoir l'inclusion en bono et due forme — même si la rédaction, qui n'était pas identique dans les accords de 1982 et de 1985, peut varier — d'une clause de sauvegarde préservant les fonctionnaires contre tout dérapage des prix au-delà de 1,7 %. La clause devrait donc être en niveau. Elle est pour M. Pommatan la contrepartie logi-

que du « pari » qu'ont accepté les six fédérations en retenant l'hypothèse de 1,7 %, alors que tous les experts, « même proches du gouvernement », prévoient davantage. « On n'a pas l'habitude de signer des chèques en blanc », a lancé M. Giauque, en ajoutant : « Quel que soit le gouvernement... »

La présence d'une clause de sauvegarde est donc la condition sine qua non d'un accord. C'est sur ce point qu'un geste est attendu de la part de M. de Charette, « ce ministre, a noté M. Vieillard, qui joue des médias mais qui, en séance de négociation, ne fait aucune ouverture ». Fermes sur leurs contre-propositions, les six fédérations sont restées plus évasives sur les éventuelles actions en cas d'échec.

Une journée d'action ne sera envisagée que le 28 janvier si la négociation échoue. Mais, sur ce point, les fédérations savent que la marge est étroite. Si elles font grève sur les salaires, elles risquent de ne pas être populaires auprès de l'opinion publique. Si elles veulent élargir à d'autres thèmes que les salaires, elles risquent d'avoir plus de mal à rester unies. Dilemme.

MICHEL NOBLECOURT.

● Manifestations dans la répartition navale. — Les plans de reconstruction décidés dans l'industrie de la réparation navale ont provoqué, le lundi 26 janvier, des manifestations dans plusieurs ports. Au Havre, des ouvriers ont allumé un grand feu devant la sous-préfecture pour « s'opposer à la liquidation ». Dans le Finistère, environ deux cents personnes de l'entreprise ARNO de Brest, en redressement judiciaire, ont occupé le conseil général ainsi que le conseil régional des Pays de la Loire.

L'aménagement du temps de travail

La CGC et la CFDT souhaitent un réexamen du texte gouvernemental

A la suite de l'annulation par le Conseil constitutionnel des dispositions concernant l'aménagement du temps de travail contenues dans la loi « portant diverses mesures d'ordre social », la CGC et la CFDT, à leur tour, souhaitent un réexamen du texte gouvernemental. La CGC, rappelant son opposition à ce texte en raison de « la rétrogradation de la politique contractuelle au niveau des branches professionnelles » et de « la pusillanimité du législateur à présenter la formation professionnelle en compensation à la réduction du temps de travail productif, souhaite que le gouvernement lui donne satisfaction sur ces

deux points si le texte doit revenir devant le Parlement ».

La CFDT préconise une autre démarche : pour sa commission exécutive, « l'urgence n'est pas de légiférer mais de développer la négociation collective dans les branches professionnelles », l'aménagement du temps de travail « relevant d'abord de la responsabilité des organisations syndicales et patronales ». Elle a demandé, dès lundi 26 janvier, à rencontrer le premier ministre « celui-ci ayant annoncé son intention de recevoir officiellement toutes les centrales — avant que le gouvernement prenne sa décision ».

L'UNEDIC attend une étude chiffrée pour se prononcer sur les PIL

M. Philippe Séguin devra encore attendre pour offrir à l'ensemble des chômeurs de longue durée la possibilité de s'intégrer dans un programme d'insertion locale (PIL). L'équivalent des TUC pour les plus de vingt-cinq ans. Consulté sur ce projet, le bureau de l'UNEDIC a décidé, le lundi 26 janvier, de demander une étude précise de ses conséquences financières sur le régime d'assurance-chômage dont il a la charge. Le document chiffré ne devrait être disponible que dans deux ou trois semaines et la commission paritaire, où siègent les représentants patronaux et syndicaux, se réunira le 5 février prochain.

Cet attentisme des partenaires sociaux s'explique par la crainte de l'équilibre financier de l'UNEDIC rompu. Le coût supplémentaire provoqué par les PIL serait de 200 millions de francs, selon M. Bergeron.

La proposition de M. Séguin vise à assurer le maintien de l'indemnité versée aux chômeurs de longue durée occupant un emploi à mi-temps dans une collectivité locale ou une association. Cette activité, d'une

durée de six mois à douze mois, donnerait droit au versement par l'employeur d'une somme minimum de 750 francs. L'objectif du gouvernement serait d'atteindre cinquante mille PIL en un an. La mesure peut s'appliquer sans difficulté pour les chômeurs (277 000) bénéficiant de l'allocation spéciale de solidarité financée par l'Etat. Elle nécessite l'accord de l'UNEDIC pour son extension aux chômeurs en fin de droits (210 000), indemnisés par le régime d'assurance-chômage.

● Le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté de 0,1 % en décembre. — Selon l'UNEDIC, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés au mois de décembre 1986 a augmenté de 0,1 % en un mois et de 1,2 % en un an. Ils étaient 2 329 500 contre 2 327 700 en novembre, dont 1 792 700 demandeurs d'emploi et 536 801 préretraités. Au mois de décembre 1986, 328 470 dossiers nouveaux ont été déposés. En un mois, la baisse est de 9,5 %, « inférieure à l'évolution saisonnière », et la hausse de 4,1 % sur un an.

REPÈRES

Industrie

cosmétique

Faible progression

Le chiffre d'affaires de l'industrie cosmétique a été de 28,4 milliards de francs en 1986, ce qui représente une progression de 4,6 % en valeur, contre 12 % l'année précédente. Le marché intérieur, à 17,3 milliards (+ 7,7 % en valeur), a mieux résisté que les exportations.

La grande diffusion (6,4 milliards de francs) a plus progressé que la distribution sélective de produits de luxe (5,4 milliards de francs). En 1986, les exportations ont stagné en francs courants (11,1 milliards de francs).

La France a souffert de la chute du dollar et de la concurrence étrangère. Elle demeure néanmoins le premier exportateur mondial avec 36 % de l'offre mondiale.

Croissance

Objectif fixé

à 3,5 %

au Japon

Le gouvernement japonais a fixé à 3,5 % son objectif de croissance durant l'exercice budgétaire 1987-1988 débutant le 1^{er} avril prochain. La hausse du yen face au dollar a poussé le premier ministre à abandonner l'objectif initial de 4 %.

Désormais, il escompte une progression de 3,5 % de la consommation des ménages, une hausse de 2,2 % de la production industrielle, et un excédent commercial encore impressionnant : 81 milliards de dollars (contre le record de 91 milliards attendus pour l'exercice en cours), en dépit d'une baisse de 2 milliards de dollars des exportations prévues à 207 milliards de dollars.

Pétrole

Huit pays africains

se regroupent

Huit pays africains ont officiellement créé, le lundi 26 janvier, à Lagos (Nigeria) l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA). Cette nouvelle organisation regroupe outre les quatre pays membres de l'OPEP — Nigeria, Algérie, Libye et Gabon, — quatre producteurs significatifs de brut — Angola, Cameroun, Congo et Bénin. Ensemble, ces huit pays ont extrait, l'an passé, 188 millions de tonnes de pétrole brut, soit 6,4 % de la production mondiale, et l'équivalent d'un cinquième de la production de l'OPEP. L'Egypte, qui avait envoyé un observateur à Lagos, a assuré que le Caire pourrait se joindre ultérieurement à l'Association.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE FINANCIÈRE

Par suite de la cessation des activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce exercées par la Société Autent Immobilier — 4, rue Bollens — 75016 Paris, la garantie financière qui lui était accordée par la Banque Hervet, agence de Boulogne — 10, avenue du Général-Leclerc — 92100 Boulogne, depuis le 13 janvier 1986, dans le cadre de la loi 70-5 du 2 janvier 1970 et du

décret 72-678 du 20 juillet 1972 pour les opérations ci-dessus indiquées prendra fin trois jours après la publication du présent avis conformément à l'article 44 dudit décret. Toutes les créances visées à l'article 39 du même décret qui ont pour objet un versement ou une remise faits antérieurement à la date de cessation de garantie restent couvertes par la Banque Hervet à condition d'être pro-

duites par le créancier dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes qui seraient dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la Société Autent Immobilier.

AMPLITUDE

La SICAV Communication de la Piste

pour profiter du levier de la communication

L'évolution de la bourse de Paris nous a permis de mener une politique d'achat active et de prendre nos premières bénéfices.

Malgré la baisse du dollar, les achats d'actions américaines ont été poursuivis.

La valeur d'AMPLITUDE a continué à progresser et nous espérons pouvoir profiter d'opportunités au 1^{er} trimestre pour accentuer notre politique d'investissement.

Situation au 31.12.1986

ACTIF NET (bilan) de 1 000,00

VALEUR LIQUIDATIVE (V) 326,67

PROGRESSION (écart de 25,12.1985 à fin 1986) + 5,1 %

Dans tous les bureaux de Poste

L'EXCELLENCE DANS L'ENTREPRISE

Un concept performant ?

DÉBAT organisé par les Editions AUTREMENT et l'IRIS

mercredi 28 janvier 1987, à 17 h

à l'université PARIS-IX

salle Raymond-Aron

avec Jean Baudrillard

Frédéric Gausson

Marc Guillaume

Gilbert Trigano, Hervé Sorelyx

Nos petits contrats font vos grandes réussites

Tout projet, quelle que soit sa taille, est une somme de tâches qui doivent être réalisées de manière rigoureuse et spécifique.

Qu'il s'agisse de concevoir une installation nouvelle, de moderniser une installation existante ou d'automatiser un système de production, Technip vous fait profiter de ses capacités d'étude, de ses compétences technologiques, de ses méthodes d'organisation, de ses équipements de CAO, de ses services d'achat et de contrôle.

Vous avez un projet industriel, un projet agro-alimentaire, un projet d'aménagement tertiaire ? Consultez-nous : Paris (47.78.36.52), St-Nazaire (40.90.50.65), Lyon (78.63.70.56), Bordeaux (56.81.16.97).

TECHNIP
L'ingénierie en tête



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations 12,50% (ex 9%) 1983

Les intérêts courus du 10 février 1986 au 9 février 1987 sur les obligations Electricité de France 12,50% (ex 9%) seront payables, à partir du 10 février 1987, à raison de 35 F par titre de 280 F nominal, contre détachement du coupon n° 24 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 4,20 F (montant global : 39,20 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,60 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,39 F faisant ressortir un net de 29,01 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les obligations d'une valeur nominale de 250 F sur lesquelles est portée la vocation série « B » et qui n'ont pas fait l'objet d'une demande de remboursement anticipé au 10 février 1987 seront remboursables à 290 F le 10 février 1987, coupons n° 25 au 10 février 1988 et suivants attachés.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « E », « A » et « D » sont respectivement remboursables depuis le 10 février 1969, 1975 et 1981.

Il est à noter qu'à compter du 10 février 1987 les obligations de cet emprunt porteront un intérêt net de 9%.

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations 5,75% 1986

Les intérêts courus du 25 février 1986 au 24 février 1987 sur les obligations Electricité de France 5,75% 1986 seront payables, à partir du 25 février 1987, à raison de 20,70 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 21 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 2,30 F (montant global : 23 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,44 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,23 F faisant ressortir un net de 17,03 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « C » et « A » sont respectivement remboursables depuis le 25 février 1976 et 1986.

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations 6,25% février 1987

Les intérêts courus du 20 février 1986 au 19 février 1987 sur les obligations Electricité de France 6,25% février 1987 seront payables, à partir du 20 février 1987, à raison de 22,50 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 20 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 2,50 F (montant global : 25 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,74 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,25 F faisant ressortir un net de 18,51 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant aux séries désignées par les lettres « A » et « B » restant en circulation cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 500 F (démunies de coupons).

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « C » et « E », « F » sont respectivement remboursables depuis le 20 février 1972, 1977 et 1982.

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations 8,50% janvier 1972

Les intérêts courus du 3 février 1986 au 2 février 1987 sur les obligations Electricité de France 8,50% janvier 1972 seront payables, à partir du 3 février 1987, à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 4,25 F (montant global : 42,50 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,42 F faisant ressortir un net de 31,46 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A partir de la même date, ces obligations cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 500 F (démunies de coupons).

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 15,30% janvier 1983

Les intérêts courus du 7 février 1986 au 6 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'Énergie 15,30% janvier 1983 seront payables, à partir du 7 février 1987, à raison de 688,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 76,50 F (montant global : 765 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 114,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,65 F faisant ressortir un net de 566,15 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations janvier 1984 - 13,70%

Les intérêts courus du 6 février 1986 au 5 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'Énergie 13,70% janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1987, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 68,50 F (montant global : 685 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 102,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,85 F faisant ressortir un net de 506,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable soit 11,24% pour 1987

Les intérêts courus du 6 février 1986 au 5 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'Énergie à taux révisable janvier 1984 seront payables, à partir du 6 février 1987, à raison de 505,80 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 56,20 F (montant global : 562 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 84,26 F auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 5,62 F faisant ressortir un net de 415,92 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations janvier 1986 - 10,10%

Les intérêts courus du 10 février 1986 au 9 février 1987 sur les obligations Electricité de France 10,10% janvier 1986 seront payables, à partir du 10 février 1987, à raison de 364,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 4,50 F (montant global : 405 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 60,72 F auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 4,05 F faisant ressortir un net de 299,73 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ELECTRICITE DE FRANCE
Obligations TMO janvier 1986

Les intérêts courus du 10 février 1986 au 9 février 1987 sur les obligations Electricité de France à taux variable janvier 1986 seront payables, à partir du 10 février 1987, à raison de 377,73 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 41,98 F (montant global de 419,71 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 62,92 F auquel s'ajoutera la retenue de 1% calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 4,19 F faisant ressortir un net de 310,62 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Marchés financiers

PARIS, 28 janvier ↓

Prises de bénéfices

Lundi, le Bourse, sans perdre de son élan, a vu la cotation des valeurs industrielles se calmer après la poursuite d'une évolution en dents de scie en clôture pendant avec un léger gain.

Après avoir perdu dans la matinée jusqu'à 14 points, le Dow Jones des trente valeurs industrielles a clôturé à 2 107,28 points. En hausse de 5,76 points par rapport à vendredi, il récupérait partiellement ses pertes par rapport à son dernier niveau record de jeudi dernier, qui était de 2 145,67.

Lundi, le volume des transactions s'est nettement réduit, passant à 138,90 millions de titres, contre 302,39 millions le vendredi. 593 actions ont été en hausse, 970 en baisse et 386 sont demeurées inchangées. Cependant, Wall Street n'a pas perdu ses craintes de voir une importante correction technique se produire. « L'état d'esprit est le même que vendredi, en hausse et en baisse six fois de suite; seulement, l'ampleur des mouvements a été plus faible », a indiqué, lundi, un des spécialistes de chez Shearson Lehman Brothers.

Parmi les titres en hausse, on notait Walt Disney et Minnesota Mining. En revanche, McDonald, Douglas et Citibank se sont repliés de façon sensible.

Pour les experts, rien n'est toutefois remis en cause. Le Bourse attire de plus en plus de clients, les liquidités affluent vers les valeurs françaises (leucos extraordinaires de Paribas), et M. Edouard Balladur continue à « chouchouter » les épargnants. Vendredi, au Salon Investir et Placer, il a annoncé de bonnes nouvelles en faveur des clubs d'investissement, par exemple.

Les Français de la Cité ont gagné 8 %, des rumeurs circulant à la corbeille selon lesquelles la maison d'édition rachetée par Jimmy Goldsmith aurait une petite part du « géant TF 1 ». Seifing a gagné 5,5 %, Géophysique 5 %, la Générale des eaux 3 % et Sica Hoesignel 2 %.

En revanche, Club Méditerranée a coté 4,4 %, Pechelonn 3,6 %, SCRE et Locofrance plus de 3 %.

Le MATIF, lui, n'a pas été très brillant, avec une baisse de 0,7 %.

L'or n'a presque pas bougé. A Londres, l'once valait 405,35 dollars. A Paris, le lingot était stable à 80 000 F et le napoleon cédait 1 F à 520 F.

Toutes les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

NEW-YORK, 26 janvier ↑

Hausse modeste

Après la séance de folie vendredi, Wall Street s'est calmé lundi, mais l'indice des valeurs industrielles a poursuivi une évolution en dents de scie en clôture pendant avec un léger gain.

Après avoir perdu dans la matinée jusqu'à 14 points, le Dow Jones des trente valeurs industrielles a clôturé à 2 107,28 points. En hausse de 5,76 points par rapport à vendredi, il récupérait partiellement ses pertes par rapport à son dernier niveau record de jeudi dernier, qui était de 2 145,67.

Lundi, le volume des transactions s'est nettement réduit, passant à 138,90 millions de titres, contre 302,39 millions le vendredi. 593 actions ont été en hausse, 970 en baisse et 386 sont demeurées inchangées. Cependant, Wall Street n'a pas perdu ses craintes de voir une importante correction technique se produire. « L'état d'esprit est le même que vendredi, en hausse et en baisse six fois de suite; seulement, l'ampleur des mouvements a été plus faible », a indiqué, lundi, un des spécialistes de chez Shearson Lehman Brothers.

Parmi les titres en hausse, on notait Walt Disney et Minnesota Mining. En revanche, McDonald, Douglas et Citibank se sont repliés de façon sensible.

Pour les experts, rien n'est toutefois remis en cause. Le Bourse attire de plus en plus de clients, les liquidités affluent vers les valeurs françaises (leucos extraordinaires de Paribas), et M. Edouard Balladur continue à « chouchouter » les épargnants. Vendredi, au Salon Investir et Placer, il a annoncé de bonnes nouvelles en faveur des clubs d'investissement, par exemple.

Les Français de la Cité ont gagné 8 %, des rumeurs circulant à la corbeille selon lesquelles la maison d'édition rachetée par Jimmy Goldsmith aurait une petite part du « géant TF 1 ». Seifing a gagné 5,5 %, Géophysique 5 %, la Générale des eaux 3 % et Sica Hoesignel 2 %.

En revanche, Club Méditerranée a coté 4,4 %, Pechelonn 3,6 %, SCRE et Locofrance plus de 3 %.

Le MATIF, lui, n'a pas été très brillant, avec une baisse de 0,7 %.

L'or n'a presque pas bougé. A Londres, l'once valait 405,35 dollars. A Paris, le lingot était stable à 80 000 F et le napoleon cédait 1 F à 520 F.

Toutes les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.


Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

Les valeurs étrangères étaient orientées vers la baisse, notamment les allemandes.

This announcement appears as a matter of record only.



REPUBLIC OF CAMEROON
Financing for the Sixth Highway Project
US DOLLARS 120 MILLION

CO-FINANCING
with
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

lead managed by
THE BANK OF TOKYO, LTD. BANQUE INDOSUEZ BANQUE NATIONALE DE PARIS
BANQUE PARIBAS (LONDON) CREDIT AGRICOLE
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS CREDIT LYONNAIS CREDIT DU NORD
THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN, LIMITED, PARIS BRANCH
THE LONG-TERM CREDIT BANK OF JAPAN, LTD. STANDARD CHARTERED BANK
UNION BANK OF SWITZERLAND UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - U.B.A.F.

co-managed by
ITAB GROUP LIMITED

participants
Al Saudi Banque (A.S.B.) Banca del Gottardo, Lugano Banco di Roma (France) S.A.
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics Banque Vernet et Commerciale de Paris
Kuwait-French Bank The Taiy Kobe Bank, Limited

arranged and underwritten by
BANQUE PARIBAS (LONDON) CREDIT AGRICOLE
BANQUE NATIONALE DE PARIS
CREDIT LYONNAIS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - U.B.A.F.
CREDIT DU NORD

agent
CREDIT AGRICOLE

JANUARY 1987

AUSSÉDAT REY

Cher actionnaire,

L'année 1986 qui vient de s'achever a vu la confirmation du redressement d'AUSSEADAT REY qui a été reconnu par la Bourse de Paris de façon spectaculaire.

Il est vrai que les résultats de l'exercice ont été remarquables, il est un peu tôt pour les commenter avec précision, mais le dernier communiqué publié au mois de novembre 1986 en a donné l'ordre de grandeur (environ 100 millions de francs de bénéfices net consolidés).

Notre Société poursuit ses efforts pour améliorer ses performances, et pour y contribuer, votre Conseil, réuni le 21 janvier 1987, a décidé, comme prévu, de faire un usage partiel des droits qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1986. Une augmentation de capital par émission de 400 F d'une action nouvelle pour quatre anciennes sera donc réalisée, la souscription étant ouverte du 2 au 23 février 1987.

Le but de cette opération est de poursuivre le développement de la société, à la fois en augmentant ses fonds propres de 212 millions de francs et en lui assurant les moyens de profiter d'opportunités nouvelles.

Par ailleurs, le Conseil avait décidé lors de sa précédente réunion le lancement d'un plan d'investissement de 300 millions de francs à réaliser sur les exercices 1987 et 1988 et financé par la marge d'autofinancement, indépendamment de la nouvelle augmentation de capital.

En outre, le plan de reconversion et d'amélioration de l'usine de Lancy se met en place avec la participation de notre partenaire autrichien, Leykam. Ce plan comporte une augmentation de capital de 50 millions de francs de la Société des Papeteries de Lancy réalisée en décembre 1986, complétée par des prêts à long terme.

Par ces trois importantes décisions : augmentation de capital, plan d'investissement et plan spécifique de Lancy, AUSSEADAT REY continue poursuivie l'amélioration de ses conditions d'exploitation et de ses résultats.

L'exercice 1987 se présente de façon favorable, toutes les mesures prises depuis trois ans apportent progressivement leurs effets positifs et le papier se confirme comme toujours plus intéressant à l'économie moderne. Nous avons donc une vision plutôt optimiste de 1987, nous réservons bien entendu d'une évolution imprévue de l'économie générale dans laquelle nous nous situons.

Souhaitant que ces nouvelles sur la vie de votre Société vous permettent de mieux la connaître et de participer à notre augmentation de capital, nous vous adressons l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le Président,

Jacques Calloud.

CHANGES

Dollar : 6,07 ↓

La Bundesbank est intervenue, mardi, sur les marchés des changes pour freiner la baisse du dollar, qui réalisait un déclin de records à 1,8130 DM et 6,05 F. Son président avait déclaré, lundi, que la devise américaine avait suffisamment baissé. A Paris, le deutschemark baissait lentement à 3,3360 F, contre 3,3385 F, tandis que le taux du marché interbancaire a monté à 9 %, contre 8 5/8 %.

FRANCFORT 26 jan. 27 jan.
Dollar (en DM) .. 1,8179 1,8228

TOKYO 26 jan. 27 jan.
Dollar (en yen) .. 152 152,25

MARCHÉ MONÉTAIRE
(cotes privées)
Paris (27 jan.) .. 9 %
New-York (24 jan.) .. 6 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

23 jan. 26 jan.

Valeurs françaises .. 186,5 186,2

Valeurs étrangères .. 182,1 181,1

C° des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 425,3 424,9

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

23 jan. 26 jan.

Industrielles .. 2 181,52 2 187,28

LONDRES

(Index Financial Times)

23 jan. 26 jan.

Industrielles .. 1 425,9 1 431,2

Mines d'or .. 322,7 318,5

Fonds d'Etat .. 85,63 85,49

TOKYO

26 jan. 27 jan.

Nikkei .. 19 684,53 19 464,83

Indice général .. 1 481,74 1 476,96

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 janvier

Nombre de contrats : 23 016

COURS	ÉCHEANCES		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	106,75	106,60	106,70
Précédent	107,75	107,65	107,70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BANQUE INDOSUEZ : PLUS DE 7 MILLIARDS DE FRANCS DE FONDS PROPRES. - Les fonds propres de la Banque Indosuez s'élèvent à plus de 7 milliards de francs (dix-neuf milliards en termes de devises étrangères) au 31 décembre 1986.

La Banque a procédé à une augmentation de capital de 500 millions de francs sous forme de l'émission de certificats d'investissement assortie d'indemnités par la banque mère, la Compagnie financière de Suez. Elle a également émis 1,5 milliard de francs de titres subordonnés à durée indéterminée (ISDF).

Cependant, ce montant de plus de 7 milliards de francs ne comprend pas les résultats de l'exercice 1986, dont une part « substantielle », notamment celle constituée par les plus-values à long terme, viendra encore accroître les fonds propres de la banque.

LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT DÉTIENT 87,4 % DU CREDIT EUROPEEN. - La Banque Bruxelles Lambert (BBL) vient d'acquiescer à la décision du Crédit européen à Luxembourg, délégué jusqu'à présent par Unibanco à Washington, à travers ses filiales de International Bank Corp.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
-U.....	6,0510	6,0500	+ 115	+ 135	+ 225	+ 245	+ 420	+ 730
Sch.....	4,7789	4,7829	- 25	+ 47	- 50	+ 39	+ 123	+ 235
Yen (100) ..	1,6184	1,6174	+ 141	+ 160	+ 285	+ 320	+ 517	+ 918
DM.....	3,3376	3,3422	+ 188	+ 128	+ 222	+ 254	+ 442	+ 734
Fl.....	2,0395	2,0431	+ 65	+ 79	+ 138	+ 162	+ 412	+ 485
FR (100) ..	16,0094	16,0104	+ 99	+ 59	+ 63	+ 162	+ 112	+ 108
.....	3,9726	3,9785	- 154	+ 178	+ 321	+ 359	+ 516	+ 516
.....	4,6889	4,6964	- 181	- 46	- 198	- 183	- 326	- 326
.....	9,3459	9,3566	- 194	- 146	- 387	- 313	- 519	- 519

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Après les élections en RFA. 4 La reprise des travaux de la CSCE à Vienne. 5 La Conférence islamique à Koweït. 6 La situation aux Philippines.	7 Le comité central du PCF. 8 Le voyage de M. Chirac en Alsace. DÉBAT 2 Enseignement supérieur et emploi.	9 Un document du Vatican sur l'endettement international. 10 Une interview de M. Nucci.	12 Cinéma : le prix Georges-Sadoul 1987. 13 Dégustations, par Bernard Frank. 11 Communication : la CNCL définit le cahier des charges de la « 5 » et de TV 8.	33 La libération des prix dans l'hôtellerie. 34 La Commission de Bruxelles a proposé les nouveaux prix agricoles. 35 Les négociations salariales pour 1987 dans la fonction publique. 36-37 Marchés financiers.	Radio-télévision 15 Annonces classées 20 à 32 Carnet 15 Météorologie 16 Mots croisés 16 Loto sportif 16 Spectacles 14	• Privatisations : Paribas, TF 1, Havas et les autres. • Sports : les exploits, les résultats, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. • Sondage : vivre la crise. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télématel, Livres. 36.15 Tapez LEMONDE

Le regain de tension à Beyrouth

Inquiétudes sur le sort de M. Terry Waite

Incertitude sur la nationalité des derniers otages

Trois nouveaux enlèvements ont eu lieu lundi 26 janvier à Beyrouth-Ouest : deux hommes d'une vingtaine d'années, paraissant être des étrangers, ont été capturés alors qu'ils faisaient des courses dans un magasin, cependant que, dans la soirée, un Saoudien, M. Khaled Deeb, était enlevé dans la banlieue sud. Au total, près d'une dizaine de personnes ont ainsi été enlevées en quinze jours, alors qu'on est sans nouvelle depuis une semaine de M. Terry Waite, l'émissaire de l'Eglise anglicane. Selon l'agence koweïtienne Kuna, ce dernier serait maintenant retenu par les ravisseurs avec lesquels il négociait.

BEYROUTH
de notre correspondant

Première question : Terry Waite est-il retenu en otage ? Volontaire

au départ, la disparition de l'émissaire de l'Eglise anglicane est-elle devenue forcée, à présent qu'elle dure depuis une semaine ? Le doute est permis en dépit des assurances quotidiennes de l'archevêché de Canterbury, dont le porte-parole a encore affirmé, lundi 26 janvier : « Nous avons reçu des assurances continues indiquant que M. Waite est toujours en de bonnes mains ». Ce dernier avait quitté son hôtel mardi dernier pour aller rencontrer les ravisseurs de deux otages américains, Terry Anderson et Thomas Sutherland.

Mais l'enlèvement de trois autres Américains, samedi, donne une dimension supplémentaire à la négociation, car à quoi cela rimerait-il de récupérer deux otages pour en perdre trois autres ?

Quoi qu'il en soit, une semaine sans qu'un disparu, même volontaire, se manifeste, c'est long et inquiétant dans une ville comme Beyrouth.

Deuxième question : qui sont les deux jeunes gens blonds enlevés

lundi dans un magasin situé dans l'immeuble où se trouvent les bureaux de l'AFP, de la radio et de la télévision française, ainsi que l'institut culturel italien, à Beyrouth-Ouest ? Au lendemain de leur rapt, perpétré dans un lieu gardé et tout proche des bureaux du premier ministre et du ministère de l'information, rien n'avait filtré sur leur nationalité ni sur l'identité des ravisseurs.

Tout ce qu'on sait, c'est que les deux otages ont été arrachés de l'intérieur du magasin par des éléments armés qui faisaient le guet depuis un moment. Les oncles pris pour des Français fréquentant les bureaux de l'immeuble ? Les deux jeunes gens parlaient un anglais cassé et pourraient être tout autant des ressortissants d'Europe de l'Est enlevés par méprise.

Enfin, que faut-il penser de l'Organisation des opprimés sur terre qui a revendiqué auprès d'une radio libanaise certains des derniers enlèvements, notamment ceux de deux Allemands et de trois profes-

seurs américains. L'organisation a menacé d'« exécuter » certains des otages si la RFA ne libérait pas le Libanais Ali Hamadei arrêté la semaine dernière à Francfort en possession d'explosifs et que les Etats-Unis soupçonnent d'avoir détourné en 1985 un Boeing de la TWA sur Beyrouth. Mais elle n'a pas diffusé de photo des otages, comme le veut la tradition, pour appuyer et authentifier ses menaces.

Autant de questions auxquelles il est encore impossible de répondre et qui viennent alourdir un peu plus encore l'atmosphère créée par les enlèvements. La RFA, qui négocierait à travers des canaux syrien et hezbollah (chiites pro-iraniens) pour récupérer ses otages, a décidé de fermer son ambassade. C'était une des dernières missions diplomatiques d'Europe occidentale encore ouvertes à Beyrouth-Ouest (la partie musulmane de la capitale).

LUCIEN GEORGE.

Sur le vif

Dans les étoiles...

Vous avez vu, c'est fou ce qui arrive ! On a envoyé hier de Nancy, dans le Cher, une bouffée aux petits hommes verts. Non, non, je ne blague pas, une vraie dépêche d'une heure de long. On a balancé à 300 000 kilomètres un ruban électromagnétique de 1 milliard de kilomètres. Direction : le cœur de notre galaxie.

Qu'est-ce qu'on leur dit, aux extraterrestres ? Bonjour, comment ça va, vous autres ? Nous, ici, on se présente. Moi, je suis hyéen ; moi, chercheur plasticien ; lui, prof ; nous, standardistes, etc. Ils sont dix mille à avoir concouru pendant des mois et tapoté sur minitel des messages vachement personnalisés de six cents signes chacun. Ils se décrivent, ils se racontent, ils parlent de leurs problèmes, des fois que du côté d'Uranus ou de Pluton ils auraient la solution.

Moi, je me suis adressée directement au service des ventes sur catalogue. C'est à droite et puis à gauche, et puis tout droit en arrivant dans le centre ville de Mercure : mes lecteurs arrivent pas de me chercher, de me chiner, quand j'écris je sais pas au lieu de je ne sais pas. Prière m'envoyer par retour courrier grammairie interstellaire

simplifiée pour que je puisse le leur fourner sous le nez.

Mon Mimi, lui, des conseils, il en demande pas, il en donne ! Il leur a simplement signalé qu'en envoyant une soucoupe volante à tête chercheuse dans les Yve-lines ils pourraient se ramasser un spécimen très intéressant de l'espèce humaine, le chaînon manquant entre le coq et le rocardophobie.

Quant à mon Jacquot, il leur a annoncé sa prochaine arrivée sur Jupiter. Il a l'intention d'y passer deux jours pour rencontrer des socio-professionnels, expliquer son action et, sans faire de politique, demander à ses interlocuteurs, les choses étant ce qu'elles sont, de faire confiance à son gouvernement. Ses services ont indiqué qu'il se faisait un plaisir d'embrasser Miss Jupiter sur les deux joues à condition qu'elle ferme son énorme col de cyclope et qu'elle rentre ses antennes.

Mais le plus émouvant, c'est pas ça, c'est ce pauvre Claude Poperen. Il a passé une demande d'emploi : cherche petit boulot à la base du PC martien. Paraît que c'est tout rouge, là-bas, alors il se voit déjà vendre de l'Hume-Dimanche à la sortie des cratères.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 janvier

Légère reprise : + 0,14 %

La Bourse de Paris s'est légèrement redressée le 27 janvier en séance du matin, gagnant 0,14 %. Parmi les plus fortes hausses, on notait Mot-Hennessy (+ 2,4 %), Printemps (+ 1,6 %), Beghin (+ 1,5 %), Crouzet (+ 1,4 %) et Bie (+ 1,4 %). Au repli figuraient Schneider (- 2,5 %), L'Air liquide (- 2,4 %), Bongrain (- 2 %) et Havas (- 1,2 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	555	560	557
Agencas Hema	2075	2080	2080
Air Liquide (L)	724	730	714
Banque (B)	1138	1140	1138
Bourgeois	2440	2440	2410
Bouygues	1275	1275	1275
B.S.N.	4726	4740	4720
Carrefour	3850	3850	3850
Compagnie S.A.	1730	1730	1721
Ch. de France	692	696	696
Elf (E)	1428	1428	1434
ELF-Aquitaine	338	338	337 50
Genève	3740	3740	3740
Leclerc	1495	1495	1485
Michelin	3177	3180	3146
Midi (M)	1718	1727	1725
Mot-Hennessy	2230	2216	2252
Navig. Marse	1128	1128	1128
Oréal (L)	3898	3898	3898
Paroisse-Ricard	1041	1038	1038
Peugeot S.A.	1300	1313	1313
Renault	830	830	837
Sauv. Parier	905	907	905
Télécoms	3486	3500	3500
Thomson C.S.F.	1625	1618	1617
Tout. C.F.R.	440	451	451
T.S.T.	2380	2380	2380
Veolia	620	622	622

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1987 a été tiré à 524 783 exemplaires

Duriez met le turbo dans vos bureaux

Les cadres supérieurs, pour être performants doivent pouvoir choisir leurs outils de travail sans être manipulés par des vendeurs de choc.

Duriez est là pour leur offrir la technique de pointe au meilleur prix avec conseils éclairés, formation, chartes si nécessaire, et service après-vente adapté.

Depuis la machine à écrire poète, jusqu'au micro compatible avec Qui vous savez en passant par les calculatrices imprimantes, les mini dictaphones de poche ou de bureau, les répondeurs télégraphiques super-fiables, les télexphones sans fil, les copieurs personnels (confidentiels), les micro ordinateurs de poche, les traitements de texte à moles de 4.000 F HT.

Duriez-Océna 112/132 bd St Germain Paris 6e ; Duriez-St Lazare (à partir de mi-mars 1987) 3, rue La Botte Paris 8e.

Au Conseil de l'Europe

M. Chirac rend hommage à la « fonction d'alerte de la conscience européenne »

Strasbourg
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac s'est adressé, ce mardi 27 janvier, en fin de matinée, au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. Il a souligné à cette occasion le rôle de « capitale parlementaire de l'Europe des Douze comme de l'Europe des Vingt et un » qui est celui de la métropole alsacienne. Rappelant que la mission du Conseil de l'Europe est notamment de « défendre les principes de la démocratie parlementaire et des droits de l'homme », le premier ministre a souligné qu'il lui revient de promouvoir « la liberté, la démocratie pluraliste, la primauté du droit, la dignité de la personne humaine ».

M. Chirac a indiqué que le gouvernement « entend célébrer avec un éclat particulier le trentième anniversaire des droits de l'homme », et y voit une occasion de « sensibiliser la jeunesse à la construction européenne ». Le premier ministre a évoqué ensuite la « fonction d'alerte de la conscience européenne » qu'exerce le Conseil, pour « les grandes questions de société, qu'il s'agisse du terrorisme, de la violence, de la drogue, ou de la protection des individus face au progrès technologique ».

Au sujet des pays de l'Est, M. Chirac a indiqué que la France « constate la persistance de violations des droits de l'homme sur notre continent », et qu'elle « ne peut oublier, malgré certains gestes récents et spectaculaires, les milliers d'autres cas et tous ceux qui, avec constance et courage, maintiennent l'espoir de la liberté ».

Il a rappelé que le gouvernement avait décidé de ratifier la Convention européenne de janvier 1977 pour la répression du terrorisme, et que le projet de loi de ratification serait soumis au Parlement au printemps.

« Afin, a-t-il dit, de préserver le droit d'asile et les principes de notre droit d'extradition garantis dans la Constitution française, cette ratification s'accompagnera d'une réserve analogue à celle qu'ont faite de nombreux autres Etats, en conformité avec l'article 13 de cette convention ».

Toujours à propos de la lutte contre le terrorisme, M. Chirac s'est excusé des contraintes que la France

avait dû imposer à l'entrée sur son territoire, notamment pour les pays européens ne faisant pas partie des Douze. « Je suis conscient, a-t-il déclaré, des contraintes initiales que les mesures exceptionnelles prises par le gouvernement français ont pu causer dans certains de vos pays, et soyez bien convaincus qu'il ne les a pas adoptées de gaieté de cœur ».

Le premier ministre a appelé, d'autre part, à un renforcement de la coopération de la lutte contre le trafic de drogue, et il a rappelé que la France souhaite une « intensification des efforts de lutte contre le cancer et le SIDA ». Enfin, la France, a-t-il dit, « attache une grande importance à la création d'un espace européen de la communication audiovisuelle ».

M. Chirac a demandé en conclusion au Conseil de l'Europe de se pencher sur deux problèmes ; celui de « l'afflux massif de demandeurs d'asile, qui, le plus souvent, sont en fait des migrants économiques », et celui du « développement des régions rurales », pour lequel un groupe de travail a été créé sous la présidence de M. Edgar Faure.

P. J.

Devant le comité central réuni à Moscou

M. Gorbatchev propose la pluralité des candidatures et le vote à bulletin secret au sein du PC

Moscou (AFP). — Le numéro soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a proposé la pluralité des candidatures aux élections des directions locales du parti, y compris des premiers secrétaires des républiques, ainsi que des soviets locaux des « grands districts », le mardi 27 janvier, dans son discours devant le plénum du comité central réuni à Moscou.

M. Gorbatchev, cité par l'agence Tass, a soulevé la question de « la modification de la procédure d'élection des dirigeants des organisations du parti dans les arrondissements, les villes, les régions et les républiques ».

Il a proposé que « les secrétaires, y compris les premiers secrétaires, soient élus au suffrage secret par les plénums des comités du parti correspondants ». Les membres des comités du parti « devraient de ce fait le droit d'inscrire sur la liste électorale un nombre illimité de candidatures », a-t-il dit. Actuellement, les chefs des comités du parti sont élus à main levée.

Répliquant à la grève des enseignants

M. Monory se déclare optimiste pour la rentrée 1987

Le mot d'ordre de grève lancé par les principaux syndicats de l'éducation nationale semblait relativement bien suivi mardi 27 janvier dans les établissements élémentaire et, dans une moindre mesure, dans le second degré.

Selon une estimation partielle réalisée dans dix départements dont Paris par le SNI-PEGC (FEN) et publiée en milieu de matinée, le taux de grévistes atteindrait 75 à 85 % dans les écoles et 65 à 70 % dans les collèges.

Des manifestations étaient prévues, notamment à Paris, Orléans et Evry, pour protester contre les suppressions de postes, obtenir le retrait du projet de M. Monory sur les maîtres-directeurs et l'ouverture de

discussions sur le recrutement et la formation des enseignants.

Mercredi 28 janvier, une Journée nationale de manifestations pour la formation des maîtres est organisée, par les syndicats de la FEN notamment pour protester contre les suppressions de postes dans les écoles normales d'instituteurs et les centres de formation de PEGC.

Le ministère de l'éducation nationale a répondu à sa manière à la grève en diffusant, lundi 26 janvier, une note d'information optimiste. La création de mille emplois supplémentaires annoncée par M. Monory, le 13 janvier pour le second degré, permet d'envisager la préparation de la rentrée 1987 « dans des conditions très satisfaisantes », indique le ministère. Ces moyens nouveaux complètent ceux déjà inscrits au budget de 1987 (4 240 créations d'emplois dans les lycées et 2 000 suppressions dans les collèges).

Il devrait permettre selon le ministère un réajustement des potentialités d'enseignement, notamment en faveur des quatre académies (Créteil, Lille, Nantes et Versailles) dont la situation est la plus critique. Le ministère indique en outre que 121 emplois seront affectés à l'ouverture de sections de techniciens spécialisés (STS) dans les lycées publics.

A B C D E F G

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

L'ASIE

à partir de
4400 F
aller/retour
LE CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST (CITASE) de PACIFIC HOLIDAYS vous propose

• Les charters les plus fiables. • Des circuits en petits groupes.
• Des circuits individuels sur mesure. • Des informations touristiques.

Recevez notre brochure contre 4 F en timbres.
PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Lectier, 75014 Paris — M^o Mouton-Duvernet